



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

LV^e Année

Tome I N^o 2 - Février 1980

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 5 **Préambule du rapport présenté par le Gouverneur de la Banque Nationale de Belgique à l'Assemblée Générale des Actionnaires.**
- 41 **Mesure de politique monétaire. Communiqué du 27 février 1980.**
- 43 **Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale - Résultats du mois de janvier 1980.**
- 1 **Statistiques.**
- 163 **Législation économique.**
- 171 **Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique.**

PREAMBULE DU RAPPORT PRESENTE
PAR LE GOUVERNEUR
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES

C'est en Europe continentale et au Japon que la croissance économique a été la plus forte en 1979 : la reprise qui s'était dessinée en 1978, s'est affermie; cette croissance a même ranimé la propension à investir des entreprises, restée faible depuis la cassure de 1974-1975. Aux Etats-Unis, au Canada et au Royaume-Uni, en revanche, la conjoncture de 1979 a été nettement moins bonne que l'année précédente.

Cette désynchronisation conjoncturelle entre pays industrialisés s'observe depuis 1977. Elle a eu pour conséquence de lisser la croissance globale dans l'ensemble des pays appartenant à l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques; ainsi, le taux de cette croissance n'a pas enregistré de fluctuations prononcées d'une année à l'autre : en volume, 3,7 p.c. en 1977, puis 3,9 p.c. en 1978 et 3,2 p.c. en 1979. Ce « lissage » a évité que le niveau moyen des cours de l'ensemble des matières premières, autres que le pétrole, soit entraîné dans une hausse aussi intense que lors des conjonctures synchrones de 1972-1974.

Mais cette régularisation dans le temps de l'expansion économique de l'ensemble des pays industrialisés n'a plus constitué un frein assez efficace à la hausse des prix intérieurs dans ces pays; celle-ci s'est accélérée avant même que soient ressentis les effets du nouveau renchérissement des huiles minérales. Aux Etats-Unis, la poussée des prix apparue en 1978, s'est renforcée, ensuite, malgré l'affaiblissement conjoncturel. En Europe, le ralentissement du rythme de l'inflation réalisé en 1978 a fait place, dans beaucoup de pays, à de nouvelles accélérations. Au total, les poussées inflationnistes ont accusé de nouveau des écarts plus larges de pays à pays.

Les pays non industrialisés, non producteurs de pétrole, ont dû faire face à une hausse des prix des produits manufacturés qu'ils importent, supérieure à celle de la moyenne des prix de leurs exportations et, de plus, au renchérissement des huiles minérales. Leurs termes de l'échange se sont détériorés; ce nouvel handicap a contribué à élargir le déficit courant de la balance des paiements de ces pays, les obligeant à alourdir encore un endettement qui, pour un certain nombre d'entre eux, grevait déjà trop lourdement leur capacité de paiement.

C'est cependant la balance des paiements courants du groupe des pays industrialisés, gros importateurs de pétrole, qui a subi la détérioration la plus profonde. Alors que, pour la première fois depuis le précédent renchérissement du pétrole, elle s'était soldée en boni en 1978 — et cet excédent était de l'ordre de 10 milliards de dollars —, elle s'est retrouvée déficitaire, à concurrence de quelque 30 milliards de dollars, en 1979. Cette détérioration qui, au total, représente les deux tiers environ de l'augmentation du boni courant des pays exportateurs de pétrole, atteint presque tous les pays industrialisés; les Etats-Unis sont une exception : l'affaiblissement de leur conjoncture, par rapport à celle du Japon et de l'Europe, a eu pour effet d'atténuer leur déséquilibre extérieur courant.

La recrudescence des poussées inflationnistes internes et la réapparition, ou l'aggravation, des déséquilibres extérieurs devaient évidemment affecter les marchés des changes. Les perturbations de ceux-ci ont été accentuées par des mouvements de fonds; souvent provoqués par les anticipations des agents économiques, concernant la valeur interne ou le cours de change des différentes monnaies, ces déplacements de trésoreries ont aussi été entraînés par les écarts qui sont apparus dans les taux d'intérêt. Les autorités des différents pays se sont, en effet, efforcées de parer à l'inflation et au déficit extérieur et leur réaction s'est le plus généralement manifestée dans un durcissement des politiques monétaires. La succession des hausses des taux d'intérêt à court terme en témoigne. Celles-ci avaient déjà débuté en 1978 aux Etats-Unis, en réponse à l'accélération des hausses de prix et, vers la fin de l'année, en conséquence de la nouvelle politique de soutien des cours du dollar. Des relèvements de taux ont été décidés dès les premiers mois de 1979 dans certains pays d'Europe où la demande intérieure et celle des crédits progressaient de façon jugée trop rapide, cependant que les taux américains demeuraient élevés, puis haussaient encore, les tensions inflationnistes intérieures s'accroissant et le dollar restant faible, au point qu'ils ont atteint de nouveaux maxima à l'automne. Aussi, dans le courant de l'année, le renchérissement des fonds à court terme s'est propagé à ceux des pays d'Europe où les autorités s'étaient d'abord abstenues de suivre ce mouvement, parce que l'économie de ces pays n'était pas soumise à des tensions conjoncturelles et que la hausse des prix restait modérée.

En 1980, les pays importateurs nets de produits énergétiques subiront à la fois, comme en 1974, une augmentation substantielle de leurs dépenses d'importation, un appauvrissement relatif dû à la détérioration des termes

de l'échange, une hausse de leurs coûts et les effets d'une diminution de la demande mondiale. Si, dans les pays industrialisés, les diverses catégories d'agents économiques s'efforçaient de repousser vers d'autres l'amputation du revenu réel exigée par la facture pétrolière, l'inflation s'entre-tiendrait et s'accélérerait, plus ou moins gravement, suivant la perméabilité de chaque pays, rendant dès lors plus aiguës les distorsions entre eux. Si, en outre, chaque pays tendait à reporter vers d'autres le déficit pétrolier, le fléchissement de la demande dans le monde s'accroîtrait, car ces actions restrictives ajouteraient leurs effets à ceux de la non-redépense d'une partie des nouveaux revenus des pays pétroliers et aux conséquences des difficultés des pays sous-développés. Les perturbations de l'économie mondiale intensifieraient la récession.

En tout état de cause, un nouveau ralentissement conjoncturel semble inévitable, en dépit de la revendication formulée, de toutes parts dans tous les pays, que ce risque soit écarté. C'est que la nouvelle crise pétrolière frappe des pays, industrialisés ou non, dont la situation est, dans de nombreux cas, plus dégradée qu'en 1974, en raison de leur endettement extérieur et des difficultés de leurs finances publiques. Dès lors, les marges de manœuvre dont les autorités disposent pour relancer la conjoncture et accepter un déficit courant sont bien plus étroites qu'en 1974. En même temps, dans le domaine financier, l'apport de liquidités internationales qui résultera des surplus disponibles des producteurs de pétrole, ajoutera encore à la masse des capitaux flottants, sensibles à des variations des différentiels d'intérêt ou à des anticipations de modifications de cours de change. Ce risque accru de mouvements de capitaux réduira encore, sans doute, l'autonomie des décisions de politique monétaire nationale.

Les événements des années récentes ont déjà astreint les autorités, même dans les grands pays, à admettre que leur liberté de choisir les objectifs de leur politique et, par conséquent, d'utiliser leurs instruments d'action, était amputée par les contraintes que leur imposaient l'environnement international et leur propre situation extérieure, plus précisément, l'évolution des cours de change de la monnaie nationale. De plus en plus, l'enchaînement « dépréciation-inflation » apparaît comme vicieux pour la sauvegarde de la prospérité nationale. L'enchaînement inverse « appréciation-stabilité relative des prix » a pu se révéler vertueux; à l'âge de l'inflation par les coûts, le renforcement d'une monnaie vis-à-vis des autres a paru fournir un instrument efficace, lorsqu'il s'agissait d'atténuer les hausses importées et, par conséquent, de réduire le risque que des réactions

intérieures multiplient ces hausses; des faits ont semblé étayer la thèse que ces politiques de change ont favorisé ainsi la compétitivité des industries nationales et, partant, qu'elles ont été bénéfiques, à moyen terme, pour l'activité des pays qui les ont pratiquées. Mais, autant que les dévaluations compétitives des années trente, des appréciations compétitives des monnaies ou les politiques qui voudraient y parvenir, perdraient tout leur sens si elles se généralisaient.

A ce moment de l'histoire des pays industrialisés, où, de plus en plus, l'action monétaire est recommandée, pour son efficacité, parmi les moyens de la stratégie économique, où, dès lors, tous les pays sont tentés d'agir par l'arme des taux, il serait dangereux pour la prospérité du monde que tous, simultanément, cherchent à renforcer le cours de leur monnaie, les uns pour la rendre plus forte encore, les autres parce qu'ils doivent la rendre moins faible. Sans doute les taux resteront-ils au-dessus des niveaux auxquels ils se situaient à l'époque de l'inflation bénigne. Mais si les hausses compétitives se poursuivaient, s'accroissant, s'énerbant l'une l'autre, dans leur précipitation à retrouver chacune son efficacité relativement aux autres, l'escalade inutile qui en résulterait n'apporterait plus que des résultats nocifs. Les fruits finalement récoltés seraient l'alourdissement de la charge des endettements extérieurs, l'altération du rapport interne entre la préférence pour l'épargne financière et la décision d'investir et peut-être, finalement, le rétablissement draconien des équilibres économiques et financiers, par un retour à un niveau ancien de la demande, dans un monde astreint, sans transition, à la pénitence.

Une récession de l'économie mondiale beaucoup plus profonde et beaucoup plus longue que celle de 1975 mettrait en péril bien plus que des valeurs matérielles.

Il est donc indispensable que les nations coordonnent leurs politiques économiques au plus tôt. Si, parmi les moyens de celles-ci, les politiques de change et les politiques monétaires sont les plus agissantes, ce sont celles-là qu'il faut au plus tôt rendre cohérentes.

La Communauté Economique Européenne est un des lieux où cet effort de cohérence peut être entrepris sans atermoiement, lieu géographiquement limité sans doute, mais significatif. Lorsqu'ils ont créé le Système Monétaire Européen, le 13 mars 1979, les pays membres ont réaffirmé de façon formelle le principe de cette coordination. Ce système a élargi à l'ensemble des membres de la Communauté Economique Européenne, à

l'exception provisoirement du Royaume-Uni, la zone de taux de change stables, qui était appelée communément « serpent ». On sait que le nouvel accord, en plus qu'il a créé un nouvel instrument de réserve — l'Ecu —, a introduit un dispositif nouveau, appelé indicateur de divergence, qui permet d'évaluer la fermeté ou la faiblesse d'une monnaie par rapport à l'ensemble des autres monnaies de la Communauté; son niveau, lorsqu'il franchit un certain seuil, constitue un signal pour les autorités du pays concerné, présumées dès lors prendre des mesures propres à remédier aux tensions dont leur monnaie est l'objet. De larges facilités de crédit réciproques assurent le financement des interventions requises pour le maintien des changes stables. Mais ces mécanismes institutionnels perfectionnés, s'ils facilitent largement les transitions et donnent un répit aux pays qui ont à consentir un effort de redressement, en les confortant par l'aide des autres, ne suffisent pas à étayer le système. L'assise fondamentale qui assure le fonctionnement régulier et continu de cette zone de stabilité des changes, c'est la solidarité des membres, unis par l'intérêt commun qu'ils trouvent dans leur intégration économique. Cette solidarité serait brisée si les politiques nationales étaient conçues en fonction d'objectifs particuliers à chacun, si certains voulaient renforcer sans cesse le cours de leur monnaie, si d'autres se laissaient encore aller au laxisme, de telle façon que l'ensemble devienne incohérent et source de rupture. Pour réaliser la convergence nécessaire des politiques monétaires et, au-delà, des politiques socio-économiques, beaucoup de progrès restent à accomplir dans le dialogue qui doit précéder la décision d'agir. Trop souvent encore, l'interdépendance grandissante des économies européennes paraît sous-estimée, l'autonomie de l'action est privilégiée. Les petits pays ne peuvent que suivre.

C'est le raffermissement de la demande extérieure, lié à la conjoncture favorable dans les autres pays de la Communauté, notamment en République Fédérale d'Allemagne, qui a été le moteur premier de la reprise en Belgique. L'effet multiplicateur de la demande à l'exportation s'est combiné avec ceux d'incitants d'origine interne. La progression du produit national brut à prix constants s'est accélérée, passant de 0,9 p.c. en 1977 à 2,5 p.c. en 1978 et à quelque 3,5 p.c. en 1979, pourcentage qui apparaît comme remarquable dans le contexte nouveau de la croissance économique mondiale.

Dans les industries manufacturières, la reprise s'était dessinée au tournant des années 1977-1978; elle ne s'était affermie que lentement en 1978;

*Situation
économique
et financière
en Belgique.*

elle s'est accentuée en 1979. La durée assurée d'activité se situait, dans les derniers mois de 1979, à des niveaux qu'elle n'avait plus atteints depuis la rupture économique de 1974-1975. Il en était de même du degré d'utilisation des capacités de production; dans la plupart des secteurs, celui-ci est cependant resté au-dessous du niveau élevé de 1974, qui avait d'ailleurs suscité, cette année-là, des investissements d'extension considérables. Dans l'ensemble, la production industrielle a dépassé, en octobre 1979, de 5 à 6 p.c. le maximum conjoncturel de 1974. Cependant, les situations sont demeurées très différentes d'un secteur à l'autre. Ainsi, malgré leurs progrès récents, la production de la sidérurgie et celle de l'industrie textile étaient encore fort éloignées du sommet de 1974. Plus défavorisée encore, l'activité de quelques secteurs ne s'est pas rapprochée du maximum antérieur : c'est le cas notamment des industries du vêtement et de la chaussure et de celles de la première transformation des métaux. En revanche, des activités qui avaient déjà progressé de 1974 à 1978 — celles des industries alimentaires, des industries chimiques et du caoutchouc, de l'électricité, des métaux non ferreux, du matériel de transport —, ont de nouveau été en expansion sensible en 1979.

L'industrie de la construction, dans son ensemble, n'a pas connu de tels développements : après une faible progression, en 1978, son activité aurait régressé de quelque 3 p.c. en 1979; ce recul est particulier à la construction de bâtiments.

Le progrès de la productivité dans les industries manufacturières a encore été supérieur à celui, pourtant élevé, de la production; dès lors, le nombre total d'heures travaillées s'est de nouveau réduit. L'effet de cette réduction sur l'emploi ne semble plus avoir été atténué par un raccourcissement de la durée individuelle des prestations. La diminution du nombre de personnes au travail dans l'industrie a toutefois été un peu moins rapide que l'année précédente. De plus, dans l'ensemble de l'économie, l'emploi global aurait même augmenté, pour la première fois depuis 1974, ensuite notamment des mesures mises en œuvre par les pouvoirs publics. Mais cette amélioration globale — quelque 10.000 personnes entre juin 1978 et juin 1979 — n'a toutefois pas été suffisante pour absorber l'augmentation de la population active; celle-ci s'est renforcée de quelque 27.000 personnes : en effet, les mises à la retraite anticipée n'ont pas compensé la progression, plus rapide qu'au cours de l'année précédente, du nombre de personnes en âge de travailler. Le taux de chômage s'est donc encore accru, à un rythme plus faible cependant que dans les dernières années.

Par ailleurs, ces gains de productivité réalisés par les industries manufacturières ont eu un effet favorable sur l'évolution des coûts salariaux par unité produite, atténuant la hausse des prix des produits industriels finis. Dans l'ensemble de l'année 1979, le renchérissement de ceux-ci a cependant été moins modéré que pour l'année 1978; celui des services s'est, par contre, ralenti; les prix des produits alimentaires se sont situés à un niveau moyen peu changé. Aussi, la hausse globale des prix à la consommation — mesurée par les moyennes annuelles — est restée, de 1978 à 1979, la même que de 1977 à 1978, soit 4,5 p.c. Les répercussions, essentiellement indirectes pour ces prix, du renchérissement sensible des produits importés, n'ont été ressenties que progressivement et l'augmentation des prix à la consommation pendant l'année a été moindre que dans les autres pays de la Communauté, à l'exception des Pays-Bas.

La masse des salaires aurait augmenté, comme en 1978, de près de 3 p.c. en termes réels, soit moins que le produit national brut à prix constants. Les revenus des entreprises individuelles auraient progressé plus qu'en 1978.

Les transferts nets des ménages aux pouvoirs publics — impôts payés par les premiers moins tous les transferts qu'ils reçoivent des seconds — auraient légèrement diminué. En définitive, pour l'ensemble des ménages, qui comprennent tous les particuliers, salariés ou non, ainsi que les entreprises individuelles, les revenus après taxation se seraient accrus à peu près dans la même proportion que le produit national. Il semble que les ménages aient consacré à l'épargne presque la même proportion de leur revenu disponible qu'en 1978. Investie relativement moins que l'année précédente dans des constructions de logements, cette épargne des ménages aurait pris davantage la forme financière. Ainsi, ce surplus net qui peut être offert par les ménages pour le financement du déficit d'autres secteurs, aurait représenté un pourcentage du produit national un peu plus important qu'en 1978, alors qu'il avait fléchi depuis 1976.

Le besoin net de financement des entreprises à forme de société, également exprimé en pourcentage du produit national, est resté pratiquement stable de 1978 à 1979, alors qu'il s'était réduit depuis 1975. Certes, les dépenses d'investissements en capital fixe ont progressé de quelque 4 p.c. en termes réels, contre 3 p.c. l'année précédente, et la constitution de stocks a été plus importante aussi; mais les ressources propres dont les sociétés ont disposé pour financer ces dépenses et pour amortir leurs investissements antérieurs ont été moins maigres qu'en 1978, en raison de l'aug-

mentation des bénéfiques. L'industrie, considérée dans son ensemble, a bénéficié d'une croissance du volume de ses ventes plus importante qu'en 1978 et d'une hausse des prix plus rapide que celle des coûts unitaires : l'incidence sur ceux-ci du renchérissement des matières importées ainsi que des produits et services achetés aux autres secteurs, a été partiellement compensée par la réduction des coûts salariaux par unité produite. Dans les autres secteurs aussi, la hausse de ces derniers semble être restée, comme en 1978, un peu inférieure à celle des prix de vente. Au total, le revenu brut des sociétés aurait atteint, en 1979, 10 p.c. environ du produit national, contre 9,2 p.c. en 1978 et 11,3 p.c. pendant la période 1971-1974. Les bénéfiques non distribués auraient évolué d'une manière analogue à celle des revenus bruts.

Si le revenu disponible des ménages et celui des sociétés ont pu s'accroître, l'un proportionnellement au produit national, l'autre davantage que ce dernier, c'est que les recettes de l'Etat, entendu comme l'ensemble des pouvoirs publics, ont, pour la première fois depuis 1970, crû moins que ce produit et que le déficit courant de ce secteur s'est encore aggravé. Sans doute le prélèvement fiscal a-t-il bénéficié plus que proportionnellement des augmentations même nominales des revenus, par le jeu de la progressivité de l'impôt, mais, par ailleurs, son accroissement a été freiné par le plafonnement des revenus sur lesquels se calculent certains prélèvements de sécurité sociale; il n'a plus été gonflé, comme en 1978, par le double prélèvement des centimes additionnels au profit des pouvoirs locaux; en outre, des allègements ont été consentis en 1979 en faveur des investissements des entreprises. En ce qui concerne les dépenses courantes, leur proportion par rapport au produit national a continué de s'élever au rythme enregistré depuis le début des années 1970, malgré les mesures de freinage prévues dans le budget de 1979; celles-ci ne concernaient, en effet, ni les dépenses incompressibles, comme la charge de la dette publique, ni les dépenses liées à la crise, comme les subventions à l'emploi et à l'assurance-chômage. Au déficit courant se sont ajoutées les dépenses nettes en capital de l'ensemble des pouvoirs publics, en forte progression par rapport à 1978, année au cours de laquelle elles avaient, au contraire, régressé en volume. Au total, les besoins nets de financement des pouvoirs publics sont ainsi passés de 7,2 p.c. du produit national, en 1978, à près de 9 p.c. en 1979, proportion la plus élevée parmi les principaux pays de la Communauté Economique Européenne, à l'exception de l'Italie.

L'élargissement du flux des dépenses publiques, se conjuguant à celui des investissements et de la consommation privés, et à celui des exporta-

tions, a induit un accroissement des importations qui avoisine, en volume, celui des exportations. Comme la balance commerciale de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise était déjà négative en 1978, le déficit de cette balance, mesuré en valeur nominale, s'est élargi. En outre, le solde net des revenus de placements et investissements, grevé des charges de l'endettement extérieur, s'est réduit; cette diminution n'a pas été compensée par les mouvements des soldes laissés par les autres opérations « invisibles »; dès lors, le boni de l'ensemble des transactions sur « services », qui s'était accru de 1970 à 1977, s'est encore sensiblement rétréci. Le solde négatif de l'ensemble des paiements courants de l'Union Economique a atteint, de la sorte, quelque 85 milliards. De leur côté, les sorties nettes de capitaux privés, qui acquièrent un caractère structurel, ont été importantes en 1979 : stimulées au début de l'année par des disparités de taux d'intérêt, dues au décalage entre l'évolution conjoncturelle en Belgique et dans certains pays industrialisés, elles ont, vers le milieu de l'année, présenté un caractère plus spéculatif.

L'évolution du découvert laissé par la balance des paiements courants, qui s'est aggravé d'année en année depuis quatre ans, est extrêmement préoccupante. L'ampleur de ce déficit est un problème et un problème grave — on y reviendra ci-après.

Au cours de l'année 1979, le déséquilibre des paiements extérieurs a obligé la Banque à se porter du côté de l'offre sur le marché des changes pour couvrir le déficit final des paiements extérieurs; ces interventions de soutien se sont élevées à 113 milliards pour l'ensemble de l'année.

La Banque a dû, dès lors, revoir sa politique des taux et relever considérablement ses barèmes. Le taux moyen pondéré des fonds que la Banque apporte au marché monétaire est ainsi passé d'un minimum de 6,1 p.c. vers la mi-mars à un maximum de 11,7 p.c. à la mi-janvier 1980. La majoration a été plus forte que lors des crises de change précédentes, mais elle se situait dans un contexte international de hausse des taux d'intérêt; l'écart nominal entre les taux à l'étranger et les taux en Belgique est donc resté plus faible que pendant les autres périodes de tensions sur le marché des changes. Sans doute les taux réels, c'est-à-dire déduction faite de la hausse des prix, ont-ils augmenté considérablement plus en Belgique et aux Pays-Bas que dans les principaux autres pays. Mais il est probable que les décisions de placer ou d'emprunter à très court terme à l'étranger ont été déterminées d'autant plus par les différentiels de taux nominaux,

que le risque de change se réduisait, en raison de la plus grande stabilité des cours, notamment entre les monnaies des pays membres du Système Monétaire Européen.

La même hypothèse ne peut évidemment pas être formulée pour les placements à long terme, pour lesquels les taux réels gardent plus de signification. De plus, sur chaque marché national des fonds à long terme, les taux évoluent en fonction d'un ensemble complexe de facteurs, parmi lesquels figurent notamment les déséquilibres entre l'offre et la demande intérieures de capitaux. En Belgique, cette dernière, venant du déficit financier de l'Etat et des entreprises, a dépassé ce que le secteur « ménages », globalement apporteur d'épargnes, était disposé à prêter à même échéance, compte tenu de l'évolution des taux à court terme et des anticipations de hausse des taux à long terme. Aussi, malgré un élargissement considérable du financement monétaire de l'Etat, qui s'est produit, en partie, par la cession à la Banque de devises empruntées, et malgré le recours à l'étranger de certaines institutions du secteur public, le déséquilibre sur le marché des fonds à long terme a entraîné une hausse des taux. Celle-ci a été beaucoup plus modérée que sur le court terme et le niveau des taux à long terme n'apparaît pas comme particulièrement élevé en Belgique, à l'heure actuelle, par comparaison avec les taux à l'étranger; en outre, ce renchérissement s'est produit dans une période où l'amélioration de la rentabilité des entreprises leur permettait de financer, par des moyens propres, une partie plus importante de leurs investissements.

A mesure que les ressources disponibles sur le marché monétaire se resserraient, par suite du déficit extérieur, les intermédiaires financiers ont reconstitué partiellement leurs trésoreries en recourant à la Banque. Celle-ci devait cependant veiller à ne pas alimenter une spéculation éventuelle par une création de fonds trop peu coûteuse et trop abondante. Le relèvement des taux a rendu plus onéreuse cette création et la Banque n'a relevé les plafonds de réescompte que de 10 milliards, soit un montant très nettement inférieur aux pertes de réserves de change. Mais le principal du recours au prêteur en dernier ressort s'est fait, non par les intermédiaires financiers eux-mêmes, mais par le Trésor, via le Fonds des Rentes ou par la cession, à la Banque, des devises empruntées. A la fin de 1978, le financement du Trésor par la Banque, sous ces diverses modalités, avait atteint 68 milliards; à la fin de 1979, il se chiffrait à 147 milliards; encore cet accroissement de près de 80 milliards ne comprend-il pas quelque 10 milliards de monétisation de la dette publique, c'est-à-dire les nouvelles

avances que la Banque a consenties au Fonds des Rentes, à court d'autres ressources, pour financer ses rachats de régularisation du cours, en bourse, des obligations publiques. Toute cette création intense de fonds a restitué aux intermédiaires financiers des ressources provenant de la Banque. Celle-ci s'est donc trouvée empêchée d'exercer avec la rigueur nécessaire l'action de restriction financière que la situation extérieure appelait.

C'est pendant l'année 1976 que la balance des paiements courants de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise est devenue déficitaire. Le solde négatif s'est accru d'année en année.

La dégradation de la situation extérieure de la Belgique.

Cette évolution, dont on a dit en l'évoquant ci-avant qu'elle posait un problème grave, n'est pas le fait du partenaire luxembourgeois; même si les évaluations de son compte courant extérieur sont entachées d'une marge d'imprécision, il est patent que ce compte se solde par un surplus fort large d'ailleurs relativement à la dimension du pays; l'excédent provient des recettes importantes gagnées par des prestations de services.

Le fait et ses conséquences.

C'est l'économie belge qui pâtit, dans ses échanges internationaux, d'un manquant de plus en plus pesant. En 1979, pour l'ensemble des opérations sur biens et services et des transferts de revenus, il avoisine 95 milliards.

Pour l'ensemble de la période 1976-1978, mesuré par référence au produit national brut de la Belgique, le déficit courant des paiements extérieurs en a représenté 1 p.c.; pour l'année 1979, le rapport a atteint 2,9 p.c. environ.

Il est vrai que ce déséquilibre n'est pas un cas unique. Ainsi, en regard du chiffre de 1 p.c. concernant la Belgique, on peut mettre les données correspondantes d'autres pays, pour la même période, négatives également : 0,4 p.c. pour les Etats-Unis, 0,5 p.c. pour la France, 2,4 p.c. pour la Suède, 3,6 p.c. pour le Danemark, 4,1 p.c. pour l'Autriche, et 10,2 p.c. pour la Norvège. Mais il faut citer aussi les rapports positifs : 0,5 p.c. pour les Pays-Bas, 1 p.c. pour l'Italie et pour la République Fédérale d'Allemagne, 1,4 p.c. pour le Japon, 5,6 p.c. pour la Suisse; ou encore, l'équilibre réalisé par le Royaume-Uni. Tous ces pays industrialisés ont été touchés par la crise pétrolière; la plupart moins durement que l'économie belge sans doute; mais, par ailleurs, plusieurs ont subi, pendant

les récentes années, des poussées inflationnistes plus fortes qu'en Belgique. La comparaison du pourcentage de 1979 à celui de la période 1976-1978 révèle une détérioration au Royaume-Uni, en République Fédérale d'Allemagne, aux Pays-Bas, en Suède et au Danemark, mais, dans aucun de ces cas, elle n'est aussi défavorable qu'en Belgique; même au Japon, où le retournement est relativement accusé, le déficit de 1979 ne représente encore que 0,7 p.c. du produit national. En outre, plusieurs des pays déficitaires ont pu réduire leur solde négatif en 1979 : le rapport n'a plus été que de 0,1 p.c. pour les Etats-Unis, 2,3 p.c. pour la Norvège, 3 p.c. pour l'Autriche; en France, le rapport est redevenu positif avec 0,3 p.c.; il l'est resté en Suisse avec 3,2 p.c.; il s'est même accru, en Italie, avec 2,2 p.c.

L'aggravation du déficit extérieur de l'économie belge est préoccupante, non seulement par ses conséquences, mais surtout par sa signification fondamentale.

A cet égard, sa durée indique qu'il ne s'agit pas d'un phénomène accidentel. Il ne s'agit pas non plus d'un mouvement purement conjoncturel, puisqu'il a continué dans la récession de 1977, comme dans les reprises de 1976 ou de 1979. Ce n'est pas un phénomène de nature financière : ce ne sont pas des mouvements de fonds que la balance courante enregistre, ce sont des recettes et des dépenses en revenus. Dès lors, quand il est exprimé en pourcentage de la production nationale de biens et de services, le déficit extérieur courant montre dans quelle mesure les dépenses intérieures de toute nature ont dépassé ce produit national. L'écart ne peut être comblé que par l'apport de ressources réelles que l'économie belge se procure à l'étranger, sans autre contrepartie qu'un endettement net.

Ce mécanisme doit être explicité.

D'une part, tous ensemble, les agents économiques belges — ménages, entreprises sociétales ou individuelles, pouvoirs publics — doivent ou veulent se procurer à l'étranger des produits de nature extrêmement variée et des services très divers. Ou bien ils utilisent immédiatement ces biens et ces services tels quels, pour investir — par exemple, des équipements ou du matériel tout achevés — ou pour consommer — par exemple, des produits finis ou presque finis, et des services, ceux du tourisme notamment. Ou bien les produits et les services, fournis par l'étranger, sont incorporés dans des produits fabriqués dans le pays, puis destinés à des consommations ou à des investissements intérieurs — c'est le cas, entre autres, des produits énergétiques, des matières premières, des demi-produits et de nombreux

services, par exemple des transports. Dans ce second processus, indirect, l'utilisateur final ignore le plus souvent l'importance de la dépense à l'importation qu'il provoque en achetant un produit ou un service qui lui est fourni par des entreprises belges : l'activité de celles-ci a fait disparaître l'origine étrangère du contenu importé. En réalité, aujourd'hui, la dépense intérieure comprend, en moyenne, un tiers de produits et de services achetés, directement ou indirectement, à l'étranger.

Pour que le compte courant extérieur de l'économie nationale soit équilibré, il faut évidemment que tous ces achats que les consommateurs ou investisseurs privés ou publics font à l'étranger, consciemment ou inconsciemment, pendant une certaine période, soient payés par des fournitures de produits et de services exportés au cours de la même période. La valeur de ces fournitures, qui doit être égale à celle des importations utilisées pour des dépenses intérieures, est celle que les producteurs belges ont ajoutée, en les transformant, aux marchandises et services importés, contenus dans leurs exportations de biens et de services. Ce n'est donc pas le montant total des exportations de biens et de services qu'il faut considérer; car celles-ci, aussi, ont un contenu importé élevé : il est actuellement, en moyenne, de l'ordre de 40 p.c. de la valeur globale des ventes à l'étranger; à concurrence de ce pourcentage, celles-ci ne sont que des réexportations. La valeur ajoutée dans les exportations constitue le revenu gagné à l'occasion d'opérations avec des clients étrangers, résultat d'une activité productrice nationale suffisamment et efficacement orientée vers des marchés extérieurs. Pour la Belgique, on peut estimer que, dans les années 1970 à 1973, cette valeur ajoutée comprise dans les exportations dépassait de 40 milliards environ les importations comprises dans la dépense intérieure; cet excédent a disparu, faisant place à un déficit dont on a cité le montant impressionnant de 95 milliards.

Depuis quatre ans, la Belgique s'est installée dans une situation de déséquilibre croissant, où le total des dépenses à l'étranger, directes et surtout indirectes, dépasse de plus en plus le revenu gagné en travaillant pour les marchés extérieurs.

Déficitaire, et dès lors débitrice du solde net des ressources réelles obtenues de l'étranger, l'économie belge a dû s'endetter envers celui-ci. Cet endettement, dont les montants cités ci-après comprennent les engagements envers le Grand-Duché de Luxembourg puisqu'il s'agit ici de la Belgique seule et non de l'Union Economique, s'est produit par divers canaux. De la fin de 1975 à la fin de septembre 1979, l'Etat a accru sa

dette extérieure nette de 80 milliards; les organismes financiers et d'exploitation publics, de 20 milliards; les banques commerciales belges, de 80 milliards. En plus, la Banque a dû consentir à une diminution de 60 milliards de ses avoirs extérieurs nets : cette réduction résulte à la fois d'endettements de la Banque et de la cession de créances liquides; dans l'un et l'autre cas, l'appauvrissement du patrimoine financier extérieur du pays est analogue. La masse de ressources financières — au total 240 milliards environ — ainsi mises en œuvre pour régler les comptes avec l'étranger a dépassé très largement le déficit courant de la même période, évalué grosso modo à 140 milliards. Celui-ci mesure l'endettement net. Le surplus des ressources empruntées a servi à compenser les sorties nettes de capitaux privés de la période : les ménages résidant et les entreprises — autres que les banques — installées en Belgique ont accru leurs avoirs à l'étranger — en ce compris, on le rappelle, le Grand-Duché de Luxembourg — d'un montant qui, par solde, peut être estimé à 100 milliards. A concurrence de ce dernier montant, les dettes et créances extérieures se compensent globalement au niveau de l'économie dans son ensemble, mais des agents économiques privés se sont constitué des avoirs à l'étranger, amenant les banques et le secteur public à contracter des engagements.

Il demeure, en tout état de cause, que la première conséquence du déficit courant est un emprunt net de l'économie nationale au reste du monde. Les incidences de cette dette sur la balance des paiements de la Belgique des prochaines années sont défavorables. En effet, le service des intérêts à payer — ou, ce qui est équivalent, la perte des intérêts auparavant reçus de l'étranger en rémunération du placement des réserves officielles —, d'autant plus lourds que les taux sont élevés sur les marchés internationaux, va grever le compte courant extérieur d'une charge accrue. Pour l'endettement net des quatre dernières années, cette charge est probablement de l'ordre de 15 milliards. Encore cette estimation représente-t-elle un solde : des intérêts à payer à l'étranger par les instances officielles et les banques, qui dépassent largement ce montant, on a déduit les revenus qu'encaissera le reste du secteur privé sur les placements qu'il a effectués au cours de la période; or, il n'est pas sûr que ces revenus seront rapatriés; s'ils ne l'étaient pas, le poids du service financier des engagements nets du secteur public et des banques pèserait en entier sur le compte courant extérieur de la Belgique.

La seconde conséquence immédiate de la dégradation de ce dernier est apparue sur le marché des changes. La faiblesse persistante du franc

belge pendant la plus grande partie de la dernière année n'a guère d'autres causes; si, à certains moments, des mouvements spéculatifs ont accentué la pression dont la monnaie était l'objet, c'est essentiellement le déficit en transactions courantes qui a provoqué la diminution des réserves de change officielles. En effet, dans le régime du double marché des changes, ce sont les opérations commerciales, au sens large, qui se règlent sur celui des deux marchés dont les cours sont régularisés par la Banque, conformément aux principes de l'accord dit du « serpent », puis du Système Monétaire Européen. Ce sont donc en premier lieu les interventions de la Banque elle-même qui ont dû financer le découvert courant.

Aussi longtemps qu'il persiste, le déficit courant, de quelque ampleur qu'il soit, ne permet en aucune façon au pays de se désendetter envers l'étranger : au contraire, il faut emprunter pour couvrir le nouveau déficit — ou liquider des réserves officielles — et emprunter, en même temps, pour rembourser les anciens emprunts venus à échéance.

Les réserves de moyens de paiement internationaux sont très larges et les facultés de crédits internationaux dont la Banque dispose ne sont guère entamées; mais les unes et les autres ne sont pas inépuisables. En outre, l'obtention de crédits officiels finit par être subordonnée au respect de conditions précises. Le recours aux marchés de fonds extérieurs est encore possible pour les autres secteurs de l'économie, le crédit de la Belgique étant intact; mais tout endettement supplémentaire entraîne de nouvelles charges.

L'observation des changements survenus, au cours des années septante, dans le compte extérieur de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise — qu'il faut bien prendre comme instrument d'analyse, puisqu'on ne dispose pas de données détaillées pour la Belgique seule — indique clairement que la dégradation du compte courant vient des opérations sur marchandises.

Le renversement
de la balance
commerciale.

Sans doute les déplacements à l'étranger ont-ils constitué une dépense nette, d'année en année plus lourde; en 1979, elle a atteint plus de 35 milliards. Il en est de même des transferts publics, notamment des contributions des deux Etats aux institutions européennes, dont le montant est proche de 40 milliards en 1979. Mais d'autres catégories de transactions courantes ont présenté des soldes de plus en plus positifs; ainsi, les recettes de transports, qui apportent une rentrée nette de quelque 10 milliards

en 1979; ou encore, le surplus laissé par les dépenses de fonctionnement des institutions internationales dont le siège est sur le territoire de l'Union Economique, qui atteint 25 milliards environ en 1979; d'autres catégories aussi se sont soldées régulièrement par un boni — c'est le cas des revenus nets de placements, cependant en diminution depuis 1977. Au total, dans le courant de la décennie, la balance des transactions dites « invisibles » a tendu à s'améliorer, même si les deux dernières années ont été moins bonnes.

Parmi les opérations sur marchandises, les « arbitrages » — c'est-à-dire les achats à un fournisseur étranger de produits revendus tels quels ailleurs — ont toujours laissé un surplus qui s'est généralement accru.

C'est donc dans les valeurs des exportations et importations que s'est produite la modification majeure qui est à l'origine du renversement du compte courant extérieur. Le surplus commercial annuel était à peu près de 40 milliards pour la moyenne des quatre premières des années septante; le déficit annuel a été de l'ordre de 65 milliards pour celle des quatre dernières; il a atteint environ 90 milliards pour la seule année 1979.

Exprimée en valeur, la balance commerciale des grandes catégories de produits a subi de substantiels changements. Pour les matières premières, le déficit considérable, normal dans un pays transformateur, qui était en moyenne annuelle de l'ordre de 65 milliards pendant la première période, de 1970 à 1973, s'est trouvé doublé dans la seconde, de 1976 à 1979, en conséquence de l'augmentation des prix et du développement de l'activité. Pour les produits énergétiques, le déficit, inévitable dans un pays dépendant, était de l'ordre de 40 milliards par an pendant la première période; il a un peu plus que triplé dans la seconde, et ce solde a recommencé à s'élargir en 1979. L'excédent pour les produits manufacturés, nécessaire dans un pays transformateur, s'est malheureusement fort peu accru depuis la première période, où il atteignait une bonne centaine de milliards. Les comparaisons internationales possibles — elles ne dépassent pas l'année 1978 — indiquent clairement que l'évolution de cette balance des produits manufacturés a été plus défavorable pour l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise que pour ses principaux partenaires commerciaux.

Ces évolutions, par groupe de produits, révèlent l'ampleur des conséquences de la hausse des cours des matières premières et celle, beaucoup plus forte, des huiles minérales et autres produits énergétiques. Cette

hausse s'est traduite par une détérioration des termes de l'échange pour l'économie belge : les prix moyens des produits exportés n'ont pas pu être relevés dans la même proportion que les prix moyens à l'importation; le mouvement de ceux-ci a été entretenu par les décisions adoptées par les producteurs de pétrole pour faire pièce au renchérissement, dans le monde, des produits industriels.

Cette détérioration des termes de l'échange imposait à l'économie belge de fournir un volume plus important de ses propres produits, pour obtenir le même volume qu'auparavant de produits étrangers. Dès lors, la balance commerciale, exprimée en valeur globale, ne pouvait rester inchangée que si l'accroissement du volume des ventes dépassait celui du volume des achats, proportionnellement à l'écart qui s'était créé dans les prix : pour un volume de dépenses intérieures inchangé, il fallait produire davantage, au seul profit de l'étranger.

Or, les faits ont révélé un mouvement inverse entre les quatre premières années de la décennie et les années 1977-1978 : en volume, l'expansion des importations belgo-luxembourgeoises l'a emporté nettement sur celle des ventes. Cette évolution des échanges en volume est responsable, à concurrence de la moitié environ, du renversement de la balance commerciale, l'altération des termes de l'échange expliquant l'autre moitié.

On vient de voir que le progrès des ventes belgo-luxembourgeoises, qui aurait dû être particulièrement bon, en volume, n'a été qu'assez médiocre.

Le développement
des exportations.

Cet insuccès ne s'explique pas par une insuffisance globale de la demande étrangère : en volume, l'accroissement des exportations de l'Union Economique est inférieur à l'accroissement général des importations des pays tiers, que l'on considère comme tels le monde entier, ou seulement le groupe des pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques, ou uniquement les principaux partenaires commerciaux de l'Union Economique.

L'expansion des ventes n'a pas été freinée non plus, au contraire, par leur orientation géographique : la progression aurait été moindre si la répartition des courants de ventes avait été plus semblable, dès les premières années de la décennie, à celle de l'ensemble des principaux partenaires commerciaux. Toutefois, cette observation souffre une exception : l'Union Economique a recueilli relativement peu de fruits du déve-

loppement considérable de la demande émanant des pays producteurs de pétrole; en effet, avant leur enrichissement, ces marchés ne constituaient, pour elle, qu'un débouché assez secondaire, par comparaison avec l'importance qu'ils présentaient pour l'ensemble des pays industrialisés.

Mais, il faut bien reconnaître que l'économie nationale a perdu singulièrement de sa compétitivité. Élément important de celle-ci, lorsqu'elle est saisie au niveau national, la structure des ventes par produits présente des défauts; elle est le résultat des spécialisations de l'industrie. Si ces ventes avaient été composées, dans les premières années de la décennie, d'une gamme de marchandises analogue à celle de la moyenne des principaux partenaires commerciaux, la croissance des exportations aurait été bien meilleure. Malgré un effort d'adaptation que révèlent les comparaisons statistiques, possibles jusqu'en 1977, cette structure est restée trop anachronique au cours de la décennie. Un cinquième seulement des exportations belgo-luxembourgeoises de produits manufacturés, effectuées au cours des années 1974 à 1977, a été constitué par des produits à considérer comme « progressifs », c'est-à-dire ceux-là dont la part croît dans la valeur totale des importations de produits manufacturés effectuées par l'ensemble des pays industrialisés. Quant aux produits à ranger comme « régressifs », ils ont encore représenté près de la moitié de la valeur des exportations de produits manufacturés. Le surplus de la balance commerciale de l'Union Economique pour ces produits « régressifs » s'est effrité progressivement, sauf en 1974, année exceptionnelle pour la sidérurgie, tandis qu'il s'améliorait pour l'autre groupe.

La part des marchés de l'Union Economique s'est rétrécie aussi sous les poussées de nouveaux concurrents, pays asiatiques et latino-américains en voie d'industrialisation rapide et pays à économie planifiée. Mais, pour importants qu'ils soient, les effets, sur les exportations belgo-luxembourgeoises, de cette nouvelle répartition du travail dans le monde, ne doivent pas être surestimés. De la moyenne des années 1970-1973 à 1977, la part de l'Union Economique, pour les produits manufacturés, dans le marché total des pays industrialisés, est revenue de 6,1 à 5,6 p.c.; on peut estimer à 0,2 p.c. la partie de cette diminution due à la pénétration des nouveaux producteurs.

Il reste enfin à mentionner un facteur qui contribue activement à freiner l'expansion des industries exportatrices nationales : le manque de rentabilité du secteur dans son ensemble. Les incidences de ce facteur

sur le volume des ventes ne sont pas quantifiables. Elles sont cependant certaines. Lorsque l'insuffisance de la rentabilité perdure, des entreprises disparaissent, des divisions ferment, des projets d'expansion sont abandonnés, des budgets de recherche sont amputés ou des firmes exportatrices changent d'activité et deviennent des fournisseurs de services intérieurs, voire des importateurs et les reconversions vers des produits plus « progressifs » se font plus malaisées.

Il n'est pas possible de porter un jugement formel et incontestable sur le manque de rentabilité de l'industrie exportatrice. Mais les comparaisons internationales révèlent bien la dégradation des conditions d'exploitation, relativement aux sept principaux partenaires et concurrents commerciaux. Tous les indices concordent : la disparité s'est aggravée depuis les années 1973-1974; l'année 1978 a apporté une certaine amélioration; pour 1979, la comparaison n'est pas encore possible. Dominée par les prix internationaux, même sur le marché intérieur, encore concurrentiel pour la plupart des produits manufacturés, l'industrie a dû s'aligner sur les conditions de ses partenaires. Les indices de disparité des prix de gros industriels et des prix d'exportation, exprimés en une monnaie commune, sont stables, ou bien ils ont évolué quelque peu en faveur de l'industrie belge, pour la période de 1975 à 1978 — dernières données disponibles. Mais, dans le même temps, les coûts ont augmenté plus vite que dans la moyenne de ses principaux concurrents; l'année 1978 a apporté cependant un répit dans cette détérioration; celui-ci paraît s'être prolongé en 1979.

L'évolution des coûts de l'entreprise industrielle belge, relativement à ceux des étrangères, peut être analysée à l'aide de trois éléments.

En premier lieu, les prix moyens des matières, produits et matériel importés. Même exprimés dans une monnaie commune, c'est-à-dire même si la comparaison enlève l'avantage de l'appréciation relative du franc, les indices de disparité ne révèlent pas que l'industrie belge ait été affectée à cet égard, pendant la période 1970-1978; exprimée en monnaie nationale, la disparité se modifie même en faveur de la Belgique.

En second lieu, les coûts salariaux par unité produite dans les industries manufacturières. Par rapport à la moyenne des principaux pays concurrents, le handicap subi par les industries belges s'est accentué progressivement, sauf en 1978, où il s'est atténué. Ce désavantage, que permet de mesurer l'indice de disparité exprimé en une monnaie commune, vient de ce que, jusqu'en 1977, les salaires horaires dans l'industrie belge ont aug-

menté beaucoup plus rapidement que dans la moyenne des autres pays; le même mouvement est observé, mais avec moins d'intensité, lorsque les hausses relatives sont exprimées dans les monnaies nationales; la réduction, plus rapide qu'à l'étranger, de la durée du travail, par emploi, a contribué, dans une certaine mesure, à désavantager les coûts belges. Cependant, une amélioration plus rapide de la productivité des industries belges a diminué le handicap; elle ne l'a pas compensé. Aussi, dans les années septante, la progression de la part de la rémunération du personnel, dans le total de la valeur ajoutée par les industries manufacturières, est particulièrement accentuée en Belgique, même si ce glissement s'observe aussi à l'étranger. Au demeurant, la notion de productivité, telle qu'elle est ici saisie, est très globale; elle ne reflète pas seulement l'amélioration du rendement individuel ou la plus grande efficacité de la firme; elle résulte aussi, en partie, d'autres éléments, tels que l'élagage des branches mortes, l'abandon d'activités moins rentables, des pertes d'emplois et du chômage partiel.

En troisième lieu, c'est en Belgique que les majorations de prix les plus fortes ont été imposées aux industries manufacturières par tous les autres secteurs de l'économie. La responsabilité de ceux-ci dans l'évolution des prix de revient industriels est souvent sous-estimée. Le processus est double. Le premier est direct : les prix que l'industrie paie aux autres secteurs pour des fournitures et des prestations nécessaires à ses propres activités — des constructions, des transports, des services financiers, des services d'indépendants — grèvent ses propres coûts. Le second est indirect : il opère par la liaison, aux prix à la consommation, des salaires que paie l'industrie elle-même; l'élévation, plus rapide qu'ailleurs, du niveau de ces rémunérations ne correspond pas uniquement à une avance des gains réels. Au cours de la décennie — sauf dans les toutes récentes années —, la hausse des prix à la consommation, entraînant les salaires industriels, a été beaucoup plus forte que celle des prix de vente des produits manufacturés; elle s'est donc produite en raison d'autres facteurs que le renchérissement de ces produits. Il est à souligner que, chez les principaux pays concurrents, le mouvement des prix à la consommation et celui des prix départ usine ne se sont pas écartés aussi largement, à l'avantage de ceux-là, au détriment de ces derniers.

L'évolution des prix que pratiquent ces secteurs autres que les industries manufacturières est, elle-même, la résultante d'un ensemble complexe d'éléments : prix des produits importés, rémunérations du personnel, béné-

fices patronaux ou revenus d'indépendants, charges financières, taxes et même poids de l'impôt, dans la mesure où l'incidence de celui-ci peut être reportée vers l'aval. Ce grand secteur non manufacturier, plus importateur qu'exportateur, et facturant la plus grande partie de ses prestations en monnaie nationale, a bénéficié largement de ce que les prix à l'importation ont augmenté relativement moins qu'à l'étranger. Mais le niveau des rémunérations horaires qu'il paie à son personnel s'est modifié en symbiose avec celui des salaires dans l'industrie; il s'est donc accru plus vite que dans les autres pays. Les bénéfices patronaux et les revenus d'indépendants ne semblent pas avoir accusé un décalage marqué par rapport à ceux du personnel; la pratique fort généralisée de fixer les marges bénéficiaires par un pourcentage des prix de revient assure une certaine indexation; ainsi, on constate que dans l'indice des prix à la consommation, celui des services — qui incorpore bien les revenus de l'entreprise — a, depuis 1970, augmenté moins que les salaires horaires, mais plus que les coûts salariaux par unité produite; l'effet sociologique de démonstration, aussi, pousse les entrepreneurs individuels, nombreux dans ces secteurs, à ajuster leurs revenus, en tenant compte des majorations de salaires. Abrisés, par la nature de leurs activités, de la concurrence étrangère, largement organisés en groupements corporatifs dont l'action aboutit à des ententes sur le marché intérieur, ces secteurs, bien plus que les industries manufacturières, sont le plus souvent capables de reporter facilement vers l'aval, non seulement les majorations de leurs coûts, mais même tout ou partie de leurs charges fiscales, en les incorporant dans leurs prix. Or, tandis que la poussée de leurs coûts était plus puissante que chez les principaux pays concurrents, la productivité globale de ces secteurs, qui comprennent d'ailleurs les services publics, ne croissait pas plus rapidement qu'à l'étranger, à la différence de ce qui était observé dans les industries manufacturières. Mesurée statistiquement dans l'ensemble d'un vaste secteur, l'évolution de cette productivité reflète les effets d'un faisceau complexe de données; l'amélioration peut être gênée par des duplications, des hypertrophies, voire par un sous-emploi caché des équipements et des personnes actives.

Le secteur tertiaire, dont la productivité croît, au total, moins que celle de l'industrie, prend en Belgique, un développement plus rapide que dans plusieurs des pays concurrents. Au cours de la décennie, la partie de la population active employée par les secteurs primaire et secondaire s'est réduite le plus nettement en Belgique, où l'emploi, dans les industries manufacturières, a particulièrement fléchi, comme aux Pays-Bas. Dans ces deux pays, l'emploi assuré par le secteur tertiaire est proportionnel-

lement plus important qu'en République Fédérale d'Allemagne, en France, en Italie, au Royaume-Uni, au Japon; le pourcentage se rapproche de celui qu'ont atteint les Etats-Unis. La Belgique est celui des pays de la Communauté Economique Européenne où, de 1970 à 1977, l'emploi s'est le plus développé dans l'ensemble formé par les secteurs qui n'exportent pas, ou, de toute façon, beaucoup moins que les industries manufacturières : la construction, les services marchands et les services publics. Or, si les activités de tout cet ensemble apportent, au total, bien moins de recettes en provenance de l'étranger que les industries manufacturières, les revenus qu'elles font naître engendrent des dépenses qui portent, pour un tiers en moyenne, elles aussi, sur des produits et services étrangers.

Croissance
rapide des
importations.

Les importations de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, on l'a vu, ont augmenté plus vite, en volume, que les exportations.

Le taux de croissance des importations a aussi dépassé celui de la dépense finale — dépenses intérieures et exportations. En moyenne, entre 1970-1973 et 1977, chaque accroissement de 1 p.c. de la dépense finale s'est accompagné d'une augmentation de 1,6 p.c. des importations en volume. Le niveau de ce coefficient d'élasticité reflète en partie les effets du phénomène d'internationalisation des marchés; pour la Communauté Economique Européenne dans son ensemble, comme pour le groupe des pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques, le coefficient est élevé également. Toutefois, pour chacun de ces deux groupes de pays, le coefficient s'est réduit de la première partie de la décennie à la seconde; par contre, il est resté inchangé dans le cas de l'Union Economique. Cette différence d'évolution indique que la tendance à importer davantage, en cas d'augmentation de la dépense finale, reste plus agissante en Belgique. En définitive, cette constatation ne fait que confirmer celles qui ont été faites ci-dessus à propos de la perte de compétitivité des industries manufacturières nationales, touchées sur le marché intérieur aussi, soit parce qu'elles se sont trop peu adaptées aux changements de la demande, soit parce que leurs coûts s'alourdissent plus vite que ceux de leurs concurrents.

Mais cette faiblesse des industries manufacturières nationales n'explique pas complètement l'avance prise par l'expansion, en volume, des importations par rapport à celle des exportations. Il faut mentionner aussi la pression de la demande intérieure. Dans l'ensemble des sept premières années septante, les dépenses ont augmenté plus vite, en Belgique, qu'à

l'étranger; ce ne fut plus le cas en 1977, ni en 1978, dernière année pour laquelle les données sont disponibles. De 1974 à 1976, il apparaît que le progrès de la dépense intérieure a dépassé celui des facultés réelles de l'économie, déterminées, comme on l'a vu, par la progression, non pas du produit national brut, mais de ce produit corrigé pour tenir compte de la détérioration des termes de l'échange. Ainsi, dans l'ensemble de ces trois années, la croissance des ressources réellement disponibles pour la consommation et l'investissement intérieurs n'a été que de 5,7 p.c., contre 8,2 p.c. pour celle du produit national brut, dont la progression est assez généralement invoquée comme la mesure de l'amélioration possible des revenus réels individuels de toute nature. Cette erreur d'optique explique, dans une certaine mesure, la détérioration de la balance des échanges extérieurs.

Dans une économie de petite dimension, obligée par sa structure de compter sur son talent de transformateur pour assurer son bien-être matériel, dépendant de l'extérieur pour ses approvisionnements comme pour ses ventes, on peut se demander comment la dépense intérieure a pu se développer au-delà de ce que permettaient le ralentissement du rythme de croissance, dans le monde, et les difficultés spécifiques des activités exportatrices du pays.

Demande
intérieure,
revenus et déficit
des finances
publiques.

L'évolution des revenus des ménages retient l'attention, en raison de la part que ces revenus ont dans le revenu national et de la part que les dépenses qu'ils génèrent prennent dans le produit national, et en raison de l'importance que les épargnes financières nées de ces revenus présentent pour la couverture des secteurs en déficit.

Diminués des impôts directs et des cotisations de sécurité sociale qu'ils supportent, mais majorés des transferts reçus des pouvoirs publics, les revenus disponibles des ménages, en ce compris les entreprises individuelles, représentaient 76 p.c. environ du produit national pour la moyenne des années 1970 à 1973; la proportion s'est élevée à 78 p.c. environ pour la moyenne des années 1975 à 1978; l'accroissement concerne surtout les revenus des salariés. Cette augmentation de la part du revenu disponible des ménages s'est opérée au détriment de celui des sociétés, pour moitié, et au détriment de celui des pouvoirs publics, pour l'autre moitié. La part du revenu disponible brut des entreprises a diminué, d'une période à l'autre, de 8 à 7 p.c. du produit national. Quant au revenu disponible brut des pouvoirs publics, il correspond à la différence entre la masse des impôts, directs ou indirects, et des cotisations de sécurité sociale,

et celle des transferts aux ménages, des subventions consenties aux entreprises et des intérêts de la dette publique; ce revenu de l'Etat a diminué de 16 à 15 p.c. du produit national pendant les périodes indiquées. En 1979, ce pourcentage a encore fléchi, tandis que la part des entreprises s'améliorait et que celle des ménages se stabilisait.

En fait, ce sont les citoyens eux-mêmes qui ont mis l'Etat, expression juridique de leur collectivité, en situation d'impécuniosité.

En effet, les impôts payés par les sociétés, dont l'excédent brut d'exploitation s'est réduit relativement au produit national, se sont maintenus aux environs de 2,7 p.c. de ce produit.

Mais les ménages ont réduit leurs transferts nets de revenus à l'ensemble des pouvoirs publics, de 14,5 p.c. du produit national — moyenne des années 1970 à 1973 — à 13,7 p.c. — moyenne des années 1975 à 1978; ces transferts nets représentent la différence entre la masse des contributions — impôts directs, cotisations de sécurité sociale et tous les impôts indirects — que les particuliers paient à l'Etat, d'une part, et la masse de tous les transferts et allocations que ces mêmes particuliers reçoivent de l'Etat — à l'exclusion des rémunérations et des pensions des agents de l'Etat — et des intérêts de la dette publique, d'autre part; le pourcentage a encore diminué de 1978 à 1979.

Dans le même temps, les ménages ont exigé que les pouvoirs publics leur fournissent, gratuitement ou presque, des services de plus en plus variés et coûteux. Cette consommation publique est passée, de la première période à la seconde, de 14,4 à 17,1 p.c. du produit national. En 1979, le pourcentage paraît avoir encore augmenté.

Cette évolution divergente des revenus nets dont les ménages se privent pour payer les services de l'Etat, d'un côté, et de la valeur des consommations qu'ils exigent de ces mêmes services de l'Etat, de l'autre côté, a abouti à cette situation où les citoyens prélèvent, ensemble, plus qu'ils n'ont mis en commun. Au total, le processus a dépassé l'organisation d'une redistribution des revenus : c'est une distribution de revenus, aussi opaque que la précédente, qui s'opère en recourant au financement monétaire et, finalement, à l'emprunt extérieur. Cette anomalie est le résultat, saisi globalement, de comportements individuels qui deviennent homogènes, malgré la diversité des situations qui les inspirent. Pression de tous ceux — et les exceptions sont rares — qui considèrent les consommations publi-

ques qui doivent satisfaire leurs exigences, a priori légitimes, comme toujours trop chichement dispensées, sans s'inquiéter de savoir à combien se montera l'addition générale et comment le coût sera supporté; pression de tous ceux — et ils sont nombreux — qui demandent le développement des activités produisant des services collectifs, sans se préoccuper des ressources nécessaires; pression de ceux qui exigent de l'Etat qu'il subventionne le fonctionnement de producteurs de services du secteur privé, sans qu'il puisse se soucier d'éviter le gonflement de la dépense mise à charge de la collectivité; action de ceux qui exploitent les laxismes des règlements pour obtenir abusivement des allocations de diverses natures; action enfin, et combien coûteuse pour les finances de l'Etat, de tous ceux qui se déroberont à leurs obligations fiscales, le plus souvent avec une candeur ou une sophistication qui leur conserve la conscience d'être de bons citoyens. Mais ce n'est pas le fait de ceux dont le sort, vraiment déshérité, contraste avec l'opulence d'un pays dont le revenu par tête est un des plus élevés du monde.

Le déficit financier des pouvoirs publics a encore été alourdi par les dépenses d'investissements — cependant faibles relativement au produit national, dont elles ne représentent guère que 4 p.c. — et par les subventions en capital qu'ils doivent payer aux entreprises en perte, notamment dans le secteur public. Ce déficit financier total s'est progressivement élargi, passant de 4 p.c. du produit national, pour la première période, à 7 p.c. pour la seconde; en 1979, on a vu que ce pourcentage est monté à un nouveau maximum de 9 p.c. environ.

Ainsi, l'Etat s'est trouvé obligé de s'endetter de plus en plus pour le compte de la collectivité. Les individus qui constituent celle-ci n'aperçoivent pas que la Belgique, globalement, vit au-dessus de ses ressources, puisque eux-mêmes ne supportent aucune charge personnelle, lorsqu'ils bénéficient de consommations publiques et lorsqu'ils utilisent gratuitement des équipements collectifs, deux dépenses indolores qu'ils ajoutent à celles qu'ils couvrent par leurs propres moyens.

Encore la couverture de l'énorme déficit des pouvoirs publics n'a-t-elle plus été assez assurée par les ressources en provenance de l'épargne financière des ménages. Les dépenses de consommation et de construction d'habitations de ceux-ci ayant augmenté encore plus que les revenus disponibles, l'épargne financière que les particuliers peuvent apporter aux deux autres secteurs s'est faite relativement moins abondante : elle représentait 9,5 p.c. du produit national pour la moyenne des années 1970 à 1973;

le pourcentage s'est abaissé à 8,5 p.c. dans les années 1975 à 1978. Sans doute, entre les deux périodes, les besoins de financement des entreprises sont-ils revenus de 3 à 1,5 p.c. environ du produit national, en raison de la diminution relative des dépenses d'investissements. Mais le rétrécissement du déficit financier des entreprises n'a pas suffi à équilibrer la demande de fonds et l'offre d'épargnes. Le recours à la création de monnaie a pu paraître faire l'appoint. Mais, en définitive, l'écart global entre surplus et déficit financiers intérieurs ne peut être comblé que par l'étranger. Dans les années 1975 à 1978, un endettement extérieur net — 0,5 p.c. du produit national — a remplacé le prêt net au reste du monde — 2,7 p.c. du produit national — des années 1970 à 1973. Ce renversement exprime, en termes financiers, l'apparition, au cours de la seconde période, d'un déficit du compte courant extérieur.

Les indications disponibles pour l'année 1979, rappelées plus haut, montrent, à l'évidence, que le déséquilibre des finances publiques s'est considérablement aggravé et que l'endettement net envers le reste du monde a pris une plus grande dimension.

De la synthèse de l'ensemble des observations, se dégagent les enchaînements qui ont provoqué l'apparition, puis l'alourdissement, du déficit des paiements courants. Celui-ci est la résultante de trois données fondamentales. La première est une décision, prise à l'étranger, de faire subir au prix de l'énergie une hausse énorme : détériorant les termes de l'échange, cette hausse a imposé à la Belgique, comme aux autres pays, une amputation de son revenu réel, dont les citoyens et l'Etat ont sans doute trop peu tenu compte dans leurs plans de revenus et de dépenses. La deuxième est les progrès insuffisants des industries manufacturières sur les marchés intérieur et étrangers; vulnérables à la concurrence mondiale, elles ont souffert à la fois d'une adaptation lente de leurs spécialisations et d'une insuffisance de leur rentabilité qui pâtissait, par trop, des charges que leur ont imposées d'autres secteurs, dont, indirectement, l'Etat, et de la majoration trop rapide des revenus qu'elles paient. La troisième est la progression de la demande intérieure, excédant les facultés réelles de l'économie; cette demande a été soutenue par un déplacement du revenu national vers les ménages, au détriment de l'Etat notamment; celui-ci a continué cependant à fournir de plus en plus généreusement des consommations publiques; à court de ressources, il a dû couvrir ses besoins par une création de monnaie, appuyée finalement sur l'étranger.

A la longue, de tels déséquilibres ne sont pas tenables. Ils portent, en eux, les germes de difficultés essentielles. Or, laissées à elles-mêmes, les choses ne peuvent que s'aggraver. Des remises en ordre s'imposent. Elles impliquent un effort collectif dont la répartition ne pourrait cependant être agencée de façon telle qu'elle accentue, ni même qu'elle cliche des inégalités sociales.

Certes, il est impensable qu'il soit mis fin sans transition au déséquilibre. Les médecines qui font choc sont néfastes au patient. Mais il ne convient pas non plus de céder son état à celui-ci, le laissant, sans mise en garde, s'abîmer plus avant dans un mal pourtant curable.

Un événement vient de se produire, au dehors, en 1979 : la nouvelle et énorme majoration du prix des huiles minérales; elle ne laisse pas bien augurer de l'évolution très prochaine du compte extérieur de l'économie nationale — une des plus dépendantes des ressources importées pour la couverture de ses besoins en énergie. Ce nouveau bouleversement des conditions de fonctionnement des économies industrialisées, décidé ailleurs, aura bientôt des répercussions, qui s'imposeront à la Belgique comme une contrainte.

Mais il n'y a pas que des événements ou des changements de portée mondiale qui affectent la balance des paiements courants. Celle-ci se modifie aussi, en mieux ou en pire, en fonction d'évolutions internes : de nombreuses données sous-jacentes influencent indirectement, aussi bien le volume des exportations que celui des importations, comme on l'a montré. Malheureusement, les enchaînements réciproques entre les éléments internes et le compte extérieur sont entourés d'opacité. Dès lors, même s'il n'est pas hors de portée d'agir sur les données nationales, d'en modifier assez le cours pour atténuer progressivement le problème extérieur sans porter préjudice à la situation intérieure, les voies à suivre sont mal balisées. Il arrive même que, pour remédier à tel problème intérieur, des mesures de politique économique soient décidées, sans assez tenir compte des interdépendances et qu'ensuite, par un cheminement non apparent, les effets de cette décision aboutissent à une nouvelle aggravation du déséquilibre extérieur, puis que celle-ci, par un retour des choses, rende finalement plus aigu le problème interne qu'on avait voulu résoudre.

De plus, ce clignotant que constitue le déséquilibre extérieur global, en revenu, est beaucoup trop éloigné de l'horizon des préoccupations économiques individuelles, celles de l'entreprise ou celles du ménage, pour

être reconnu par chacun comme un avertissement le concernant; l'opinion lui accorde trop peu d'intérêt; elle n'aperçoit pas assez clairement les conséquences à venir. Même si elle pressent certaines faiblesses de l'économie nationale, l'opinion mesure mal combien les redressements requièrent de lucidité et de solidarité; elle reçoit très mal la suggestion, inspirée par la morale épicurienne, que certains efforts et certains sacrifices pourraient être consentis, en commun, aujourd'hui, pour éviter que bientôt les sacrifices ne soient beaucoup plus grands et les efforts, beaucoup plus durs.

En tout état de cause, il n'y a pas de remède miracle qui serait indolore. Une dépréciation du franc vis-à-vis des monnaies du Système Monétaire Européen n'arrangerait pas les choses. Elle signifierait, dans ce pays comme ailleurs, la hausse, en monnaie nationale, de tous les prix des produits étrangers indispensables à l'approvisionnement intérieur : matières premières, produits énergétiques, et ces équipements ou biens de consommation qui ne sont pas produits ici. L'effet de cette détérioration des termes de l'échange, c'est-à-dire un appauvrissement réel, ne serait généralement pas accepté, puisqu'une amputation analogue, mais sans doute plus grave, a été refusée lorsqu'elle résultait de la hausse du prix du pétrole. Les mécanismes rigides, convenus ou spontanés, qui lient presque tous les revenus aux prix, ne seraient pas d'un coup abandonnés. On a déjà montré que la hausse des prix et des coûts ainsi que les relèvements nominaux de revenus priveraient très vite, globalement, les industries non abritées du bénéfice qu'elles auraient pu retirer de l'opération, dans d'autres conditions et à une autre époque, pour le volume de leurs ventes, ou pour leurs marges bénéficiaires; on a montré même que l'opération pourrait peut-être se solder finalement par une perte nette à ce double égard. En outre, on ne pourrait sous-estimer les séquelles qu'aurait pour le financement ultérieur de l'économie nationale, cette consécration, par une décision officielle, des avantages du placement à l'étranger; rendus prudents par l'exemple d'autres monnaies dont les dévaluations se sont succédé, les détenteurs de fonds tendraient sans doute à préférer encore plus les avoirs en d'autres monnaies, au moment même où la couverture des déficits intérieurs nécessitera des épargnes abondantes.

Il n'y a pas non plus de solution de courte période : il ne sera pas porté remède, en peu de temps, à des déséquilibres qui se sont progressivement créés. Ces déséquilibres sont nés d'évolutions qu'ils ont ensuite contribué à entretenir. Ces évolutions ont modifié la structure des

activités, la répartition de la population active, la distribution sectorielle des revenus, l'orientation de l'enseignement, le niveau et le genre de vie.

Et cependant, les incidences du déficit budgétaire des pouvoirs publics, qui ont été soulignées ci-avant, ne peuvent être ignorées. A long terme, le désordre s'installerait dans l'économie nationale si un dérapage des finances publiques, échappant à tout contrôle, entraînait le recours abusif à l'expédient commode de la « planche à billets », c'est-à-dire à une imputation aveugle des charges, et la quête de fonds auprès de bailleurs étrangers. Il est donc nécessaire de s'efforcer de remettre en ordre la situation budgétaire de l'Etat.

En doctrine, la réduction du déficit des pouvoirs publics pourrait être réalisée par une nouvelle augmentation de la charge fiscale ou parafiscale. Cependant, tous les milieux s'accordent à dénoncer, dès à présent, la lourdeur de l'imposition et à réclamer certains allègements; dans ce concert de protestations, les seules discordances concernent le choix des catégories d'assujettis qu'il convient de moins taxer. Sans majorer l'imposition globale, il serait sans aucun doute justifié de tendre à une répartition des charges qui soit plus correcte au regard des lois et règlements existants, en recherchant mieux et en frappant davantage l'évasion fiscale.

Il est certain, en effet, que toute nouvelle aggravation de cette charge aurait des conséquences économiques. Certes, il est difficile d'apprécier les effets qu'exerce un accroissement de la taxation sur certaines décisions d'investissement, de construction ou de placement, sur le dynamisme créateur des personnes ou des firmes, sur le développement des activités. Cependant, ces effets se produisent et ils ne sont sans doute pas particulièrement heureux pour l'efficacité de l'économie nationale. Il apparaît clairement, en tout cas, que l'incidence de l'impôt tend à être reportée par les uns vers d'autres, et que ce report, par les divers processus dont on a fait mention plus haut, s'incorpore dans les coûts, dans les prix et, par là, dans les salaires; transmise de proche en proche, la charge finit par grever plus particulièrement le rendement des entreprises dont les prix sont fixés par la concurrence sur le marché international.

Ce qui est certain, en outre, c'est que, de 1970 à 1978, la pression fiscale et parafiscale, calculée par rapport au produit national, a augmenté plus en Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg que dans aucun autre des pays membres de la Communauté Economique Européenne. Le même calcul montre que seuls les Pays-Bas s'imposaient, en 1978, une

charge supérieure à celle de la Belgique. Ce ne sont pas les impôts indirects qui se sont accrus, relativement au produit national : le pourcentage reste du même ordre de grandeur que dans les autres pays. Le gonflement vient des impôts directs; la progression de ces derniers est surtout la conséquence, commode pour les gouvernants, de la progressivité des barèmes, dont les tranches n'ont été que partiellement indexées; elle résulte aussi, pour partie, de l'application, dans une période d'activation croissante de la population féminine, du régime de cumul des revenus des époux.

Chercher à éliminer les déficits de l'Etat en grevant l'économie nationale d'une ponction fiscale encore accrue, c'est donc faire courir des risques sérieux à celle-là.

Dès lors, l'assainissement devrait être entamé du côté des dépenses. Le déficit laissé par les comptes de l'ensemble du secteur « Etat » au sens large est estimé à 300 milliards environ en 1979; si, dans l'immédiat, le seul objectif était de maintenir ce déficit à son montant actuel, cependant impressionnant au regard des ressources financières, l'accroissement desdites dépenses devrait être limité, en montant absolu, à celui des recettes courantes. L'impératif s'impose, car tolérer une croissance des dépenses qui atteindrait encore un pourcentage égal à celui de l'augmentation des recettes, signifierait évidemment que le déficit à financer s'élargirait encore.

Mais c'est, certes, à un allègement du total des dépenses publiques qu'il faudrait plutôt vouloir parvenir. Sans doute, les autorités, dans leur effort d'assainissement, ne pourraient-elles faire davantage que d'abaisser le rapport entre ce total et le produit national. Atteindre cet objectif global implique déjà un freinage difficile de l'accroissement de diverses catégories de dépenses; les difficultés que l'on évoque viennent d'obstacles juridiques, probablement inévitables, et des oppositions polyphoniques, certaines, à une remise en cause de largesses accoutumées. Mais ce serait prendre un risque économique que de vouloir aller plus loin et d'adopter une politique audacieuse qui élaguerait sévèrement, de façon absolue, le total des dépenses publiques, en vue de faire diminuer, à la fois, le déficit de l'Etat et les importations, celles-ci étant influencées par la consommation des ménages, fonction du revenu disponible de ceux-ci, lui-même influencé par les paiements nets de l'Etat. Ce serait négliger l'omniprésence de l'Etat comme percepteur d'impôts directs et indirects, de taxes et de prélèvements parafiscaux à tous les stades de l'activité et de la formation des revenus. Ces « fuites », dues à des pertes de recettes, atrophieraient la réduction initiale, de

telle sorte que celle-ci, pour être efficace, devrait être un multiple de la diminution finale du déficit qui serait souhaitée. La dimension de la coupure à effectuer au départ serait telle que le resserrement de la dépense intérieure produirait inévitablement une nouvelle aggravation du chômage, qui accroîtrait d'autant les dépenses de l'Etat, et une contraction des bénéfices des entreprises, qui réduirait encore les recettes de celui-ci.

Dans les circonstances actuelles, couper globalement, sans plus, dans les dépenses intérieures, sans se soucier d'y substituer d'autres, c'est créer un vide. A défaut de mesures plus positives, ce vide ne fera pas éclore des activités et des emplois de remplacement; il ne fera pas naître, par lui-même, un courant de revenus gagnés ailleurs, c'est-à-dire en provenance de l'étranger. Car, si les producteurs belges de biens et de services n'ont pu assez développer leurs ventes extérieures, ce n'est pas parce qu'ils étaient trop sollicités par un marché intérieur en surchauffe, ni parce que leurs installations étaient déjà suremployées. Sans d'autres changements, une réduction radicale du total des dépenses publiques ne donnerait pas, aux activités exportatrices, plus d'élan et d'efficacité; elle n'augmenterait pas leur compétitivité et leur rentabilité.

C'est donc une nouvelle « donne » qu'il faut imaginer et qu'il faut faire admettre à toutes les parties prenantes — groupes financiers, administrations, organisations professionnelles, et bien d'autres responsables — pour rendre du champ à tous ceux, entreprises et travailleurs de tous grades, qui, par leur activité et leur efficacité, gagnent, pour la population de ce pays, le revenu extérieur dont les Belges ont besoin pour vivre comme ils le souhaitent. L'expansion de ce revenu extérieur induirait des dépenses financées plus sainement que celles qui s'appuient sur une création monétaire au profit du Trésor. Elle élargirait réellement l'assiette fiscale. Elle contribuerait tout autant à rééquilibrer la balance des paiements courants et à réduire l'endettement extérieur. Elle assurerait mieux l'emploi que le malthusianisme ne diminue le sous-emploi. Alors, il serait possible de réduire lentement, progressivement, relativement au produit national et non de façon absolue, les dépenses publiques; la nécessité de celles-ci ne serait plus autant ressentie qu'aujourd'hui, où même des propositions très modérées du Gouvernement soulèvent tant de tempêtes.

Certes, le pays a mal résolu, au cours des dernières années, les problèmes que lui ont posés les mutations intervenues dans le monde. C'est qu'il n'a pas pu faire un choix raisonné, étant informé de façon encore

trop parcellaire. Il faut lui faire connaître la vérité complexe des ensembles et lui expliquer clairement les interdépendances. C'est après seulement que devra venir l'heure des choix.

Et les choix raisonnables ne sont pas de ceux qui comportent d'énormes sacrifices. Car les déséquilibres, pour préoccupants qu'ils soient, sont encore loin d'être destructeurs.

Une des difficultés les plus sérieuses qu'il faudra affronter dans les prochains mois est l'aggravation considérable de la facture pétrolière. Le déficit de la balance commerciale pour l'ensemble des produits énergétiques, qui avait été à peu près de 110 milliards en 1978 et a dû être de 150 milliards environ en 1979, dépassera largement les 200 milliards en 1980 si les choses restent ce qu'elles sont. L'incidence de ce déficit sur le compte extérieur sera trop grave pour que les autorités puissent se dispenser d'agir. Non qu'il faille envisager une déflation intérieure : une politique restrictive ajouterait ses effets à ceux du ralentissement, déjà certain, de la croissance mondiale. Plutôt que de chercher à reporter sur d'autres les répercussions de la crise pétrolière, il faudrait les atténuer par un effort propre de réduction immédiate de la consommation d'huiles minérales. Le Gouvernement belge encourage la substitution progressive d'autres sources d'énergie; mais cette action, indispensable, ne produira ses résultats qu'à longue échéance. La menace actuelle appelle des mesures énergiques et rapidement efficaces de freinage de la consommation de pétrole.

Ce nuage sombre ne doit cependant pas faire oublier que l'économie nationale est heureusement solide. Celle-ci présente d'autres points faibles, mais la main garde de très bonnes cartes et ce sont celles-ci qu'il convient de bien jouer.

Au total, les entreprises industrielles belges ont remarquablement pu mettre à profit la reprise conjoncturelle dans le monde en 1978 et 1979. Certes, l'activité de certains secteurs reste plus particulièrement touchée; cependant, des reconversions sont souvent en cours. Ces efforts pourraient être facilités par une politique industrielle d'ensemble, précise et dynamique, des autorités, en collaboration avec les milieux économiques et sociaux. Cette politique poursuivrait la réalisation conjointe de deux objectifs : emploi et amélioration du compte extérieur. Elle devrait être un ensemble large de dispositions qui susciterait l'éclosion d'initiatives privées ou publiques, soit dans des entreprises existantes, soit dans de nouvelles implantations. Des réglementations, sans doute désuètes, pour-

raient être revues. Des obstacles administratifs à la réalisation de la décision d'investir pourraient être éliminés. Il y a des dispersions bureaucratiques d'autorisations nécessaires qui font inutilement barrière. Sauf exceptions, l'industrie belge est efficace; elle pourrait l'être davantage encore si plus faisaient preuve d'un dynamisme innovateur et si le climat devenait moins conflictuel. De plus, les « canards boîteux » se reproduiraient moins vite si l'on ne pouvait plus compter sur les béquilles publiques qui prolongent les claudications.

L'industrie a été performante dans sa productivité. Elle devrait pouvoir compter sur l'appui des autres secteurs qui s'imposeraient de parvenir aux mêmes réussites. Un déclin des secteurs exportateurs, qui sont les plus exposés à la concurrence internationale, affecterait tout le secteur abrité, public comme privé, dans ses activités, ses revenus et, à moyen terme, ses emplois.

Aux exagérations de la période antérieure a fait suite, en 1978 et 1979, dans l'industrie, une modération salariale évidente en termes réels. Elle n'a pas été pour rien dans les résultats engrangés, au cours des deux dernières années, en matière de disparité de coûts et de prix, relativement à l'étranger. Cette attitude, qui témoigne d'une compréhension des problèmes, devrait être poursuivie. Elle devrait s'étendre aussi, si ce n'est pas encore le cas, aux catégories de revenus qui se créent dans des activités placées dans des conditions peut-être plus faciles que celles qu'affronte l'industrie. Elle devrait s'étendre, en tout cas, à ces catégories de revenus dont l'ascension paraît plutôt s'être accélérée récemment, sans que, à la différence des bénéficiaires des industries manufacturières, elles aient pâti auparavant de la crise.

Les parties prenantes au budget de l'Etat se sont, globalement, alloué une manne de plus en plus généreusement distribuée. Il faudra bien qu'elles admettent désormais que des priorités s'établissent en faveur des plus démunis. Il n'est absolument plus possible que l'Etat, devant servir tout le monde, continue à se financer par de la monnaie, amenant l'économie nationale à s'endetter envers l'étranger. Cette situation mène à des impasses. L'ensemble des ménages ne peut pas exiger plus longtemps que leurs revenus et leur consommation augmentent toujours plus vite que le produit national. Il y a les faits, dont il faut bien tenir compte, et les faits, dans une période moins facile, rendent nocifs des exigences devenues excessives et des luxes devenus exagérés.

Le Gouvernement a manifesté une volonté de redressement. Celle-ci était devenue indispensable. La levée de boucliers qu'ont suscitée, sinon l'annonce par le Gouvernement de ses intentions, tout au moins les modalités de l'action que celui-ci envisageait, était peut-être étayée par des motifs compréhensibles. Et pourtant, en définitive, ce n'est pas la défense intransigeante, par chaque groupe, de points de vue particuliers, qui assurera le maintien et le progrès de la prospérité nationale. Dans une période moins faste, en effet, un peuple ne peut défendre son bien-être général qu'en mesurant sans aveuglement les difficultés, en s'imposant un effort solidaire de travail et en répartissant équitablement le poids, d'ailleurs tolérable, de cette discipline de modération qui le garde du pire.

Le 23 janvier 1980.

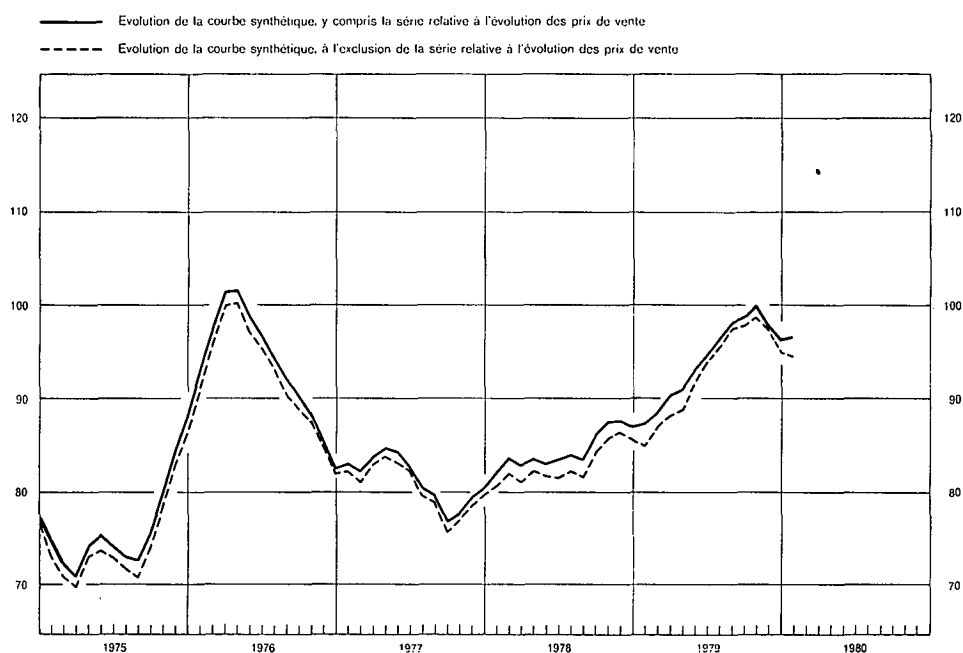
MESURE DE POLITIQUE MONETAIRE

Communiqué du 27 février 1980

Le 28 février 1980, la Banque Nationale de Belgique majorera de 1,50 p.c., pour le porter à 12 p.c., son taux d'escompte pour les effets imputés sur le sous-plafond A et de 1 p.c. ses autres taux d'escompte et d'avances. Ces majorations constituent une adaptation des taux de la Banque aux augmentations que divers pays étrangers ont récemment décidées en vue de ralentir la hausse de leurs prix ou de réduire le déficit de leurs paiements extérieurs. Une telle adaptation s'imposait pour maintenir l'équilibre entre les taux belges et étrangers et éviter des déplacements de fonds à court terme vers l'étranger, qui auraient été particulièrement malvenus eu égard aux grands besoins des pouvoirs publics et des entreprises.

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE

RESULTATS DU MOIS DE JANVIER 1980



Commentaire :

La valeur chiffrée de la courbe synthétique a atteint 96,68 points en janvier 1980 contre 96,27 points en décembre 1979. Cette hausse est due cependant à l'évolution des prix, de sorte que la courbe synthétique ne comprenant pas l'indicateur de cette évolution (ligne pointillée) a diminué de 95,11 à 94,63 points.

Pour le surplus, l'indicateur relatif à la durée assurée d'activité dans l'industrie manufacturière s'est amélioré, mais les indicateurs concernant l'industrie de la construction et le commerce de gros ont reculé.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.			
1. Population	I - 1	2. Soldes trimestriels	IX - 2
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	3. Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 3	4. Balance résumée	IX - 4
4. Affectation du produit national :		5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme ...	IX - 5
a) Estimations à prix courants	I - 4a	6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6
b) Indices des estimations aux prix de 1975	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.			
Demandes et offres d'emploi	II		
III. — Agriculture et pêche.			
1. Production agricole	III - 1		
2. Pêche maritime	III - 2		
IV. — Industrie.			
0. Résultats des enquêtes sur la conjoncture	IV - 0		
1. Indices de la production industrielle	IV - 1		
2. Indices de la production manufacturière industrielle par secteur	IV - 2		
3. Energie	IV - 3		
4. Métallurgie	IV - 4		
5. Construction	IV - 5		
6. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6		
V. — Services.			
1. Transports :			
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a		
b) Navigation maritime	V - 1b		
c) Navigation intérieure	V - 1c		
2. Tourisme. — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2		
3. Commerce intérieur :			
a) Indices des ventes	V - 3a		
b) Ventes à tempérament	V - 3b		
4. Activité des chambres de compensation	V - 4		
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1		
2. Gains horaires bruts moyens des ouvriers dans l'industrie	VI - 2		
3. Traitements mensuels bruts moyens des employés dans l'industrie	VI - 3		
VII. — Indices des prix.			
1. Indices des prix mondiaux	VII - 1		
2. Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv par produit	VII - 2		
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3		
4. Indices des prix à la consommation en Belgique :			
a) Base 1971 = 100 et base 2 ^e semestre 1974 - 1 ^{er} semestre 1975 = 100 (Ventilation en 4 groupes)	VII - 4a		
b) Base 2 ^e semestre 1974 - 1 ^{er} semestre 1975 = 100 (Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)	VII - 4b		
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1		
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2		
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3		
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		
IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.			
1. Chiffres annuels	IX - 1		
		X. — Marché des changes.	
		1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles :	
		a) Chiffres annuels	X - 1a
		b) Chiffres trimestriels et mensuels	X - 1b
		2. Droit de tirage spécial	X - 2
		3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	X - 3
		4. Système Monétaire Européen :	
		a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	X - 4a
		b) Cours de change de l'Ecu, prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge et indicateurs de divergence	X - 4b
		5. Cours de change effectifs	X - 5
		XI. — Finances publiques.	
		1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
		2. Résultat de caisse du Trésor et son financement	XI - 2
		3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
		4. Recettes fiscales (par année civile)	XI - 4
		5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
		XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
		1. Encours des créances et des dettes :	
		a) au 31 décembre 1976	XII - 1a
		b) au 31 décembre 1977	XII - 1b
		2. Mouvements des créances et des dettes en 1977	XII - 2
		3. Encours des créances et des dettes (totaux sectoriels) :	
		a) au 31 décembre 1976	XII - 3a
		b) au 31 décembre 1977	XII - 3b
		4. Mouvements des créances et des dettes en 1977 (totaux sectoriels)	XII - 4
		XIII. — Organismes principalement monétaires.	
		1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1
		2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
		a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
		b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
		c) Banques de dépôts	XIII - 2c
		d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d
		3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
		4. Stock monétaire :	
		a) Auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4a
		b) Total	XIII - 4b
		5. Avoirs extérieurs nets :	
		a) des organismes principalement monétaires	XIII - 5a
		b) de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 5b
		6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
		— Destination économique apparente	XIII - 6
		— Forme et localisation	XIII - 7
		8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 5d
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Actifs financiers.

1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les entreprises et particuliers	XV - 1
2. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers	XV - 2
3. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers :	
a) Actifs non monétaires à un an au plus (variations)	XV - 3a
b) Actifs non monétaires à un an au plus auprès des intermédiaires financiers nationaux (encours)	XV - 3b
4. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs à plus d'un an	XV - 4
5. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :	
a) Variations	XV - 5a
b) Encours	XV - 5b
6. Principales modalités d'épargne des particuliers disponibles à l'intérieur du pays	XV - 6

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat :	
a) Situation officielle	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Recensement des dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger.

1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5
6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la	

CGER, la S.N.C.I. et la C.N.C.P. aux entreprises et particuliers et à l'étranger :

a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est un résident belge (Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient)	XVII - 8a.
b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est un non-résident (Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence)	XVII - 8b.

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant à la Banque Nationale de Belgique :	
a) des banques jusqu'au 1 ^{er} novembre 1977	XVIII - 3a
b) des banques à partir du 2 novembre 1977	XVIII - 3b
c) des institutions publiques de crédit et des caisses d'épargne privées	XVIII - 3c

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. a) Barème officiel des taux d'escompte et d'avances de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1a
b) Taux spéciaux de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1b
c) Taux moyen pondéré de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1c
2. Taux de l'Institut de Réescompte et de Garantie ...	XIX - 2
3. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 3
4. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 4
5. Taux de dépôts en francs belges dans les banques ...	XIX - 5
6. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	XIX - 6
7. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 7
8. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 8

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

Graphiques.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4
Demandes et offres d'emploi	II
Enquêtes sur la conjoncture	IV - 0
Indices de la production industrielle	IV - 2
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
Indices des prix à la consommation en Belgique	VII-4a-b
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales par année civile	XI - 4
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13
CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV - 5a
Indices des cours des valeurs belges au comptant	XVII - 1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
DULBEA	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agriculture Organization.
F.E.B.	Fédération des Entreprises de Belgique.
F.E.C.O.M.	Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
IRES	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.N.D.	Office National du Ducroire.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas.
.....	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
e	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux VI-1, IX-2 et 4, X-5, XIII-3, 4a et b, 5a et 13, XV-1 à 5, XVII-6, XVIII-1, 2, 3b et c et XIX-1a, b, c et 3 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique. Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

(milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
	<i>(à fin d'année)</i>							
Population totale	9.695	9.727	9.757	9.788	9.813	9.823	9.837	9.842
Population en âge de travailler (15 à moins de 65 ans)	6.116	6.151	6.183	6.234	6.283	6.327	6.370	
dont : Hommes	3.049	3.069	3.088	3.119	3.148	3.172	3.195	
Femmes	3.067	3.082	3.095	3.115	3.135	3.155	3.175	
	<i>(estimations à fin juin)</i>							
Population active ¹	3.767	3.778	3.831	3.892	3.913	3.940	3.966	3.987
dont : Agriculture	162	151	144	139	136	128	122	118
Industries extractives et manufacturières	1.237	1.219	1.227	1.233	1.165	1.119	1.078	1.036
Bâtiments et construction	299	287	285	292	293	297	298	294
Transports	245	252	260	266	268	265	265	268
Commerce, banques, assurances et services	1.704	1.733	1.777	1.819	1.839	1.866	1.906	1.954
Chômeurs complets ²	67	84	87	94	168	224	257	278
Ouvriers frontaliers	53	52	51	49	44	41	40	39

¹ Non compris les forces armées.

² Y compris les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
A. Rémunération des salariés ¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	417,7	467,2	541,6	658,1	760,2	847,0	930,6	989,0
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	23,6	24,9	29,9	32,3	35,9	38,7	42,4	44,7
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	98,5	115,2	133,4	158,8	189,5	212,9	236,0	248,0
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	159,9	189,7	213,6	255,9	313,3	357,8	393,0	429,3
5. Corrections et compléments	28,4	33,0	36,4	43,3	40,8	58,5	60,1	65,0
Ajustement statistique	- 3,9	0,2	0,6	- 0,2	-17,0	- 2,3	- 9,4	- 2,1
Total ...	724,2	830,2	955,5	1.148,2	1.322,7	1.512,6	1.652,7	1.773,9
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	32,4	45,9	49,4	41,0	46,5	55,6	43,6	48,1
2. Professions libérales ¹	34,7	39,8	45,9	52,8	61,4	70,6	80,4	89,0
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	141,1	148,1	160,4	172,7	187,7	205,8	218,3	224,8
4. Revenu des sociétés de personnes ²	10,7	11,9	14,1	15,3	12,8	14,5	14,8	15,2
Ajustement statistique	- 1,2	0,1	0,2	- 0,1	- 3,9	- 0,5	- 2,0	- 0,4
Total ...	217,7	245,8	270,0	281,7	304,5	346,0	355,1	376,7
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :								
1. Intérêts	67,6	73,7	87,6	116,6	130,9	157,2	181,3	200,8
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	43,8	45,1	46,4	51,7	60,0	61,0	67,5	72,3
3. Dividendes, tantièmes, dons	41,1	43,2	44,2	55,4	52,1	56,7	55,6	57,6
Total ...	152,5	162,0	178,2	223,7	243,0	274,9	304,4	330,7
D. Bénéfices non distribués des sociétés ²	25,3	34,6	47,2	44,9	14,9	32,8	30,0	46,6
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	36,3	41,6	54,6	64,3	70,1	72,7	76,4	81,5
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	6,8	7,4	8,2	10,6	13,3	15,8	19,4	22,1
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	1,7	- 3,6	- 6,7	- 4,6	- 6,7	-13,0	- 15,1	- 22,5
Total ...	8,5	3,8	1,5	6,0	6,6	2,8	4,3	- 0,4
G. Intérêts de la dette publique	-46,4	-51,8	-59,1	-73,2	-82,5	-98,2	-117,8	-140,2
Revenu national net au coût des facteurs	1.118,1	1.266,2	1.447,9	1.695,6	1.879,3	2.143,6	2.305,1	2.468,8
H. Amortissements	133,8	149,0	161,6	193,2	212,5	231,0	250,4	267,3
Revenu national brut au coût des facteurs	1.251,9	1.415,2	1.609,5	1.888,8	2.091,8	2.374,6	2.555,5	2.736,1
I. Impôts indirects	177,2	185,5	206,5	240,6	261,1	308,3	335,1	365,4
J. Subventions	-17,5	-20,4	-25,3	-25,0	-27,6	-36,5	-40,2	-44,8
Produit national brut aux prix du marché	1.411,6	1.580,3	1.790,7	2.104,4	2.325,3	2.646,4	2.850,4	3.056,7

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

**I - 3. — VALEUR AJOUTEE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ,
PAR BRANCHE D'ACTIVITE**

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

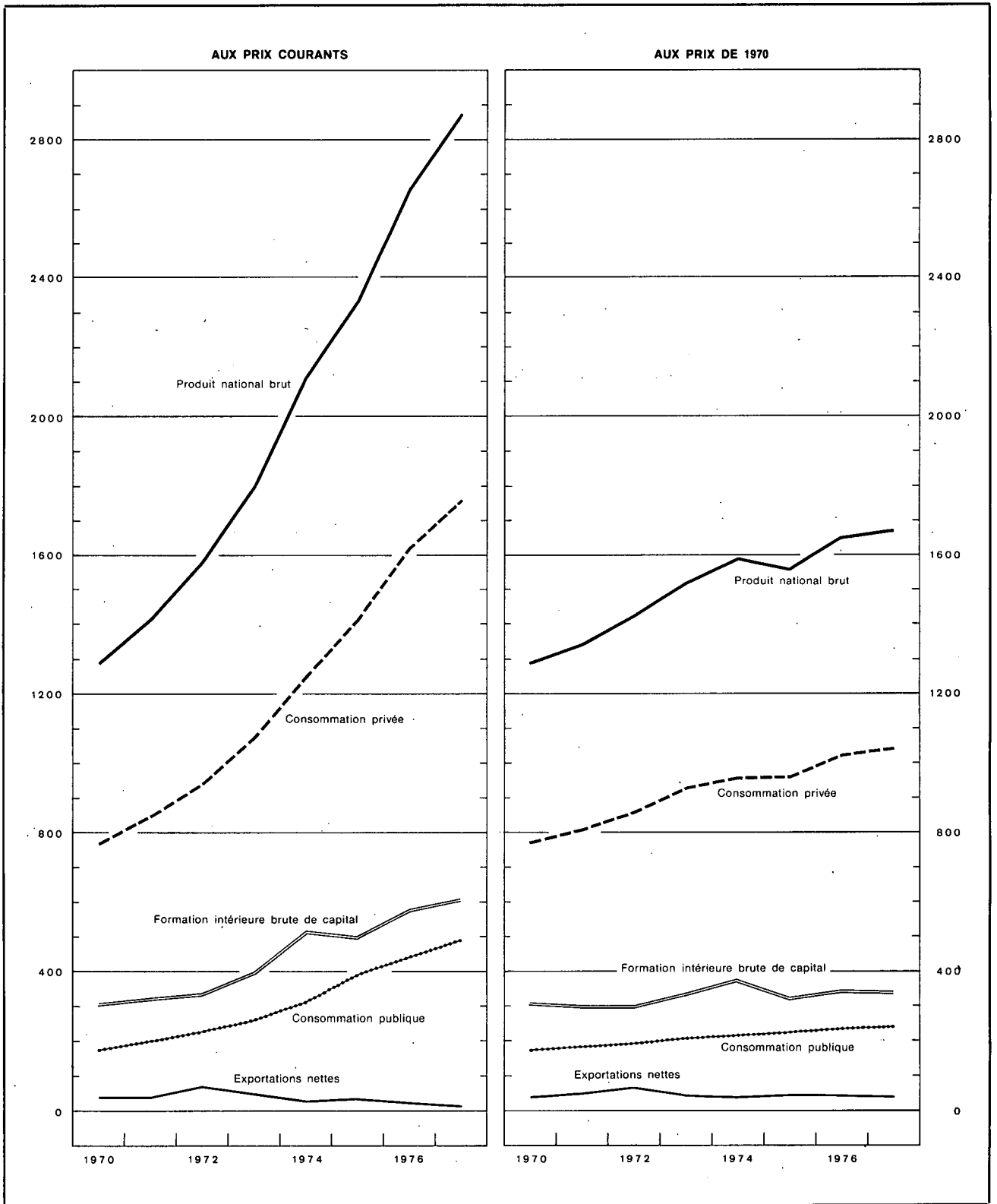
Source : I.N.S.

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
1. Agriculture, sylviculture et pêche ...	49,3	63,5	69,1	61,8	68,0	76,1	68,2	75,8
2. Industries extractives	13,4	13,1	11,7	15,6	18,6	17,7	17,1	16,1
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	79,5	88,1	95,4	108,9	122,1	131,9	139,6	146,9
b) Textiles	29,2	32,2	34,5	36,5	31,8	38,3	34,3	33,1
c) Vêtements et chaussures	17,9	20,8	20,5	23,9	24,8	25,7	24,8	25,9
d) Bois et meubles	19,8	23,2	26,3	29,3	29,4	34,1	35,6	35,8
e) Papier, impression, édition	22,3	23,8	27,6	34,9	35,6	36,2	36,1	35,5
f) Industrie chimique et activités connexes	42,6	48,5	54,1	67,6	59,0	68,0	74,1	75,6
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	22,0	24,1	27,4	30,2	29,1	33,2	38,9	38,7
h) Fer, acier et métaux non ferreux	35,4	38,8	56,2	77,7	37,9	49,9	42,2	49,3
i) Fabrications métalliques et constructions navales	116,3	129,4	147,0	168,6	192,4	218,8	227,0	231,7
j) Industries non dénommées ailleurs	40,1	47,0	55,4	66,6	73,2	87,5	97,9	108,0
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>425,1</i>	<i>475,9</i>	<i>544,4</i>	<i>644,2</i>	<i>635,3</i>	<i>723,6</i>	<i>750,5</i>	<i>780,5</i>
4. Construction	95,6	102,8	119,4	148,1	167,0	195,7	215,9	230,9
5. Electricité, gaz et eau	36,0	40,0	44,7	52,2	72,2	78,2	79,0	88,7
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :								
a) Commerce	264,2	287,8	325,4	385,2	417,3	495,5	533,7	576,6
b) Services financiers et assurances	43,5	52,0	63,3	74,6	86,0	107,0	119,6	136,2
c) Immeubles d'habitation	64,3	68,8	73,9	85,7	101,3	108,8	122,8	134,4
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>372,0</i>	<i>408,6</i>	<i>462,6</i>	<i>545,5</i>	<i>604,6</i>	<i>711,3</i>	<i>776,1</i>	<i>847,2</i>
7. Transports et communications	105,0	119,0	136,9	172,0	184,2	206,8	225,4	241,2
8. Services	323,2	371,4	430,2	500,6	595,1	682,0	764,3	836,5
9. Correction pour investissements par moyens propres	3,1	3,2	3,3	4,3	4,4	4,1	4,1	4,3
10. Consommation intermédiaire d'intérêts imputés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers	-12,4	-15,3	-18,7	-23,1	-26,2	-35,2	-39,5	-47,3
11. T.V.A. déductible sur la formation de capital	-10,5	-14,7	-21,7	-27,2	-27,8	-29,5	-30,4	-32,0
Ajustement statistique	2,3	0,6	- 0,5	- 1,4	17,2	- 1,7	7,5	1,9
Produit intérieur brut aux prix du marché	1.402,1	1.568,1	1.781,4	2.092,6	2.312,6	2.629,1	2.838,2	3.043,8
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	9,5	12,2	9,3	11,8	12,7	17,3	12,2	12,9
Produit national brut aux prix du marché	1.411,6	1.580,3	1.790,7	2.104,4	2.325,3	2.646,4	2.850,4	3.056,7

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	194,7	212,3	232,3	265,4	291,9	333,6	349,0	364,6
2. Boissons	45,2	51,0	59,5	62,2	70,1	75,1	79,6	83,9
3. Tabac	17,1	18,3	20,3	22,8	25,3	28,4	31,6	31,4
4. Vêtements et effets personnels ...	74,4	82,7	92,3	108,5	115,0	131,2	138,4	147,4
5. Loyers, taxes, eau	83,5	89,8	98,3	115,6	136,4	148,7	168,4	185,5
6. Chauffage et éclairage	41,4	46,5	52,5	64,8	80,9	89,0	95,4	103,3
7. Articles ménagers durables	87,4	97,8	119,7	146,9	150,4	175,7	185,4	189,1
8. Entretien de la maison	38,7	41,7	48,9	55,3	62,2	70,0	78,0	85,2
9. Soins personnels et hygiène	67,9	79,3	95,3	112,8	138,8	160,6	183,8	200,2
10. Transports	81,0	95,7	108,2	125,8	150,4	178,0	195,1	213,3
11. Communications : P.T.T.	6,3	7,3	8,3	8,9	11,3	12,3	14,5	16,2
12. Loisirs	74,9	84,8	96,2	107,8	119,5	136,0	152,5	163,7
13. Enseignement et recherches	1,8	2,0	2,1	2,5	3,2	3,4	3,7	4,0
14. Services financiers	21,2	26,3	33,0	38,2	42,2	55,1	62,7	72,9
15. Services divers	6,0	7,0	8,3	9,6	10,4	13,0	14,6	16,4
16. Dépenses personnelles à l'étranger	23,8	26,5	34,5	37,8	43,0	46,1	56,0	58,8
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 20,0	- 21,1	- 26,8	- 29,7	- 34,0	- 35,4	- 44,3	- 45,5
Ajustement statistique	2,0	- 0,7	- 0,2	1,2	2,8	3,4	2,9	0,4
Total ...	847,3	947,2	1.082,7	1.256,4	1.419,8	1.624,2	1.767,3	1.890,8
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	142,5	168,0	194,0	232,3	283,3	323,0	356,3	393,3
2. Achats courants de biens et services	48,2	52,0	56,6	64,8	83,7	93,2	104,1	119,2
3. Intérêt imputé des bâtiments ad- ministratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	6,8	7,4	8,2	10,6	13,3	15,8	19,4	22,1
4. Loyer payé	1,3	1,5	1,6	1,9	2,4	2,5	2,8	3,0
5. Amortissement des bâtiments admi- nistratifs et des établissements d'en- seignement des pouvoirs publics ...	1,8	2,0	2,1	2,7	3,5	4,1	5,0	5,7
6. Amortissement mobilier et matériel	1,4	1,6	1,8	2,0	2,2	2,4	2,6	3,0
Total ...	202,0	232,5	264,3	314,3	388,4	441,0	490,2	546,3
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	5,9	7,8	10,1	12,0	10,9	13,5	14,7	17,6
2. Industries extractives	2,6	2,8	2,3	2,5	2,1	1,8	2,0	2,4
3. Industries manufacturières	76,9	73,1	80,7	110,1	106,4	93,5	81,2	83,4
4. Construction	6,0	6,3	8,4	8,3	7,9	11,1	12,7	13,4
5. Electricité, gaz et eau	19,6	23,7	19,5	23,4	35,7	33,7	38,4	42,3
6. Commerce, banques, assurances ...	33,1	35,8	42,2	48,7	49,5	56,4	63,1	63,3
7. Immeubles d'habitation	61,8	68,9	94,6	130,5	144,8	184,7	202,7	222,8
8. Transports et communications ...	32,3	35,9	43,5	47,2	56,7	57,6	60,5	70,2
9. Pouvoirs publics et enseignement .	56,5	62,4	59,5	66,1	79,1	92,3	99,8	101,3
10. Autres services	10,9	11,6	13,4	19,1	18,8	23,9	29,9	29,0
11. Variations de stocks	18,4	10,0	25,1	46,3	- 12,6	10,0	9,0	1,5
Ajustement statistique	0,8	- 0,2	- 0,1	0,5	1,0	1,2	1,0	0,1
Total ...	324,8	338,1	399,2	514,7	500,3	579,7	615,0	647,4
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	45,3	46,6	54,3	89,5	91,3	92,5	92,4	103,8
2. Exportations de biens et services .	608,8	783,0	846,4	1.116,4	1.065,2	1.248,9	1.479,7	1.543,9
Exportations totales ...	654,1	729,6	900,7	1.205,9	1.056,5	1.341,4	1.572,1	1.647,7
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	35,8	34,4	45,0	77,7	78,6	75,2	80,2	90,9
4. Importations de biens et services .	580,8	632,7	811,2	1.109,2	1.061,1	1.264,7	1.514,0	1.584,6
Importations totales ...	616,6	667,1	856,2	1.186,9	1.139,7	1.339,9	1.594,2	1.675,5
Exportations nettes ...	37,5	62,5	44,5	19,0	16,8	1,5	- 22,1	- 27,8
Produit national brut aux prix du marché	1.411,6	1.580,3	1.790,7	2.104,4	2.325,3	2.646,4	2.850,4	3.056,7

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1975)

Source : I.N.S.

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	95	96	98	101	100	102	102	105
2. Boissons	84	90	98	95	100	102	102	103
3. Tabac	99	102	106	105	100	98	95	85
4. Vêtements et effets personnels ...	88	93	97	102	100	107	106	106
5. Loyers, taxes, eau	90	92	95	97	100	103	105	107
6. Chauffage et éclairage	76	87	95	93	100	105	108	116
7. Articles ménagers durables	75	81	94	105	100	112	113	114
8. Entretien de la maison	93	95	99	101	100	104	107	109
9. Soins personnels et hygiène	72	78	87	92	100	106	113	117
10. Transports	77	86	90	94	100	107	112	117
11. Communications : P.T.T.	94	96	99	103	100	109	114	117
12. Loisirs	85	90	96	99	100	106	107	107
13. Enseignement et recherches	91	93	95	98	100	102	105	107
14. Services financiers	74	85	99	104	100	111	118	128
15. Services divers	80	89	100	103	100	116	124	131
16. Dépenses personnelles à l'étranger	73	76	92	95	100	100	107	104
17. Moins : dépenses des non-résidents								
en Belgique	77	76	91	94	100	97	107	102
<i>Total ...</i>	<i>84</i>	<i>89</i>	<i>96</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>105</i>	<i>107</i>	<i>110</i>
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	83	88	94	98	100	104	105	111
2. Achats courants de biens et services	83	85	87	86	100	104	111	124
3. Intérêt imputé et amortissement des								
bâtiments administratifs et des								
établissements d'enseignement des								
pouvoirs publics; loyer payé; amor-								
tissement sur mobilier et matériel								
du pouvoir central	76	81	84	93	100	110	120	126
<i>Total ...</i>	<i>82</i>	<i>87</i>	<i>92</i>	<i>95</i>	<i>100</i>	<i>104</i>	<i>107</i>	<i>114</i>
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	75	96	118	122	100	117	121	141
2. Industries extractives	163	171	137	129	100	85	91	104
3. Industries manufacturières	97	89	94	113	100	84	70	70
4. Construction	99	102	132	115	100	134	146	151
5. Electricité, gaz et eau	79	90	70	73	100	88	95	102
6. Commerce, banques, assurances ...	95	99	110	110	100	106	112	108
7. Immeubles d'habitation	69	73	91	103	100	116	118	121
8. Transports et communications ...	76	82	94	90	100	96	97	110
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de								
l'enseignement)	120	126	104	94	100	107	106	103
10. Enseignement	82	84	82	86	100	107	116	110
11. Autres services	84	85	92	114	100	118	138	129
<i>Total ...</i>	<i>94</i>	<i>94</i>	<i>105</i>	<i>115</i>	<i>100</i>	<i>107</i>	<i>107</i>	<i>108</i>
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste								
du monde	71	69	75	110	100	94	88	94
2. Exportations de biens et services .	82	90	103	110	100	111	128	133
Exportations totales ...	81	88	101	110	100	109	125	130
3. Revenus des facteurs versés au								
reste du monde	65	59	72	111	100	89	89	96
4. Importations de biens et services .	80	86	103	111	100	111	130	135
Importations totales ...	79	84	101	111	100	110	127	132
Produit national brut aux prix du marché	87,2	91,9	97,4	101,8	100,0	105,4	106,4	109,0

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1970. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution active belge pour la période 1948-1960 » et « Estimation de la population active belge au 30 juin des années 1950, 1955, 1957, 1960 à 1975 ». — Statistiques de la population active (O.C.D.E.).*

Comptes nationaux : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Yearbook of national accounts statistics (O.N.U.). — Comptes nationaux des pays de l'O.C.D.E. — Annuaire des comptes nationaux (Office statistique des Communautés Européennes).*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : ONEM.

	Demandes d'emploi 1									Offres d'emploi 2	
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Autres chômeurs inscrits obligatoirement		Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues 3	insatisfaites 1
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus		
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus									
1972	15,9	24,4	46,5	86,8	6,9	8,1	3,4	3,9	2,9	14,8	8,5
1973	17,4	26,1	48,2	91,7	8,2	9,4	3,7	3,6	2,8	14,9	14,2
1974	24,4	30,8	49,5	104,7	8,5	10,5	3,4	3,2	2,3	13,0	13,5
1975	57,3	64,6	55,5	177,4	10,8	17,0	4,6	5,0	3,8	10,6	4,1
1976	74,5	97,0	57,0	228,5	15,9	21,3	5,4	6,2	5,1	11,5	4,1
1977	84,9	121,9	57,5	264,3	21,5	23,1	6,9	7,3	6,0	11,5	3,4
1978	91,4	141,3	49,5	282,2	28,9	25,9	9,0	8,8	7,6	13,2	4,2
1979	93,4	153,9	47,1	294,4	34,2	27,7	10,8	10,0	8,8	15,0	5,7
1977 4 ^e trimestre	97,1	133,0	57,1	287,2	24,1	26,1	8,0	9,0	7,1	10,0	2,8
1978 1 ^{er} trimestre	98,1	139,5	53,9	291,5	25,2	10,2	8,3	8,0	7,1	11,8	3,1
2 ^e trimestre	85,3	139,0	49,6	273,9	28,8	9,6	8,7	7,1	7,0	14,6	3,8
3 ^e trimestre	82,7	140,5	47,4	270,6	30,6	54,7	8,9	9,4	7,6	13,2	5,0
4 ^e trimestre	99,5	146,0	47,1	292,6	31,0	29,0	10,1	10,5	8,7	13,4	5,1
1979 1 ^{er} trimestre	99,4	152,6	47,4	299,4	31,2	12,3	10,2	9,4	8,5	15,1	5,4
2 ^e trimestre	86,2	150,4	47,2	283,8	33,8	11,0	10,6	8,4	8,2	16,2	5,9
3 ^e trimestre	86,2	154,9	46,8	287,9	35,6	58,5	10,6	10,7	8,6	13,8	5,8
4 ^e trimestre	101,9	157,8	46,8	306,5	36,2	29,3	11,6	11,5	10,1	15,0	5,6
1979 Janvier	103,5	152,2	47,4	303,1	30,4	13,6	10,2	9,4	8,5	13,3	5,5
Février	100,1	153,4	47,5	301,0	31,1	12,0	10,2	9,4	8,5	13,8	5,3
Mars	94,7	152,0	47,5	294,2	32,2	11,2	10,4	9,2	8,5	18,1	5,6
Avril	90,9	151,4	47,4	289,7	33,1	10,4	10,6	9,0	8,5	16,8	5,3
Mai	86,7	151,3	47,4	285,4	33,8	9,8	10,7	8,3	8,3	17,1	6,3
Juin	81,1	148,5	46,7	276,3	34,6	12,8	10,5	7,9	7,8	14,7	6,2
Juillet	86,4	155,0	47,4	288,8	35,2	50,9	10,4	9,8	7,9	12,5	5,6
Août	86,4	154,5	46,8	287,7	35,7	63,7	10,4	10,5	8,6	12,6	5,9
Septembre	85,6	155,3	46,4	287,3	36,0	60,8	11,1	11,7	9,3	16,2	6,0
Octobre	94,3	155,3	46,5	296,1	36,2	43,0	11,5	11,6	9,9	18,7	5,5
Novembre	104,8	157,3	46,8	308,9	36,2	25,7	11,8	11,6	10,1	14,8	5,7
Décembre	106,6	160,9	47,1	314,6	36,2	19,1	11,6	11,4	10,1	11,5	5,5
1980 Janvier	103,9	163,4	47,1	314,4	35,8	14,7	11,9	10,8	9,9	16,1	5,9

1 Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

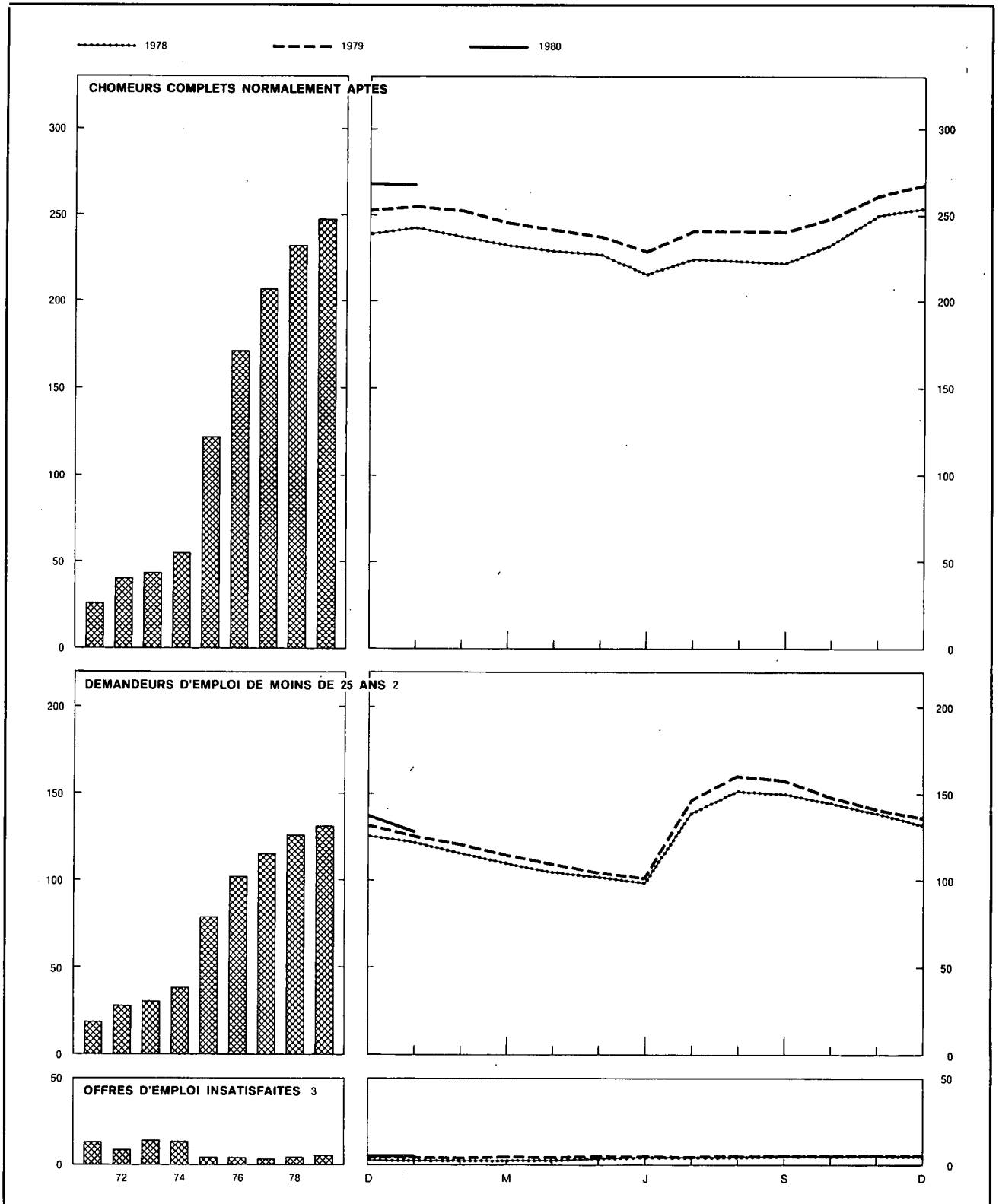
2 A partir de mai 1978, sont également comprises, les offres d'emploi aux stages des jeunes et le cadre spécial temporaire.

3 Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

II - DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : ONEM.



¹ Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs complets normalement aptes, demandeurs d'emploi libres inoccupés et autres chômeurs inscrits obligatoirement.

³ A partir de mai 1978, sont également compris, les offres d'emploi aux stages des jeunes et le cadre spécial temporaire.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — I.N.S. (superficie agricole utilisée, nombre d'animaux et production animale).

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979 P
Superficie agricole utilisée ¹ (milliers d'hectares)								
Froment	204	193	190	176	195	177	178	182
Autres céréales panifiables	30	25	22	15	24	26	24	} 218
Céréales non panifiables	228	230	224	210	202	204	197	
Betteraves sucrières	101	104	105	120	96	94	110	117
Autres plantes industrielles	11	11	12	13	13	13	12	9
Pommes de terre	37	43	40	36	38	41	35	37
Autres plantes et racines tuberculifères ..	28	27	27	27	25	23	21	-----
Prés et prairies	768	761	752	742	735	728	721	714
Cultures maraîchères	24	27	29	30	27	29	25	-----
Cultures fruitières	18	17	16	16	15	13	13	-----
Divers	72	72	80	95	99	111	111	-----
Total ...	1.521	1.510	1.497	1.480	1.469	1.459	1.447	1.437
Production végétale ² (milliers de tonnes)								
Froment	916	976	1.004	677	891	742	956	
Avoine	244	246	222	228	129	115	136	
Orge	637	716	699	426	610	676	765	
Autres céréales	149	156	142	123	128	144	155	
Betteraves sucrières	4.319	5.136	4.465	4.913	4.600	4.343	5.224	
Pommes de terre	1.106	1.201	1.460	1.049	714	1.370	1.262	
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)								
Vaches laitières	964	1.000	1.005	994	989	983	971	981
Autres bovidés	1.861	1.963	2.043	2.005	1.990	2.007	2.029	2.085
Porcs	4.283	4.634	5.034	4.647	4.890	4.893	5.076	5.056
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.510	2.480	2.580	2.579	2.611	2.663	2.818	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	753	798	884	848	837	842	879	

¹ Recensement au 15 mai.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

(milliers de tonnes)

Source : Ministère de l'Agriculture.

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Flotte de pêche ¹ (tonnage brut)	24,1	23,2	22,8	24,0	23,9	24,0	21,0	
Quantité du poisson débarqué dans les ports belges :								
— Poissons de fond	47,3	43,6	37,0	34,5	30,4	29,4	31,3	35,3
— Poissons pélagiques	0,9	1,5	2,3	0,7	2,3	1,5	0,1	...
— Crustacés et mollusques	2,0	2,1	2,9	2,9	3,4	3,6	2,7	2,5
Total ...	50,2	47,2	42,2	38,1	36,1	34,5	34,1	37,8

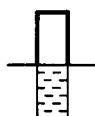
¹ Recensement au 31 décembre.

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Statistiques agricoles (I.N.S.). — Annuaire statistique de la Belgique. — Statistiques Economiques belges 1960-1970.

IV. — INDUSTRIE

IV - 0. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

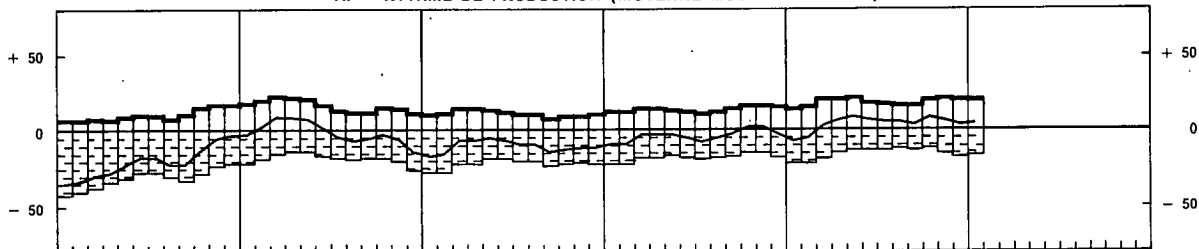
RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *



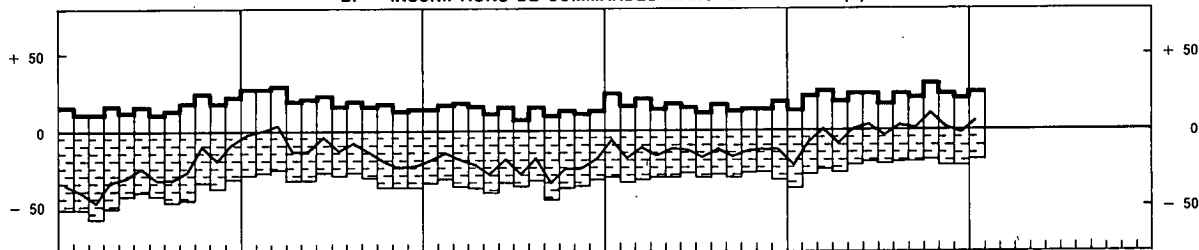
Pourcentage des réponses « en hausse » pour les questions A, B et C
 Pourcentage des réponses « supérieur à la normale » pour la question E
 Pourcentage des réponses « en baisse » pour les questions A, B et C
 Pourcentage des réponses « inférieur à la normale » pour la question E

— Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « en hausse » et « en baisse » pour les questions A, B et C
 — Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « supérieur » et « inférieur » à la normale pour la question E

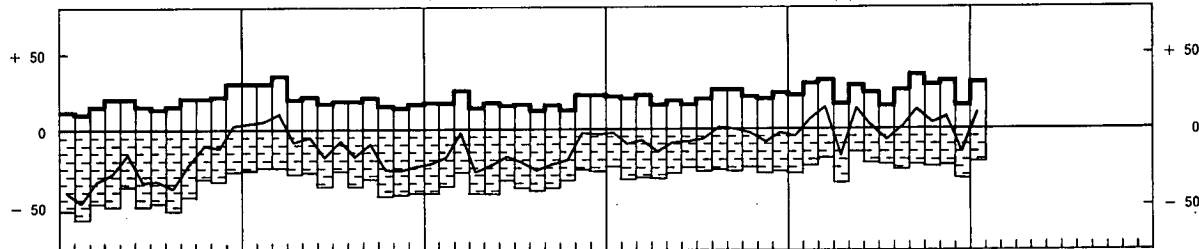
A. — RYTHME DE PRODUCTION (MOYENNE MOBILE DE 3 MOIS)



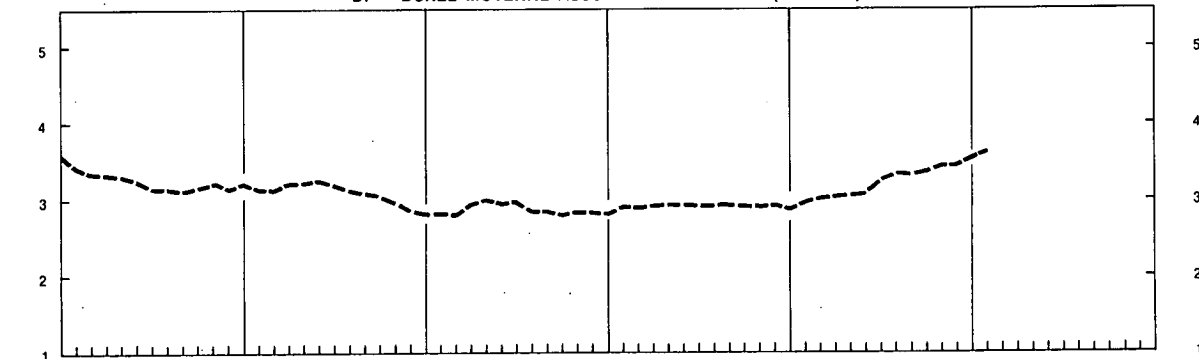
B. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (1)



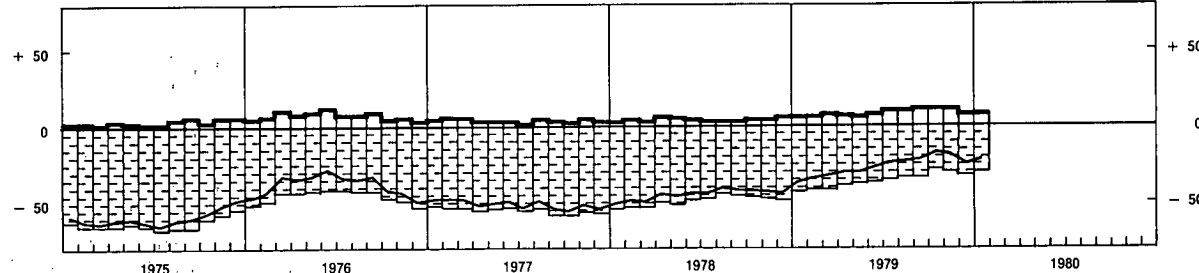
C. — INSCRIPTIONS DE COMMANDE A L'EXPORTATION (1)



D. — DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (EN MOIS)



E. — APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidérurgie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont

pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions A, B, C et E la variation par rapport au mois précédent.

1 Mouvements saisonniers éliminés.

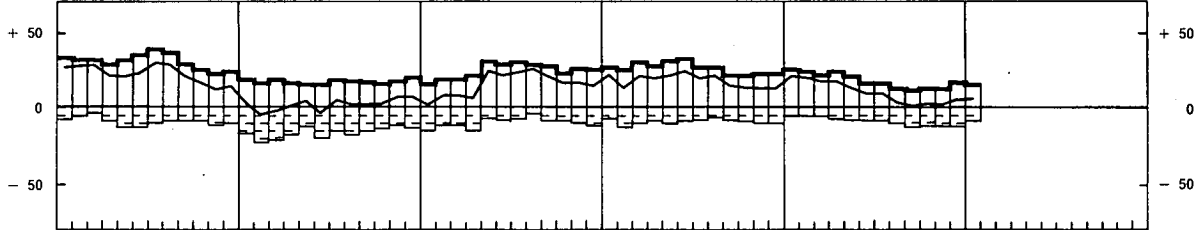
RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *



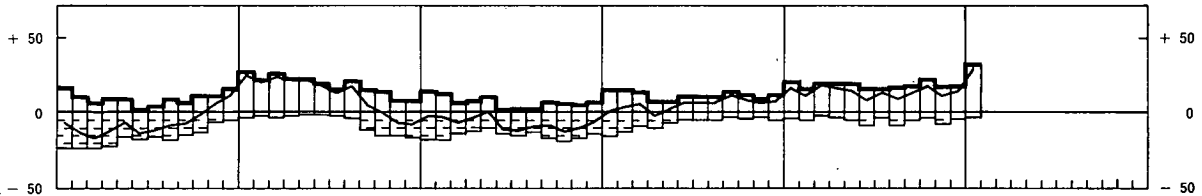
Pourcentage des réponses « en hausse » pour les questions G, H et K
 Pourcentage des réponses « supérieur à la normale » pour les questions F, I et J
 Pourcentage des réponses « en baisse » pour les questions G, H et K
 Pourcentage des réponses « inférieur à la normale » pour les questions F, I et J

— Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « en hausse » et « en baisse » pour les questions G, H et K
 — Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « supérieur » et « inférieur » à la normale pour les questions F, I et J

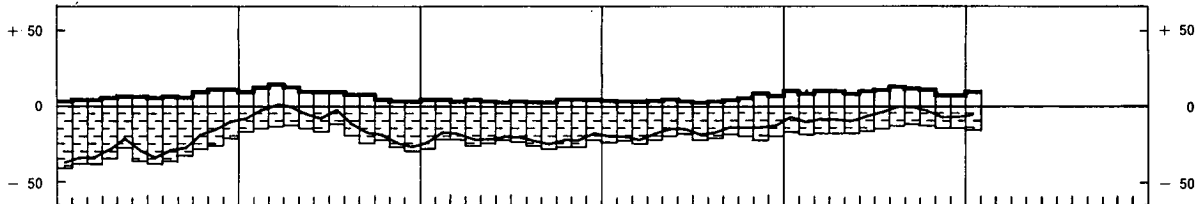
F. — APPRECIATION DU STOCK DE PRODUITS FINIS



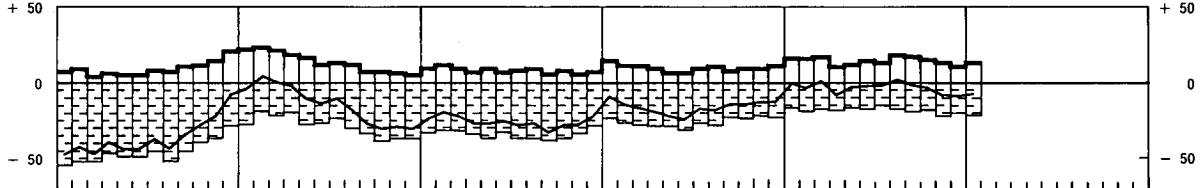
G. — EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



H. — PREVISIONS EFFECTIFS OUVRIERS

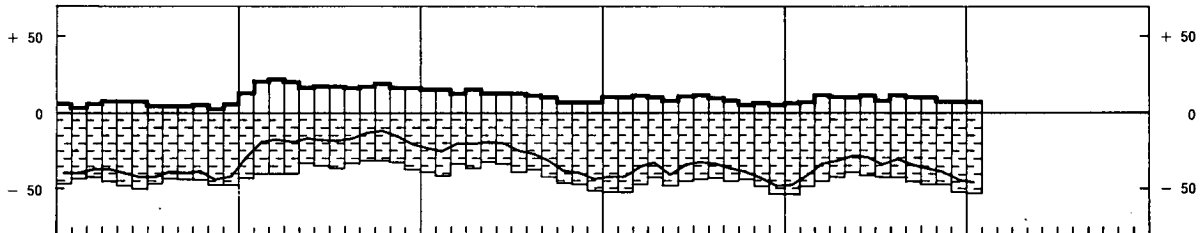


I. — PREVISIONS DEMANDE DE LA CLIENTELE

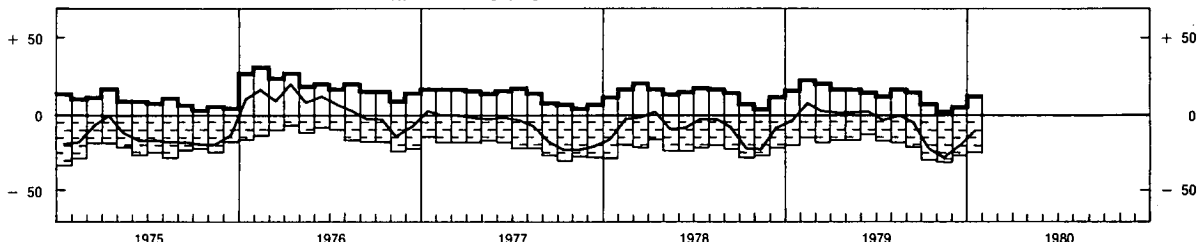


RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION
 Travaux de gros œuvre de bâtiments

J. — APPRECIATION DE LA DUREE ASSUREE



K. — PREVISIONS EFFECTIFS OUVRIERS INSCRITS



* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidé-

rurgie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent la variation par rapport au mois précédent.

IV - 0. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total 1					B. Appréciation du carnet de commandes étrangères 1					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis 1					
	1978	1979			1978	1979			1978	1979			1978	1979		
	Décembre	2e trim.	3e trim.	4e trim.		Décembre	2e trim.	3e trim.		4e trim.	Décembre	2e trim.		3e trim.	4e trim.	Décembre
Ensemble des industries	- 43	- 29	- 23	- 19	- 24	- 40	- 28	- 27	- 23	- 26	+ 14	+ 14	+ 5	+ 3	+ 6	
I. Biens de consommation	- 49	- 36	- 25	- 17	- 19	- 42	- 30	- 25	- 14	- 17	+ 27	+ 26	+ 9	+ 13	+ 15	
II. Biens d'investissement	- 53	- 45	- 33	- 24	- 27	- 42	- 40	- 37	- 28	- 33	+ 18	+ 20	+ 12	+ 5	+ 7	
III. Biens intermédiaires	- 36	- 16	- 16	- 20	- 26	- 37	- 17	- 18	- 20	- 22	0	+ 4	- 2	- 2	+ 2	
Industrie textile	- 56	- 36	- 36	- 26	- 28	- 57	- 46	- 44	- 29	- 32	+ 23	+ 17	+ 12	+ 11	+ 17	
dont : Laine	- 73	- 48	- 44	- 22	- 16	- 69	- 48	- 54	- 37	- 34	+ 18	+ 9	+ 4	+ 1	+ 13	
Coton	- 31	- 18	- 34	- 33	- 30	- 44	- 33	- 45	- 34	- 26	+ 33	+ 28	+ 27	+ 20	+ 25	
Bonneterie	- 74	- 60	- 39	- 31	- 31	- 69	- 58	- 54	- 36	- 29	+ 8	+ 15	+ 3	+ 29	+ 39	
Industrie des chaussures et de l'habillement ..	- 51	- 36	- 36	- 33	- 38	- 38	- 32	- 26	- 27	- 34	+ 5	+ 14	+ 5	+ 16	+ 29	
dont : Chaussures	- 87	- 46	- 74	- 36	- 51	- 88	- 66	- 73	- 51	- 72	- 44	+ 15	- 24	+ 8	+ 15	
Habillement	- 44	- 35	- 29	- 33	- 35	- 34	- 29	- 23	- 25	- 31	+ 15	+ 13	+ 12	+ 18	+ 31	
Industrie du bois et du meuble en bois	- 67	- 35	- 12	- 6	- 3	- 58	- 28	- 2	- 1	+ 6	+ 70	+ 38	+ 15	+ 19	+ 18	
dont : Bois	- 58	- 4	+ 22	+ 19	+ 7	- 45	- 5	+ 21	+ 8	+ 9	+ 56	- 1	- 16	- 14	- 5	
Meubles en bois	- 71	- 49	- 27	- 17	- 7	- 65	- 41	- 15	- 6	+ 4	+ 79	+ 57	+ 33	+ 35	+ 28	
Papiers et cartons	- 64	- 6	- 10	- 21	- 43	- 73	+ 4	- 20	- 44	- 64	+ 13	- 6	- 7	+ 14	+ 24	
dont : Production de papier et carton	- 62	+ 6	- 2	- 13	- 48	- 82	+ 18	- 23	- 51	- 76	+ 15	+ 6	- 21	+ 5	+ 31	
Transformation de papier et carton	- 64	- 15	- 14	- 26	- 40	- 52	- 28	- 11	- 26	- 35	+ 11	- 15	+ 2	+ 19	+ 18	
Industrie du cuir	- 72	- 36	- 39	- 41	- 39	- 80	- 32	- 37	- 51	- 37	+ 7	- 15	- 17	- 6	+ 5	
Transformation de matières plastiques	- 26	+ 13	+ 6	- 19	- 29	- 6	+ 26	+ 20	+ 2	- 10	+ 8	+ 2	- 12	- 14	- 15	
Raffinage de pétrole	+ 12	- 6	- 5	- 17	- 30	- 14	- 2	+ 2	- 7	- 13	- 14	- 37	- 26	- 13	- 8	
Production et première transform. des métaux ..	- 40	- 25	- 27	- 33	- 34	- 43	- 26	- 27	- 29	- 27	- 21	+ 12	+ 2	- 1	+ 4	
dont : Métaux ferreux	- 35	- 19	- 20	- 25	- 27	- 37	- 20	- 19	- 23	- 21	- 6	+ 14	- 10	- 1	+ 4	
Métaux non ferreux	- 82	- 71	- 75	- 71	- 69	- 85	- 70	- 73	- 66	- 63	- 82	+ 2	+ 8	+ 1	+ 6	
Industrie des prod. minéraux non métalliques ..	- 38	- 19	- 1	+ 4	- 6	- 10	+ 1	- 6	+ 19	+ 8	+ 19	+ 23	+ 10	+ 7	+ 10	
dont : Matériaux de construction, cérami- que pour le bâtiment et l'indus- trie, verre plat	- 42	- 26	- 1	+ 3	- 10	- 3	- 1	0	+ 25	+ 5	+ 14	+ 24	+ 11	+ 6	+ 10	
Verre creux	- 52	- 5	- 5	- 5	- 5	- 50	- 10	- 26	- 11	- 11	+ 98	+ 53	+ 37	+ 29	+ 29	
Industrie chimique	+ 5	+ 11	+ 13	+ 13	0	+ 5	+ 11	+ 11	+ 14	+ 2	0	- 8	- 6	- 8	- 11	
Production de fibres artific. et synthétiques ..	+ 37	+ 34	+ 63	+ 23	- 3	+ 31	+ 72	+ 64	+ 9	- 9	- 74	- 25	- 29	+ 8	- 18	
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 70	- 50	- 35	- 26	- 22	- 72	- 57	- 43	- 35	- 29	+ 37	+ 27	- 4	- 3	+ 4	
Construction de machines et de matériel mé- canique	- 42	- 40	- 34	- 36	- 37	- 39	- 44	- 41	- 42	- 46	+ 19	+ 21	+ 12	+ 15	+ 15	
dont : Machines et tracteurs agricoles ...	- 19	- 13	- 10	- 31	- 60	- 8	- 12	- 3	- 20	- 50	- 4	+ 44	+ 31	+ 26	+ 35	
Machines-outils	- 18	0	+ 20	- 21	- 50	- 51	- 9	- 21	- 49	- 52	+ 65	+ 19	+ 12	+ 35	+ 35	
Machines textiles	- 41	- 50	- 51	- 50	- 50	- 41	- 66	- 69	- 53	- 53	-	-	-	-	-	
Moteurs, compresseurs, pompes ...	- 48	- 47	- 48	- 38	- 29	- 39	- 34	- 44	- 39	- 38	+ 10	+ 13	+ 13	+ 10	+ 7	
Construction électrique et électronique	- 65	- 61	- 62	- 24	- 26	- 62	- 53	- 56	- 27	- 30	+ 18	+ 16	+ 27	+ 1	+ 3	
dont : Construction électrique d'équipement ..	- 77	- 70	- 67	- 33	- 35	- 74	- 62	- 60	- 39	- 42	+ 18	+ 14	+ 23	- 3	- 1	
Appareils électroménagers, radio, télé- vision	- 37	- 44	- 53	- 6	- 6	- 41	- 37	- 51	- 3	- 3	+ 3	+ 34	+ 63	+ 37	+ 37	
Construction d'automobiles et pièces détachées ..	- 32	- 35	- 17	- 25	- 33	- 31	- 31	- 25	- 26	- 33	+ 27	+ 27	+ 5	- 5	- 14	
Construction d'autre matériel de transport ...	- 66	- 68	- 48	- 28	- 25	- 77	- 95	- 85	- 79	- 79	+ 36	+ 17	- 27	- 18	+ 17	
dont : Construction navale	- 100	- 92	- 87	- 54	- 53	- 100	- 98	- 96	- 95	- 95	0	0	0	0	0	
Construction de cycles et motocycles	- 47	- 87	- 8	+ 6	+ 19	- 100	- 100	- 35	+ 19	+ 19	+ 36	+ 17	- 27	- 18	+ 17	

1 Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

D. Entraves à la production 1

	Production entravée par insuffisance de																								
	Aucune entrave					demande										main-d'œuvre					équipement				
	1978		1979			1978		1979			1978		1979			1978		1979							
	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.					
Ensemble des industries	4	5	6	7	7	85	83	78	78	78	2	2	3	3	3	5	4	6	7	7					
I. Biens de consommation	3	9	9	11	5	76	77	72	69	75	2	4	2	5	6	9	5	5	5	7					
II. Biens d'investissement	3	6	4	5	5	87	84	82	80	81	3	3	3	4	4	2	2	4	7	5					
III. Biens intermédiaires	3	4	5	5	7	90	84	79	80	78	2	1	3	3	2	4	4	7	8	7					
Industrie textile	6	5	7	12	10	82	76	74	72	72	4	3	5	6	4	6	7	7	5	11					
dont : Laine	0	2	17	10	26	93	70	70	76	48	2	0	2	8	2	5	11	11	3	14					
Coton	11	6	7	22	3	73	70	68	68	83	6	7	3	2	1	7	0	1	1	13					
Bonneterie	7	8	0	9	13	90	91	91	87	83	2	1	9	4	4	0	0	0	0	1					
Industrie des chaussures et de l'habillement ..	17	14	4	13	1	67	64	63	59	70	5	12	2	16	15	4	6	1	9	2					
dont : Chaussures	44	11	0	0	0	55	78	67	64	56	0	0	0	36	44	0	0	0	0	0					
Habillement	12	15	5	16	2	69	61	62	59	73	6	15	3	11	9	5	7	1	10	2					
Industrie du bois et du meuble en bois	0	4	15	21	13	86	86	61	61	56	2	2	1	2	1	2	3	13	5	11					
dont : Bois	0	14	42	21	45	92	71	26	59	43	0	0	0	0	0	2	7	6	16	0					
Meubles en bois	0	0	2	21	0	84	93	76	62	61	2	3	2	3	1	1	2	17	0	16					
Papiers et cartons	5	0	16	7	6	84	83	57	63	69	0	5	3	2	2	10	10	14	12	12					
dont : Production de papier et carton	13	0	39	16	16	64	68	16	37	44	0	7	0	0	0	23	23	32	25	25					
Transformation de papier et carton	0	0	1	0	0	99	94	87	82	87	1	4	4	4	4	1	0	1	2	2					
Industrie du cuir	0	37	33	0	0	100	63	63	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
Transformation de matières plastiques	15	0	6	14	0	70	78	83	50	70	0	0	0	2	0	15	9	11	29	30					
Raffinage de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
Production et première transform. des métaux	0	3	1	0	6	95	88	86	95	86	4	0	4	4	0	2	1	5	6	0					
dont : Métaux ferreux	0	3	0	0	7	94	87	83	94	83	4	0	5	5	1	2	2	7	7	2					
Métaux non ferreux	0	0	0	0	0	98	100	100	98	92	0	0	0	0	0	2	0	0	2	2					
Industrie des prod. minéraux non métalliques	4	10	6	8	10	82	78	73	74	76	0	0	1	0	1	8	3	14	9	10					
dont : Matériaux de construction, cérami- que pour le bâtiment et l'indus- trie, verre plat	5	5	8	10	11	78	84	76	75	77	0	0	1	0	2	10	4	8	10	6					
Verre creux	0	23	0	0	0	100	77	53	100	100	0	0	0	0	0	0	0	47	0	0					
Industrie chimique	0	0	0	0	0	100	98	97	96	97	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2					
Production de fibres artific. et synthétiques	0	47	21	0	47	74	48	42	16	16	5	5	5	8	8	21	0	32	55	0					
Fabrication d'ouvrages en métaux	5	7	4	4	1	92	88	88	77	71	0	2	1	3	9	0	0	2	5	18					
Construction de machines et de matériel mé- canique	3	8	2	9	8	87	91	87	83	83	3	1	3	3	3	0	1	5	5	5					
dont : Machines et tracteurs agricoles	0	0	0	0	0	58	100	100	98	98	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2					
Machines-outils	0	52	50	43	43	100	48	50	57	57	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
Machines textiles	11	0	0	0	22	89	100	90	100	78	0	0	10	0	0	0	0	10	0	0					
Moteurs, compresseurs, pompes ...	0	2	1	16	2	100	98	86	71	79	0	0	0	0	0	0	0	13	13	13					
Construction électrique et électronique	1	1	17	0	0	75	80	71	81	86	7	6	6	5	7	11	13	0	16	0					
dont : Construction électrique d'équipement	1	1	0	0	0	87	87	80	92	79	12	9	10	8	11	0	3	0	8	0					
Appareils électroménagers, radio, télé- vision	0	0	48	0	0	53	69	52	68	100	0	0	0	0	0	31	31	0	32	0					
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	21	21	26	26	55	55	55	51	74	0	0	0	0	0	24	0	0	0	0					
Construction d'autre matériel de transport ...	0	0	0	2	2	100	84	84	78	79	0	0	0	0	0	0	0	0	3	2					
dont : Construction navale	0	0	0	4	4	100	100	100	96	96	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
Construction de cycles et motocycles	0	0	0	0	0	100	100	100	83	87	0	0	0	0	0	0	0	0	17	13					

1 En pourcentage du total des entreprises.

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	E. Appréciation de la capacité de production installée 1					F. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (en p.c.)					G. Durée moyenne de production assurée (en mois)				
	1978	1979				1978	1979				1978	1979			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre
Ensemble des industries	+ 52	+ 51	+ 42	+ 39	+ 36	73,6	75,3	77,7	77,7	78,1	2,97	3,14	3,34	3,48	3,54
I. Biens de consommation	+ 48	+ 49	+ 45	+ 38	+ 28	75,4	75,3	78,2	78,2	77,6	2,35	2,54	2,52	2,65	2,66
II. Biens d'investissement	+ 52	+ 54	+ 41	+ 37	+ 41	71,3	72,3	72,7	75,3	76,0	4,74	4,92	5,49	5,85	6,02
III. Biens intermédiaires	+ 50	+ 46	+ 38	+ 39	+ 35	74,0	77,0	80,2	78,8	79,4	2,04	2,17	2,22	2,21	2,21
Industrie textile	+ 60	+ 51	+ 38	+ 38	+ 25	69,6	72,8	76,3	78,4	79,7	2,23	2,51	2,46	2,69	2,70
dont : Laine	+ 71	+ 46	+ 44	+ 49	+ 13	62,6	73,2	77,8	81,0	85,9	1,80	2,21	2,24	2,50	2,63
Coton	+ 48	+ 43	+ 19	+ 27	+ 29	79,9	83,2	85,4	85,6	86,0	2,95	3,39	3,07	3,27	3,32
Bonneterie	+ 78	+ 69	+ 62	+ 58	+ 45	65,9	64,1	64,4	66,7	66,3	1,71	1,80	1,79	2,09	2,10
Industrie des chaussures et de l'habillement	+ 49	+ 39	+ 37	+ 30	+ 30	72,1	72,7	75,5	75,9	73,7	1,90	2,14	2,00	2,13	2,13
dont : Chaussures	+ 53	+ 55	+ 45	+ 1	- 20	68,3	50,6	62,1	74,3	73,5	0,93	1,26	1,15	1,65	1,52
Habillement	+ 49	+ 35	+ 46	+ 35	+ 41	72,9	77,3	78,4	76,3	73,7	2,10	2,33	2,18	2,24	2,26
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 46	+ 39	+ 29	+ 14	+ 1	76,2	80,7	83,9	84,1	85,7	1,30	1,54	1,76	1,95	1,97
dont : Bois	+ 47	+ 45	+ 18	+ 19	+ 4	75,6	79,6	83,4	80,3	85,4	1,02	1,40	1,70	1,75	1,65
Meubles en bois	+ 46	+ 36	+ 35	+ 12	0	76,4	81,2	84,2	85,7	85,9	1,42	1,61	1,79	2,05	2,12
Papiers et cartons	+ 42	+ 28	+ 22	+ 26	+ 24	80,2	81,0	85,2	88,7	86,3	1,37	1,64	1,50	1,36	1,48
dont : Production de papier et carton	+ 13	- 2	+ 6	+ 6	+ 5	89,0	86,3	93,0	94,4	95,3	1,82	2,12	1,69	1,43	1,73
Transformation de papier et carton	+ 64	+ 49	+ 33	+ 42	+ 39	73,8	77,1	79,5	84,6	79,8	1,05	1,29	1,36	1,31	1,30
Industrie du cuir	+ 72	+ 8	+ 8	+ 12	+ 13	68,1	74,0	78,1	67,9	68,2	1,43	1,91	1,78	1,83	1,76
Transformation de matières plastiques	- 8	- 4	- 8	- 27	- 28	85,1	84,9	85,6	87,5	84,0	2,39	2,50	2,78	2,68	2,59
Raffinage de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transform. des métaux	+ 40	+ 43	+ 35	+ 39	+ 38	70,4	75,2	77,7	73,6	74,1	1,96	1,94	1,98	1,85	1,83
dont : Métaux ferreux	+ 45	+ 47	+ 38	+ 38	+ 29	68,1	72,8	76,1	72,0	73,0	2,14	2,12	2,10	1,92	1,89
Métaux non ferreux	+ 20	+ 20	+ 20	+ 49	+ 67	82,8	84,6	82,7	81,8	78,5	1,52	1,41	1,36	1,47	1,51
Industrie des prod. minéraux non métalliques	+ 23	+ 24	+ 20	+ 25	+ 31	77,6	76,9	78,8	81,5	81,5	2,25	2,35	2,33	2,25	2,14
dont : Matériaux de construction, cérami- que pour le bâtiment et l'indus- trie, verre plat	+ 22	+ 21	+ 16	+ 18	+ 29	78,4	76,0	78,2	81,2	81,3	2,19	2,18	2,21	2,09	1,96
Verre creux	+ 53	+ 54	+ 53	+ 53	+ 53	76,3	75,1	80,8	79,1	83,1	2,92	3,37	3,25	2,97	3,00
Industrie chimique	+100	+ 94	+ 96	+ 96	+ 95	78,7	78,5	83,2	80,2	81,0	—	—	—	—	—
Production de fibres artific. et synthétiques	- 11	- 5	- 63	+ 16	+ 37	86,3	96,2	94,4	96,0	94,4	2,89	3,62	3,70	3,64	3,67
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 74	+ 59	+ 53	+ 31	+ 19	70,0	69,5	71,5	72,7	73,6	3,36	3,29	3,51	4,06	4,33
Construction de machines et de matériel mé- canique	+ 51	+ 67	+ 41	+ 41	+ 39	67,2	72,1	75,3	75,4	76,2	4,29	4,48	4,97	5,04	5,21
dont : Machines et tracteurs agricoles ...	+100	+100	+ 53	+ 60	+ 60	69,4	74,9	82,3	83,4	79,2	5,69	5,84	5,87	5,77	5,80
Machines-outils	+ 33	+ 48	+ 50	+ 57	+ 35	77,1	79,3	87,9	78,3	80,0	5,36	6,37	8,11	6,75	6,48
Machines textiles	+ 39	+ 72	+ 41	+ 7	+ 7	71,6	83,4	83,9	86,3	87,6	5,51	5,08	5,08	5,08	4,90
Moteurs, compresseurs, pompes ...	+ 43	+ 75	+ 15	+ 41	+ 40	63,0	64,6	66,6	76,1	73,6	3,66	4,41	4,88	5,22	5,90
Construction électrique et électronique	+ 54	+ 64	+ 41	+ 56	+ 59	77,6	74,9	74,3	77,5	76,0	6,09	6,41	6,73	7,21	7,23
dont : Construction électrique d'équipement	+ 76	+ 82	+ 62	+ 54	+ 59	72,8	69,6	66,2	74,2	76,8	6,23	6,63	7,12	7,79	7,82
Appareils électroménagers, radio, té- lévision	+ 17	+ 35	+ 5	+ 61	+ 63	85,4	83,1	88,0	82,9	74,6	6,17	6,24	6,12	6,22	6,20
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 8	+ 32	+ 32	+ 25	+ 10	84,6	81,7	80,1	80,8	83,0	2,42	2,43	2,52	2,58	2,61
Construction d'autre matériel de transport ...	+ 66	+ 68	+ 66	+ 40	+ 44	60,2	61,9	61,5	65,9	69,7	10,98	11,45	14,28	15,20	15,98
dont : Construction navale	+ 97	+ 99	+ 97	+ 58	+ 60	65,7	66,1	65,2	69,0	72,5	6,55	8,01	12,64	15,55	17,21
Construction de cycles et motocycles	+ 53	+ 58	+ 53	+ 23	+ 34	58,3	64,3	64,2	70,6	71,6	1,98	1,88	1,97	2,72	2,75

1 Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	H. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois 1					I. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois 2					J. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois 2				
	1978	1979			1978	1979			1978	1979					
	Décembre	2e trim.	3e trim.	4e trim.		Décembre	2e trim.	3e trim.		4e trim.	Décembre	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Décembre
Ensemble des industries	- 12	- 4	0	- 7	- 9	- 12	- 7	- 1	- 5	- 7	+ 19	+ 23	+ 29	+ 35	+ 40
I. Biens de consommation	- 11	- 11	+ 3	- 7	- 6	- 9	- 4	+ 3	- 6	- 10	+ 16	+ 20	+ 30	+ 35	+ 36
II. Biens d'investissement	- 15	- 2	+ 1	- 3	- 10	- 20	- 9	+ 6	- 1	- 2	+ 24	+ 21	+ 26	+ 37	+ 47
III. Biens intermédiaires	- 13	- 1	- 3	- 9	- 8	- 10	- 9	- 9	- 9	- 11	+ 15	+ 35	+ 30	+ 34	+ 39
Industrie textile	- 32	- 27	- 5	- 22	- 15	- 22	- 7	- 5	- 5	- 4	+ 2	+ 30	+ 47	+ 46	+ 40
dont : Laine	- 60	- 40	- 26	- 32	- 2	- 34	- 12	- 15	- 5	- 7	- 35	- 8	+ 23	+ 25	+ 8
Coton	- 21	- 17	+ 17	- 23	- 30	- 13	+ 4	+ 4	+ 5	+ 4	+ 15	+ 45	+ 55	+ 52	+ 42
Bonneterie	- 42	- 24	- 18	- 19	- 13	- 32	- 16	- 12	- 9	+ 2	+ 9	+ 24	+ 32	+ 32	+ 33
Industrie des chaussures et de l'habillement ..	- 16	- 23	- 12	- 13	- 12	+ 2	- 3	- 10	- 7	- 11	+ 33	+ 28	+ 33	+ 29	+ 41
dont : Chaussures	- 4	- 6	+ 1	- 11	- 15	- 24	- 6	- 12	- 15	- 33	+ 33	+ 49	+ 39	+ 21	+ 28
Habillement	- 18	- 27	- 14	- 14	- 10	+ 7	- 2	- 9	- 6	- 6	+ 33	+ 24	+ 32	+ 31	+ 43
Industrie du bois et du meuble en bois	- 31	- 17	- 10	- 25	- 10	- 16	+ 1	+ 7	- 5	- 9	+ 16	+ 34	+ 56	+ 44	+ 38
dont : Bois	- 38	- 18	- 1	- 24	- 20	- 16	+ 6	+ 12	- 6	- 8	+ 36	+ 58	+ 71	+ 65	+ 66
Meubles en bois	- 27	- 17	- 14	- 24	- 5	- 16	+ 5	+ 5	- 4	- 9	+ 7	+ 24	+ 49	+ 35	+ 26
Papiers et cartons	- 8	+ 7	0	- 26	- 34	- 17	- 7	- 8	- 6	- 8	+ 53	+ 68	+ 72	+ 56	+ 41
dont : Production de papier et carton	+ 24	+ 40	+ 8	- 29	- 36	- 9	- 13	- 8	- 5	0	+ 58	+ 81	+ 74	+ 38	+ 16
Transformation de papier et carton	- 32	- 18	- 8	- 23	- 31	- 23	- 3	- 8	- 8	- 14	+ 50	+ 59	+ 69	+ 69	+ 59
Industrie du cuir	- 23	+ 11	+ 11	+ 15	+ 41	- 65	- 19	- 57	- 36	- 22	+ 25	+ 30	+ 2	+ 3	+ 23
Transformation de matières plastiques	+ 6	+ 9	+ 41	+ 31	+ 19	+ 6	+ 14	+ 39	+ 30	+ 20	+ 10	+ 42	+ 50	+ 34	+ 32
Raffinage de pétrole	+ 4	+ 18	+ 8	- 3	- 10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Production et première transform. des métaux ..	- 12	+ 7	- 18	- 15	- 4	- 8	- 19	- 25	- 25	- 24	+ 18	+ 37	+ 12	+ 28	+ 37
dont : Métaux ferreux	- 14	+ 12	- 23	- 10	+ 5	- 7	- 18	- 27	- 30	- 29	+ 14	+ 36	+ 16	+ 25	+ 33
Métaux non ferreux	- 12	- 30	- 20	- 37	- 43	- 19	- 15	- 11	+ 1	0	+ 32	+ 32	0	+ 37	+ 56
Industrie des prod. minéraux non métalliques ..	- 18	- 4	- 7	- 8	- 14	- 14	- 11	- 4	- 14	- 16	+ 20	+ 17	+ 26	+ 42	+ 68
dont : Matériaux de construction, cérami- que pour le bâtiment et l'indus- trie, verre plat	- 19	- 1	- 5	- 3	- 13	- 20	- 11	- 9	- 16	- 19	+ 10	+ 9	+ 18	+ 33	+ 65
Verre creux	- 46	- 50	- 25	- 33	0	0	- 33	+ 16	+ 1	0	+ 97	+ 49	+ 84	+ 100	+ 100
Industrie chimique	+ 6	+ 6	+ 11	+ 6	- 11	0	+ 1	+ 2	+ 1	+ 1	+ 3	+ 10	+ 10	+ 10	+ 18
Production de fibres artific. et synthétiques ..	+ 16	+ 23	+ 71	+ 50	+ 50	+ 5	+ 2	0	0	- 8	+ 52	+ 84	+ 71	+ 100	+ 100
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 19	- 12	+ 24	+ 8	- 2	- 13	- 2	+ 15	+ 9	+ 11	+ 28	+ 23	+ 32	+ 43	+ 48
Construction de machines et de matériel mé- canique	- 10	- 3	+ 6	0	- 1	- 19	- 13	+ 10	+ 1	+ 3	+ 31	+ 23	+ 35	+ 39	+ 45
dont : Machines et tracteurs agricoles ...	- 53	- 7	+ 34	0	- 27	- 39	- 11	- 12	- 30	- 35	+ 36	+ 6	+ 59	+ 52	+ 65
Machines-outils	+ 9	+ 40	+ 11	- 25	- 22	- 32	- 11	+ 7	+ 7	+ 7	+ 55	+ 61	+ 66	+ 22	+ 22
Machines textiles	- 13	- 32	+ 9	+ 7	+ 22	- 30	- 32	- 7	- 22	- 22	+ 49	- 16	+ 1	0	0
Moteurs, compresseurs, pompes ...	- 2	0	+ 19	+ 17	+ 10	- 30	- 12	+ 20	+ 18	+ 28	+ 11	+ 24	+ 32	+ 46	+ 46
Construction électrique et électronique	- 1	+ 2	+ 4	- 1	- 14	- 28	- 11	+ 9	- 3	- 15	+ 18	+ 15	+ 12	+ 36	+ 34
dont : Construction électrique d'équipement Appareils électroménagers, radio, té- lévision	- 10	+ 10	- 5	+ 8	- 3	- 30	- 1	+ 18	+ 8	- 4	+ 36	+ 14	+ 14	+ 42	+ 38
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 21	- 12	+ 21	- 25	- 44	- 31	- 35	- 10	- 27	- 43	- 26	+ 22	+ 7	+ 24	+ 25
Construction d'automobiles et pièces détachées ..	+ 13	+ 10	+ 11	+ 3	- 13	+ 3	+ 3	+ 5	- 25	- 33	0	+ 8	+ 11	+ 17	+ 14
Construction d'autre matériel de transport ...	- 43	- 8	- 9	- 4	- 11	- 47	- 17	+ 9	+ 35	+ 44	+ 20	+ 36	+ 38	+ 52	+ 56
dont : Construction navale	- 90	- 27	- 9	- 10	- 24	- 88	- 59	+ 6	+ 32	+ 31	+ 1	+ 33	+ 29	+ 43	+ 46
Construction de cycles et motocycles	+ 4	+ 31	- 23	+ 10	+ 13	- 22	- 8	- 40	+ 24	+ 53	+ 11	+ 12	+ 32	+ 73	+ 83

1 Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».
2 Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

IV - 1. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1970 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.							Source : Agéfi
	Indice général ¹	Dont :		Dont :				Indice général
		Industries manufacturières	Industries extractives	Matières premières et biens intermédiaires	Biens de consommation non durables	Biens de consommation durables	Biens d'investissement	
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1978 et 1979	100,0	96,7	3,3	60,2	14,7	13,7	11,4	
1972	109	110	96	108	108	115	104	108
1973	116	118	80	115	116	120	113	111
1974	120	123	75	119	119	123	123	108
1975	108	111	69	103	112	116	118	95
1976	118	121	68	115	118	125	125	100
1977	118	121	64	115	122	120	125	102
1978	120	124	58	118	121	118	129	104
1979 p	125	130	54	124	125	123	134	109
1977 4 ^e trimestre	121	125	64	118	125	117	130	103
1978 1 ^{er} trimestre	121	125	60	118	119	123	129	101
2 ^e trimestre	122	125	62	119	122	120	131	104
3 ^e trimestre	110	114	46	108	113	107	123	100
4 ^e trimestre	129	133	62	129	131	121	133	112
1979 1 ^{er} trimestre	125	129	55	123	125	124	132	106
2 ^e trimestre	p 130	p 135	57	p 130	p 129	121	p 135	111
3 ^e trimestre	p 116	p 120	p 46	p 114	p 118	p 112	p 126	109
4 ^e trimestre p	131	135	57	128	128	133	144	111
1978 Décembre	122	127	55	123	120	114	127	111
1979 Janvier	119	123	49	117	123	113	129	104
Février	121	125	53	118	119	124	132	102
Mars	134	138	63	133	134	135	135	112
Avril	p 128	p 133	56	p 129	125	123	p 134	110
Mai	p 130	p 135	58	p 131	129	121	p 133	113
Juin	p 132	p 136	56	p 129	p 133	120	p 137	110
Juillet	p 93	p 97	32	p 94	p 106	p 77	p 94	108
Août	p 121	p 126	51	p 118	p 123	p 118	p 137	109
Septembre	p 133	p 138	p 54	p 129	p 126	p 142	p 147	109
Octobre p	139	144	64	134	137	142	158	111
Novembre p	133	138	59	128	129	145	148	111
Décembre p	120	125	48	121	118	114	125	112

¹ Non compris la construction.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION MANUFACTURIERE INDUSTRIELLE PAR SECTEUR

Base 1970 = 100

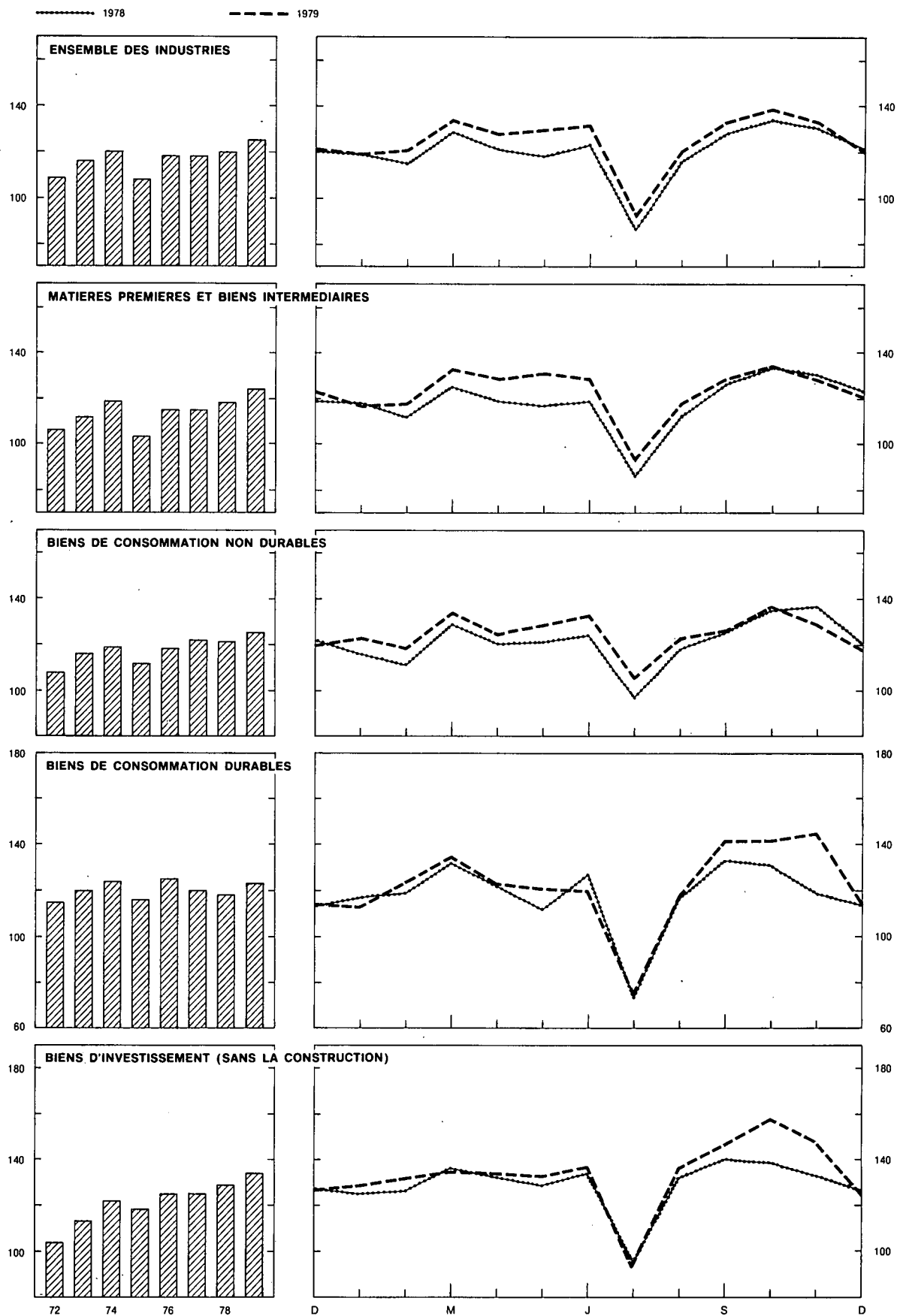
Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrica- tions métal- liques	Métallurgie de base			Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industrie textile	Industrie des produits minéraux non métalliques	Electricité	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habil- lement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Raffineries de pétrole	Distribution d'eau
		Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries étrirage et laminage	Métaux non ferreux										
Pondération par rapport à l'en- semble des industries manu- facturières en 1978 et 1979 ¹	28,1	12,7	2,8	2,2	13,1	8,0	6,9	5,4	5,4	5,0	4,0	2,9	1,1	1,4
1972	103	113	92	103	121	107	106	101	123	134	118	106	121	109
1973	110	122	96	112	138	117	106	106	135	151	114	114	124	116
1974	118	127	106	117	142	121	101	108	141	162	116	122	101	119
1975	113	88	82	105	121	119	86	95	135	154	111	103	95	121
1976	123	96	90	130	138	122	97	105	156	175	106	114	95	129
1977	124	89	90	149	146	125	85	112	155	174	98	112	120	129
1978	127	100	88	141	150	126	81	111	167	168	96	115	110	132
1979 p	133	109			159	127	87	111	171	169	99	123	111	138
1977 4 ^e trimestre	131	88	91	146	146	137	86	112	170	172	88	114	120	128
1978 1 ^{er} trimestre	128	100	96	159	152	114	85	101	171	177	106	115	103	132
2 ^e trimestre	129	94	88	128	150	127	82	119	157	180	94	120	111	134
3 ^e trimestre	121	92	80	128	137	122	68	108	147	140	90	101	102	131
4 ^e trimestre	132	113	87	151	160	143	88	116	193	176	93	125	122	130
1979 1 ^{er} trimestre	132	110	86	164	165	118	90	87	185	159	105	122	106	133
2 ^e trimestre p	134	119	87	168	169	p 132	p 87	121	166	175	91	125	111	141
3 ^e trimestre p	123	101	p 74	143	p 146	p 125	p 75	113	147	p 146	p 97	118	111	139
4 ^e trimestre p	143	106			157	133	95	121	187	196	104	128	114	138
1978 Décembre	127	112	81	147	150	127	82	101	203	169	84	113	125	125
1979 Janvier	129	104	78	159	158	113	86	71	198	131	90	113	111	138
Février	132	106	90	161	158	110	87	81	169	160	109	116	102	125
Mars	136	119	91	172	178	131	96	110	187	186	116	137	105	134
Avril p	131	119	89	160	169	124	85	120	176	166	99	126	105	132
Mai p	134	120	88	174	169	131	79	128	172	173	87	119	115	132
Juin p	136	119	84	169	170	p 140	p 99	115	152	186	87	129	112	160
Juillet p	89	92	p 36	100	p 129	p 114	p 51	91	144	95	58	88	113	137
Août p	133	102	p 91	144	p 147	p 133	p 76	122	140	153	103	131	119	136
Septembre p	145	108	p 96	183	p 163	p 129	p 99	126	158	p 191	p 129	134	102	144
Octobre p	157	107		166	172	143	101	137	181	204	105	141	106	144
Novembre p	146	101		145	155	131	99	117	189	186	134	132	116	136
Décembre p	126	109			145	124	85	109	190	199	73	110	119	136

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,7 p.c., 0,1 p.c. et 0,2 p.c. dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1970 = 100



IV - 3. — ENERGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) à (6) et (11)]. — M.A.E., Administration des Mines [col. (7) à (10)].

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole					Gaz	Coke		Houille		Electricité			
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure				Impor- tations de gaz naturel en U.E.B.L.	Produc- tion	Consom- mation intérieure	Produc- tion	Consom- mation intérieure	Produc- tion			
		Total 1	Dont :									(millions de m ³)	(milliers de tonnes)	(millions kWh)
			Essences autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel									
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)				
1972	3.008	1.896	208	749	661	689	608	648	875	1.261	2.972			
1973	3.084	1.959	213	771	709	809	648	705	737	1.252	3.260			
1974	2.515	1.710	212	695	611	957	671	743	676	1.345	3.397			
1975	2.358	1.632	230	690	536	904	477	513	623	1.002	3.248			
1976	2.370	1.756	240	737	621	1.003	518	533	603	1.105	3.752			
1977	2.986	1.725	254	741	577	988	464	467	589	1.092	3.731			
1978	2.718	1.807	256	761	601	1.071	479	513	549	1.116	4.030			
1979									510		4.137			
1977 4 ^e trimestre	2.988	1.875	253	843	615	1.117	449	458	599	1.155	4.106			
1978 1 ^{er} trimestre	2.560	2.101	244	989	712	1.223	457	480	609	1.112	4.124			
2 ^e trimestre	2.759	1.591	268	630	518	854	486	508	571	1.130	3.798			
3 ^e trimestre	2.538	1.374	259	538	398	678	475	477	414	1.021	3.539			
4 ^e trimestre	3.016	2.162	252	887	777	1.112	498	588	602	1.201	4.658			
1979 1 ^{er} trimestre	2.619	2.336	233	1.161	723	1.353	533	559	617	1.287	4.460			
2 ^e trimestre	2.755	1.631	278	659	438	934	571	615	516	1.278	4.011			
3 ^e trimestre	2.767	1.529	276	597	431	740	528	p 573	393	p 1.109	3.555			
4 ^e trimestre									516		4.523			
1979 Janvier	2.749	2.804	210	1.490	891	1.423	511	527	619	1.300	4.784			
Février	2.491	2.129	222	1.034	672	1.299	502	512	602	1.091	4.089			
Mars	2.617	2.074	267	960	606	1.336	586	638	630	1.469	4.507			
Avril	2.618	1.850	268	822	512	1.096	565	593	532	1.083	4.235			
Mai	2.856	1.633	290	652	423	952	585	642	527	1.522	4.141			
Juin	2.790	1.410	277	503	378	753	563	610	488	1.229	3.658			
Juillet	2.809	1.324	260	410	470	609	521	539	371	984	3.482			
Août	2.963	1.437	288	549	349	758	543	594	410	1.248	3.371			
Septembre	2.530	1.827	279	833	474	854	521	p 586	399	p 1.094	3.812			
Octobre	2.710	1.835	284	742	544	1.056	504	p 534	527	p 1.502	4.374			
Novembre							516	p 553	564	p 1.454	4.566			
Décembre									457		4.629			
1980 Janvier									602					

1 Essences autos, gas-oil, fuel-oil léger, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburéacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburéacteur (type pétrole), huiles de graissage et autres produits

lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)]. — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	
1972	1.211	894	10,2	15,8	26,0	26,0
1973	1.294	954	12,7	20,4	33,1	30,2
1974	1.353	1.013	14,1	22,5	36,6	34,6
1975	966	659	13,9	24,3	38,2	37,2
1976	1.012	706	14,5	30,6	45,1	43,6
1977	938	719	15,7	30,0	45,7	44,8
1978	1.050	785	16,0	31,4	47,4	46,9
1979	p 1.120					
1977 4 ^e trimestre	906	744	18,3	32,5	50,8	50,8
1978 1 ^{er} trimestre	1.053	808	16,1	32,2	48,3	46,0
2 ^e trimestre	1.013	681	15,3	31,8	47,1	49,2
3 ^e trimestre	935	762	14,2	27,7	41,9	39,9
4 ^e trimestre	1.201	888	18,3	34,1	52,4	52,5
1979 1 ^{er} trimestre	1.135	864	p 16,7	p 38,4	p 55,1	p 48,2
2 ^e trimestre	1.222	925	p 19,2	p 36,4	p 55,6	p 52,2
3 ^e trimestre	1.053	780	p 17,2	p 31,4	p 48,6	p 43,7
4 ^e trimestre	p 1.071					
1979 Janvier	1.068	831	p 16,4	p 36,7	p 53,1	p 40,1
Février	1.097	839	p 14,6	p 37,1	p 51,7	p 48,0
Mars	1.239	922	p 19,1	p 41,5	p 60,6	p 56,6
Avril	1.237	895	p 15,3	p 34,3	p 49,6	p 48,2
Mai	1.235	971	p 16,6	p 38,0	p 54,6	p 53,2
Juin	1.193	909	p 25,6	p 37,0	p 62,6	p 55,1
Juillet	1.043	646	p 15,9	p 23,5	p 39,4	p 34,4
Août	1.044	802	p 18,0	p 32,8	p 50,8	p 45,1
Septembre	1.073	892	p 17,7	p 38,0	p 55,7	p 51,7
Octobre	1.024	936	p 21,2	p 44,3	p 65,5	p 60,4
Novembre	p 1.052	906				
Décembre	p 1.139					
1980 Janvier	p 1.176					

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme [col. (1) et (6)]. — I.N.S. [col. (2) à (5) et (7) à (11)].

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Indice de la production 1970=100 ³
	Avis favorables ¹	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables ²	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
		Nombre	Volume	Nombre	Volume		Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1971	2,0	4,0	2.020	3,5	1.838	0,9	0,5	2.302	0,5	2.227	99
1972	3,5	6,1	3.173	4,3	2.309	1,0	0,6	2.742	0,5	2.286	99
1973	3,8	6,7	3.483	5,2	2.702	1,1	0,7	3.031	0,5	2.282	93
1974	7,1	7,4	3.844	5,4	2.889	0,7	0,6	3.459	0,5	2.523	99
1975	5,7	6,3	3.336	6,4	3.425	0,5	0,5	2.362	0,6	2.404	98
1976	7,3	7,9	4.021	6,3	3.334	0,6	0,5	2.084	0,5	2.085	94
1977	5,7	6,4	3.362	6,0	3.163	0,5	0,5	2.103	0,5	1.825	93
1978	5,5	6,2	3.357	5,5	3.015	0,7	0,6	2.262	0,5	1.941	87
1977 3 ^e trimestre	5,1	6,3	3.258	6,7	3.596	0,5	0,5	1.718	0,5	2.375	—
4 ^e trimestre	5,1	5,9	3.116	6,0	3.183	0,5	0,5	1.901	0,6	1.961	—
1978 1 ^{er} trimestre	5,8	7,1	3.740	6,6	3.406	0,5	0,5	1.874	0,5	2.106	—
2 ^e trimestre	6,0	6,7	3.647	6,2	3.518	0,7	0,6	2.219	0,5	2.155	—
3 ^e trimestre	4,9	5,9	3.029	5,2	2.959	0,7	0,7	3.116	0,6	1.721	—
4 ^e trimestre	5,3	5,4	3.011	4,0	2.176	0,7	0,6	1.840	0,4	1.783	—
1979 1 ^{er} trimestre	5,2	5,7	3.246	4,0	2.139	0,6	0,5	2.490	0,3	1.398	—
2 ^e trimestre	4,7	5,3	3.003	6,8	3.761	0,8	0,7	2.569	0,6	2.194	—
3 ^e trimestre	4,6	4,9	2.754			0,8	0,6	2.125			—
1978 Novembre	6,1	5,1	2.894	4,2	2.155	0,7	0,5	1.745	0,4	1.478	88
Décembre	4,3	5,4	2.987	3,1	1.528	0,6	0,6	2.021	0,3	2.635	87
1979 Janvier	4,8	4,9	2.786	1,3	683	0,6	0,5	2.125	0,1	449	82
Février	5,2	6,1	3.364	4,1	2.154	0,6	0,5	1.527	0,4	1.855	80
Mars	5,7	6,3	3.588	6,5	3.579	0,7	0,6	3.819	0,5	1.891	78
Avril	4,2	5,6	3.016	6,8	3.634	0,7	0,6	2.331	0,5	1.752	77
Mai	5,3	5,1	3.059	5,6	3.191	0,8	0,7	2.198	0,5	1.908	76
Juin	4,6	5,3	2.934	7,9	4.457	0,8	0,7	3.179	0,7	2.923	75
Juillet	5,7	5,9	3.172	4,4	2.590	0,9	0,7	2.131	0,5	1.480	74
Août	4,1	4,5	2.433	6,2	3.643	0,7	0,6	1.940	0,8	2.708	73
Septembre	4,0	4,2	2.658			0,7	0,6	2.304			72
Octobre	4,9					0,8					71
Novembre	4,0					0,6					70

¹ Jusqu'en 1973 : nombre d'avis favorables pour bâtiments résidentiels.

² Jusqu'en 1973 : nombre d'avis favorables relative aux constructions non résidentielles.

³ Travaux publics et privés. *Indices mensuels* : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonnalisé,

corrigé pour la composition inégale des mois. *Indices annuels* : moyenne de l'indice de la production non désaisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustée pour variations saisonnières)

Base 1975 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E. (8 pays 1)			Belgique			République Fédérale d'Allemagne 2		
	1977	1978	p.c. variat. *	1977	1978	p.c. variat. *	1977	1978	p.c. variat. *
1 ^{er} trimestre	112	111	- 0,9	110	109	- 0,9	111	111	...
2 ^e trimestre	110	112	+ 1,8	108	109	+ 0,9	110	111	+ 0,9
3 ^e trimestre	110	113	+ 2,7	109	112	+ 2,8	110	114	+ 3,6
4 ^e trimestre	110	115	+ 4,5	108	116	+ 7,4	111	115	+ 3,6
	1978	1979		1978	1979		1978	1979	
1 ^{er} trimestre	111	115	+ 3,6	109	112	+ 2,8	111	116	+ 4,5
2 ^e trimestre	112	117	+ 4,5	109	120	+ 10,1	111	117	+ 5,4
3 ^e trimestre	113	118	+ 4,4	112	116	+ 3,6	114	120	+ 5,3
4 ^e trimestre	115			116			115		
	France			Royaume-Uni			Italie		
	1977	1978	p.c. variat. *	1977	1978	p.c. variat. *	1977	1978	p.c. variat. *
1 ^{er} trimestre	112	110	- 1,8	107	108	+ 0,9	119	114	- 4,2
2 ^e trimestre	111	114	+ 2,7	107	111	+ 3,7	113	114	+ 0,9
3 ^e trimestre	110	112	+ 1,8	108	112	+ 3,7	113	114	+ 0,9
4 ^e trimestre	110	116	+ 5,5	107	111	+ 3,7	111	121	+ 9,0
	1978	1979		1978	1979		1978	1979	
1 ^{er} trimestre	110	114	+ 3,6	108	113	+ 4,6	114	123	+ 7,9
2 ^e trimestre	114	116	+ 1,8	111	118	+ 6,3	114	119	+ 4,4
3 ^e trimestre	112	121	+ 8,0	112	114	+ 1,8	114	120	+ 5,3
4 ^e trimestre	116			111			121		
	Pays-Bas			Irlande			Grand-Duché de Luxembourg		
	1977	1978	p.c. variat. *	1977	1978	p.c. variat. *	1977	1978	p.c. variat. *
1 ^{er} trimestre	107	107	...	114	127	+ 11,4	107	106	- 0,4
2 ^e trimestre	108	106	- 1,9	117	129	+ 10,3	108	105	- 3,0
3 ^e trimestre	105	108	+ 2,9	118	127	+ 7,6	105	109	+ 4,1
4 ^e trimestre	107	111	+ 3,7	123	132	+ 7,3	107	111	+ 3,2
	1978	1979		1978	1979		1978	1979	
1 ^{er} trimestre	107	109	+ 1,9	127	135	+ 6,3	106	110	+ 3,8
2 ^e trimestre	106	111	+ 4,7	129	138	+ 7,0	105	110	+ 5,0
3 ^e trimestre	108	112	+ 3,7	127			109	110	+ 0,2
4 ^e trimestre	111			132			111		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 Belgique, République Fédérale d'Allemagne, France, Royaume-Uni,

Italie, Pays-Bas, Irlande et Grand-Duché de Luxembourg. Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

2 Y compris Berlin-Ouest.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Service de Conjoncture (IRES)*. — *Agence économique et*

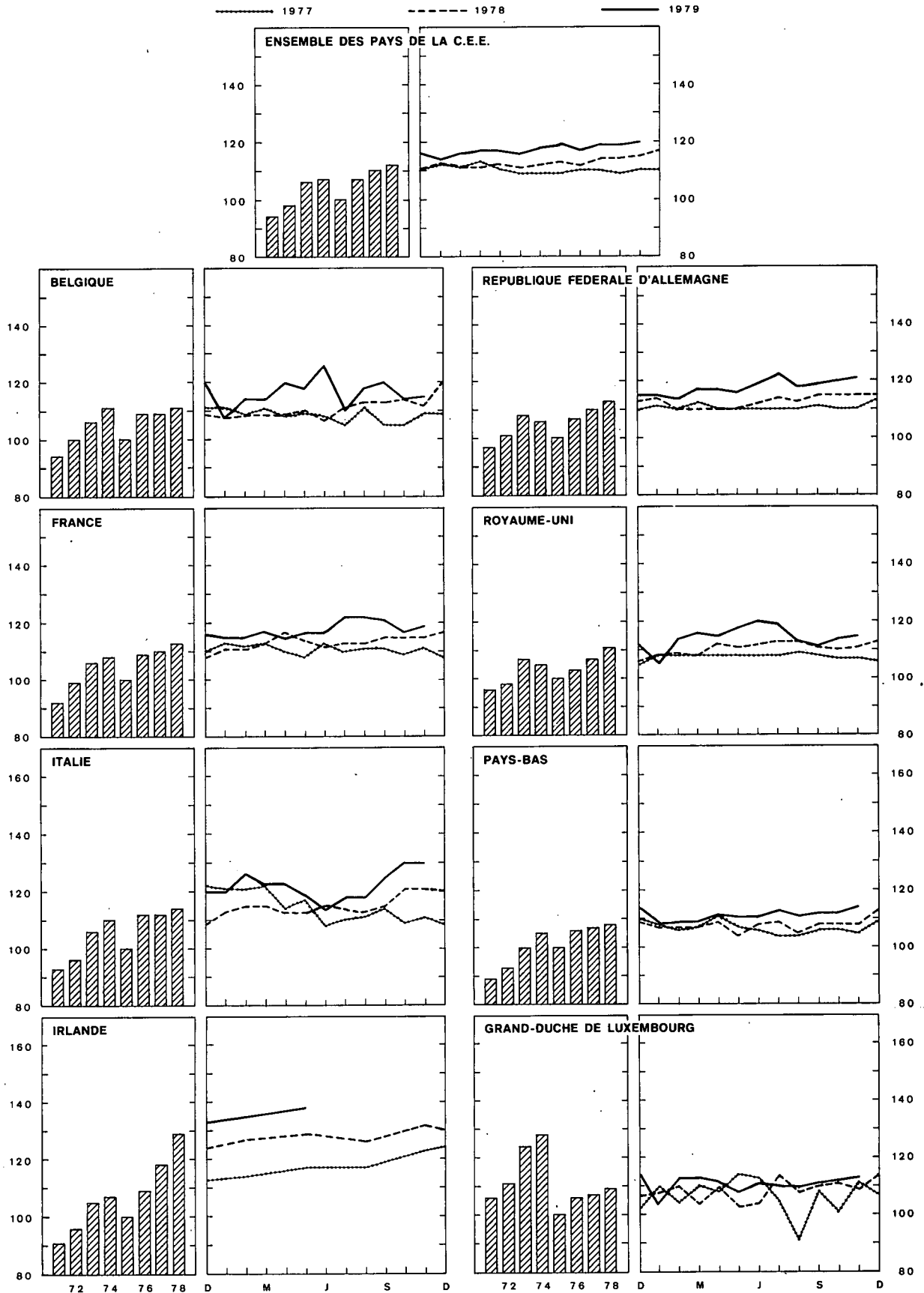
financière. — *La Construction*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1975 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)				Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont		
	(millions)				(milliers de tonnes)	combustibles et huiles minérales	minerais	(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
1971	702	611	5.535	1.457	1.379	226,6	38,0
1972	681	624	5.778	1.495	1.447	257,7	42,6
1973	674	682	6.294	1.556	1.704	303,6	48,0
1974	690	760	6.841	1.697	1.846	331,2	54,4
1975	688	563	4.933	1.317	1.218	316,2	52,6
1976	684	554	4.936	1.318	1.219	324,4	56,3
1977	²	541	4.861	1.355	1.005	337,4	59,4
1978	595	593	5.266	1.362	1.132	374,8	65,9
1977 3 ^e trimestre	581	518	4.634	1.351	940	429,2	65,4
4 ^e trimestre	596	566	5.069	1.369	1.013	316,8	63,0
1978 1 ^{er} trimestre	588	568	5.123	1.335	1.119	312,6	57,2
2 ^e trimestre	604	580	5.193	1.344	1.094	350,1	60,9
3 ^e trimestre	587	548	4.828	1.251	1.055	476,6	77,2
4 ^e trimestre	594	676	5.918	1.518	1.258	359,9	68,4
1979 1 ^{er} trimestre	571	669	5.862	1.586	1.162	336,6	64,5
2 ^e trimestre	600	719	6.347	1.577	1.488	412,6	67,8
3 ^e trimestre	571	682	5.849	1.508	1.270	492,7	77,4
1978 Novembre	591	647	5.769	1.451	1.218	352,1	66,2
Décembre	572	677	5.742	1.484	1.257	353,0	67,9
1979 Janvier	589	612	5.360	1.554	851	339,4	63,2
Février	550	658	5.745	1.565	1.205	302,9	60,6
Mars	574	737	6.480	1.639	1.431	367,6	69,7
Avril	574	680	6.047	1.521	1.422	415,3	71,0
Mai	603	738	6.476	1.662	1.540	396,1	68,0
Juin	622	739	6.518	1.549	1.501	426,3	64,5
Juillet	588	659	5.676	1.420	1.131	517,8	78,0
Août	551	675	5.796	1.539	1.305	498,2	77,1
Septembre	575	713	6.074	1.564	1.373	462,2	77,2
Octobre	<i>p</i> 614	819	7.056	1.746	1.416	403,0	74,2
Novembre	<i>p</i> 566	753	6.370	1.703	1.262	348,3	67,9

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² Nouvelle série, à partir de juillet 1977, par suite du transfert de l'exploitation des services d'autobus à la Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux. Les données pour le premier (y compris les services d'autobus) et le second semestre 1977 (non compris les services d'autobus) sont respectivement 689 et 587.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. — Navigation intérieure

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], Maatschappij van de Brugse Zeevaart-inrichtingen N.V. [col. (7)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics 1	
	Capacité des navires entrés	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes-km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1972	5.366	3.183	2.490	688	634	341	1.485	623	85	8.034	563
1973	5.305	3.406	2.527	676	809	414	1.637	732	96	8.482	541
1974	5.322	3.522	2.788	765	853	399	1.814	697	130	8.907	571
1975	5.082	2.687	2.299	657	729	427	1.963	579	118	6.978	427
1976	5.529	3.225	2.222	773	807	373	1.944	636	129	8.356	506
1977	5.689	3.054	2.721	737	919	288	2.090	628	126	8.410	480
1978	8.156 ²	2.993	2.655	1.084 ²	992	242	2.235 ²	693	136	8.354	495
1979							2.408				
1977 4 ^e trimestre ..	5.556	2.813	2.950	642	923	217	2.043	555	142	8.253	491
1978 1 ^{er} trimestre ..	7.843 ²	2.798	2.411	973 ²	944	252	2.145 ²	675	170	7.968	477
2 ^e trimestre ..	8.263	2.924	2.580	982	881	225	2.163	469	141	8.731	520
3 ^e trimestre ..	8.335	2.878	2.600	1.141	1.089	291	2.328	844	122	8.250	470
4 ^e trimestre ..	8.183	3.370	3.028	1.237	1.054	199	2.305	783	110	8.467	511
1979 1 ^{er} trimestre ..	7.944	2.925	2.485	1.321	1.044	247	2.226	522	117	7.268	432
2 ^e trimestre ..	8.648	2.834	2.709	1.415	1.240	204	2.499	647	152		
3 ^e trimestre ..							2.521				
4 ^e trimestre ..							2.384				
1978 Décembre	7.749	3.275	3.003	1.280	1.027	141	2.272	1.027	115	7.510	480
1979 Janvier	7.605	2.943	2.262	1.348	912	270	2.171	574	117	5.858	328
Février	7.034	2.516	2.191	1.156	1.064	335	2.279	596	113	6.844	423
Mars	9.192	3.316	3.001	1.459	1.155	135	2.229	397	122	9.102	546
Avril	8.234	2.664	2.678	1.330	1.016	123	2.565	665	131	8.652	504
Mai	8.824	3.233	2.778	1.455	1.493	360	2.469	327	152	9.141	547
Juin	8.885	2.604	2.671	1.459	1.211	129	2.462	949	174		
Juillet	9.066			1.401			2.580				
Août	8.746			1.085			2.360				
Septembre ...							2.624				
Octobre							2.311				
Novembre							2.495				
Décembre							2.347				

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

2 Jusqu'en 1977, milliers de tonnes de jauge nettes suivant la méthode de mesure belge; à partir de 1978, milliers de tonnes de jauge brutes.

Y - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique ¹
(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1971	2.288	1.682	100	147	100	99	44
1972	2.263	1.782	90	145	95	95	42
1973	2.306	1.787	92	145	102	107	43
1974	2.314	1.691	88	151	91	111	48
1975	2.458	1.788	91	173	107	120	42
1976	2.484	1.824	88	182	99	117	43
1977	2.434	1.799	82	170	85	118	46
1978	2.073	1.536	55	153	79	94	38
1977 3 ^e trimestre	5.801	4.631	117	400	147	242	63
4 ^e trimestre	702	381	42	48	43	46	39
1978 1 ^{er} trimestre	611	370	32	38	36	38	21
2 ^e trimestre	1.858	1.311	62	127	94	99	41
3 ^e trimestre	5.160	4.107	87	394	144	196	58
4 ^e trimestre	664	355	38	53	43	45	32
1979 1 ^{er} trimestre	467	229	32	31	30	32	28
2 ^e trimestre	1.928	1.363	64	124	86	108	49
3 ^e trimestre	5.118	4.046	86	420	108	182	61
1978 Septembre	1.685	1.124	62	111	94	94	56
Octobre	775	363	45	76	61	66	42
Novembre	609	323	38	34	35	42	32
Décembre	608	379	31	48	24	27	22
1979 Janvier	400	192	28	26	26	26	26
Février	431	207	31	32	27	29	26
Mars	570	287	37	36	38	40	31
Avril	1.445	998	66	70	76	86	35
Mai	1.717	1.169	66	95	104	95	48
Juin	2.623	1.922	60	207	79	144	65
Juillet	7.622	6.075	92	772	51	295	67
Août	5.959	4.886	108	369	167	155	57
Septembre	1.774	1.176	59	119	105	97	60

¹ Y compris les nuitées de camping.

Y - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Total du commerce de détail

Base 1970 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indices par formes de distribution					Indices par catégories de produits				Indice général	
	Petit commerce de détail	Grands magasins à rayons multiples	Coopé- ratives de consom- mation	Entre- prises du commerce de détail à succur- sales	Super- marchés 1	Alimen- tation 2	Textiles et habille- ment 3	Articles d'ameu- blement et de ménage	Autres articles	Indice de valeur	Indice de quantité 4
1971	105	107	100	120	120	103	107	122	107	108	104
1972	115	122	100	138	129	113	115	140	126	121	112
1973	129	136	98	160	155	124	135	172	141	138	121
1974	151	157	97	191	185	141	155	205	176	163	127
1975	167	170	98	225	217	165	169	213	204	183	129
1976	192	189	98	264	236	189	195	247	237	211	137
1977	196	205	93	302	254	196	204	270	258	225	138
1978	201	219	85	330	260	207	213	278	274	237	142
1977 3 ^e trimestre	184	201	90	293	257	192	185	258	241	215	131
4 ^e trimestre	212	239	94	337	275	212	236	308	272	246	149
1978 1 ^{er} trimestre	191	193	84	310	240	196	188	253	271	223	134
2 ^e trimestre	211	214	87	328	258	208	225	285	286	243	146
3 ^e trimestre	188	215	82	320	266	204	193	264	252	225	135
4 ^e trimestre	215	252	86	363	277	219	246	310	288	256	152
1979 1 ^{er} trimestre	p 195	205	81	352	254	p 207	p 192	p 253	p 296	p 235	p 138
2 ^e trimestre	p 223	230	84	368	273	p 220	p 243	p 290	p 323	p 260	p 152
3 ^e trimestre	p 200	226	82	346	276	p 213	p 199	p 277	p 286	p 239	p 137
1978 Novembre	198	228	80	331	256	203	216	273	272	234	139
Décembre	241	312	94	418	321	248	277	373	322	291	172
1979 Janvier	p 185	192	82	352	246	p 204	p 207	p 221	p 261	p 226	p 133
Février	p 183	196	76	325	238	p 194	p 152	p 252	p 289	p 219	p 129
Mars	p 218	227	86	378	278	p 223	p 217	p 285	p 339	p 259	p 152
Avril	p 214	220	81	358	259	p 208	p 254	p 267	p 310	p 251	p 147
Mai	p 226	228	83	375	273	p 223	p 246	p 296	p 330	p 264	p 154
Juin	p 228	241	89	372	286	p 230	p 229	p 306	p 329	p 266	p 155
Juillet	p 186	223	81	332	273	p 203	p 193	p 257	p 267	p 226	p 130
Août	p 199	228	83	352	284	p 219	p 176	p 279	p 293	p 240	p 138
Septembre	p 214	227	81	355	270	p 217	p 227	p 295	p 297	p 251	p 144
Octobre	p 225	242	86	387	281	p 219	p 271	p 311	p 319	p 267	p 151
Novembre	p 213	258	81	372	281	p 217	p 242	p 290	p 311	p 256	p 144

1 Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

2 Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

3 Y compris les textiles d'ameublement.

4 Indice de valeur divisé par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

Y - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1976 2 ^e semestre ...	1.485	808	208	469	55,7	13,6	20,3	21,8	20,4	5,8	6,4	8,2
1977 1 ^{er} semestre ...	1.473	760	322	391	63,4	14,5	28,1	20,8	23,1	6,0	9,3	7,8
2 ^e semestre ...	1.597	796	315	486	65,5	14,4	29,2	21,9	20,6	5,2	8,5	6,9
1978 1 ^{er} semestre ...	1.488	741	320	427	69,0	14,8	30,7	23,5	24,0	6,0	9,9	8,1
2 ^e semestre ...	1.385	698	307	380	68,9	14,0	31,6	23,3	20,9	4,7	8,5	7,7
1979 1 ^{er} semestre ...	1.428	741	298	389	74,0	13,2	34,3	26,5	26,0	4,7	11,1	10,2

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total de toutes les créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1976 1 ^{er} semestre	60	43	1	16	436	128	63	245
2 ^e semestre	50	35	1	14	543	162	60	321
1977 1 ^{er} semestre	49	33	4	12	691	160	166	365
2 ^e semestre	63	27	4	32	903	154	201	548
1978 1 ^{er} semestre	39	23	4	12	829	169	226	434
2 ^e semestre	52	35	4	13	841	190	217	434

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Divers dont : services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Nombre de contrats (milliers)										
1976 2 ^e semestre ...	892	4	1	1	84	15	8	186	77	6	490	20
1977 1 ^{er} semestre ...	853	5	1	1	96	16	7	150	67	7	486	17
2 ^e semestre ...	824	4	1	1	75	14	6	162	65	6	473	17
1978 1 ^{er} semestre ...	782	5	1	2	95	15	5	149	55	7	434	14
2 ^e semestre ...	734	4	1	1	72	13	5	131	72	6	413	16
1979 1 ^{er} semestre ...	816	5	1	1	99	15	7	127	109	6	430	16
Crédits accordés (milliards de francs)												
1976 2 ^e semestre ...	20,4	1,5	0,2	0,3	10,0	0,9	0,2	0,3	0,3	1,9	3,8	1,0
1977 1 ^{er} semestre ...	23,1	2,5	0,2	0,3	12,0	1,0	0,2	0,2	0,3	1,9	3,4	1,1
2 ^e semestre ...	20,6	1,9	0,2	0,4	10,0	1,0	0,2	0,2	0,2	1,9	3,7	0,9
1978 1 ^{er} semestre ...	24,0	2,2	0,2	0,4	13,0	1,1	0,2	0,2	0,3	2,1	3,4	0,9
2 ^e semestre ...	20,9	1,8	0,2	0,4	10,5	1,0	0,2	0,2	0,3	2,2	3,2	0,9
1979 1 ^{er} semestre ...	26,0	2,3	0,3	0,3	14,8	1,1	0,2	0,2	0,4	2,0	3,4	1,0
Crédits accordés — Répartition en p.c. par rapport au total												
1976 2 ^e semestre ...	100,0	7,5	0,9	1,5	49,0	4,6	1,0	1,3	1,3	9,4	18,4	5,1
1977 1 ^{er} semestre ...	100,0	10,7	0,9	1,2	51,9	4,5	1,0	1,0	1,1	8,3	14,8	4,6
2 ^e semestre ...	100,0	9,2	0,9	2,1	48,3	4,6	1,0	1,2	1,1	9,3	17,8	4,5
1978 1 ^{er} semestre ...	100,0	9,0	0,9	1,5	54,4	4,5	0,7	0,8	1,4	8,8	14,2	3,8
2 ^e semestre ...	100,0	8,6	1,1	2,1	50,3	4,5	0,9	0,9	1,4	10,6	15,5	4,1
1979 1 ^{er} semestre ...	100,0	8,9	1,0	1,2	56,9	4,3	0,9	0,6	1,6	7,5	13,4	3,7

V - 4. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Opérations de débit

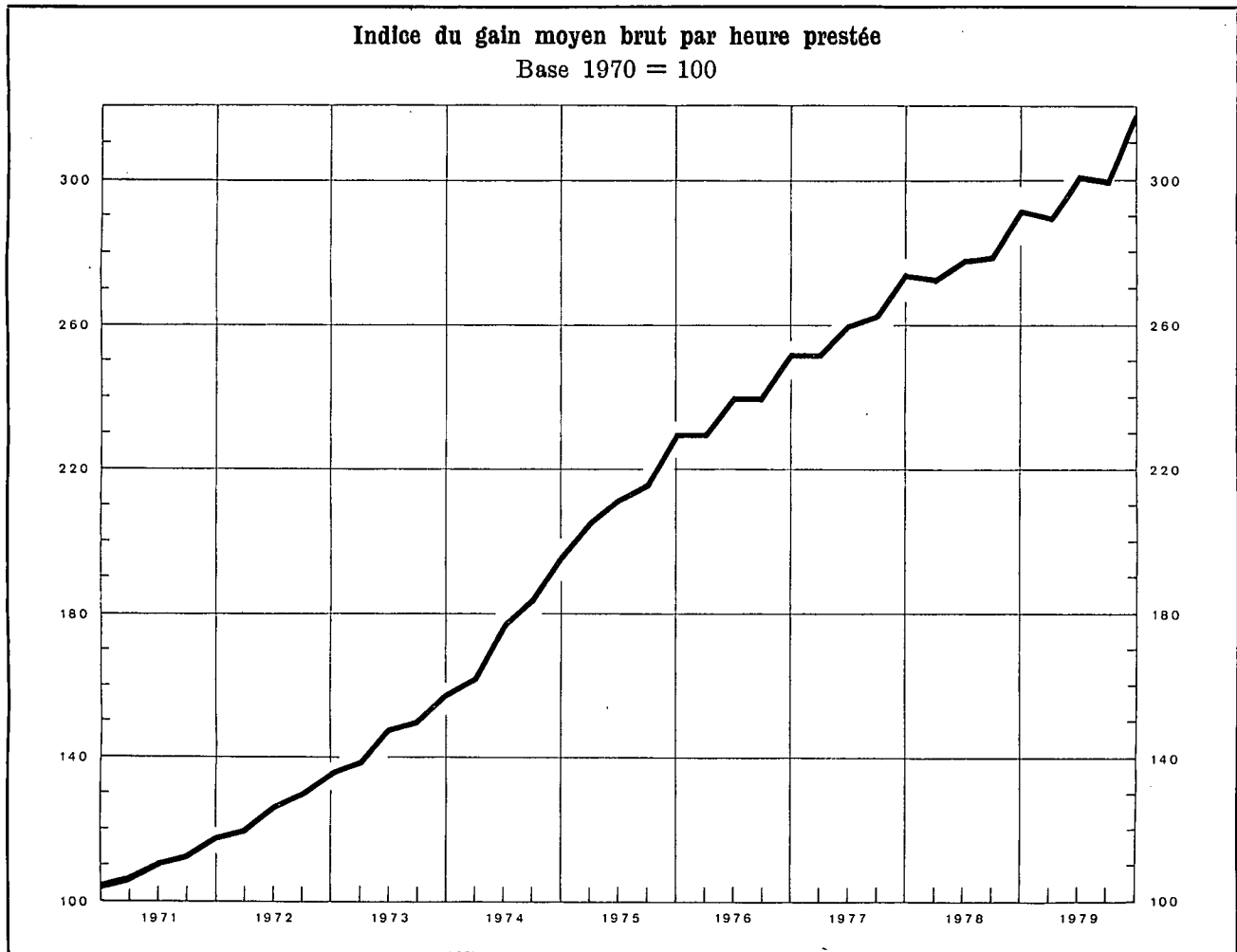
Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres (à fin de période)	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent au jour le jour		Autres opérations ¹		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1972	40	3	346	5.370	1.248	5.373	1.594	1.881	213	7.254	1.807
1973	40	3	492	6.860	1.643	6.863	2.135	2.482	265	9.345	2.400
1974	37	3	468	8.106	2.059	8.109	2.527	3.077	329	11.186	2.856
1975	33	4	629	8.986	1.972	8.990	2.601	3.222	357	12.212	2.958
1976 ²	32	1	e 254	10.405	2.933	10.406	e 3.187	2.896	398	13.302	e 3.585
1977	30	2	289	12.429	3.859	12.431	4.148	2.625	422	15.056	4.570
1978	26	2	286	14.102	3.939	14.104	4.225	2.361	437	16.465	4.662
1979	26	1	312	16.235	4.550	16.236	4.862	2.118	476	18.354	5.338
1977 4 ^e trimestre	30	2	325	14.189	4.192	14.191	4.517	2.676	428	16.867	4.945
1978 1 ^{er} trimestre	29	2	309	13.687	4.096	13.689	4.405	2.466	419	16.155	4.824
2 ^e trimestre	27	2	283	14.198	4.118	14.200	4.401	2.453	439	16.653	4.840
3 ^e trimestre	26	2	266	13.370	3.736	13.372	4.002	2.186	440	15.558	4.442
4 ^e trimestre	26	2	285	15.153	3.808	15.155	4.093	2.337	450	17.492	4.543
1979 1 ^{er} trimestre	26	2	294	15.470	4.695	15.472	4.989	2.198	473	17.670	5.462
2 ^e trimestre	26	1	325	16.267	4.086	16.268	4.411	2.165	473	18.433	4.884
3 ^e trimestre	26	1	296	15.450	4.697	15.451	4.993	1.955	452	17.406	5.445
4 ^e trimestre	26	1	333	17.749	4.722	17.750	5.055	2.155	508	19.905	5.563
1979 Janvier	26	2	284	16.210	4.473	16.212	4.757	2.423	493	18.635	5.250
Février	26	1	291	14.156	4.524	14.157	4.815	1.997	449	16.154	5.264
Mars	26	2	307	16.046	5.087	16.048	5.394	2.173	477	18.221	5.871
Avril	26	1	285	15.507	4.679	15.508	4.964	2.115	453	17.623	5.417
Mai	26	1	350	17.001	3.852	17.002	4.202	2.179	478	19.181	4.680
Juin	26	1	340	16.292	3.726	16.293	4.066	2.203	488	18.496	4.554
Juillet	26	2	300	15.616	4.186	15.618	4.486	2.132	470	17.750	4.956
Août	26	2	324	15.642	4.714	15.644	5.038	1.922	443	17.566	5.481
Septembre	26	1	265	15.091	5.190	15.092	5.455	1.811	443	16.903	5.898
Octobre	26	2	341	18.338	5.177	18.340	5.518	2.324	532	20.665	6.051
Novembre	26	1	327	17.180	4.480	17.181	4.807	1.989	466	19.170	5.273
Décembre	26	1	331	17.727	4.508	17.728	4.839	2.151	524	19.879	5.363
1980 Janvier	26	2	327	19.351	4.264	19.353	4.591	2.257	545	21.610	5.136

¹ Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.
² Nouvelle série. Les remboursements de l'argent au jour le jour ne sont plus renseignés.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1960-1970. — Annuaire statistique de la S.N.C.B. — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.C.D.E.) — Eurostat (Office statistique des Communautés européennes).*

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)



Indices base 1970 = 100

	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie *				Salaires conventionnels ³			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type ¹		Salaire-coût horaire ²	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
Sources :	B.N.B.		I.R.E.S.	Ministère de l'Emploi et du Travail				
1972	128	125	127	131	126,1	125,7	122,1	118,2
1973	149	143	146	151	145,8	147,0	138,8	131,9
1974	180	173	178	182	176,6	177,8	166,1	158,0
1975	216	205	214	223	210,9	210,5	195,9	187,6
1976	240	227	239	246	236,4	235,1	217,3	206,2
1977	262	249	263	270	259,9	257,0	235,5	222,6
1978	280	265	281	289	276,2	271,4	250,2	234,5
1979	p 302	p 285	p 300		294,6	288,2	264,5	247,0
1977 Décembre	274	256	270	282	266,8	263,1	242,1	228,4
1978 Mars	273	258	273	282	270,2	266,2	244,5	229,9
Juin	278	264	280	286	275,4	270,0	248,7	233,2
Septembre	279	266	283	287	277,7	272,3	251,3	235,1
Décembre	292	272	288	301	281,8	276,9	256,3	239,6
1979 Mars	p 290	277	293	p 299	287,2	280,6	258,0	240,9
Juin	p 302	283	299	p 311	291,6	284,8	263,1	246,5
Septembre	p 301	p 287	p 302	p 310	297,0	291,1	267,7	249,1
Décembre	p 316	p 292	p 308		302,6	296,3	269,3	251,7

* Pour convertir les indices base 1970 = 100 en indices base 1963 = 100, il suffit de multiplier les chiffres actuels par les coefficients suivants : gain moyen brut par heure prestée : 1,813; salaire horaire type - ouvrier qualifié : 1,745 - ouvrier non qualifié : 1,822; salaire-coût horaire : 1,981.

¹ Non compris les ouvriers du transport.

² Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

³ Le salaire conventionnel des ouvriers étant horaire et celui des employés étant mensuel, une réduction conventionnelle de la durée du travail entraîne une hausse du premier, mais non du second. Il y a lieu de tenir compte de cette différence dans toute comparaison des évolutions respectives de ces indices.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DES OUVRIERS DANS L'INDUSTRIE

(en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1977 avril	1977 octobre	1978 avril	1978 octobre	1979 avril
<i>Industries extractives</i> ¹ :					
Extraction du charbon (ouvriers du fond)	235,75	241,31	246,13	251,12	261,35
Préparation du charbon (ouvriers de la surface)	183,19	189,37	195,21	201,81	207,19
Total des industries extractives	211,15	217,63	223,43	230,47	236,38
<i>Industries manufacturières</i> ² :					
Cokeries	203,68	211,00	216,68	219,92	
Raffinage de pétrole	265,45	274,41	287,58	288,33	
Production et première transformation des métaux	210,06	217,57	221,63	228,82	
Industrie des produits minéraux non métalliques	180,13	188,22	195,68	199,47	
Industrie chimique	196,55	202,87	210,66	216,97	
Production de fibres artificielles et synthétiques	201,23	191,48	197,55	198,72	
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	171,94	174,84	182,02	186,12	
Construction de machines et de matériel mécanique	176,79	183,22	188,98	193,37	
Construction électrique et électronique	169,32	173,48	179,78	183,15	
Construction d'automobiles et pièces détachées	200,79	203,29	208,93	216,70	
Construction d'autre matériel de transport	193,18	194,46	199,64	200,05	
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	158,25	164,09	169,63	173,86	
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	161,69	170,51	175,27	180,61	
Industrie textile	144,12	145,47	148,21	150,91	
Industrie du cuir	137,57	145,60	146,90	149,80	
Industrie des chaussures et de l'habillement	120,27	122,59	127,32	129,11	
Industrie du bois et du meuble en bois	159,90	163,09	170,25	177,75	
Industrie du papier, imprimerie et édition	175,92	179,74	187,86	190,45	
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	163,56	170,34	178,03	181,56	
Total des industries manufacturières	169,83	174,59	180,09	184,44	192,35
dont : hommes	183,37	188,69	194,58	199,46	
femmes	130,60	133,39	138,09	140,92	
<i>Bâtiment et génie civil</i> ¹	185,49	190,50	195,86	202,21	212,43
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>					
Total ²	173,98	178,88	184,45	189,23	197,33

¹ Hommes seulement.

² Hommes et femmes.

VI - 3. — TRAITEMENTS MENSUELS BRUTS MOYENS DES EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE¹

(en francs par mois)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1977 avril	1977 octobre	1978 avril	1978 octobre	1979 avril
<i>Industries extractives :</i>					
Extraction et agglomération de combustibles solides	53.438	52.698	54.615	58.392	
Total des industries extractives	51.387	51.308	53.530	56.538	57.230
<i>Industries manufacturières :</i>					
Cokeries	51.523	53.287	55.077	57.446	
Raffinage de pétrole	62.819	64.057	67.551	70.136	
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude (total du personnel)	49.788	51.812	53.288	53.781	
Production et première transformation des métaux	52.550	53.621	55.537	56.816	
Industrie des produits minéraux non métalliques	43.532	45.739	47.869	48.815	
Industrie chimique	48.108	49.809	51.912	53.268	
Production de fibres artificielles et synthétiques	59.199	58.871	61.088	59.986	
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	43.192	43.966	45.265	46.502	
Construction de machines et de matériel mécanique	43.837	45.231	46.610	47.980	
Construction électrique et électronique	44.920	46.384	47.563	48.837	
Construction d'automobiles et pièces détachées	48.227	48.619	50.886	52.574	
Construction d'autre matériel de transport	46.588	47.818	48.859	50.205	
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires ...	41.697	42.539	43.717	45.187	
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	40.492	42.038	44.178	45.505	
Industrie textile	38.346	39.809	41.037	41.756	
Industrie du cuir	39.894	39.758	43.673	42.720	
Industrie des chaussures et de l'habillement	30.716	32.578	33.683	34.633	
Industrie du bois et du meuble en bois	36.564	38.220	39.579	41.187	
Industrie du papier, imprimerie et édition	42.266	43.299	44.789	45.944	
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	42.830	44.752	46.568	47.530	
Total des industries manufacturières	44.020	45.344	47.079	48.280	49.930
dont : hommes	48.741	50.140	52.048	53.359	
femmes	29.002	30.087	31.271	32.123	
Bâtiment et génie civil	41.715	42.888	46.013	47.071	48.814
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>					
Total	44.018	45.288	47.166	48.406	50.037

¹ Hommes et femmes.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Service de Conjoncture (I.R.E.S.)* — *Rapport annuel de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail*. — *Statistiques*

économiques belges 1960-1970. — *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXII^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1957 : « Indices des rémunérations horaires brutes des ouvriers ».

VII. — INDICES DE PRIX

1. — INDICES DES PRIX MONDIAUX

Base 1970 = 100

Source : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice Reuter (marché de Londres) 1	Indice Moody (marché de New York) 2 3	Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv 2					
			Total	Matières premières destinées à				
				l'alimentation	l'industrie			
					général	combustibles	pour la production de biens de consommation	pour la production de biens d'équipement
1972	106,1	102,1	113,4	116,7	111,9	121,4	131,4	93,6
1973	185,4	142,5	170,1	173,5	168,7	149,5	210,5	164,3
1974	233,8	} 177,5 ⁴ 205,9 ⁵	285,4	278,5	288,6	410,5	198,5	224,3
1975	199,5	185,7	259,9	229,4	273,3	440,5	186,0	168,0
1976	255,0	199,0	274,0	222,2	296,9	463,8	233,7	180,2
1977	281,3	215,2	302,1	274,0	314,5	508,0	225,9	186,8
1978	260,9	226,7	305,9	255,1	328,3	525,6	219,4	206,9
1979	284,7	266,9	374,9	281,6	415,7	667,6	264,9	267,3
1977 4 ^e trimestre	262,7	206,3	295,8	257,3	312,7	516,7	202,6	186,3
1978 1 ^{er} trimestre	250,5	219,3	302,4	266,1	318,5	526,8	206,5	189,1
2 ^e trimestre	263,2	222,8	300,3	258,2	318,9	521,3	210,2	193,1
3 ^e trimestre	259,5	226,5	302,4	241,0	329,5	524,4	221,1	210,0
4 ^e trimestre	270,5	238,3	318,3	255,3	346,2	529,6	239,6	235,8
1979 1 ^{er} trimestre	273,4	251,5	328,7	250,2	363,2	553,4	246,0	252,0
2 ^e trimestre	282,3	260,2	354,3	266,1	393,0	610,1	263,9	264,0
3 ^e trimestre	282,3	267,8	395,8	297,1	439,1	720,5	272,4	271,8
4 ^e trimestre	300,8	288,0	420,9	312,6	468,6	786,4	277,4	281,3
1979 Janvier	267,7	242,0	324,1	250,3	356,6	547,8	242,2	243,2
Février	274,5	253,1	326,5	248,7	360,7	547,6	242,7	252,8
Mars	278,1	259,4	335,3	251,6	372,2	564,7	253,0	259,9
Avril	277,1	255,5	346,3	253,5	387,1	600,1	255,8	262,8
Mai	280,3	258,9	351,0	259,9	391,1	611,6	260,6	259,7
Juin	289,4	266,3	365,4	285,0	400,9	618,6	275,1	269,6
Juillet	280,3	264,6	388,2	296,3	428,6	690,7	275,9	271,3
Août	279,1	262,4	389,7	293,9	431,9	703,3	272,6	269,8
Septembre	287,6	276,5	409,4	301,3	457,0	767,5	268,8	274,4
Octobre	296,1	282,2	412,5	306,7	459,1	771,2	269,5	275,9
Novembre	302,3	281,3	419,0	314,7	465,0	777,5	277,3	280,6
Décembre	303,9	300,4	431,3	316,5	481,8	810,6	285,4	287,4
1980 Janvier	310,2	346,2	469,4	314,2	537,8	933,9	298,5	304,7

1 Indices calculés sur base de prix exprimés en livres sterling.

2 Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

3 Depuis juin 1974, l'indice Moody tient compte des cours au comptant du coton, de la laine et de la soie.

4 Moyenne de janvier à mai 1974.

5 Moyenne de juin à décembre 1974.

VII - 2. — INDICES DU HAMBURGISCHESES WELT-WIRTSCHAFTS-ARCHIV PAR PRODUIT ¹

Base 1970 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Matières premières destinées à l'alimentation					Matières premières destinées à l'industrie								
	Céréales	Denrées coloniales et sucre	Huile	Viande	Produits laitiers	Combustibles		pour la production de biens de consommation			pour la production de biens d'équipement			
						Charbon et coques	Pétrole et dérivés	Produits textiles	Peaux et cuirs	Cellulose	Bois	Caoutchouc	Sidérurgie	Métaux non-ferreux
1972	107,8	123,8	90,5	132,9	125,5	112,9	125,0	137,3	154,5	111,1	109,6	82,6	92,8	88,5
1973	186,7	166,9	171,4	180,3	168,0	146,8	150,8	237,8	238,7	122,2	195,4	167,3	180,5	137,9
1974	253,8	340,6	268,5	177,9	174,5	220,9	483,9	209,9	167,7	186,4	265,3	177,5	270,1	183,9
1975	220,8	263,3	175,0	196,0	199,9	232,0	520,8	176,7	150,2	235,4	239,3	145,1	182,3	128,4
1976	193,5	262,5	162,2	197,6	209,5	213,4	560,2	238,8	212,9	234,0	259,9	191,4	179,7	138,9
1977	167,6	374,3	201,7	208,6	238,8	237,7	612,0	225,3	277,7	221,5	269,2	197,5	166,8	156,9
1978	190,2	293,5	222,7	260,6	276,1	291,9	615,6	223,8	305,6	187,8	267,7	231,5	204,3	174,1
1979	234,9	304,7	263,8	310,2	288,6	297,0	810,4	243,7	605,0	239,9	314,7	296,2	275,6	233,2
1977 4 ^e trimestre	170,0	336,5	175,6	219,3	253,3	242,9	622,2	202,6	262,2	192,9	255,7	203,6	164,1	162,9
1978 1 ^{er} trimestre	182,5	334,7	195,9	243,7	270,3	283,0	620,7	210,9	282,7	176,9	257,5	202,9	177,5	160,1
2 ^e trimestre	189,5	304,3	222,7	252,0	269,6	283,0	613,1	216,0	285,7	176,9	256,8	217,4	186,4	161,2
3 ^e trimestre	188,9	259,9	226,4	270,0	273,1	294,5	612,9	227,2	303,7	185,4	269,7	241,9	206,4	176,6
4 ^e trimestre	200,1	274,9	245,5	276,6	291,3	306,8	615,3	240,9	350,2	211,6	286,8	263,9	247,2	198,1
1979 1 ^{er} trimestre	206,4	250,7	268,4	291,5	290,9	309,9	647,1	236,0	442,2	228,3	292,7	269,6	265,3	220,2
2 ^e trimestre	223,6	275,5	278,0	302,4	280,5	303,1	728,2	240,1	652,8	231,8	294,9	302,0	275,2	234,5
3 ^e trimestre	251,5	325,2	268,9	334,7	288,7	284,9	888,4	245,5	690,5	242,5	328,6	301,5	280,8	232,5
4 ^e trimestre	258,3	367,7	239,7	312,0	294,2	239,9	977,8	253,3	634,7	257,0	342,8	311,7	281,0	245,5
1979 Janvier	204,3	252,5	258,6	301,5	292,9	310,3	639,2	237,5	371,1	228,3	300,6	253,6	257,2	204,2
Février	206,2	246,9	272,5	288,2	290,5	309,8	639,2	233,9	414,8	228,3	289,3	272,1	265,5	223,2
Mars	208,9	252,7	274,1	285,0	289,3	309,6	662,9	236,6	540,9	228,3	288,2	283,2	273,2	233,2
Avril	211,7	253,9	280,1	290,1	284,5	307,7	712,7	235,3	595,2	228,3	286,6	298,0	277,1	235,4
Mai	218,9	264,8	277,6	299,8	278,9	306,9	728,9	237,8	641,0	228,3	286,4	296,2	273,5	230,9
Juin	240,2	307,6	276,3	317,2	278,0	294,9	743,2	247,4	722,3	238,9	311,8	312,0	275,2	237,2
Juillet	254,0	317,1	281,2	343,7	287,4	286,7	846,5	247,1	724,6	242,5	328,0	306,4	280,9	230,4
Août	249,6	318,9	268,8	335,9	287,1	280,2	866,3	246,3	685,9	242,5	327,9	296,8	281,3	228,8
Septembre	250,8	339,6	256,6	324,6	291,6	287,9	952,5	243,1	661,2	242,5	330,0	301,2	280,3	238,2
Octobre	255,0	355,4	245,2	310,9	291,6	288,4	957,3	245,6	643,9	242,5	328,9	306,0	279,0	242,3
Novembre	259,2	372,4	240,1	307,9	294,6	289,3	965,7	251,2	635,5	263,2	347,0	308,2	281,0	242,4
Décembre	260,6	375,3	233,7	317,5	296,4	292,1	1.010,4	262,9	624,7	265,4	352,6	321,0	283,1	251,8
1980 Janvier	263,3	361,3	233,4	348,0	302,6	292,9	1.181,0	281,5	587,9	277,7	385,4	365,1	282,4	267,6

¹ Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE ¹

Base 1970 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels										
		indice général	animaux	végétaux	indice général	matières premières	demi-produits	produits finis	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction
1972	103,4	101,1	111,2	92,6	104,1	105,1	102,7	104,6	106,1	99,2	104,6	99,0	113,1	102,0	109,0
1973	116,2	121,8	125,2	118,8	114,9	123,8	117,6	108,1	113,8	117,3	108,1	107,5	132,1	106,0	113,6
1974	135,6	127,6	124,5	130,6	137,9	146,4	147,9	126,8	136,8	146,9	152,4	134,2	147,8	121,2	126,2
1975	137,3	131,9	143,5	122,0	138,9	142,0	141,1	135,6	142,6	137,4	169,1	128,9	136,9	131,8	137,1
1976	147,1	150,0	153,4	147,1	146,5	152,2	150,1	140,8	149,4	145,7	172,5	132,2	149,0	137,7	150,5
1977	150,6	156,8	158,7	155,6	149,3	153,1	151,9	145,3	153,6	144,0	173,3	133,1	154,0	137,9	160,7
1978	147,8	145,9	157,0	136,4	148,4	150,8	149,2	146,5	154,3	140,4	168,8	133,7	152,1	137,3	165,8
1979	157,1	156,4	160,0	153,2	157,4	164,1	158,1	153,0	160,3	158,4	190,5	142,2	155,5	141,2	170,9
1977 4 ^e trimestre ..	148,1	149,3	162,4	138,0	148,0	149,4	150,3	145,6	153,1	139,7	171,1	132,7	152,3	136,9	162,9
1978 1 ^{er} trimestre ..	146,3	145,7	161,2	132,7	146,6	147,5	147,5	145,5	153,0	136,5	166,9	131,4	152,1	137,3	163,6
2 ^e trimestre ..	147,2	145,9	157,4	136,1	147,7	149,8	148,2	146,2	154,2	138,9	166,9	133,0	152,8	136,3	165,4
3 ^e trimestre ..	147,9	144,1	155,2	134,6	149,1	152,2	149,7	146,8	154,7	141,4	168,7	134,5	152,9	136,8	167,1
4 ^e trimestre ..	149,7	147,9	154,1	142,3	150,4	153,6	151,3	147,7	155,2	144,7	172,8	135,9	150,9	138,7	167,1
1979 1 ^{er} trimestre ..	153,3	152,2	159,2	146,0	153,7	158,8	154,6	150,1	157,4	151,7	179,6	139,5	152,5	140,6	170,0
2 ^e trimestre ..	156,3	154,1	157,3	151,2	157,1	164,2	158,1	152,2	159,6	159,1	188,4	142,7	155,7	140,2	170,9
3 ^e trimestre ..	158,2	158,8	158,7	159,0	158,2	165,9	157,8	154,0	160,9	160,2	193,3	142,6	156,7	140,4	171,3
4 ^e trimestre ..	160,5	160,6	165,0	156,6	160,7	167,6	161,8	155,8	163,2	162,7	200,9	144,1	157,1	143,5	171,4
1979 Janvier	151,7	152,0	158,9	145,8	151,9	155,8	152,6	148,9	156,2	147,3	175,8	137,0	151,3	140,4	170,0
Février	153,3	152,2	159,6	145,7	153,7	158,6	154,7	150,1	157,0	152,6	179,1	140,0	151,7	140,7	170,0
Mars	154,8	152,3	159,0	146,4	155,6	161,9	156,3	151,3	159,0	155,2	183,8	141,5	154,5	140,8	170,0
Avril	154,9	151,4	156,2	147,1	156,0	162,5	156,7	151,6	159,0	157,0	184,6	141,8	155,3	140,8	170,1
Mai	156,7	154,3	158,1	150,7	157,5	164,5	159,2	152,2	159,9	159,4	189,5	143,1	156,0	139,5	171,3
Juin	157,4	156,6	157,6	155,8	157,8	165,7	158,5	152,7	160,0	161,1	191,1	143,4	155,9	140,2	171,3
Juillet	158,5	161,8	156,9	166,5	157,8	165,4	157,3	153,7	160,5	159,9	193,0	142,5	155,9	140,7	171,3
Août	157,6	156,6	158,2	155,1	158,0	165,7	157,6	153,8	160,9	159,9	192,8	142,4	157,4	140,1	171,3
Septembre ...	158,5	158,1	161,1	155,3	158,8	166,6	158,5	154,4	161,2	160,9	194,0	142,8	156,7	140,3	171,3
Octobre	159,7	157,5	160,7	154,6	160,4	167,9	161,3	155,4	163,0	162,0	199,8	143,6	157,8	143,1	171,3
Novembre	160,8	162,2	166,6	158,2	160,7	168,2	161,3	155,7	163,1	163,1	199,5	144,5	157,0	143,7	171,4
Décembre	161,0	162,1	167,7	157,1	160,9	166,8	162,8	156,2	163,6	163,1	203,4	144,2	156,5	143,7	171,4
1980 Janvier	164,2	163,3	169,5	159,3	164,6	170,5	169,4	157,9	166,5	171,0	206,1	146,2	158,9	156,0	171,5

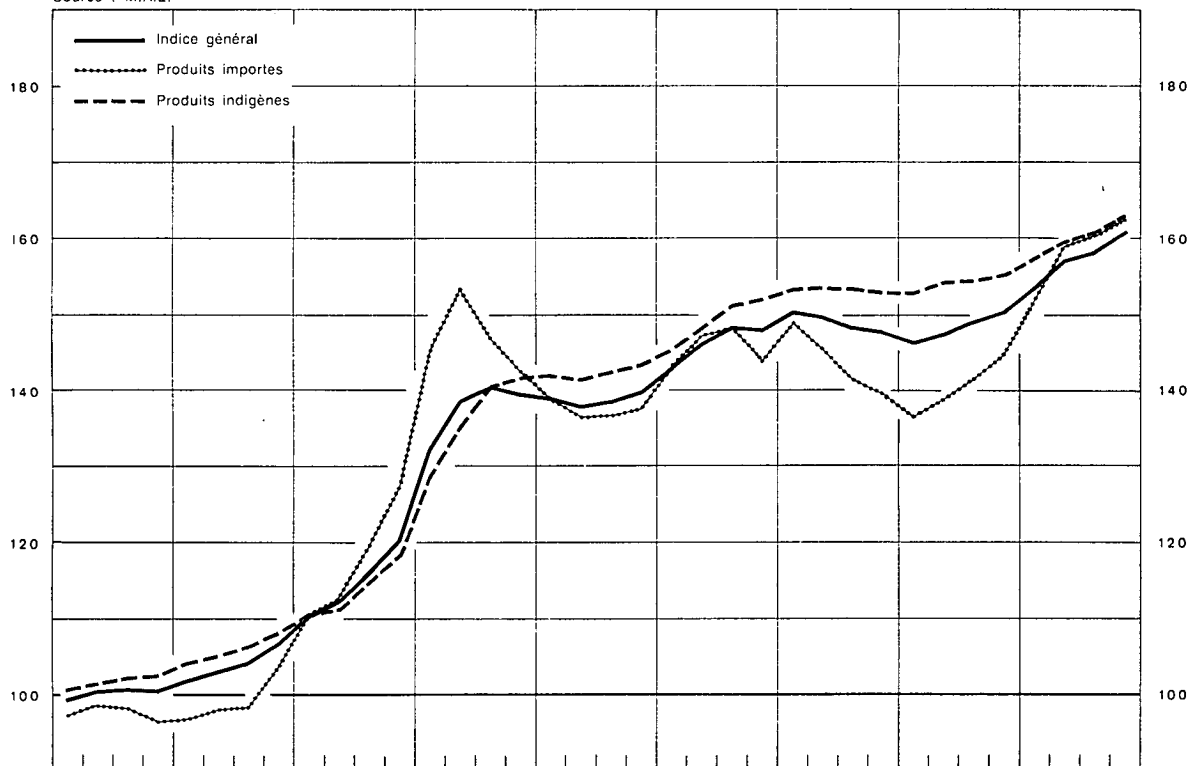
¹ Prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1970 = 100

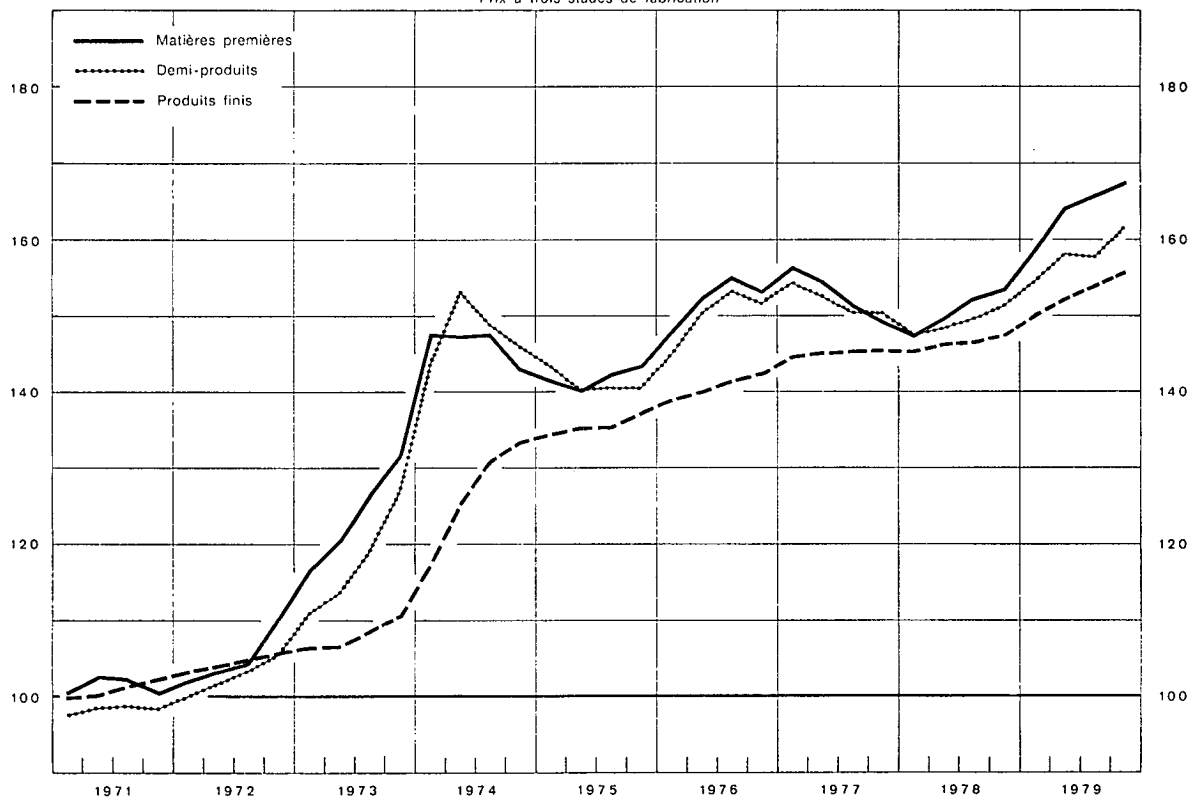
PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

Source : M.A.E.



PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

Prix à trois stades de fabrication

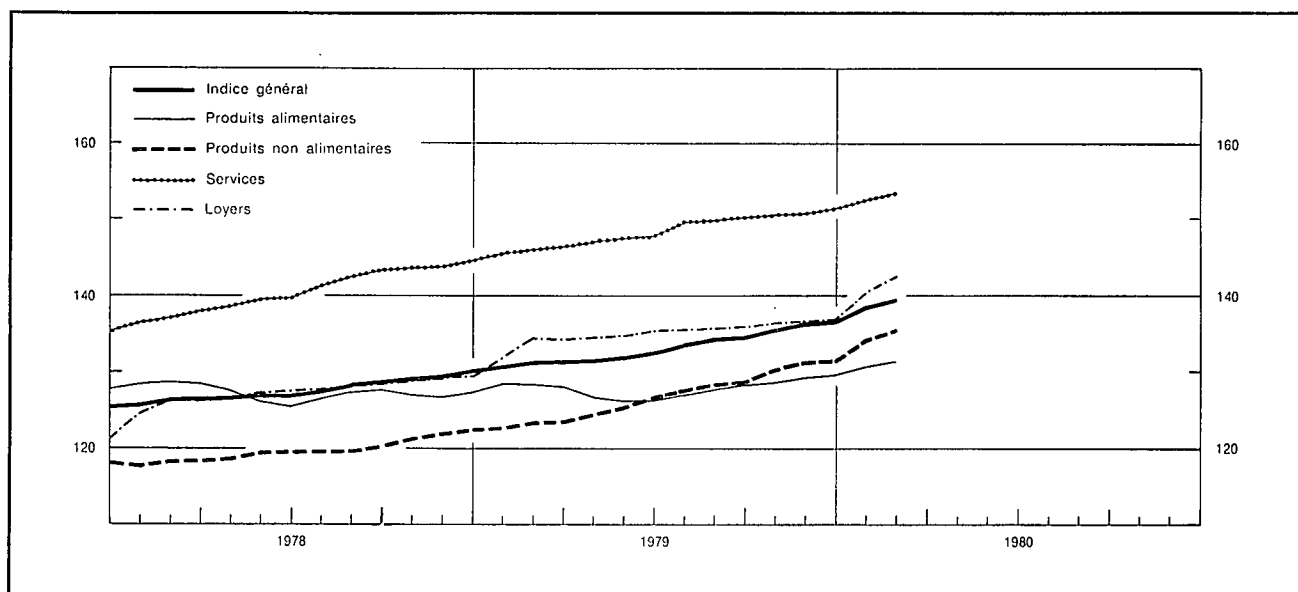


VII - 4a. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers					
Coefficient de pondération en p.c. de l'indice général :										
Jusque février 1972	100,00	41,56	37,01	21,43	—					
De mars 1972 à mai 1976 ...	100,00	30,00	40,00	30,00	—					
Depuis juin 1976	100,00	25,15	42,79	27,06	5,00					
Base 1971 = 100 ¹										
1972	105,45	106,60	102,80	107,61	—					
1973	112,78	115,15	107,58	117,28	—					
1974	127,08	125,94	122,69	134,02	—					
1975	143,31	140,08	136,55	154,07	—					
1976 5 premiers mois	153,16	154,25	142,46	164,41	—					
Base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100										
1976 7 derniers mois	115,89	119,58	112,15	119,69	108,89					
1977	122,30	125,46	116,00	129,94	118,92					
1978	127,77	127,28	119,87	140,75	127,52					
1979	133,48	127,90	127,04	148,52	135,14					
	1979	1980	1979	1980	1979	1980	1979	1980	1979	1980
1 ^{er} trimestre	131,17		128,24		123,29		145,92		133,52	
2 ^e trimestre	132,15		126,35		125,55		147,46		134,88	
3 ^e trimestre	134,34		127,73		128,27		149,85		135,72	
4 ^e trimestre	136,24		129,28		131,05		150,86		136,44	
Janvier	130,86	138,68	128,47	130,87	122,87	134,32	145,49	152,50	131,99	140,37
Février	131,29	139,73	128,22	131,37	123,38	135,69	146,05	153,43	134,43	142,52
Mars	131,37		128,04		123,62		146,22		134,14	
Avril	131,68		126,86		124,47		147,02		134,59	
Mai	132,04		126,08		125,46		147,46		134,82	
Juin	132,73		126,12		126,72		147,91		135,23	
Juillet	133,83		126,96		127,72		149,57		135,49	
Août	134,46		127,83		128,44		149,92		135,73	
Septembre	134,74		128,39		128,64		150,07		135,95	
Octobre	135,69		128,96		130,24		150,46		136,15	
Novembre	136,26		129,19		131,19		150,79		136,45	
Décembre	136,77		129,70		131,72		151,33		136,71	



¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, les coefficients de conversion ont été fixés comme

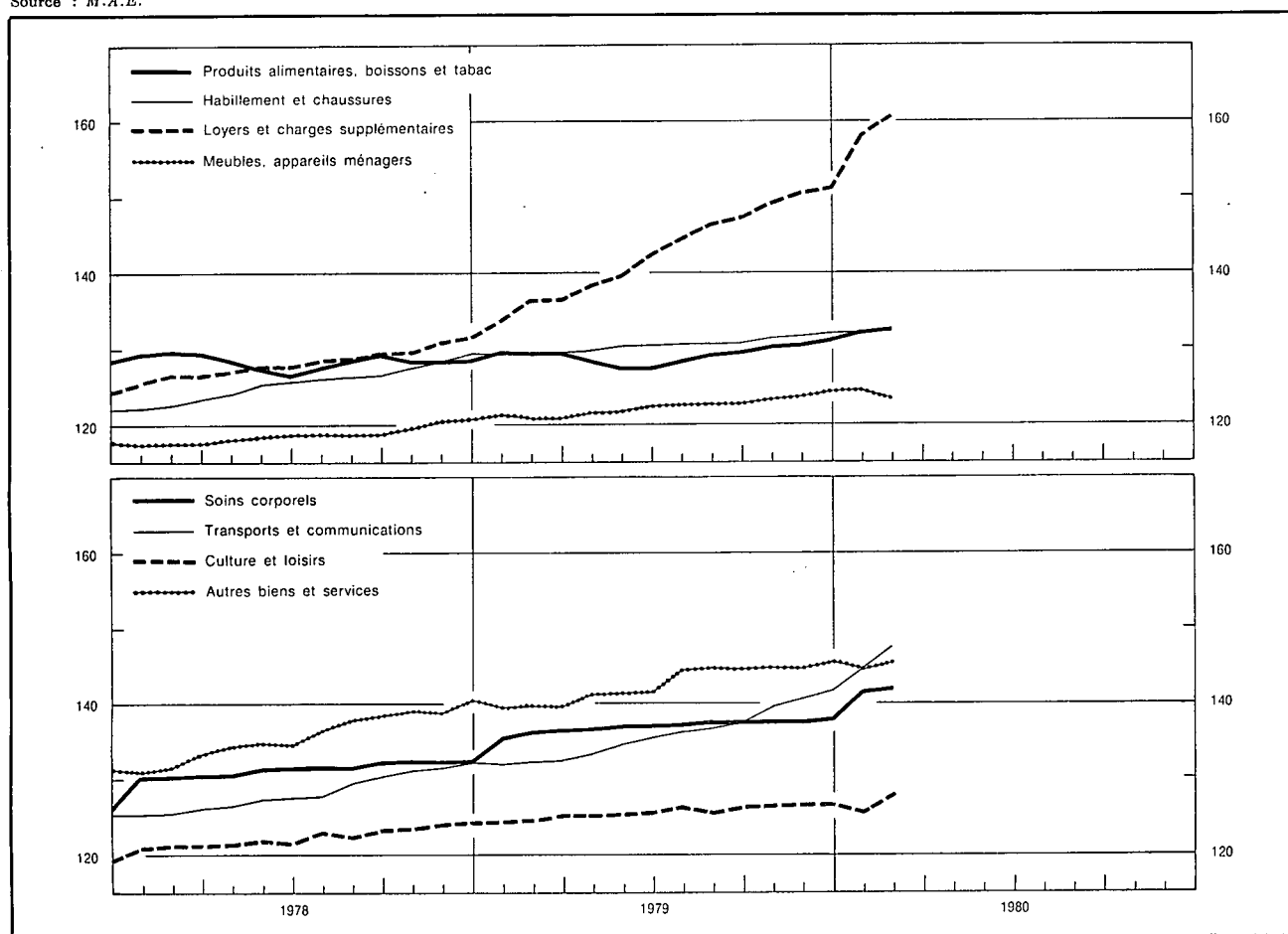
suit : l'indice général à 1,370; les produits alimentaires à 1,343; les produits non alimentaires à 1,304; les services à 1,468.

VII - 4b. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Coefficient de pondération en p.c. de l'indice général	100,00	26,42	9,61	15,14	10,46	3,98	14,21	7,61	12,57
1977	122,30	126,05	118,09	121,70	115,08	124,10	122,43	117,56	126,51
1978	127,77	128,54	125,61	128,37	118,71	131,54	128,37	122,56	135,87
1979	133,48	129,36	130,57	143,13	122,28	137,08	136,04	125,76	142,65
1977 4 ^e trimestre	124,77	128,22	121,23	123,88	117,37	125,88	124,86	119,42	130,27
1978 1 ^{er} trimestre	126,32	129,69	122,74	126,23	117,43	130,45	125,62	121,36	131,94
2 ^e trimestre	126,92	127,58	125,05	127,63	118,34	131,28	127,12	121,88	134,67
3 ^e trimestre	128,25	128,45	126,21	128,75	118,82	132,01	129,20	123,02	137,56
4 ^e trimestre	129,58	128,43	128,44	130,88	120,23	132,44	131,55	123,99	139,32
1979 1 ^{er} trimestre	131,17	129,66	129,50	135,81	120,97	136,21	132,24	124,84	139,56
2 ^e trimestre	132,15	127,88	130,35	140,21	121,79	136,99	134,42	125,48	141,34
3 ^e trimestre	134,34	129,20	130,75	146,14	122,66	137,41	136,79	126,08	144,66
4 ^e trimestre	136,24	130,71	131,69	150,36	123,68	137,71	140,72	126,63	145,04
1979 Février	131,29	129,63	129,45	136,58	120,88	136,23	132,27	124,81	139,70
Mars	131,37	129,47	129,60	136,82	120,93	136,79	132,47	125,16	139,66
Avril	131,68	128,35	130,04	138,36	121,34	136,90	133,16	125,11	141,16
Mai	132,04	127,62	130,36	139,87	121,73	137,02	134,66	125,42	141,21
Juin	132,73	127,67	130,65	142,40	122,31	137,05	135,45	125,90	141,64
Juillet	133,83	128,47	130,72	144,77	122,54	137,07	136,19	126,28	144,54
Août	134,46	129,30	130,74	146,54	122,71	137,60	136,84	125,83	144,92
Septembre	134,74	129,84	130,78	147,12	122,74	137,57	137,34	126,13	144,51
Octobre	135,69	130,39	131,34	149,13	123,14	137,54	139,72	126,39	144,86
Novembre	136,26	130,61	131,72	150,84	123,79	137,60	140,63	126,78	144,78
Décembre	136,77	131,13	132,02	151,11	124,12	137,98	141,80	126,73	145,48
1980 Janvier	138,68	132,28	132,07	158,01	124,31	141,84	144,71	125,57	144,77
Février	139,73	132,76	132,14	160,58	123,43	142,00	147,46	127,97	145,49

* Pour passer de cet indice à l'indice base 1971 = 100, le coefficient de conversion a été fixé à 1,37. Ce coefficient de conversion est obligatoirement d'application pour toutes

Références bibliographiques : *Moniteur belge*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistiques de l'I.N.S.* — *Service de Conjoncture (IRES)*. — *Bulletin mensuel de Statistiques (O.N.U.)*. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

les conversions conclues au sein des Commissions paritaires relatives à la liaison à l'indice des prix à la consommation des salaires conventionnels.

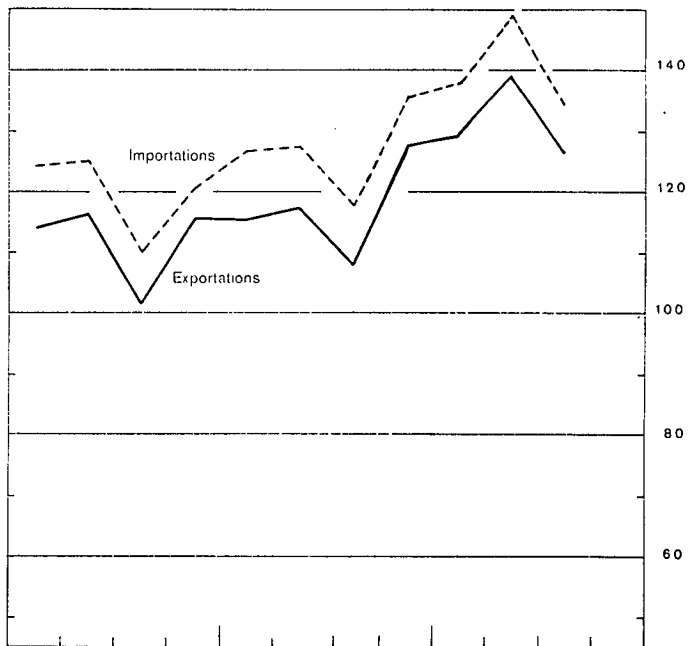
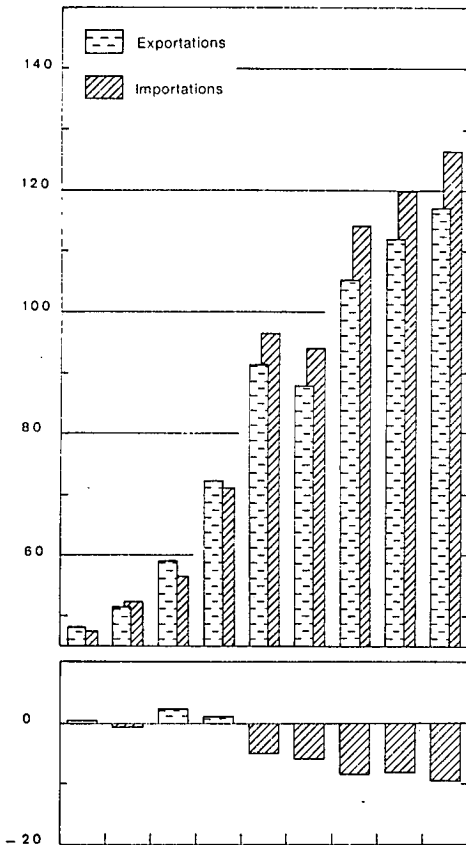
Statistiques Economiques belges 1960-1970. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

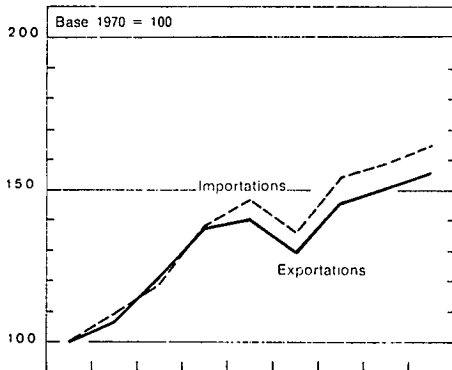
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

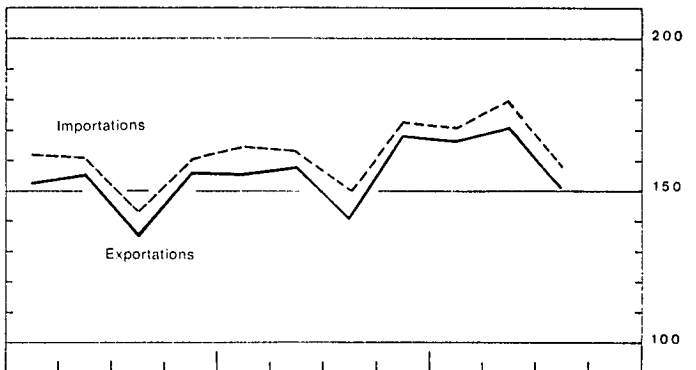
Source : I.N.S.



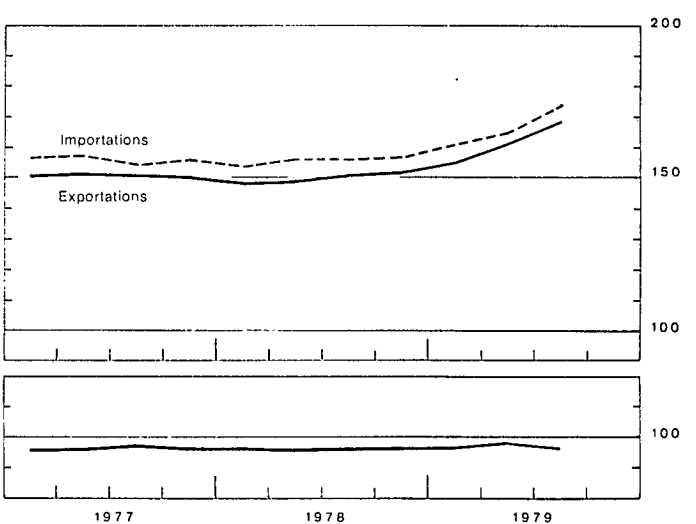
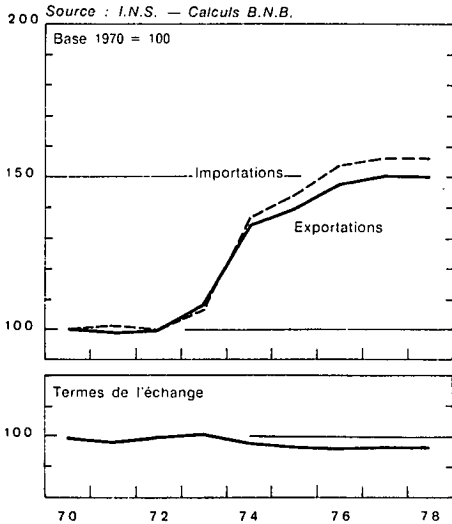
Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.



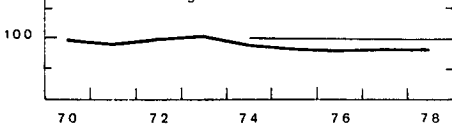
INDICES DU VOLUME



INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ÉCHANGE



Termes de l'échange



70 72 74 76 78

1977 1978 1979

VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs : B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations importations	Indices base 1970 = 100				des termes de l'échange ¹
	Importations	Exportations	Balace commerciale		du volume		des prix à		
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1971	52,4	51,7	- 0,7	99	108,8	107,2	101,2	99,6	98,4
1972	56,8	59,2	+ 2,4	104	118,8	120,7	100,1	100,2	100,1
1973	71,3	72,5	+ 1,2	102	138,4	137,8	107,1	108,3	101,1
1974	96,7	91,6	- 5,1	95	146,8	140,7	136,9	134,7	98,4
1975	94,2	88,1	- 6,1	94	136,1	129,9	144,4	139,8	96,8
1976	114,1	105,5	- 8,6	93	154,5	146,1	153,9	147,8	96,0
1977	120,7	112,1	- 8,6	93	158,8	151,2	156,2	150,5	96,4
1978	127,2	117,5	- 9,7	92	164,7	156,5	155,9	150,0	96,2
1977 3 ^e trimestre	110,2	101,7	- 8,5	92	142,9	136,0	154,5	150,6	97,5
4 ^e trimestre	122,7	116,2	- 6,5	95	160,5	156,5	156,2	150,3	96,2
1978 1 ^{er} trimestre	126,8	115,8	- 11,0	91	164,7	155,7	154,3	148,5	96,2
2 ^e trimestre	127,6	117,7	- 9,9	92	163,4	157,7	156,4	149,6	95,7
3 ^e trimestre	118,2	108,7	- 9,5	92	150,4	140,6	156,4	151,0	96,7
4 ^e trimestre	136,0	127,8	- 8,2	94	173,6	168,6	157,0	151,7	96,6
1979 1 ^{er} trimestre	138,5	129,6	- 8,9	94	171,6	166,8	160,9	155,6	96,7
2 ^e trimestre	149,2	139,1	- 10,3	93	180,3	171,5	165,3	162,2	98,1
3 ^e trimestre	136,7	127,3	- 9,4	93	158,8	150,7	174,5	168,5	96,6
1978 10 premiers mois	126,0	116,4	- 9,6	92					
11 premiers mois	127,1	117,2	- 9,9	92					
12 mois	127,2	117,5	- 9,7	92	164,7	156,5	155,9	150,0	96,2
1979 1 ^{er} mois	126,2	116,1	- 10,1	92					
2 premiers mois	131,4	121,6	- 9,8	93					
3 premiers mois	138,5	129,6	- 8,9	94	171,6	166,8	160,9	155,6	96,7
4 premiers mois	139,1	129,7	- 9,4	93					
5 premiers mois	143,1	132,9	- 10,2	93					
6 premiers mois	144,0	134,3	- 9,7	93	176,0	169,2	163,1	158,9	97,4
7 premiers mois	141,5	133,0	- 8,5	94					
8 premiers mois	141,7	131,4	- 10,3	93					
9 premiers mois	141,6	132,0	- 9,6	93	170,2	163,0	166,9	162,1	97,1
10 premiers mois	144,6	135,5	- 9,1	94					

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}} \times 100$.

N.B. — En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques. Ils ne tiennent pas compte des corrections tardives apportées par l'I.N.S.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1971	15,40	6,64	6,05	5,68	3,18	2,95	1,93	1,22	1,72	1,33	1,16	0,91	0,44	0,40	0,24	0,23	0,14	0,13	0,13	0,10	1,53	51,51
1972	16,95	7,66	6,91	6,73	3,25	3,56	2,47	1,59	2,10	1,50	1,42	1,08	0,53	0,43	0,27	0,26	0,18	0,12	0,16	0,10	1,72	58,99
1973	19,60	9,95	8,14	8,68	4,82	4,33	2,97	1,95	2,57	1,84	1,77	1,18	0,59	0,58	0,31	0,32	0,27	0,11	0,19	0,11	2,24	72,52
1974	22,67	14,27	9,20	13,32	6,52	4,58	3,01	2,88	3,28	2,27	1,93	1,22	0,63	0,80	0,38	0,34	0,34	0,15	0,21	0,14	3,31	91,44
1975	25,72	10,32	8,64	11,97	3,91	5,25	3,18	4,08	3,41	2,04	1,91	1,01	0,53	0,92	0,38	0,33	0,36	0,17	0,22	0,11	3,62	88,08
1976	32,02	10,74	10,00	14,68	5,03	5,92	4,30	4,82	3,93	2,45	2,12	1,29	0,65	0,94	0,42	0,38	0,33	0,15	0,27	0,14	4,81	105,40
1977	33,20	9,88	10,23	15,70	5,38	6,27	5,82	5,89	4,36	2,49	2,12	1,38	0,65	1,33	0,43	0,41	0,37	0,11	0,34	0,22	5,39	111,97
1977 ¹	33,21	9,88	10,27	15,59	5,38	6,27	5,82	5,88	4,36	2,45	2,12	1,38	0,66	1,33	0,43	0,41	0,37	0,21	0,34	0,22	5,39	111,97
1978	34,81	11,07	10,16	16,97	5,00	6,52	7,49	4,85	4,47	2,54	2,19	1,47	0,62	1,40	0,42	0,45	0,42	0,23	0,38	0,25	5,69	117,30
1977 3 ^e trimestre	28,90	8,75	8,84	14,64	4,66	5,64	5,71	6,02	4,50	2,26	1,76	1,22	0,59	1,25	0,41	0,38	0,38	0,07	0,32	0,22	4,64	101,17
4 ^e trimestre	35,11	9,82	10,64	15,89	5,08	6,37	6,38	6,43	4,47	2,57	2,35	1,49	0,62	1,37	0,43	0,42	0,39	0,11	0,37	0,21	5,37	115,89
1978 1 ^{er} trimestre ¹	33,91	10,44	10,59	16,83	5,27	6,67	7,68	4,29	4,29	2,44	2,10	1,44	0,62	1,29	0,38	0,40	0,43	0,19	0,32	0,22	5,43	115,20
2 ^e trimestre	36,60	10,79	10,05	16,74	4,41	6,33	6,54	4,82	4,51	2,51	2,27	1,51	0,65	1,46	0,42	0,48	0,40	0,24	0,44	0,25	5,45	116,89
3 ^e trimestre	29,18	10,35	8,90	15,53	4,48	6,11	7,64	5,93	4,41	2,33	1,90	1,31	0,54	1,30	0,41	0,41	0,31	0,23	0,35	0,25	4,76	106,66
4 ^e trimestre	37,85	12,35	10,97	18,39	5,74	6,86	8,02	4,31	4,58	2,87	2,48	1,60	0,64	1,52	0,47	0,50	0,51	0,25	0,42	0,28	6,55	127,13
1979 1 ^{er} trimestre	38,53	12,75	10,69	19,25	6,24	6,85	7,83	5,15	4,45	2,78	2,08	1,42	0,70	1,45	0,35	0,33	0,44	0,31	0,37	0,16	6,42	128,55
2 ^e trimestre	38,19	13,97	10,70	21,27	6,34	7,58	8,13	7,42	5,01	2,88	2,44	1,62	0,81	1,58	0,51	0,55	0,48	0,43	0,43	0,31	7,00	137,65
3 ^e trimestre	30,95	12,06	10,01	20,58	5,60	7,60	7,94	9,95	4,79	2,78	2,10	1,44	0,65	1,46	0,49	0,48	0,39	0,47	0,39	0,31	6,07	126,51
1978 10 premiers mois	34,10	10,91	10,08	16,74	4,85	6,48	7,41	5,05	4,47	2,51	2,15	1,46	0,62	1,39	0,42	0,44	0,41	0,23	0,38	0,24	5,46	115,80
11 premiers mois	34,51	11,00	10,14	16,93	4,96	6,50	7,55	4,95	4,49	2,52	2,16	1,47	0,62	1,40	0,42	0,45	0,41	0,23	0,38	0,25	5,55	116,90
12 mois	34,81	11,07	10,16	16,97	5,00	6,52	7,49	4,85	4,47	2,54	2,19	1,47	0,62	1,40	0,42	0,45	0,42	0,23	0,38	0,25	5,69	117,30
1979 1 ^{er} mois	32,55	12,07	9,66	16,88	5,24	6,41	6,12	6,11	4,42	2,59	1,76	1,32	0,60	1,39	0,30	0,21	0,43	0,27	0,35	0,11	5,86	114,65
2 premiers mois	35,41	12,25	10,33	17,93	5,54	6,41	7,44	5,22	4,36	2,67	1,90	1,38	0,63	1,34	0,32	0,27	0,38	0,27	0,33	0,13	5,87	120,38
3 premiers mois	38,53	12,75	10,69	19,25	6,24	6,85	7,83	5,15	4,45	2,78	2,08	1,42	0,70	1,45	0,35	0,33	0,44	0,31	0,37	0,16	6,42	128,55
4 premiers mois	38,12	12,78	10,64	19,62	6,12	6,88	7,72	5,14	4,62	2,79	2,12	1,45	0,74	1,47	0,39	0,37	0,47	0,32	0,37	0,19	6,38	128,65
5 premiers mois	38,30	13,16	10,76	20,05	6,25	7,30	7,88	5,93	4,77	2,83	2,18	1,49	0,76	1,51	0,41	0,42	0,45	0,36	0,39	0,22	6,71	132,13
6 premiers mois	38,53	13,39	10,73	20,32	6,33	7,25	7,98	6,30	4,74	2,84	2,26	1,52	0,76	1,52	0,43	0,44	0,46	0,37	0,40	0,24	6,74	133,55
7 premiers mois	37,17	13,16	10,64	20,60	6,23	7,16	8,13	6,77	4,80	2,83	2,20	1,49	0,75	1,50	0,44	0,43	0,43	0,36	0,40	0,25	6,74	132,48
8 premiers mois	36,31	12,92	10,39	20,55	6,00	7,41	7,80	7,18	4,75	2,79	2,17	1,48	0,73	1,50	0,45	0,44	0,43	0,38	0,40	0,26	6,61	130,95
9 premiers mois	36,11	13,02	10,52	20,57	6,10	7,38	7,97	7,54	4,74	2,82	2,21	1,50	0,73	1,50	0,45	0,45	0,44	0,41	0,40	0,26	6,55	131,67
10 premiers mois	37,11	13,29	10,81	20,93	6,32	7,55	8,27	8,16	4,86	2,91	2,28	1,53	0,74	1,55	0,47	0,47	0,47	0,42	0,40	0,28	6,73	135,55

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

¹ Nouvelle série à partir de 1978. Les chiffres de l'année 1977 ont été recalculés.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs. B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés																Biens de consommation					Biens d'équipement	Divers ¹	Total général	
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total	non durables						durables
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits		alimentaires		autres				
													liquides	autres					produits animaux	produits végétaux					
1971	33,39	11,60	2,01	3,29	2,07	0,50	0,30	0,55	0,19	1,02	0,33	2,65	0,84	1,42	2,97	1,25	2,40	11,19	1,51	2,14	1,11	6,43	7,59	0,07	52,24
1972	35,44	12,25	2,22	3,37	2,33	0,64	0,34	0,55	0,20	1,08	0,31	2,80	0,72	1,59	3,33	1,14	2,58	13,25	1,85	2,32	1,32	7,76	7,91	0,06	56,66
1973	44,95	15,69	2,83	4,33	3,29	0,95	0,40	0,72	0,22	1,41	0,39	3,08	0,99	1,99	4,14	1,35	3,17	16,33	2,33	2,81	1,46	9,73	9,50	0,28	71,06
1974	64,23	19,07	3,01	5,76	3,37	1,13	0,42	1,14	0,25	2,03	0,60	7,46	2,81	3,28	7,16	1,89	4,85	19,26	2,39	3,21	1,89	11,77	11,98	0,72	96,19
1975	58,95	17,03	2,42	5,91	3,08	0,91	0,35	0,92	0,28	2,05	0,51	6,97	2,73	3,43	5,83	1,89	4,64	21,27	2,73	3,74	1,95	12,85	12,46	1,25	93,93
1976	73,03	22,60	3,20	6,46	4,43	1,26	0,46	1,14	0,33	2,24	0,56	8,55	3,30	4,08	7,56	2,03	4,82	26,51	3,45	4,69	2,27	15,99	12,76	1,32	113,62
1977	75,91	22,06	2,88	6,71	6,17	1,37	0,47	1,14	0,31	2,53	0,57	10,45	2,27	3,99	7,79	2,26	4,94	29,15	3,90	5,48	2,37	17,40	13,99	1,16	120,21
1978	78,91	23,09	2,74	6,88	7,94	1,47	0,45	1,15	0,31	2,72	0,54	8,30	2,87	4,36	8,64	2,40	5,05	31,02	4,44	5,40	2,60	18,58	15,01	1,64	126,58
1977 3 ^e trimestre ..	66,21	17,84	2,24	5,44	5,60	1,23	0,40	1,03	0,30	2,19	0,53	11,07	1,69	3,49	6,82	2,00	4,34	26,77	3,86	4,68	2,13	16,10	12,59	1,05	106,62
4 ^e trimestre ..	76,48	23,16	2,73	6,92	6,64	1,41	0,41	1,12	0,29	2,57	0,57	10,11	1,43	4,40	7,40	2,17	5,15	29,15	4,33	5,54	2,46	16,82	14,18	1,15	120,96
1978 1 ^{er} trimestre ..	78,34	22,69	2,94	7,19	7,92	1,42	0,51	1,09	0,29	2,48	0,57	8,47	2,24	4,70	8,42	2,30	5,11	31,12	4,08	5,00	2,47	19,57	14,05	1,22	124,73
2 ^e trimestre ..	78,27	22,98	2,82	6,66	7,75	1,58	0,48	1,22	0,32	2,90	0,53	7,63	2,76	4,17	8,89	2,50	5,07	30,58	4,58	5,32	2,60	17,95	15,21	1,42	125,48
3 ^e trimestre ..	71,12	20,54	2,31	5,84	7,47	1,27	0,34	1,05	0,24	2,44	0,45	8,48	2,50	3,66	7,95	2,15	4,43	29,07	4,31	4,91	2,43	17,43	14,22	1,18	115,60
4 ^e trimestre ..	84,17	24,75	2,87	7,84	8,61	1,59	0,44	1,21	0,32	2,87	0,58	8,62	2,87	4,79	8,90	2,52	5,39	31,37	4,44	5,80	2,64	18,49	15,79	2,67	134,00
1979 1 ^{er} trimestre ..	84,67	23,64	3,10	7,40	8,77	1,49	0,57	1,21	0,32	2,38	0,62	8,25	4,30	5,31	9,36	2,63	5,32	32,33	4,18	5,61	2,80	19,74	16,00	2,64	135,64
2 ^e trimestre ..	92,29	26,48	3,30	7,87	8,41	1,68	0,61	1,35	0,35	3,18	0,66	8,93	4,30	4,87	11,27	2,82	6,21	34,17	4,78	6,27	3,03	20,09	16,88	2,03	145,37
3 ^e trimestre ..	84,41	22,70	2,71	6,48	7,38	1,54	0,43	1,33	0,28	2,83	0,52	10,66	4,00	4,49	10,76	2,53	5,77	32,01	4,75	5,51	2,78	18,97	15,06	2,51	133,99

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1977		1978				1979		
									3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	100,7	97,5	106,0	148,4	152,3	162,7	162,9	161,1	159,3	161,4	160,0	161,9	161,6	160,8	165,6	174,8	187,0
Biens de consommation ...	101,7	104,3	109,4	120,9	131,1	140,4	148,4	148,5	151,2	150,4	149,9	147,1	150,3	148,4	150,3	150,0	155,6
Biens d'équipement	104,3	107,0	110,4	118,0	130,4	136,1	136,6	137,8	137,5	139,0	134,7	138,0	141,5	139,5	141,1	141,0	144,0
Ensemble ...	101,2	100,1	107,1	136,9	144,4	153,9	156,2	155,9	154,5	156,2	154,3	156,4	156,4	157,0	160,9	165,3	174,5
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	95,4	94,2	109,2	149,8	143,8	147,1	137,5	141,6	136,1	132,4	133,1	138,6	147,3	147,3	148,7	155,3	157,0
Fabrications métalliques ...	103,1	105,4	109,6	124,3	139,3	148,4	152,9	156,0	154,9	155,5	155,2	155,2	156,3	159,9	162,4	161,6	164,1
Métaux non ferreux	79,9	75,6	93,7	129,6	94,7	103,6	100,9	93,0	99,2	94,0	90,8	90,0	94,2	94,5	101,7	116,1	119,2
Textiles	98,5	101,7	108,6	126,7	126,7	130,8	136,3	135,1	137,1	136,9	136,4	133,6	136,3	138,8	135,5	136,3	139,8
Produits chimiques	98,7	97,9	101,7	141,2	145,6	151,3	148,4	145,3	146,3	147,4	142,3	148,0	146,6	141,7	148,9	159,7	170,3
Industrie houillère	89,8	80,8	79,8	118,8	146,4	171,1	180,2	179,4	177,3	177,9	170,3	181,6	180,7	184,3	189,8	196,1	171,5
Industrie pétrolière	111,6	107,6	118,6	218,8	260,6	307,5	303,8	289,2	302,6	298,0	290,4	285,0	289,8	292,9	328,8	438,7	555,0
Verres et glaces	99,6	97,3	101,9	110,1	118,9	118,8	123,9	122,9	128,4	125,9	125,1	123,4	120,4	122,4	121,5	122,0	121,4
Produits agricoles	105,3	111,0	120,7	126,0	133,8	145,4	150,6	146,1	152,1	153,4	150,6	148,0	152,1	137,3	138,9	142,7	144,8
Ciments	112,9	119,6	124,7	155,5	157,4	164,2	170,6	175,0	167,0	169,3	171,5	173,7	176,2	177,4	187,3	186,6	184,1
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	100,1	102,1	105,7	117,9	133,9	147,0	156,4	164,4	156,4	154,8	158,4	161,2	167,5	164,7	179,5	178,2	182,5
Carrières	104,6	107,1	111,1	124,8	136,0	141,8	146,2	157,5	148,7	149,5	153,9	154,2	160,7	163,0	166,3	165,7	164,9
Céramiques	110,6	117,7	127,6	150,1	176,7	190,5	197,7	209,2	202,1	203,1	194,9	204,6	217,5	214,7	231,8	225,9	223,4
Bois et meubles	99,6	103,0	110,8	128,1	136,0	141,3	157,7	154,2	159,5	162,4	151,5	153,9	158,6	153,4	158,5	157,7	159,4
Peaux, cuirs et chaussures .	96,1	106,4	119,1	116,0	118,0	137,9	148,0	147,6	148,2	139,4	148,1	146,1	148,1	149,3	162,5	175,5	184,2
Papier et livres	102,2	99,9	104,8	137,7	148,9	148,6	148,3	143,4	147,3	148,2	143,6	142,5	143,3	144,6	148,6	150,0	150,9
Tabacs manufacturés	94,5	111,6	140,6	137,4	146,5	140,1	149,3	158,4	146,7	150,5	151,7	151,2	158,3	169,1	161,9	164,4	161,3
Caoutchouc	103,3	107,0	112,8	133,9	143,8	147,4	150,9	153,2	152,4	153,4	150,7	152,7	155,7	153,0	153,8	161,3	166,4
Industries alimentaires	105,1	103,7	114,6	136,4	145,9	143,4	147,0	138,3	147,8	143,8	139,4	141,6	136,1	139,4	135,9	138,3	139,0
Divers	127,5	119,3	129,2	168,6	175,8	197,6	241,7	256,9	238,7	250,4	254,8	252,6	247,0	283,0	284,4	298,5	273,1
Ensemble ...	99,6	100,2	108,3	134,7	139,8	147,8	150,5	150,0	150,6	150,3	148,5	149,6	151,0	151,7	155,6	162,2	168,5
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	98,4	100,1	101,1	98,4	96,8	96,0	96,4	96,2	97,5	96,2	96,2	95,7	96,7	96,6	96,7	98,1	96,6

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

*Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1977		1978				1979		
									3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
									IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits								
Biens de production	105,4	114,5	132,7	136,9	123,1	141,4	143,2	146,1	127,7	145,4	146,4	144,3	131,0	155,7	153,0	159,7	138,2
Biens de consommation ...	116,7	134,6	157,8	168,5	172,2	200,8	209,4	223,0	190,8	210,4	224,7	223,6	209,0	227,4	233,0	245,5	222,1
Biens d'équipement	111,0	113,2	133,8	158,7	146,0	147,3	158,3	168,3	142,9	160,4	162,3	171,9	154,5	178,6	172,2	186,8	163,4
Ensemble ...	108,8	118,8	138,4	146,8	136,1	154,5	158,8	164,7	142,9	160,5	164,7	163,4	150,4	173,6	171,6	180,3	158,8
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	97,8	114,1	127,8	133,6	100,6	102,2	100,9	109,8	89,5	104,1	111,0	109,4	98,9	117,8	121,0	127,0	107,9
Fabrications métalliques ...	115,3	122,0	137,7	140,9	141,3	163,9	167,5	171,7	144,4	173,4	168,8	180,9	143,5	183,2	183,9	182,9	143,4
Métaux non ferreux	92,6	99,9	120,6	117,6	103,0	119,9	132,7	132,7	117,0	134,9	142,4	120,8	116,1	150,3	151,9	135,6	116,8
Textiles	112,2	123,8	134,3	130,1	121,8	137,4	134,7	134,6	116,2	139,9	138,5	134,7	117,2	147,4	141,5	140,7	128,7
Produits chimiques	116,3	139,1	175,5	190,1	166,3	195,2	212,8	236,2	199,7	216,1	240,0	228,5	214,5	263,4	262,2	270,4	245,6
Industrie houillère	97,4	95,4	93,1	85,4	74,2	56,0	40,9	43,8	27,2	39,6	39,5	45,5	44,1	45,0	57,2	77,0	113,3
Industrie pétrolière	95,8	130,1	144,4	114,2	136,5	140,3	173,3	149,4	178,0	193,1	132,2	151,3	181,1	132,2	140,0	151,9	160,5
Verres et glaces	97,6	118,9	120,1	115,3	88,2	112,7	115,2	120,7	98,6	123,6	118,1	124,1	108,6	130,3	118,2	133,6	120,8
Produits agricoles	109,4	123,9	139,6	141,4	153,1	158,5	162,9	174,5	148,7	167,1	180,2	169,3	163,1	199,7	199,8	209,2	210,4
Ciments	103,0	99,3	106,8	106,2	70,0	103,6	151,3	171,0	158,0	151,9	153,7	171,7	167,3	191,3	101,4	201,3	201,1
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	113,1	126,4	148,4	141,3	119,5	127,6	127,6	133,5	118,9	134,0	124,3	145,7	120,1	144,3	90,9	150,5	173,7
Carrières	99,8	109,3	118,4	127,9	116,5	124,9	123,2	112,4	116,4	122,8	102,3	115,7	108,7	121,7	89,9	128,9	121,7
Céramiques	105,2	122,0	131,8	125,2	111,9	125,4	146,3	161,7	135,8	166,4	143,8	187,0	140,7	171,5	138,3	171,1	157,2
Bois et meubles	127,9	152,1	176,3	166,1	154,6	180,3	165,0	177,0	135,6	177,8	173,9	183,5	149,0	200,8	163,0	192,2	163,5
Peaux, cuirs et chaussures .	113,1	121,1	118,6	128,9	108,4	112,6	104,5	97,8	94,0	103,5	98,4	104,9	86,7	99,3	101,7	111,4	83,6
Papier et livres	105,2	122,1	142,4	144,7	121,1	148,2	151,8	160,9	138,7	156,9	152,9	161,7	150,1	176,8	168,9	174,3	168,6
Tabacs manufacturés	111,8	124,0	151,0	193,4	191,9	185,4	193,0	208,1	201,0	205,1	220,8	208,1	151,1	237,2	212,9	226,0	188,7
Caoutchouc	115,5	133,2	173,7	200,3	216,1	215,5	231,4	238,3	209,9	246,3	223,3	249,9	218,9	259,6	245,9	255,7	229,2
Industries alimentaires	109,1	135,1	150,8	163,2	158,8	186,1	201,4	219,9	205,6	211,8	209,7	217,3	221,1	223,4	224,5	245,0	235,1
Divers	76,0	88,8	105,9	120,0	115,1	133,1	124,4	120,3	108,5	118,9	119,3	120,7	105,9	128,4	123,7	129,6	121,1
Ensemble ...	107,2	120,7	137,8	140,7	129,9	146,1	151,2	156,5	136,0	156,5	155,7	157,7	140,6	168,6	166,8	171,5	150,7

Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1971	13,18	13,08	- 0,10	9,28	10,24	+ 0,96	8,49	9,85	+ 1,36
1972	13,86	14,71	+ 0,85	11,08	12,03	+ 0,95	9,08	11,01	+ 1,93
1973	17,69	17,15	- 0,54	13,38	15,07	+ 1,69	11,48	12,94	+ 1,46
1974	21,44	19,71	- 1,73	16,66	18,31	+ 1,65	15,97	15,73	- 0,24
1975	20,70	19,62	- 1,08	16,39	16,84	+ 0,45	16,03	15,08	- 0,95
1976	25,53	24,51	- 1,02	18,55	22,18	+ 3,63	20,07	17,88	- 2,19
1977	26,81	25,13	- 1,68	19,18	21,39	+ 2,21	20,44	18,83	- 1,61
1978	29,23	26,83	- 2,40	20,81	22,37	+ 1,56	20,83	19,32	- 1,51
1978 2 ^o trimestre	29,57	26,96	- 2,61	21,65	22,84	+ 1,19	20,24	20,01	- 0,23
3 ^o trimestre	27,14	25,01	- 2,13	18,48	19,72	+ 1,24	19,07	18,05	- 1,02
4 ^o trimestre	31,40	29,12	- 2,28	22,66	24,61	+ 1,95	22,28	20,80	- 1,48
1979 1 ^{er} trimestre	30,14	29,33	- 0,81	22,82	25,53	+ 2,71	23,86	20,67	- 3,19
2 ^o trimestre	32,94	31,83	- 1,11	24,11	26,60	+ 2,49	23,86	22,35	- 1,51
3 ^o trimestre	30,28	29,04	- 1,24	20,37	22,89	+ 2,52	21,23	20,54	- 0,69
1978 10 premiers mois	28,98	26,67	- 2,31	20,53	22,08	+ 1,55	20,67	19,17	- 1,50
11 premiers mois	29,18	26,79	- 2,39	20,78	22,18	+ 1,45	20,82	19,28	- 1,54
12 mois	29,23	26,83	- 2,40	20,81	22,37	+ 1,56	20,83	19,32	- 1,51
1979 1 ^{er} mois	26,74	27,05	+ 0,31	19,31	21,85	+ 2,54	20,49	18,26	- 2,23
2 premiers mois	28,03	27,74	- 0,29	21,11	23,64	+ 2,53	22,01	19,49	- 2,52
3 premiers mois	30,14	29,33	- 0,81	22,82	25,53	+ 2,71	23,86	20,67	- 3,19
4 premiers mois	30,88	29,33	- 1,55	22,99	25,59	+ 2,60	23,55	20,68	- 2,87
5 premiers mois	31,62	30,11	- 1,51	23,32	25,93	+ 2,61	23,91	21,26	- 2,65
6 premiers mois	31,54	30,58	- 0,96	23,46	26,06	+ 2,60	23,86	21,51	- 2,35
7 premiers mois	31,16	30,29	- 0,87	22,98	25,74	+ 2,76	22,92	20,90	- 2,02
8 premiers mois	31,10	30,02	- 1,08	22,52	24,78	+ 2,26	23,47	21,02	- 2,45
9 premiers mois	31,12	30,07	- 1,05	22,43	25,00	+ 2,57	22,98	21,19	- 1,79
10 premiers mois	31,83	30,89	- 0,94	22,92	25,75	+ 2,83	24,28	21,81	- 2,47
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1971	2,06	2,25	+ 0,19	3,22	1,84	- 1,38	36,63	37,89	+ 1,26
1972	2,37	2,70	+ 0,33	3,63	2,63	- 1,00	40,42	43,74	+ 3,32
1973	2,68	3,50	+ 0,82	4,65	3,36	- 1,29	50,42	53,02	+ 2,60
1974	3,62	4,10	+ 0,48	5,57	4,95	- 0,62	63,92	64,07	+ 0,15
1975	3,67	3,54	- 0,13	5,83	5,69	- 0,14	63,38	62,13	- 1,25
1976	4,36	5,00	+ 0,64	7,68	6,36	- 1,32	77,15	77,73	+ 0,58
1977	4,79	4,91	+ 0,12	9,40	7,67	- 1,73	81,63	79,81	- 1,82
1978	5,10	5,38	+ 0,28	10,65	8,48	- 2,17	87,82	84,08	- 3,74
1978 2 ^o trimestre	4,91	5,15	+ 0,24	10,95	8,48	- 2,47	88,62	84,95	- 3,67
3 ^o trimestre	5,08	4,60	- 0,48	10,29	7,64	- 2,65	81,20	76,73	- 4,47
4 ^o trimestre	5,27	6,56	+ 1,29	10,65	9,01	- 1,64	93,49	91,83	- 1,66
1979 1 ^{er} trimestre	5,75	6,77	+ 1,02	10,96	10,13	- 0,83	94,67	94,36	- 0,31
2 ^o trimestre	5,89	7,37	+ 1,48	11,86	11,11	- 0,75	100,00	101,28	+ 1,28
3 ^o trimestre	5,79	6,29	+ 0,50	10,75	10,23	- 0,52	89,89	91,29	+ 1,40
1978 10 premiers mois	5,13	5,16	+ 0,03	10,74	8,45	- 2,29	87,26	83,24	- 4,02
11 premiers mois	5,13	5,28	+ 0,15	10,78	8,46	- 2,32	87,86	83,71	- 4,15
12 mois	5,10	5,38	+ 0,28	10,65	8,48	- 2,17	87,82	84,08	- 3,74
1979 1 ^{er} mois	4,60	5,41	+ 0,81	10,90	8,90	- 2,00	83,05	83,12	+ 0,07
2 premiers mois	5,19	6,24	+ 1,05	10,93	9,51	- 1,42	88,32	88,54	+ 0,22
3 premiers mois	5,75	6,77	+ 1,02	10,96	10,13	- 0,83	94,67	94,36	- 0,31
4 premiers mois	5,74	6,78	+ 1,04	11,04	10,29	- 0,75	95,34	94,57	- 0,77
5 premiers mois	5,75	6,96	+ 1,21	11,34	10,51	- 0,83	97,13	96,74	- 0,39
6 premiers mois	5,82	7,07	+ 1,25	11,41	10,62	- 0,79	97,33	97,82	+ 0,49
7 premiers mois	5,84	6,90	+ 1,06	11,09	10,44	- 0,65	95,26	96,23	+ 0,97
8 premiers mois	5,89	6,72	+ 0,83	11,12	10,43	- 0,69	95,41	94,96	- 0,45
9 premiers mois	5,81	6,81	+ 1,00	11,19	10,49	- 0,70	94,85	95,65	+ 0,80
10 premiers mois	6,01	6,98	+ 0,97	11,46	10,78	- 0,68	97,85	98,31	+ 0,46

1 République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'O.P.E.P. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1971	3,34	3,44	+ 0,10	0,57	0,31	- 0,26	2,85	0,81	- 1,54
1972	3,20	3,61	+ 0,41	0,71	0,40	- 0,31	2,78	1,07	- 1,71
1973	4,03	4,07	+ 0,04	0,87	0,65	- 0,22	3,23	1,49	- 1,74
1974	6,29	5,13	- 1,16	1,11	0,71	- 0,40	7,84	2,21	- 5,63
1975	5,97	3,60	- 2,37	1,29	0,47	- 0,82	7,11	3,40	- 3,71
1976	6,98	3,75	- 3,23	1,79	0,57	- 1,22	8,51	4,16	- 4,35
1977	7,27	4,72	- 2,55	1,92	0,50	- 1,42	10,14	5,51	- 4,63
1978	7,34	4,85	- 2,49	2,11	0,74	- 1,37	8,85	5,76	- 3,09
1978 2 ^e trimestre	7,51	4,66	- 2,85	2,21	0,72	- 1,49	8,63	5,66	- 2,97
3 ^e trimestre	7,11	4,96	- 2,15	1,98	0,70	- 1,28	8,91	5,32	- 3,59
4 ^e trimestre	7,78	4,74	- 3,04	1,99	0,87	- 1,12	9,36	6,15	- 3,21
1979 1 ^{er} trimestre	9,00	4,69	- 4,31	1,91	0,84	- 1,07	8,63	5,06	- 3,57
2 ^e trimestre	9,69	5,34	- 4,35	2,97	0,94	- 2,03	10,07	5,71	- 4,36
3 ^e trimestre	8,80	4,99	- 3,81	1,84	0,80	- 1,04	7,22	5,42	- 1,80
1978 10 premiers mois	7,32	4,97	- 2,35	2,12	0,71	- 1,41	8,69	5,75	- 2,94
11 premiers mois	7,33	4,93	- 2,40	2,11	0,73	- 1,38	8,77	5,77	- 3,00
12 mois	7,34	4,85	- 2,49	2,11	0,74	- 1,37	8,85	5,76	- 3,09
1979 1 ^{er} mois	7,11	4,66	- 2,45	2,08	0,70	- 1,38	9,45	5,22	- 4,23
2 premiers mois	8,66	4,31	- 4,35	1,89	0,76	- 1,13	8,46	5,07	- 3,39
3 premiers mois	9,00	4,69	- 4,31	1,91	0,84	- 1,07	8,63	5,06	- 3,57
4 premiers mois	9,03	4,62	- 4,41	2,09	0,86	- 1,23	8,75	5,03	- 3,72
5 premiers mois	9,39	4,83	- 4,56	2,23	0,92	- 1,31	9,13	5,47	- 3,66
6 premiers mois	9,35	5,01	- 4,34	2,44	0,89	- 1,55	9,35	5,39	- 3,96
7 premiers mois	9,06	5,12	- 3,94	2,34	0,88	- 1,46	9,47	5,30	- 4,17
8 premiers mois	9,26	5,05	- 4,21	2,29	0,87	- 1,42	9,88	5,28	- 4,60
9 premiers mois	9,17	5,01	- 4,16	2,24	0,86	- 1,38	8,64	5,40	- 3,24
10 premiers mois	9,41	5,17	- 4,24	2,36	0,86	- 1,50	10,18	5,64	- 4,54

Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralement planifiée		
	Pays développés			Pays en voie de développement			importations	exportations	balance commerc.
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.			
1971	44,91	46,56	+ 1,65	6,30	4,08	- 2,22	0,96	0,79	- 0,17
1972	49,08	53,33	+ 4,25	6,63	4,58	- 2,05	1,08	1,05	- 0,03
1973	61,33	64,79	+ 3,46	8,58	5,66	- 2,92	1,42	1,73	+ 0,31
1974	79,61	79,57	- 0,04	15,03	8,63	- 6,40	2,03	2,86	+ 0,83
1975	79,45	75,62	- 3,83	12,71	8,89	- 3,82	2,04	2,78	+ 0,74
1976	95,65	92,48	- 3,17	16,29	9,54	- 6,75	2,09	2,73	+ 0,64
1977	100,54	96,68	- 3,86	17,77	12,03	- 5,74	2,28	2,44	+ 0,16
1978	107,98	100,54	- 7,44	16,82	13,22	- 3,60	2,29	2,85	+ 0,56
1978 2 ^e trimestre	108,98	101,08	- 7,90	16,30	12,80	- 3,50	2,26	2,96	+ 0,70
3 ^e trimestre	99,96	92,53	- 7,43	16,08	12,69	- 3,39	2,09	2,61	+ 0,52
4 ^e trimestre	115,20	109,15	- 6,05	18,30	14,63	- 3,67	2,40	3,20	+ 0,80
1979 1 ^{er} trimestre	117,70	112,62	- 5,08	18,27	12,92	- 5,35	2,04	3,12	+ 1,08
2 ^e trimestre	126,29	121,04	- 5,25	18,91	13,59	- 5,32	2,54	3,36	+ 0,82
3 ^e trimestre	112,76	110,35	- 2,41	19,96	13,10	- 6,86	2,89	2,47	- 0,42
1978 10 premiers mois	107,14	99,64	- 7,50	16,51	13,12	- 3,39	2,30	2,76	+ 0,46
11 premiers mois	107,91	100,20	- 7,71	16,78	13,24	- 3,54	2,28	2,83	+ 0,55
12 mois	107,98	100,54	- 7,44	16,82	13,22	- 3,60	2,29	2,85	+ 0,56
1979 1 ^{er} mois	103,70	99,22	- 4,48	19,94	13,08	- 6,86	2,44	2,69	+ 0,25
2 premiers mois	110,35	105,35	- 5,00	18,37	12,44	- 5,93	2,13	2,93	+ 0,80
3 premiers mois	117,70	112,62	- 5,08	18,27	12,92	- 5,35	2,04	3,12	+ 1,08
4 premiers mois	118,47	112,70	- 5,77	17,91	12,79	- 5,12	2,09	3,32	+ 1,23
5 premiers mois	121,49	115,40	- 6,09	18,80	13,27	- 5,53	2,23	3,36	+ 1,13
6 premiers mois	121,99	116,83	- 5,16	18,59	13,25	- 5,34	2,29	3,24	+ 0,95
7 premiers mois	119,23	115,30	- 3,93	18,49	13,30	- 5,19	2,29	3,10	+ 0,81
8 premiers mois	119,68	113,91	- 5,77	19,12	13,19	- 5,93	2,35	3,07	+ 0,72
9 premiers mois	118,92	114,67	- 4,25	19,05	13,20	- 5,85	2,49	2,98	+ 0,49
10 premiers mois	122,56	118,02	- 4,54	19,38	13,67	- 5,71	2,62	2,97	+ 0,35

1 Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Venezuela, Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du

Commerce extérieur. — Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.); Eurostat (Office statistique des Communautés européennes).

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels
(milliards de francs)

N.B. : Les chiffres du présent tableau, étant sur base des transactions, ne sont pas comparables à ceux qui figuraient dans le tableau correspondant des Bulletins antérieurs à janvier 1979.

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	+ 39,2	+ 29,4	- 6,6	- 30,0	- 68,6	- 115,5	1.228,7	1.320,1	- 91,4
1.12 Travail à façon	+ 13,7	+ 17,0	+ 16,9	+ 15,8	+ 21,4	+ 40,9	58,0	13,2	+ 44,8
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 3,1	+ 5,3	+ 13,9	+ 16,8	+ 21,5	+ 25,7	8,7	—	+ 8,7
1.2 Frets ²	+ 4,8	+ 3,2	+ 3,7	+ 6,7	+ 7,9	+ 8,0	69,3	59,6	+ 9,7
1.3 Assur. pour le transport de marchandises ² ...	- 0,2	- 0,3	- 0,5	- 0,5	- 0,4	- 0,7	1,3	2,2	- 0,9
1.4 Autres frais de transport	+ 0,1	- 0,2	- 0,5	+ 0,7	+ 0,1	+ 2,5	31,5	31,9	- 0,4
1.5 Déplacements à l'étranger	- 12,4	- 16,6	- 17,9	- 20,1	- 22,7	- 26,1	40,8	75,0	- 34,2
1.6 Revenus d'investissements	+ 7,4	+ 7,2	+ 12,1	+ 16,4	+ 23,3	+ 19,2	216,0	196,4	+ 19,6
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 8,5	+ 7,3	+ 13,2	+ 15,1	+ 17,0	+ 22,7	35,9	10,7	+ 25,2
1.8 Autres :									
1.81 Travailleurs frontaliers	+ 5,0	+ 4,9	+ 5,1	+ 5,5	+ 5,9	+ 5,8	15,6	10,2	+ 5,4
1.82 Autres	+ 0,4	+ 3,3	+ 0,4	+ 4,3	+ 12,0	+ 14,4	116,3	110,7	+ 5,6
Total 1 ...	+ 69,6	+ 60,5	+ 39,8	+ 30,7	+ 17,4	- 3,1	1.822,1	1.830,0	- 7,9
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 1,5	+ 2,4	+ 0,6	- 3,0	- 6,4	- 6,5	18,5	24,2	- 5,7
2.2 Transferts publics	- 10,3	- 14,5	- 15,2	- 18,5	- 12,6	- 16,4	31,3	46,0	- 14,7
Total 2 ...	- 8,8	- 12,1	- 14,6	- 21,5	- 19,0	- 22,9	49,8	70,2	- 20,4
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 2,5	- 1,4	- 1,5	- 1,5	- 1,2	- 0,6	—	0,6	- 0,6
3.112 Autres opérations	- 6,5	- 1,5	- 0,9	+ 0,6	+ 0,2	+ 2,1	19,9	2,5	+ 17,4
3.12 Avoirs	- 1,6	- 1,5	- 1,5	- 3,3	- 2,1	- 1,7	...	4,2	- 4,2
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements	- 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 10,7	- 4,4	- 3,9	- 4,2	- 3,1	- 0,2	19,9	7,3	+ 12,6
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ⁵	- 9,8	- 2,2	+ 10,8	+ 15,3	- 10,1	+ 11,8	—	13,0	- 13,0
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	- 1,2	- 1,3	+ 1,1	+ 1,5	+ 0,2	- 0,6	0,8	0,8	...
4.22 Intermédiaires financiers du sect. public	- 1,0	- 1,6	- 2,1	- 1,7	+ 8,9	+ 3,7	1,1	5,4	- 4,3
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	- 36,0	- 31,4	- 15,4	- 36,1	- 12,9	- 18,1	—	24,7	- 24,7
4.2312 Investissements directs ...	- 6,5	- 6,7	- 14,5	- 5,5	- 11,3	- 12,7	14,3	25,7	- 11,4
4.2313 Immeubles	- 1,5	- 3,6	- 3,8	- 3,0	- 2,2	- 3,9	2,2	8,3	- 6,1
4.2314 Autres (chiffres nets)	- 1,5	- 6,6	- 12,6	- 3,2	- 17,8	- 17,1	—	12,1	- 12,1
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	+ 4,1	+ 3,4	- 2,9	+ 1,6	+ 0,6	+ 5,0	2,1	—	+ 2,1
4.2322 Investissements directs ...	+ 17,7	+ 27,5	+ 41,8	+ 33,9	+ 30,6	+ 40,0	46,3	5,5	+ 40,8
4.2323 Immeubles	+ 0,9	+ 3,2	+ 2,1	+ 1,4	+ 2,5	+ 5,7	6,1	2,0	+ 4,1
4.2324 Autres (chiffres nets)	+ 5,0	+ 2,8	+ 1,0	+ 4,7	+ 9,0	+ 2,5	—	1,8	- 1,8
Total 4 ...	- 29,8	- 16,5	+ 5,5	+ 8,9	- 2,5	+ 16,3	72,9	99,3	- 26,4
5. Erreurs et omissions (nettes)	- 0,5	+ 6,8	+ 3,7	+ 11,2	+ 4,4	+ 11,2	10,9	—	+ 10,9
Total 1 à 5 ...	+ 19,8	+ 34,3	+ 30,5	+ 25,1	- 2,8	+ 1,3	1.975,6	2.006,8	- 31,2
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement, en dehors des organismes principalement monétaires, de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	- 0,7	+ 1,0	+ 5,9	+ 0,7	+ 2,6	+ 9,2	—	—	- 1,4
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Francs belges et luxembourgeois ..	- 4,5	- 13,8	+ 2,6	- 6,2	+ 3,6	- 3,7	—	—	- 10,5
6.212 Monnaies étrangères ⁶	+ 1,3	+ 10,9	+ 13,9	+ 12,0	+ 14,2	- 1,9	—	—	- 9,2
6.22 Organismes divers	- 2,7	- 0,2	+ 0,6	+ 0,4	- 0,5	...	—	—	+ 0,1
6.23 B.N.B. ⁶	+ 26,4	+ 36,4	+ 7,5	+ 18,2	- 22,7	- 2,3	—	—	- 10,2
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	(+3,4)	—	—	—	—	—	—	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes principalement monétaires.

⁵ Non compris les crédits commerciaux mobilisés auprès des banques belges lesquels sont comptabilisés à la rubrique 6.

⁶ Depuis 1971, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables qui résultent des modifications dans les cours de change entre le franc belge et les monnaies étrangères.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels
(milliards de francs)

N.B. : Les chiffres du présent tableau, étant sur base des transactions, ne sont pas comparables à ceux qui figuraient dans le tableau correspondant des Bulletins antérieurs à janvier 1979.

	1977		1978				1979 p		
	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	-39,6	-21,3	-18,6	-28,7	-28,2	-15,9	-28,0	-29,8	-48,4
1.12 Travail à façon	+ 9,3	+11,6	+ 7,0	+14,4	+ 9,0	+14,4	+13,3	+13,0	+13,4
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 8,6	+ 6,2	+ 4,6	+ 3,9	...	+ 0,2	+ 5,9	+ 6,3	+ 2,4
1.2 Frets ²	+ 2,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 2,3	+ 2,1	+ 2,7	+ 3,5	+ 2,6	+ 2,6
1.3 Assurances pour le transport de marchandises ²	- 0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,3	- 0,1	- 0,2	- 0,1
1.4 Autres frais de transport	+ 1,3	- 0,2	- 0,2	+ 0,2	...	- 0,4	- 0,4	- 1,2	- 0,5
1.5 Déplacements à l'étranger	-12,1	- 2,9	- 6,3	- 7,8	-15,1	- 5,0	- 7,0	- 8,8	-17,0
1.6 Revenus d'investissements	+ 6,2	+ 5,1	+ 7,6	+ 2,7	+ 5,0	+ 4,3	+ 4,3	+ 2,1	+ 2,6
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 5,6	+ 6,0	+ 5,9	+ 6,0	+ 7,1	+ 6,2	+ 5,6	+ 5,9	+ 6,0
1.8 Autres :									
1.81 Travailleurs frontaliers	+ 1,5	+ 1,4	+ 1,5	+ 1,4	+ 1,2	+ 1,3	+ 1,4	+ 1,3	+ 1,3
1.82 Autres	+ 5,2	+ 2,5	+ 3,5	+ 3,4	+ 0,1	- 1,4	- 0,7	+ 1,6	- 1,0
Total 1 ...	-11,8	+10,1	+ 7,4	- 2,4	-19,0	+ 6,1	- 2,2	- 7,2	-38,7
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 1,8	- 1,7	- 1,8	- 1,8	- 1,0	- 1,1	- 1,8	- 3,1	- 2,6
2.2 Transferts publics	- 5,8	- 4,6	- 5,3	- 3,5	- 3,2	- 2,7	- 3,6	+ 1,2	- 6,5
Total 2 ...	- 7,6	- 6,3	- 7,1	- 5,3	- 4,2	- 3,8	- 5,4	- 1,9	- 9,1
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels .....	...	- 0,2	- 0,1	- 0,2	- 0,1	- 0,2	- 0,1	- 1,0	...
3.112 Autres opérations	+ 0,7	+ 0,3	+ 4,3	- 1,6	+ 8,2	+ 6,5	+ 1,4	+ 2,5	+ 1,0
3.12 Avoirs	- 0,9	- 0,2	- 0,8	...	- 1,6	- 1,8	- 0,8	- 0,7	- 0,5
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 0,2	- 0,1	+ 3,4	- 1,8	+ 6,5	+ 4,5	+ 0,5	+ 0,8	+ 0,5
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ⁵	+ 8,3	+ 1,7	- 7,1	+ 1,3	+ 5,3	-12,5	- 1,5	-10,8	+10,1
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation									
4.211 Val. mobilières	- 0,9	+ 0,2	+ 0,2	- 0,4	- 0,1	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,6
4.22 Intermédiaires financiers du secteur public									
4.221 Val. mobilières	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,4	- 3,8	- 1,1	+ 1,9	+ 8,4	+ 9,5
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Val. mobilières									
4.23111 Val. directs	- 4,1	- 6,0	- 4,7	- 3,4	- 7,6	- 9,0	- 6,4	- 3,7	- 4,2
4.23112 Invest. directs	+ 0,5	- 5,3	- 0,9	- 4,7	- 1,6	- 4,2	- 6,6	- 1,9	- 4,4
4.23113 Immeubles	- 0,9	- 1,9	- 1,4	- 1,5	- 1,4	- 1,8	- 1,5	- 1,5	- 1,4
4.23114 Autres	- 7,1	- 8,5	+ 3,6	- 5,4	- 7,4	- 2,9	- 3,7	- 6,3	-11,4
4.232 Investis. et placements étrang. en U.E.B.L. :									
4.2321 Val. mobilières									
4.23211 Val. directs	+ 1,1	+ 1,7	+ 0,7	+ 0,2	+ 1,5	- 0,3	...	- 0,5	+ 1,4
4.23212 Invest. directs	+ 9,1	+ 9,1	+ 7,6	+ 7,6	+11,6	+14,0	+ 6,6	+ 5,4	+ 4,6
4.23213 Immeubles	+ 0,8	+ 2,5	+ 1,3	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,2	+ 1,1	+ 0,9	+ 1,1
4.23214 Autres	+ 1,0	- 1,1	+ 4,2	- 5,7	+ 0,3	- 0,6	- 0,2	+ 3,5	- 0,1
Total 4 ...	+ 8,3	- 7,4	+ 3,7	-11,0	- 2,2	-16,9	-10,2	- 6,3	+ 5,8
5. Erreurs et omissions									
Total 1 à 5 ...	-15,1	+ 8,1	+ 8,3	-19,1	-21,3	+ 0,9	-25,3	- 9,4	-42,7
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges									
6.11	+ 5,3	+ 0,5	+ 2,8	- 1,9	- 5,4	+ 3,1	+ 1,5	+ 3,9	+ 0,2
6.2 Mouvem. des avoirs extér. nets des organismes principal. monétaires :									
6.21 Banques belges et luxemb. :									
6.211 Francs belges et lux. .	-11,8	+25,4	-10,1	- 4,8	+15,5	-11,1	-32,1	+20,0	+ 5,4
6.212 Monnaies étrangères ⁶	-11,9	+ 2,8	+ 1,0	-12,0	- 3,2	+ 5,0	- 5,0	-25,7	-19,1
6.22 Organismes divers	- 0,2	+ 0,6	+ 1,2	- 1,5	+ 0,6	- 0,2	- 0,3	- 0,1	+ 0,1
6.23 B.N.B. ⁶	+ 3,5	-21,2	+13,4	+ 1,1	-28,8	+ 4,1	+10,6	- 7,5	-29,3
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations									
	—	—	—	—	—	—	(+ 4,5)	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes principalement monétaires.

⁵ Non compris les crédits commerciaux mobilisés auprès des banques belges, lesquels sont comptabilisés à la rubrique 6.

⁶ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables qui résultent des modifications dans les cours de change entre le franc belge et les monnaies étrangères.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Recettes et dépenses trimestrielles (milliards de francs)

N.B. : Les chiffres du présent tableau, étant sur base des transactions, ne sont pas comparables à ceux qui figuraient dans le tableau correspondant des Bulletins antérieurs à janvier 1979.

	1979			1979		
	2 ^e trimestre p			3 ^e trimestre p		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :						
1.1 Opérations sur marchandises :						
1.11 Exportations et importations ¹	360,6	390,4	-29,8	338,8	387,2	-48,4
1.12 Travail à façon	17,2	4,2	+13,0	17,2	3,8	+13,4
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	6,3	—	+ 6,3	2,4	—	+ 2,4
1.2 Frets ²	18,3	15,7	+ 2,6	20,5	17,9	+ 2,6
1.3 Assurances pour le transport de marchandises ²	0,4	0,6	- 0,2	0,4	0,5	- 0,1
1.4 Autres frais de transport	7,8	9,0	- 1,2	9,0	9,5	- 0,5
1.5 Déplacements à l'étranger	14,1	22,9	- 8,8	12,2	29,2	-17,0
1.6 Revenus d'investissements	77,6	75,5	+ 2,1	79,1	76,5	+ 2,6
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	9,1	3,2	+ 5,9	9,0	3,0	+ 6,0
1.8 Autres :						
1.81 Travailleurs frontaliers	4,2	2,9	+ 1,3	4,2	2,9	+ 1,3
1.82 Autres	31,4	29,8	+ 1,6	30,0	31,0	- 1,0
Total 1 ...	547,0	554,2	- 7,2	522,8	561,5	-38,7
2. Transferts :						
2.1 Transferts privés	4,3	7,4	- 3,1	4,3	6,9	- 2,6
2.2 Transferts publics	14,0	12,8	+ 1,2	7,2	13,7	- 6,5
Total 2 ...	18,3	20,2	- 1,9	11,5	20,6	- 9,1
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :						
3.1 Etat ³ :						
3.11 Engagements :						
3.111 Amortissements contractuels	—	1,0	- 1,0	—	...	...
3.112 Autres opérations	3,8	1,3	+ 2,5	3,0	2,0	+ 1,0
3.12 Avoirs .....	...	0,7	- 0,7	...	0,5	- 0,5
3.2 Autres pouvoirs publics :						
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	3,8	3,0	+ 0,8	3,0	2,5	+ 0,5
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :						
4.1 Crédits commerciaux ⁵	—	10,8	-10,8	10,1	—	+10,1
4.2 Autres :						
4.21 Organismes publics d'exploitation	0,5	0,3	+ 0,2	0,9	0,3	+ 0,6
4.22 Intermédiaires financiers du secteur public	9,3	0,9	+ 8,4	11,2	1,7	+ 9,5
4.23 Secteur privé :						
4.231 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :						
4.2311 Valeurs mob. (chiffres nets)	—	3,7	- 3,7	—	4,2	- 4,2
4.2312 Investissements directs	0,8	2,7	- 1,9	0,7	5,1	- 4,4
4.2313 Immeubles	0,7	2,2	- 1,5	0,7	2,1	- 1,4
4.2314 Autres (chiffres nets)	—	6,3	- 6,3	—	11,4	-11,4
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :						
4.2321 Valeurs mob. (chiffres nets)	—	0,5	- 0,5	1,4	—	+ 1,4
4.2322 Investissements directs	7,7	2,3	+ 5,4	7,5	2,9	+ 4,6
4.2323 Immeubles	1,4	0,5	+ 0,9	1,6	0,5	+ 1,1
4.2324 Autres (chiffres nets)	3,5	—	+ 3,5	—	0,1	- 0,1
Total 4 ...	23,9	30,2	- 6,3	34,1	28,3	+ 5,8
5. Erreurs et omissions (nettes)	5,2	—	+ 5,2	—	1,2	- 1,2
Total 1 à 5 ...	598,2	607,6	- 9,4	571,4	614,1	-42,7
6. Financement du total :						
6.1 Refinancement, en dehors des organismes principalement monétaires, de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges ...						
	—	—	+ 3,9	—	—	+ 0,2
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :						
6.211 Francs belges et luxembourgeois	—	—	+20,0	—	—	+ 5,4
6.212 Monnaies étrangères ⁶	—	—	-25,7	—	—	-19,1
6.22 Organismes divers	—	—	- 0,1	—	—	+ 0,1
6.23 B.N.B. ⁶	—	—	- 7,5	—	—	-29,3
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations						
	—	—	—	—	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes principalement monétaires.

⁵ Non compris les crédits commerciaux mobilisés auprès des banques belges, lesquels sont comptabilisés à la rubrique 6.

⁶ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables qui résultent des modifications dans les cours de change entre le franc belge et les monnaies étrangères.

IX - 4. — BALANCE RESUMEE DES PAIEMENTS
 Soldes trimestriels cumulés et soldes mensuels les plus récents
 (milliards de francs)

	1978		1979 p	
	3 premiers trimestres	Octobre	3 premiers trimestres	Octobre
1. Opérations courantes :				
1.1 Opérations sur marchandises	- 36,6	- 1,9	- 51,9	-----
1.2 Services	+ 22,6	+ 2,4	+ 3,8	+ 2,4
1.3 Transferts	- 16,6	- 3,4	- 16,4	- 4,5
Total 1 ...	- 30,6	- 2,9	- 64,5	} - 8,5
2. Mouvement des crédits commerciaux ¹	- 0,5	- 8,5	- 2,2	
3. Mouvement des autres capitaux des entreprises ² et particuliers	- 9,0	- 6,0	- 8,5	- 2,4
4. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics	+ 8,1	+ 9,4	+ 1,8	+ 2,5
5. Erreurs et omissions	- 0,1	+ 6,9	- 4,0	- 3,2
Total 1 à 5 ...	- 32,1	- 1,1	- 77,4	- 11,6
6. Financement du total :				
6.1 Refinancement, en dehors des organismes principalement monétaires, de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	- 4,5	+ 3,7	+ 5,6	+ 1,3
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :				
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :				
6.211 Francs belges et luxembourgeois	+ 0,6	+ 2,8	- 6,7	- 2,8
6.212 Monnaies étrangères ³	- 14,2	+ 1,8	- 49,8	- 8,1
6.22 Organismes divers	+ 0,3	- 0,6	- 0,3	+ 0,4
6.23 B.N.B. ³	- 14,3	- 8,8	- 26,2	- 2,4
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	(—)	(—)	(+ 4,5)	(—)

¹ Non compris les crédits commerciaux mobilisés auprès des banques belges, lesquels sont comptabilisés à la rubrique 6.

² Autres que les organismes principalement monétaires.

³ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables qui résultent des modifications dans les cours de change entre le franc belge et les monnaies étrangères.

**IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES BANQUES BELGES ET LUXEMBOURGEOISES
ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME ***

(milliards de francs)

N.B. : Les chiffres du présent tableau, étant sur base des transactions, ne sont pas comparables à ceux qui figuraient dans le tableau IX-4 des Bulletins antérieurs à janvier 1979.

	1975	1976	1977	1978	1978		1979 p		
					3e tri- mestre	4e tri- mestre	1er tri- mestre	2e tri- mestre	3e tri- mestre
1. Transactions sur biens et services (rubrique 1 de la balance générale des paiements)	+30,7	+17,4	- 3,1	- 7,9	-19,0	+ 6,1	- 2,2	- 7,2	-38,7
2. Transferts (rubrique 2 de la balance générale des paiements)	-21,5	-19,0	-22,9	-20,4	- 4,2	- 3,8	- 5,4	- 1,9	- 9,1
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	- 4,2	- 3,1	- 0,2	+12,6	+ 6,5	+ 4,5	+ 0,5	+ 0,8	+ 0,5
3.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	+ 0,3	+ 1,0	- 1,6	...	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,1	+28,0	+ 9,9
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B. ....	...	...	...	-11,9	- 7,5	- 4,4	+ 0,2	- 2,8	- 0,9
4. Mouvement des crédits commerciaux :									
4.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des crédits consentis à des non-résidents et mobilisés auprès des banques belges	- 6,4	-10,9	-19,4	-10,4	- 0,1	- 7,0	- 4,7	- 5,8	- 3,5
4.2 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des autres crédits consentis à des non-résidents sur les crédits reçus des non-résidents	+15,3	-10,1	+11,8	-13,0	+ 5,3	-12,5	- 1,5	-10,8	+10,1
5. Mouvement des autres capitaux des entreprises ¹ et particuliers :									
5.1 Rubrique 4.2 de la balance générale des paiements	- 6,4	+ 7,6	+ 4,5	-13,4	- 7,5	- 4,4	- 8,7	+ 4,5	- 4,3
5.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :									
5.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :									
5.211 Créances en monnaies étrangères	-57,0	-23,0	-19,4	-10,6	-14,1	+ 3,4	- 5,7	-28,2	+ 5,5
5.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	- 3,2	-15,8	-82,0	-21,1	-25,9	-22,3	+17,3	- 2,9	-23,4
5.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :									
5.221 Endettement en monnaies étrangères	+52,5	+14,6	+29,6	+12,5	+ 9,2	- 3,0	+ 8,0	+20,7	- 1,0
5.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	- 5,0	+24,0	+87,8	+38,0	+24,1	+26,7	- 8,7	- 0,4	+20,0
6. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des autres organismes principalement monétaires :									
6.1 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les engagements au comptant	+10,1	+ 4,1	+ 6,1	+14,0	-22,4	+11,2	+35,6	-18,1	- 6,8
6.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourgeois à livrer à terme	+ 9,8	- 9,6	- 8,5	- 6,2	+ 0,3	- 2,4	-20,7	+ 8,5	+ 3,2
7. Position de change ² des banques belges et luxembourgeoises :									
7.1 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position au comptant ³	- 5,3	- 8,8	- 6,4	+17,7	+ 7,8	+ 0,2	+ 0,9	+ 3,3	+ 8,7
7.2 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position à terme	- 1,2	+ 1,4	+ 2,7	-10,7	+ 1,5	- 2,0	+12,1	- 5,2	+ 0,2
8. Erreurs et omissions :									
8.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	+11,2	+ 4,4	+11,2	+10,9	- 2,4	+11,0	- 8,0	+ 5,2	- 1,2
8.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant en monnaies étrangères avec les résidents	- 0,9	+ 1,2	+ 1,2	- 7,9	+ 2,1	- 8,0	+ 6,4	- 0,3	+ 0,3
Total 1 à 8 ...	+18,8	-24,6	- 8,6	-27,8	-45,5	- 6,3	+15,5	-12,6	-30,5
9. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+); diminution (-)] :									
9.1 Encaisse en or .....	...	...	+ 0,4	+ 0,2	...	+ 0,2	...	...	...
9.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I. ⁴	+ 5,1	+ 1,2	- 0,9	- 6,4	- 1,3	- 1,0	- 0,2	- 1,9	- 0,6
9.3 Avoirs nets sur le F.E.C.O.M. ....	...	...	-23,9	- 4,9	-28,1	- 0,4	+12,0	+ 7,1	-32,8
9.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :									
9.41 Avoirs nets au comptant ⁵	+13,9	-26,2	+15,9	- 2,3	- 7,6	+ 0,1	+ 1,2	-13,5	+ 2,6
9.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 1,2	+12,0	...	-11,9	- 7,5	- 4,4	+ 0,2	- 2,8	- 0,9
9.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :									
9.51 Avoirs au comptant ⁶	- 0,6	+ 0,4	- 0,1	- 2,5	- 1,0	- 0,8	+ 2,3	- 1,5	+ 1,2
9.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme ...	- 0,8	-12,0	...	...	...	...	...	...	...

* Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les étrangers, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

Les mouvements des avoirs et des engagements, au comptant et à terme, en monnaies étrangères des banques belges et luxembourgeoises et de la B.N.B. ont été convertis en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables qui résultent des modifications dans les cours de change entre le franc belge et les monnaies étrangères.

¹ Autre que les organismes principalement monétaires.

² Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

³ Non compris l'immobilisé (essentiellement les participations des banques dans leurs filiales étrangères), qui, étant considéré dans la balance des paiements comme un investissement direct, est déjà recensé à la rubrique 5.1 du présent tableau.

⁴ Non compris le mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations.

⁵ Y compris le concours financier à moyen terme C.E.E.

⁶ Autres que les acceptations représentatives d'exportations qui figurent sous la rubrique 4.1.

**IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS
D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS ¹**

(en pourcentage du total)

	Franc belge	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Couronne danoise	Total des monnaies des pays de la C.E.E.	Dollar des Etats-Unis	Autres monnaies
Paiements d'importations										
1971	25,1	18,9	10,1	6,5	7,7	2,9	0,3	71,5	20,6	7,9
1972	27,1	18,6	11,9	6,6	7,4	3,0	0,3	74,9	18,3	6,8
1973	26,0	19,6	12,1	7,0	7,1	2,5	0,3	74,6	18,8	6,6
1974	25,1	20,1	11,0	7,8	5,8	2,2	0,1	72,1	21,0	6,9
1975	25,3	19,7	11,5	8,0	6,0	2,3	0,2	73,0	20,8	6,2
1976	25,9	18,4	10,0	8,5	4,8	1,9	0,3	69,8	25,1	5,1
1977	26,8	18,2	10,0	8,3	3,7	1,9	0,3	69,2	26,2	4,6
1978	27,6	18,9	11,1	8,5	4,4	2,0	0,4	72,9	22,0	5,1
1977 9 premiers mois	26,9	18,0	9,9	8,3	3,6	1,9	0,4	69,0	26,5	4,5
1978 3 premiers mois	28,8	19,0	10,6	9,2	4,5	1,9	0,4	74,4	20,7	4,9
6 premiers mois	28,2	18,8	11,1	8,6	4,4	2,0	0,4	73,5	21,5	5,0
9 premiers mois	27,6	18,9	11,3	8,5	4,4	2,0	0,3	73,0	22,0	5,0
1979 3 premiers mois	28,3	18,4	10,9	8,5	4,7	1,9	0,2	72,9	22,1	5,0
6 premiers mois	28,0	18,4	10,7	8,4	4,8	1,9	0,3	72,5	22,7	4,8
9 premiers mois	27,9	18,2	10,4	8,2	5,0	1,9	0,3	71,9	23,4	4,7
Recettes d'exportations										
1971	46,2	17,7	8,5	6,7	2,3	0,7	...	82,1	14,5	3,4
1972	46,0	18,1	10,3	6,9	2,3	1,2	0,1	84,9	11,9	3,2
1973	48,9	17,4	11,3	6,7	2,0	1,1	0,2	87,6	9,7	2,7
1974	52,1	16,4	10,5	6,7	2,2	1,0	0,3	89,2	8,2	2,6
1975	50,4	16,3	10,9	6,5	2,5	1,0	0,1	87,7	10,0	2,3
1976	47,4	17,4	11,1	6,6	1,8	1,1	0,2	85,6	12,0	2,4
1977	45,1	16,4	10,8	6,9	2,0	1,4	0,2	82,8	14,6	2,6
1978	43,8	17,3	12,0	7,4	2,3	1,4	0,3	84,5	12,6	2,9
1977 9 premiers mois	45,3	16,3	10,9	6,7	2,0	1,5	0,2	82,9	14,4	2,7
1978 3 premiers mois	45,9	16,7	11,7	7,3	2,2	1,1	0,3	85,2	12,0	2,8
6 premiers mois	44,7	17,1	11,6	7,3	2,2	1,3	0,2	84,4	12,7	2,9
9 premiers mois	44,1	17,0	12,1	7,3	2,3	1,3	0,2	84,3	12,8	2,9
1979 3 premiers mois	43,3	17,9	12,6	7,2	2,2	1,8	0,3	85,3	11,6	3,1
6 premiers mois	42,6	17,7	12,6	7,1	2,5	2,1	0,2	84,8	12,1	3,1
9 premiers mois	41,8	17,6	12,9	7,2	2,6	2,1	0,3	84,5	12,5	3,0

¹ Il s'agit uniquement des règlements d'importations et d'exportations proprement dites de marchandises, à l'exclusion du travail à façon et des opérations d'arbitrage.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1960-1970. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, tome I, no 1 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires

belges et luxembourgeois et opérations de change à terme »; LIII^e année, tome I, no 6 : « La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise »; LIV^e année, tome I, no 1 : « Réforme des données publiées au chapitre IX »; LIV^e année, tome II, no 4 : « La Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise sur la base des transactions : statistiques rétrospectives de 1970 à 1978 et aperçu méthodologique ».

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1a. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres annuels
(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 litres italiennes	1 dollar canadien	1 florin Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais
1972	44,01	13,80	—	8,73	114,62 ¹ 105,88 ²	7,55	44,44	13,71	9,26	11,53	68,51	6,34	190,51	6,68	10,63	163,58	88,03	—
1973 ³	44,05	13,83	—	8,70	104,06	7,54	44,08	13,74	9,31	11,92	69,41	6,42	191,33	6,69	10,57	164,90	88,10	—
1973 ⁴	40,35	13,85	—	8,76	99,30	7,09	40,63	13,81	9,00	12,29	68,44	6,43	192,10	6,71	10,33	159,90	80,69	—
1973 ⁵	38,05	14,23 ⁶ 15,17 ⁷	—	8,76	93,72	6,53	38,03	13,75 ⁸ 14,48 ⁹	8,87	12,37	66,36	6,46	194,99 ¹⁰ 205,99 ¹¹	6,74 ¹² 7,11 ¹³	10,15	160,66	76,10	—
1974	38,95	15,06	13,39	8,68 ¹⁴ 8,07 ¹⁵	91,09	5,99	39,84	14,49	8,78	13,10	67,62	6,40	208,83	7,05	10,34	154,72	77,91	—
1975	36,80	14,95	12,41	8,58	81,45	5,64	36,19	14,54	8,86	14,24	64,10	6,41	211,50	7,04	10,01	145,24	73,61	—
1976	38,60	15,34 ¹⁶ 15,31 ¹⁷	13,04	8,76 ¹⁸ 7,93 ¹⁹	69,85	4,67	39,17	14,61	8,89 ¹⁶ 8,76 ¹⁷	15,45	65,76 ²⁰ 56,91 ²¹	6,42 ¹⁶ 6,25 ¹⁷	215,39	7,10 ¹⁶ 7,00 ¹⁷	10,01	128,71	78,49 ²² 44,25 ²³	—
1977	35,84	15,44	13,39	7,29	62,55	4,06	33,75	14,60	8,71 ²⁴ 8,21 ²⁵ 7,31 ²⁶	14,95	52,88 ²⁷ 42,00 ²⁸	6,24 ²⁴ 5,98 ²⁵ 5,76 ²⁶	216,99	6,98 ²⁴ 6,81 ²⁵ 6,47 ²⁶	9,64 ²⁹ 8,67 ³⁰	114,34 ³¹ 90,69 ³²	41,84	—
1978	31,49	15,65 ³³ 15,77 ³⁴	15,08	6,99	60,39	3,71	27,66	14,55	6,97	17,69	41,14	5,72 ³³ 5,68 ³⁴	216,97	6,38 ³⁵ 5,98 ³⁶ 5,89 ³⁷ 5,81 ³⁸	8,19 ³⁵ 7,58 ³⁹	79,30 ⁴⁰ 68,45 ⁴¹	39,56 ⁴² 31,12 ⁴³ 29,21 ⁴⁴	—
1979	29,31	15,92 ⁴⁵ 16,20 ⁴⁶	13,46	6,89	62,19	3,53	25,03	14,62	6,84	17,63	43,70	5,63 ⁴⁵ 5,50 ⁴⁷ 5,26 ⁴⁸	217,04 ⁴⁹ 224,86 ⁵⁰	5,79	7,54	60,16	28,57 ⁵¹ 19,07 ⁵² 14,02 ⁵³	60,36 ⁵⁴

¹ Moyenne du 1er janvier au 22 juin 1972.

² Moyenne du 28 juin au 31 décembre 1972. Les cotations ont été suspendues du 23 au 27 juin.

³ Moyenne du 1er janvier au 9 février 1973.

⁴ Les cotations ont été suspendues, pour toutes les devises, du 10 au 13 février. Cette période a été prolongée, pour les couronnes suédoise, norvégienne et danoise jusqu'au 14 février, et pour la peseta jusqu'au 19 février. Les moyennes se rapportent donc à la période du 14, du 15 ou du 20 février jusqu'au 1er mars.

⁵ Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1973. Les cotations ont été suspendues du 2 au 18 mars.

⁶ Moyenne du 19 mars au 28 juin 1973.

⁷ Moyenne du 29 juin au 31 décembre 1973.

⁸ Moyenne du 19 mars au 14 septembre 1973.

⁹ Moyenne du 17 septembre au 31 décembre 1973.

¹⁰ Moyenne du 19 mars au 30 juin 1973.

¹¹ Moyenne du 1er juillet au 31 décembre 1973.

¹² Moyenne du 19 mars au 14 novembre 1973.

¹³ Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1973. La cotation a été suspendue le 15 novembre.

¹⁴ Moyenne du 1er au 13 janvier 1974.

¹⁵ Moyenne du 22 janvier au 31 décembre 1974. La cotation a été suspendue le 20 janvier.

¹⁶ Moyenne du 1er janvier au 15 octobre 1976.

¹⁷ Moyenne du 18 octobre au 31 décembre 1976.

¹⁸ Moyenne du 1er janvier au 14 mars 1976.

¹⁹ Moyenne du 15 mars au 31 décembre 1976.

²⁰ Moyenne du 1er janvier au 6 février 1976.

²¹ Moyenne du 9 février au 31 décembre 1976.

²² Moyenne du 1er janvier au 15 mars 1976.

²³ Moyenne du 16 mars au 31 décembre 1976.

²⁴ Moyenne du 1er janvier au 1er avril 1977.

²⁵ Moyenne du 4 avril au 26 août 1977.

²⁶ Moyenne du 29 août au 31 décembre 1977.

²⁷ Moyenne du 1er janvier au 8 juillet 1977.

²⁸ Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1977. La cotation a été suspendue le 11 juillet.

²⁹ Moyenne du 1er janvier au 4 avril 1977.

³⁰ Moyenne du 5 avril au 31 décembre 1977.

³¹ Moyenne du 1er janvier au 27 février 1977. La cotation a été suspendue le 28 février.

³² Moyenne du 1er mars au 31 décembre 1977.

³³ Moyenne du 1er janvier au 13 octobre 1978.

³⁴ Moyenne du 16 octobre au 31 décembre 1978.

³⁵ Moyenne du 1er janvier au 10 février 1978.

³⁶ Moyenne du 13 février au 13 octobre 1978.

³⁷ Moyenne du 16 octobre au 11 décembre 1978.

³⁸ Moyenne du 12 au 31 décembre 1978.

³⁹ Moyenne du 13 février au 31 décembre 1978.

⁴⁰ Moyenne du 1er janvier au 5 mai 1978.

⁴¹ Moyenne du 8 mai au 31 décembre 1978.

⁴² Moyenne du 1er janvier au 31 octobre 1978.

⁴³ Moyenne du 10 au 27 novembre 1978. La cotation a été suspendue du 1er au 9 novembre.

⁴⁴ Moyenne du 28 novembre au 31 décembre 1978.

⁴⁵ Moyenne du 1er janvier au 21 septembre 1979.

⁴⁶ Moyenne du 24 septembre au 31 décembre 1979.

⁴⁷ Moyenne du 24 septembre au 29 novembre 1979.

⁴⁸ Moyenne du 30 novembre au 31 décembre 1979.

⁴⁹ Moyenne du 1er janvier au 6 septembre 1979.

⁵⁰ Moyenne du 7 septembre au 31 décembre 1979.

⁵¹ Cours du 2 janvier 1979.

⁵² Moyenne du 3 janvier au 27 août 1979.

⁵³ Moyenne du 28 août au 31 décembre 1979.

⁵⁴ Moyenne du 13 mars au 31 décembre 1979.

X - 1b. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres trimestriels et mensuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 livres italiennes	1 dollar canadien	1 florin Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais
1977 4 ^e trim.	34,81	15,65	14,11	7,20	63,14	3,97	31,59	14,54	7,28	15,95	42,02	5,74	219,21	6,45	8,40	86,07	41,26	—
1978 1 ^{er} trim.	32,27	15,55	13,59	6,79	62,22	3,74	29,01	14,51	6,96	16,72	40,14	5,68	216,32	6,38 ¹ 5,96 ²	8,19 ¹ 7,59 ²	80,15 76,88 ³ 72,04 ⁴	39,41	—
2 ^e trim.	32,47	15,63	14,75	7,05	59,58	3,77	28,84	14,60	7,03	16,96	40,51	5,75	217,34	6,01	7,65	69,77	40,02	—
3 ^e trim.	31,63	15,75	16,42	7,21	61,05	3,77	27,68	14,55	7,08	18,87	42,04	5,74	218,34	5,98 5,94 ⁵	7,67	69,77	40,02	—
4 ^e trim.	29,60	15,76 ⁵ 15,77 ⁷	15,56	6,89	58,68	3,56	25,12	14,54	6,81	18,20	41,88	5,69 ⁵ 5,68 ⁷	215,91	5,89 ⁸ 5,81 ¹⁰	7,42	64,87	31,12 ⁹ 29,21 ¹¹	—
1979 1 ^{er} trim.	29,28	15,79	14,54	6,86	59,04	3,49	24,70	14,62	6,72	17,49	42,23	5,68	215,58	5,76	7,38	62,02	28,57 ¹² 18,87 ¹³	60,16 ¹⁴
2 ^e trim.	30,28	15,98	13,92	6,92	63,01	3,58	26,15	14,67	6,92	17,67	45,43	5,64	217,31	5,87	7,59	61,61	19,30	60,66
3 ^e trim.	29,12	16,02 ¹⁵ 16,13 ¹⁶	13,32	6,88	65,03	3,57	24,98	14,58	6,92	17,76	44,09	5,56 ¹⁵ 5,53 ¹⁶	218,70 ¹⁷ 223,33 ¹⁸	5,80	7,60	59,61	19,03 ¹⁹ 14,16 ²⁰	60,36
4 ^e trim.	28,62	16,21	12,04	6,91	61,80	3,49	24,38	14,60	6,81	17,72	43,19	5,50 ²⁸ 5,26 ²⁹	225,26	5,74	7,60	57,37	13,96	60,11
1979 Janv. .	29,15	15,78	14,76	6,87	58,46	3,49	24,51	14,61	6,71	17,46	41,72	5,69	215,44	5,76	7,36	62,55	28,57 ¹² 18,84 ²¹	—
Févr. ...	29,27	15,77	14,61	6,85	58,66	3,49	24,50	14,60	6,71	17,48	42,28	5,69	215,40	5,74	7,37	61,91	18,84	—
Mars ...	29,43	15,82	14,26	6,86	59,97	3,50	25,07	14,66	6,74	17,51	42,68	5,67	215,89	5,77	7,40	61,59	18,93	60,16 ¹⁴
Avril ...	30,03	15,86	13,90	6,90	62,26	3,56	26,19	14,67	6,84	17,51	44,18	5,69	216,10	5,84	7,50	61,68	19,17	60,75
Mai	30,54	16,01	14,02	6,93	62,85	3,59	26,43	14,70	6,95	17,69	46,24	5,67	217,61	5,89	7,63	61,99	19,39	60,65
Juin ..	30,25	16,06	13,84	6,93	63,87	3,58	25,82	14,64	6,97	17,81	45,81	5,57	218,17	5,87	7,64	61,27	19,34	60,58
Juillet ..	29,21	16,01	13,50	6,88	66,00	3,56	25,12	14,55	6,92	17,74	44,20	5,57	218,15	5,79	7,60	60,26	19,03	60,48
Août ...	29,29	16,01	13,45	6,88	65,56	3,58	25,04	14,59	6,94	17,69	44,35	5,56	219,10	5,82	7,63	59,78	19,04 ²² 14,29 ²³	60,29
Sept. ...	28,85	16,05 ²⁴ 16,13 ¹⁶	12,99	6,87	63,42	3,56	24,76	14,60	6,88	17,88	43,70	5,53 ¹⁶	223,33 ¹⁸	5,79	7,57	58,74	14,13	60,32
Oct.	28,85	16,13	12,55	6,87	61,93	3,50	24,57	14,54	6,86	17,73	43,65	5,52	224,14	5,81	7,64	57,97	14,03	60,19
Nov. ...	28,73	16,22	11,71	6,91	61,36	3,48	24,37	14,56	6,80	17,44	43,28	5,48 ²⁶ 5,27 ²⁷	225,51	5,72	7,59	57,32	13,96	60,02
Déc. ..	28,22	16,28	11,77	6,94	62,09	3,48	24,16	14,73	6,76	17,66	42,52	5,26	226,34	5,68	7,56	56,71	13,88	60,12
1980 Janv. .	28,01	16,25	11,79	6,94	63,44	3,48	24,08	14,72	6,76	17,59	42,41	5,20	226,31	5,71	7,58	56,36	13,86	60,07

1 Moyenne du 1^{er} janvier au 10 février 1978.

2 Moyenne du 13 février au 31 mars 1978.

3 Moyenne du 1^{er} avril au 5 mai 1978.

4 Moyenne du 8 mai au 30 juin 1978.

5 Moyenne du 1^{er} au 13 octobre 1978.

6 Moyenne du 1^{er} au 31 octobre 1978.

7 Moyenne du 16 octobre au 31 décembre 1978.

8 Moyenne du 16 octobre au 11 décembre 1978.

9 Moyenne du 10 au 27 novembre 1978. La cotation a été suspendue du 1^{er} au 9 novembre.

10 Moyenne du 12 au 31 décembre 1978.

11 Moyenne du 28 novembre au 31 décembre 1978.

12 Cours du 2 janvier 1979.

13 Moyenne du 3 janvier au 31 mars 1979.

14 Moyenne du 13 au 31 mars 1979.

15 Moyenne du 1^{er} juillet au 21 septembre 1979.

16 Moyenne du 24 au 30 septembre 1979.

17 Moyenne du 1^{er} juillet au 6 septembre 1979.

18 Moyenne du 7 au 30 septembre 1979.

19 Moyenne du 1^{er} juillet au 27 août 1979.

20 Moyenne du 28 août au 30 septembre 1979.

21 Moyenne du 3 au 31 janvier 1979.

22 Moyenne du 1^{er} au 27 août 1979.

23 Moyenne du 28 au 31 août 1979.

24 Moyenne du 1^{er} au 21 septembre 1979.

25 Moyenne du 1^{er} au 6 septembre 1979.

26 Moyenne du 1^{er} au 29 novembre 1979.

27 Cours du 30 novembre 1979.

28 Moyenne du 1^{er} octobre au 29 novembre 1979.

29 Moyenne du 30 novembre au 31 décembre 1979.

**X - 2 — DROIT DE TIRAGE
SPECIAL**

X - 3. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S. A BRUXELLES

Moyennes journalières	Cours en francs belges	Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
		Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
			Transferts	Billets		
(cours en francs belges)					Report (+) ou Déport (-) (en p.o. par an des cours du marché au comptant 1)	
1972	47,79	44,01	43,96	43,93	- 1,18	- 0,82
1973 ²	47,82	44,05	44,14	44,16	- 1,06	- 0,52
1973 ³	48,67	40,35	40,26	40,36	- 8,74	- 2,24
1973 ⁴	45,90	38,05	38,08	38,07	- 3,80	- 2,23
1974	46,85	38,95	39,77	39,86	+ 2,94	+ 0,99
1975	44,64	36,80	37,80	37,92	+ 0,74	+ 0,19
1976	44,56	38,60	39,48	39,61	+ 6,43	+ 5,12
1977	41,84	35,84	35,89	35,96	+ 1,31	+ 1,16
1978	39,35	31,49	31,96	32,03	- 0,96	- 1,40
1979	37,86	29,31	30,14	30,20	- 1,26	- 1,24
1977 4 ^e trimestre	41,24	34,81	34,84	34,87	+ 0,65	+ 0,13
1978 1 ^{er} trimestre	39,38	32,27	32,27	32,36	+ 0,18	+ 0,07
2 ^e trimestre	39,81	32,47	32,55	32,59	- 2,23	- 2,20
3 ^e trimestre	39,98	31,63	32,46	32,53	- 1,24	- 1,82
4 ^e trimestre	38,22	29,60	30,57	30,62	- 0,57	- 1,68
1979 1 ^{er} trimestre	37,75	29,28	29,73	29,77	- 2,78	- 2,61
2 ^e trimestre	38,61	30,28	31,18	31,23	- 2,04	- 1,99
3 ^e trimestre	37,92	29,12	30,37	30,42	+ 0,44	+ 0,23
4 ^e trimestre	37,23	28,62	29,33	29,40	- 0,66	- 0,61
1979 Janvier	37,68	29,15	29,66	29,70	- 2,49	- 2,26
Février	37,69	29,27	29,73	29,75	- 2,73	- 2,59
Mars	37,87	29,43	29,80	29,85	- 3,13	- 2,98
Avril	38,37	30,03	30,58	30,63	- 2,90	- 2,78
Mai	38,80	30,54	31,55	31,55	- 2,18	- 2,18
Juin	38,65	30,25	31,39	31,50	- 1,05	- 1,01
Juillet	38,05	29,21	30,60	30,67	+ 1,03	+ 0,78
Août	38,08	29,29	30,43	30,48	+ 0,31	+ 0,30
Septembre	37,63	28,85	30,07	30,13	- 0,02	- 0,39
Octobre	37,46	28,85	29,72	29,75	- 0,90	- 0,87
Novembre	37,19	28,73	29,27	29,37	- 0,79	- 0,72
Décembre	37,03	28,22	28,90	28,92	- 0,24	- 0,16
1980 Janvier	36,99	28,01	28,81	28,87	- 0,08	- 0,03

1 Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

2 Moyenne du 1^{er} janvier au 9 février 1973.

3 Moyenne du 14 février au 1^{er} mars 1973. Les cotations ont été suspendues du 10 au 18 février.

4 Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1973. Les cotations ont été suspendues du 2 au 18 mars.

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DU 13 MARS AU 23 SEPTEMBRE 1979**

(*exprimés en unités de monnaie nationale*)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	39,4582	2,72077	7,08592	2,51064	1148,15	5,79831	0,662638
	Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire						
100 francs belges	—	7,052 6,89531 6,742	18,3665 17,9581 17,5585	6,508 6,36277 6,221	3089,61 2909,79 2740,44	15,029 14,6948 14,368	1,71755 1,67934 1,64198
100 florins Pays-Bas	1483,25 1450,26 1418,—	—	266,365 260,439 254,645	94,375 92,2767 90,225	44807,4 42199,5 39743,4	217,96 213,113 208,38	24,9089 24,3548 23,813
100 couronnes danoises ...	569,5 556,852 544,45	39,27 38,3967 37,5425	—	36,235 35,4313 34,645	17204,5 16203,3 15260,5	83,69 81,8286 80,01	9,56424 9,35147 9,14343
100 marks allemands	1607,4 1571,64 1536,65	110,835 108,37 105,96	288,66 282,237 275,96	—	48557,6 45731,4 43069,8	236,21 230,95 225,81	26,9937 26,3932 25,806
100 liras italiennes	3,649 3,43668 3,2365	0,2516 0,23697 0,223175	0,6553 0,61716 0,5813	0,2322 0,218668 0,2059	—	0,5362 0,505013 0,4756	0,0612801 0,0577135 0,0543545
100 francs français	696,— 680,512 665,375	47,99 46,9235 45,88	124,985 122,207 119,49	44,285 43,2995 42,335	21025,2 19801,5 18649,—	—	11,6881 11,4281 11,1739
100 punts irlandais	6090,2 5954,71 5822,25	419,95 410,597 401,45	1093,65 1069,35 1045,55	387,5 378,886 370,5	183978,— 173270,— 163185,—	894,95 875,034 855,55	—

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DU 24 SEPTEMBRE AU 29 NOVEMBRE 1979**

(exprimés en unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'Ecu	39,8456	2,74748	7,36594	2,48557	1159,42	5,85522	0,669141
	Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire						
100 francs belges	—	7,052 6,89531 6,742	18,9065 18,4862 18,075	6,38 6,2380 6,099	3089,61 2909,79 2740,44	15,029 14,6948 14,368	1,71755 1,67934 1,64198
100 florins Pays-Bas	1483,25 1450,26 1418,—	—	274,195 268,098 262,14	92,525 90,4673 88,455	44807,4 42199,5 39743,4	217,96 213,113 208,38	24,9089 24,3548 23,813
100 couronnes danoises ...	553,25 540,942 528,90	38,1475 37,2998 36,47	—	34,510 33,7441 32,995	16713,— 15740,3 14824,2	81,30 79,4905 77,72	9,2909 9,08426 8,8822
100 marks allemands	1639,55 1603,07 1567,40	113,05 110,537 108,0775	303,09 296,348 289,76	—	49528,7 46646,— 43931,2	240,93 235,568 230,33	27,533 26,9210 26,323
100 liras italiennes	3,649 3,43668 3,2365	0,2516 0,23697 0,223175	0,6745 0,635312 0,5984	0,2276 0,214380 0,2019	—	0,5362 0,505013 0,4756	0,0612801 0,0577135 0,0543545
100 francs français	696,— 680,512 665,375	47,99 46,9235 45,88	128,66 125,801 123,00	43,415 42,4505 41,505	21025,2 19801,5 18649,—	—	11,6881 11,4281 11,1739
100 pints irlandais	6090,2 5954,71 5822,25	419,95 410,597 401,45	1125,85 1100,81 1076,35	379,9 371,457 363,2	183978,— 173270,— 163185,—	894,95 875,034 855,55	—

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DEPUIS LE 30 NOVEMBRE 1979**

(exprimés en unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	39,7897	2,74362	7,72336	2,48208	1157,79	5,84700	0,668201
	Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire						
100 francs belges	—	7,0520 6,89531 6,7420	19,852 19,4105 18,9785	6,38 6,2380 6,0990	3089,61 2909,79 2740,44	15,0290 14,6948 14,3680	1,71755 1,67934 1,64198
100 florins Pays-Bas	1483,25 1450,26 1418,—	—	287,90 281,503 275,245	92,5250 90,4673 88,4550	44807,4 42199,5 39743,4	217,960 213,113 208,380	24,9089 24,3548 23,8130
100 couronnes danoises ...	526,90 515,186 503,75	36,330 35,5237 34,735	—	32,870 32,1373 31,420	15917,1 14990,7 14118,2	77,43 75,7054 74,02	8,84854 8,65169 8,45922
100 marks allemands	1639,55 1603,07 1567,40	113,05 110,537 108,0775	318,26 311,165 304,23	—	49528,7 46646,— 43931,2	240,93 235,568 230,33	27,5330 26,9210 26,3230
100 liras italiennes	3,6490 3,43668 3,2365	0,2516 0,23697 0,223175	0,70830 0,667078 0,62825	0,2276 0,214380 0,2019	—	0,5362 0,505013 0,4756	0,0612801 0,0577135 0,0543545
100 francs français	696,— 680,512 665,375	47,99 46,9235 45,88	135,095 132,091 129,15	43,4150 42,4505 41,5050	21025,20 19801,50 18649,—	—	11,6881 11,4281 11,1739
100 punts irlandais	6090,20 5954,71 5822,25	419,950 410,597 401,450	1182,14 1155,84 1130,13	379,90 371,457 363,20	183978,— 173270,— 163185,—	894,95 875,034 855,55	—

**X - 4b. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS DE CHANGE DE L'ECU, PRIME OU DECOTE DES DIVERSES MONNAIES
VIS-A-VIS DU FRANC BELGE ET INDICATEURS DE DIVERGENCE**

Moyennes journalières	Cours de change de l'Ecu en francs belges	Prime (+) ou décote (-) vis-à-vis du franc belge 1						Indicateurs de divergence 2						
		Florin Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Franc belge	Florin Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais
1979 3	40,35	+ 0,84	+ 0,76	+ 1,67	+ 3,73	+ 1,32	+ 1,52	+ 70	+ 28	+ 30	- 17	- 27	+ 5	- 5
1979 4	40,17	+ 0,29	+ 1,69	+ 0,81	+ 1,60	+ 1,19	+ 0,83	+ 41	+ 27	- 39	+ 1	- 14	+ 19	...
1979 5	40,33	+ 1,48	+ 1,94	+ 1,47	+ 1,17	+ 1,98	+ 0,85	+ 67	- 5	- 26	- 7	+ 4	- 33	+ 23
1979 1 ^{er} trimestre 6	39,81	+ 1,02	+ 1,98	+ 0,60	+ 1,94	+ 0,91	+ 1,00	+ 43	- 6	- 49	+ 19	- 19	- 1	- 5
2 ^e trimestre	40,34	+ 1,12	+ 1,32	+ 1,67	+ 4,03	+ 1,71	+ 1,83	+ 78	+ 22	+ 11	- 6	- 32	- 8	- 11
3 ^e trimestre 7	40,47	+ 0,54	- 0,10	+ 1,92	+ 3,85	+ 1,03	+ 1,34	+ 68	+ 43	+ 68	- 37	- 24	+ 19	+ 1
3 ^e trimestre 8	40,17	+ 0,47	+ 2,19	+ 0,61	+ 2,34	+ 0,90	+ 1,10	+ 39	+ 16	- 63	+ 13	- 28	- 5	- 14
4 ^e trimestre 10	40,17	+ 0,27	+ 1,63	+ 0,84	+ 1,51	+ 1,23	+ 0,80	+ 41	+ 28	- 36	0	- 12	- 21	+ 2
4 ^e trimestre 11	40,33	+ 1,48	+ 1,94	+ 1,47	+ 1,17	+ 1,98	+ 0,85	+ 67	- 5	- 26	- 7	+ 4	- 33	+ 23
1979 Mars 6	39,81	+ 1,02	+ 1,98	+ 0,60	+ 1,94	+ 0,91	+ 1,00	+ 43	- 6	- 49	+ 19	- 19	- 1	- 5
Avril	40,14	+ 1,11	+ 2,23	+ 0,88	+ 3,53	+ 1,41	+ 1,97	+ 64	+ 9	- 42	+ 27	- 32	- 7	- 30
Mai	40,40	+ 1,34	+ 1,75	+ 1,91	+ 4,37	+ 1,83	+ 1,81	+ 85	+ 18	- 2	- 13	- 35	- 6	- 5
Juin	40,48	+ 0,91	+ 0,06	+ 2,18	+ 4,16	+ 1,87	+ 1,72	+ 84	+ 39	+ 76	- 31	- 28	- 9	- 1
Juillet	40,51	+ 0,31	...	+ 1,86	+ 3,56	+ 1,05	+ 1,51	+ 67	+ 52	+ 63	- 34	- 19	+ 17	- 7
Août	40,50	+ 0,58	- 0,24	+ 1,87	+ 4,13	+ 1,08	+ 1,22	+ 67	+ 38	+ 73	- 35	- 27	+ 14	+ 5
Septembre 9	40,38	+ 0,67	- 0,03	+ 2,09	+ 3,84	+ 0,93	+ 1,28	+ 71	+ 38	+ 68	- 43	- 27	+ 28	+ 7
Septembre 8	40,17	+ 0,47	+ 2,19	+ 0,61	+ 2,34	+ 0,90	+ 1,10	+ 39	+ 16	- 63	+ 13	- 28	- 5	- 14
Octobre	40,15	+ 0,21	+ 1,92	+ 0,60	+ 1,69	+ 0,98	+ 0,91	+ 38	+ 28	- 51	+ 11	- 17	- 11	- 6
Novembre 12	40,20	+ 0,33	+ 1,29	+ 1,12	+ 1,30	+ 1,53	+ 0,66	+ 45	+ 28	- 18	- 14	- 8	- 34	+ 11
Novembre 13	40,28	+ 0,74	+ 2,20	+ 1,61	+ 0,70	+ 1,80	+ 0,98	+ 60	+ 24	- 43	- 25	+ 10	- 30	+ 11
Décembre	40,34	+ 1,52	+ 1,93	+ 1,46	+ 1,20	+ 1,99	+ 0,84	+ 68	- 7	- 25	- 6	+ 3	- 33	+ 24
1980 Janvier	40,43	+ 1,46	+ 0,97	+ 1,34	+ 1,29	+ 1,89	+ 0,81	+ 70	- 2	+ 20	+ 5	+ 6	- 25	+ 27

1 Formule = $\frac{\text{Cours de change de la monnaie étrangère en francs belges} - \text{cours-pivot de cette monnaie en francs belges}}{\text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}} \times 100$

2 Le signe - indique que le cours de change de l'Ecu dans une monnaie est inférieur au cours-pivot de l'Ecu dans cette même monnaie et que celle-ci a donc tendance à s'apprécier vis-à-vis de la moyenne communautaire. Le signe + indique évidemment une situation inverse.

3 Moyennes du 13 mars au 21 septembre 1979.

4 Moyennes du 24 septembre au 29 novembre 1979.

5 Moyennes du 30 novembre au 31 décembre 1979.

6 Moyennes du 13 au 31 mars 1979.

7 Moyennes du 1^{er} juillet au 21 septembre 1979.

8 Moyennes du 24 au 30 septembre 1979.

9 Moyennes du 1^{er} au 21 septembre 1979.

10 Moyennes du 1^{er} octobre au 29 novembre 1979.

11 Moyennes du 30 novembre au 31 décembre 1979.

12 Moyennes du 1^{er} au 29 novembre 1979.

13 Cours du 30 novembre 1979.

X - 5. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

Parités mai 1970 = 100

Sources : B.N.B., F.M.I.

Moyennes journalières	Franc belge		Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne	
	Indice B.N.B. pondéré par les		Indices du Fonds Monétaire International											
	exportations de l'U.E.B.L.	importations de l'U.E.B.L.												
1972	103,5	104,0	103,3	89,8	107,1	114,5	101,7	96,7	98,5	102,4	101,8	106,1	99,9	100,0
1973	105,0	106,3	104,4	82,3	119,3	123,2	106,3	87,5	89,7	105,7	103,6	118,3	106,4	104,8
1974	106,4	107,2	105,5	84,2	125,5	115,4	99,3	84,8	81,0	111,7	103,5	128,6	107,2	111,0
1975	108,1	108,9	106,6	83,5	127,6	111,7	109,3	78,3	77,8	113,5	108,8	145,0	111,1	114,5
1976	110,5	110,7	107,1	87,7	132,3	115,7	103,7	66,3	63,7	115,8	109,2	157,0	113,5	115,9
1977	116,8	117,3	111,9	86,7	143,1	128,1	98,5	63,0	58,6	121,5	105,9	161,5	113,7	116,6
1978	p 121,9	p 122,3	114,9	78,6	153,1	158,9	98,6	63,9	55,7	124,5	98,3	201,1	114,8	108,3
1979	p 123,7	p 125,4	116,8	77,0	162,1	148,4	100,3	68,7	54,4	126,9	100,4	209,3	114,7	107,4
1977 4 ^e trimestre	117,4	118,5	112,3	84,7	146,9	138,1	98,1	64,2	57,6	121,4	97,6	174,1	111,1	112,7
1978 1 ^{er} trimestre	121,2	122,6	116,0	81,9	152,6	141,0	95,9	66,3	56,7	125,2	98,0	191,7	114,1	111,7
2 ^e trimestre	120,4	121,7	114,4	80,7	151,3	152,0	98,8	62,4	56,2	124,4	98,1	190,8	115,0	107,7
3 ^e trimestre	119,6	121,0	113,0	76,6	150,5	171,5	100,3	63,3	55,7	122,4	98,2	210,1	113,4	105,8
4 ^e trimestre	p 123,2	p 125,1	116,3	75,2	158,0	171,2	99,2	63,6	54,4	126,1	98,8	211,7	116,6	108,0
1979 1 ^{er} trimestre	p 124,0	p 126,7	117,2	76,1	160,0	161,5	100,1	64,9	53,9	127,5	98,7	206,5	118,0	106,9
2 ^e trimestre	p 121,8	p 124,2	115,6	77,8	159,1	150,0	99,1	68,3	54,3	126,1	99,6	205,6	114,5	107,1
3 ^e trimestre	p 122,7	p 125,3	116,8	76,3	162,3	147,1	99,8	71,9	55,0	126,3	101,4	211,1	113,6	107,4
4 ^e trimestre	p 123,7	p 126,8	117,6	77,7	166,8	134,8	102,0	69,6	54,5	127,5	101,9	213,9	112,8	108,2
1979 Janvier	p 124,1	p 127,0	117,3	75,7	160,1	164,4	100,5	64,3	53,9	127,5	98,7	205,9	118,3	106,9
Février	p 124,2	p 127,1	117,3	76,2	160,0	162,4	100,0	64,6	53,9	127,4	98,7	206,6	118,3	106,7
Mars	p 123,5	p 126,3	117,0	76,5	160,0	157,8	99,9	65,9	54,0	127,6	98,8	206,8	117,3	107,0
Avril	p 122,4	p 125,0	116,3	77,4	158,7	151,2	99,5	67,9	54,4	126,8	99,0	205,0	116,3	107,3
Mai	p 121,4	p 123,9	115,2	78,1	158,8	150,0	98,8	67,7	54,2	126,0	99,6	204,7	114,5	107,0
Juin	p 121,4	p 123,9	115,4	77,8	159,9	148,9	99,1	69,2	54,3	125,5	100,3	207,1	112,6	106,9
Juillet	p 122,4	p 125,0	116,7	76,1	161,7	148,7	99,6	72,9	54,8	125,9	101,1	210,0	113,4	106,7
Août	p 122,3	p 125,0	116,7	76,5	161,7	148,1	99,6	72,3	55,1	126,2	101,4	209,4	113,1	107,4
Septembre	p 123,2	p 126,4	117,0	76,3	163,6	144,5	100,3	70,5	55,2	126,9	101,6	213,9	114,3	107,9
Octobre	p 123,6	p 126,8	117,4	77,3	165,1	139,7	101,0	69,4	54,4	126,8	101,8	213,6	114,2	109,0
Novembre	p 123,7	p 127,0	117,8	78,6	166,6	132,1	102,0	68,9	54,5	127,0	101,9	212,3	114,2	108,2
Décembre	p 123,6	p 126,9	117,7	77,2	168,7	132,6	103,1	70,5	54,6	128,7	101,9	215,8	109,9	107,5
1980 Janvier	p 123,6	p 126,9	117,9	76,5	168,7	133,6	103,2	72,3	54,8	128,8	102,0	215,5	108,7	108,2

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970. — Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome I, n° 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge », LIV^e Année, tome II, nos 1-2, juillet-août 1979 : « Le système monétaire européen ».

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Opérations courantes ³					Opérations en capital			Solde budgétaire total
	Recettes		Dépenses		Solde	Recettes	Dépenses ⁴	Solde	
	non compris	y compris	non compris	y compris					
	les recettes <i>cédées</i> aux Communautés Européennes				(5) = (1) - (3) ou (2) - (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)		(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(3)	(4)		(6)	(7)	(8)	(9)	
1974	512,8	522,6	513,4	523,2	- 0,6	5,7	62,9	- 57,2	- 57,8
1975	609,5	620,0	652,3	662,8	- 42,8	7,6	78,6	- 71,0	- 113,8
1976	696,2	708,4	750,5	762,7	- 54,3	8,2	85,5	- 77,3	- 131,6
1977	785,5	798,0	860,6	873,1	- 75,1	8,7	95,3	- 86,6	- 161,7
1978 3 premiers mois	181,3	184,1	281,4	284,2	- 100,1	2,4	25,4	- 23,0	- 123,1
6 premiers mois	400,7	406,6	538,3	544,2	- 137,6	4,8	50,2	- 45,4	- 183,0
9 premiers mois	630,8	639,6	759,4	768,2	- 128,6	7,5	78,2	- 70,7	- 199,3
12 mois	879,3	891,2	960,3	972,2	- 81,0	10,4	108,1	- 97,7	- 178,7
1979 1 ^{er} mois	73,4	75,4	84,6	86,6	- 11,2	1,0	14,7	- 13,7	- 24,9
2 premiers mois	131,5	135,7	190,1	194,3	- 58,6	1,9	25,4	- 23,5	- 82,1
3 premiers mois	190,0	196,5	291,7	298,2	- 101,7	2,8	37,3	- 34,5	- 136,2
4 premiers mois	286,5	295,3	392,1	400,9	- 105,6	3,8	43,4	- 39,6	- 145,2
5 premiers mois	349,8	360,9	469,4	480,5	- 119,6	5,0	51,3	- 46,3	- 165,9
6 premiers mois	424,6	438,1	566,4	579,9	- 141,8	6,1	59,7	- 53,6	- 195,4
7 premiers mois	545,0	561,0	664,4	680,4	- 119,4	7,3	70,9	- 63,6	- 183,0
8 premiers mois	610,5	628,9	724,2	742,6	- 113,7	8,3	79,6	- 71,3	- 185,0
9 premiers mois	670,2	690,8	800,5	821,1	- 130,3	9,4	90,8	- 81,4	- 211,7
10 premiers mois	778,3	801,4	883,5	906,6	- 105,2	10,5	101,0	- 90,5	- 195,7
11 premiers mois	841,5	867,0	950,8	976,3	- 109,3	11,6	114,8	- 103,2	- 212,5
12 mois	945,5	973,3	1.036,7	1.064,5	- 91,2	12,7	126,3	- 113,6	- 204,8

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Les chiffres des colonnes (1) et (3) comprennent certaines recettes fiscales (et les dépenses correspondantes) qui étaient, jusqu'en 1977, affectées directement, hors budget, au Fonds d'Expansion Economique et de Reconversion Régionale, au Fonds des Routes, au Fonds Spécial

des Communes et aux Communautés Européennes. Les droits de douane, et à partir de 1979, la partie de la taxe sur la valeur ajoutée, *cédés* comme moyens propres aux Communautés Européennes ne sont pas compris dans ces colonnes. Ils sont par contre inclus dans les colonnes (2) et (4).

⁴ Les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes.

XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortissements de la dette ²	Résultat de caisse	Placements spéciaux ³	Total à financer	Financement							
							Produit net d'emprunts consolidés ⁴	Variations de la dette flottante ⁵					Total	
								Prélèvement sur la marge auprès de la B.N.B.	Portefeuille des institutions financières	Comptes de chèques postaux des particuliers	En monnaies étrangères	Divers ⁶		(18) = (8) à (12)
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6) = (4) + (5) ou - [(7) + (18)]	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(18) = (8) à (12)		
1974	- 57,8	+ 4,3	- 39,3	- 92,8	...	- 92,8	+ 84,9	+ 4,7	- 3,2	+ 2,3	...	+ 4,1	+ 7,9	
1975	-113,8	+ 9,6	- 35,0	-139,2	...	-139,2	+122,8	- 0,9	+ 15,2	+ 3,7	...	- 1,6	+ 16,4	
1976	-131,6	+ 0,5	- 47,5	-178,6	...	-178,6	+126,7	+ 16,4	+ 27,6	+ 7,4	...	+ 0,5	+ 51,9	
1977	-161,7	- 1,5	- 48,6	-211,8	...	-211,8	+178,6	+ 16,4	+ 26,1	+ 3,1	...	- 12,4	+ 33,2	
									Fonds des Rentes	Autres				
1978 3 premiers mois	-123,1	+ 5,2	- 14,6	-132,5	...	-132,5	+ 66,1	...	+ 5,7	+ 55,1	+ 5,8	...	- 0,2	+ 66,4
6 premiers mois	-183,0	+ 10,3	- 27,4	-200,1	...	-200,1	+114,3	...	+ 34,2	+ 42,9	+ 9,1	...	- 0,4	+ 85,8
9 premiers mois	-199,3	+ 7,8	- 40,9	-232,4	...	-232,4	+164,9	...	+ 25,9	+ 33,7	- 0,9	+ 7,6	+ 1,2	+ 67,5
12 mois	-178,7	+ 1,8	- 56,9	-233,8	...	-233,8	+194,0	...	- 7,5	+ 29,2	+ 3,8	+ 12,2	+ 2,1	+ 39,8
1979 1 ^{er} mois	- 24,9	+ 2,7	- 7,8	- 30,0	...	- 30,0	+ 0,3	...	- 2,2	+ 23,3	+ 9,0	- 0,3	- 0,1	+ 29,7
2 premiers mois	- 82,1	+ 0,8	- 11,9	- 93,2	...	- 93,2	+ 48,1	...	+ 6,9	+ 38,2	+ 0,4	- 0,3	- 0,1	+ 45,1
3 premiers mois	-136,2	+ 1,4	- 17,8	-152,6	...	-152,6	+ 35,4	...	+ 13,3	+107,2	- 2,8	- 0,2	- 0,3	+117,2
4 premiers mois	-145,2	- 4,0	- 23,2	-172,4	...	-172,4	+ 60,8	...	+ 24,2	+ 77,6	+ 10,2	- 0,1	- 0,3	+111,6
5 premiers mois	-165,9	+ 2,3	- 29,3	-192,9	...	-192,9	+ 53,5	...	+ 34,7	+ 89,5	+ 1,1	+ 14,5	- 0,4	+139,4
6 premiers mois	-195,4	+ 12,2	- 37,4	-220,6	...	-220,6	+112,6	...	+ 33,1	+ 43,4	+ 3,2	+ 28,7	- 0,4	+108,0
7 premiers mois	-183,0	+ 5,7	- 44,4	-221,7	...	-221,7	+112,6	...	+ 15,8	+ 51,5	+ 3,4	+ 38,8	- 0,4	+109,1
8 premiers mois	-185,0	- 1,3	- 51,2	-237,5	...	-237,5	+112,6	...	+ 14,5	+ 70,3	+ 1,8	+ 38,8	- 0,5	+124,9
9 premiers mois	-211,7	+ 6,5	- 58,3	-263,5	...	-263,5	+181,1	...	+ 31,7	+ 17,3	- 4,8	+ 38,9	- 0,7	+ 82,4
10 premiers mois	-195,7	+ 3,3	- 67,0	-259,4	...	-259,4	+181,1	...	+ 31,9	+ 11,1	- 2,4	+ 38,4	- 0,7	+ 78,3
11 premiers mois	-212,5	- 0,2	- 73,5	-286,2	...	-286,2	+186,0	...	+ 19,9	+ 47,4	- 4,0	+ 36,2	+ 0,7	+100,2
12 mois	-204,8	- 0,7	- 79,3	-284,8	...	-284,8	+209,0	...	+ 36,5	+ 8,9	- 2,7	+ 32,3	+ 0,8	+ 75,8

¹ Cf. tableau XI-1.

² Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Routes.

³ Augmentation (-) ou diminution (+) des placements provisoires du Trésor en effets commerciaux et de ses avoirs en comptes courants.

⁴ Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

⁵ Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie du F.M.I. qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

⁶ Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public et, jusqu'en 1977, celles du portefeuille de certificats de la tranche B du Fonds des Rentes.

**XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR
ET LEUR COUVERTURE**

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgétaires 2	Besoins nets de finan- cement du Trésor 3 4	Couverture 5				
				Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 7
				Variations			Total	
				de l'encours des emprunts consolidés 4	des engagements à moyen terme 5	des engagements à court terme 6		
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) à (6)	(8)	
1974	- 57,8	+ 0,4	- 57,4	+ 50,9	+ 3,8	+ 5,2	+ 59,9	- 2,5
1975	-113,8	+ 4,5	-109,3	+ 94,4	- 2,4	+ 16,7	+108,7	+ 0,6
1976	-131,6	- 1,5	-133,1	+ 82,3	- 4,3	+ 45,4	+123,4	+ 9,7
1977	-161,7	- 5,7	-167,4	+134,7	- 6,7	+ 44,2	+172,2	- 4,8
1978 3 premiers mois	-123,1	+ 5,0	-118,1	+ 51,6	- 0,2	+ 57,9	+109,3	+ 8,8
6 premiers mois	-183,0	+ 7,5	-175,5	+ 89,9	- 0,2	+ 76,5	+166,2	+ 9,3
9 premiers mois	-199,3	+ 4,5	-194,8	+127,7	- 0,3	+ 44,4	+171,8	+ 23,0
12 mois	-178,7	- 4,1	-182,8	+143,7	- 0,4	+ 11,2	+154,5	+ 28,3
1979 1 ^{er} mois	- 24,9	+ 3,4	- 21,5	- 8,2	...	+ 17,6	+ 9,4	+ 12,1
2 premiers mois	- 82,1	- 0,9	- 83,0	+ 37,8	...	+ 31,7	+ 69,5	+ 13,5
3 premiers mois	-136,2	+ 0,1	-136,1	+ 18,9	- 0,1	+ 96,8	+115,6	+ 20,5
4 premiers mois	-145,2	- 5,9	-151,1	+ 39,6	- 0,1	+ 88,8	+128,3	+ 22,8
5 premiers mois	-165,9	+ 0,7	-165,2	+ 26,0	- 0,1	+111,1	+137,0	+ 28,2
6 premiers mois	-195,4	+ 8,7	-186,7	+ 78,9	- 0,1	+ 61,7	+140,5	+ 46,2
7 premiers mois	-183,0	+ 1,9	-181,1	+ 72,3	- 0,1	+ 59,0	+131,2	+ 49,9
8 premiers mois	-185,0	- 4,8	-189,8	+ 65,3	- 0,1	+ 67,6	+132,8	+ 57,0
9 premiers mois	-211,7	+ 1,8	-209,9	+127,8	- 0,2	+ 29,0	+156,6	+ 53,3
10 premiers mois	-195,7	- 2,3	-198,0	+120,0	- 0,2	+ 28,7	+148,5	+ 49,5
11 premiers mois	-212,5	- 5,8	-218,3	+113,6	- 0,2	+ 42,9	+156,3	+ 62,0
12 mois	-204,8	- 7,0	-211,8	+126,1	- 0,2	+ 34,3	+160,2	+ 51,6

¹ Cf. tableau XI-1.

² Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers et les opérations de trésorerie [colonne (2) du tableau XI-2], mais aussi les dépenses d'organismes paraétatiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts indirecte. Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

³ L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en question sont énumérées dans la note 2) et, d'autre part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

⁴ Cf. tableau XVI-3b.

⁵ Y compris les variations de la dette indirecte.

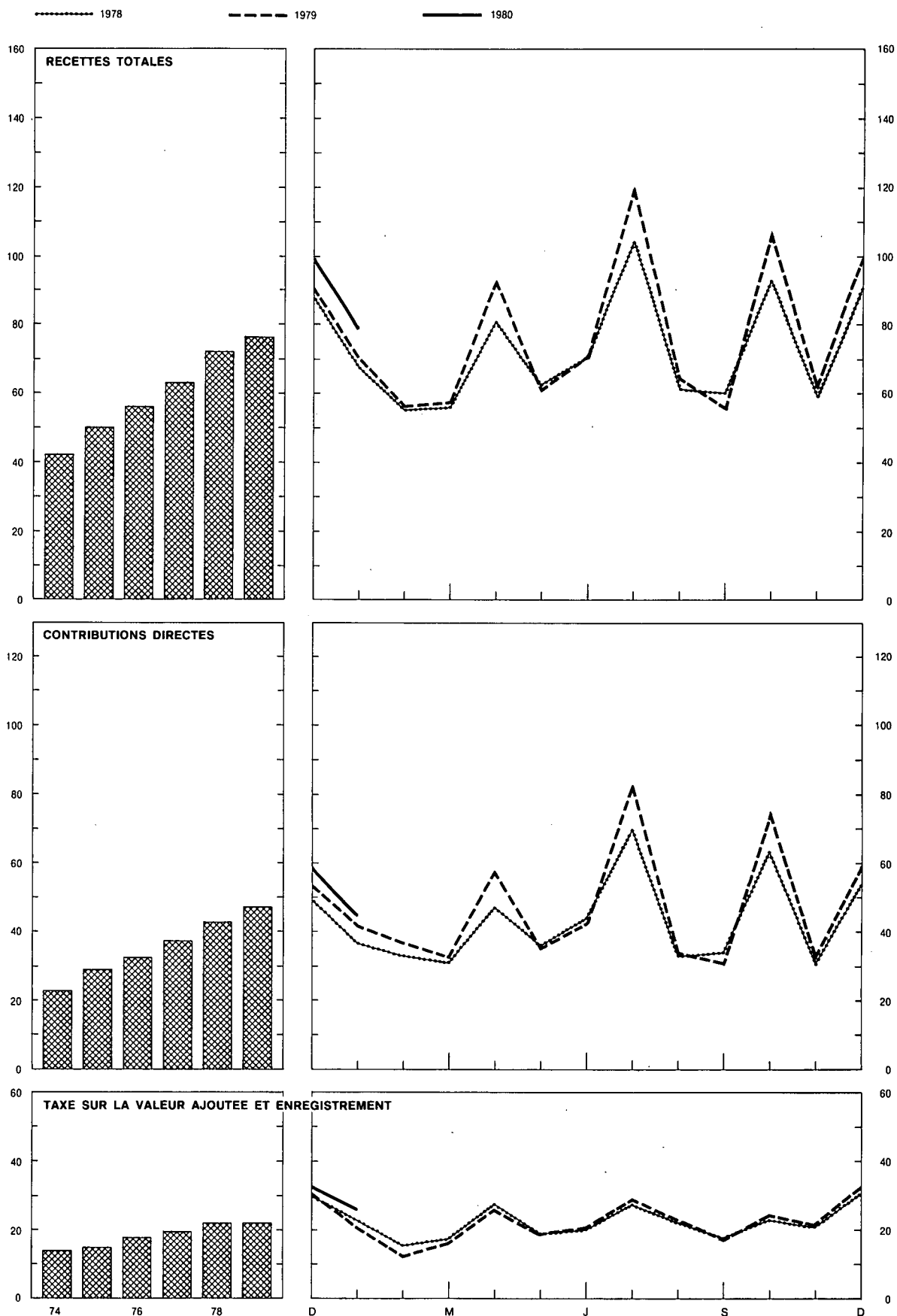
⁶ Le cas échéant, le solde du Trésor auprès de la B.N.B. et ses placements provisoires en effets commerciaux sont déduits de ses engagements à court terme.

⁷ Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en monnaies étrangères qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

XI - 4. — RECETTES FISCALES PAR ANNEE CIVILE (1)

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois



¹ Y compris les droits de douane et, à partir de 1970, une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes ³					Recettes en capital ⁴	Total des recettes fiscales	Recettes courantes y compris celles cédées aux Communautés Européennes			Total des recettes fiscales y compris celles cédées aux Communautés Européennes
	Contributions directes ²	dont : versements anticipés	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total			Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total	
1975	349,4	78,5	62,4	179,5	591,3	6,6	597,9	73,0	179,5	601,9	608,5
1976	388,0	91,7	68,7	215,2	671,9	7,2	679,1	80,8	215,2	684,0	691,2
1977	448,2	104,0	72,2	236,6	757,0	7,9	764,9	84,7	236,6	769,5	777,4
1978	514,0	108,8	73,4	264,9	852,3	9,5	861,8	85,3	264,9	864,2	873,7
1979	563,9	129,6	78,8	266,7	909,4	11,7	921,1	92,6	280,7	937,2	948,9
1977 4 ^e trimestre	135,7	47,7	18,6	67,8	222,1	1,9	224,0	21,6	67,8	225,1	227,0
1978 1 ^{er} trimestre	101,1	1,6	18,3	56,3	175,7	2,3	178,0	21,1	56,3	178,5	180,8
2 ^e trimestre	127,5	24,1	18,2	66,7	212,4	2,0	214,4	21,3	66,7	215,5	217,5
3 ^e trimestre	136,9	31,0	19,0	67,3	223,2	2,7	225,9	21,9	67,3	226,1	228,8
4 ^e trimestre	148,5	52,0	17,9	74,6	241,0	2,5	243,5	21,0	74,6	244,1	246,6
1979 1 ^{er} trimestre	111,9	2,7	19,2	50,7	181,8	2,6	184,4	22,3	54,2	188,4	191,0
2 ^e trimestre	135,8	28,9	20,0	67,1	222,9	3,0	225,9	23,6	70,5	229,9	232,9
3 ^e trimestre	148,8	38,3	19,0	69,8	237,6	3,1	240,7	22,6	73,4	244,8	247,9
4 ^e trimestre	167,4	59,7	20,6	79,1	267,1	3,0	270,1	24,1	82,6	274,1	277,1
1979 Janvier	41,8	1,5	6,8	21,1	69,7	0,9	70,6	7,7	22,2	71,7	72,6
Février	36,9	0,1	5,8	13,0	55,7	0,8	56,5	6,8	14,3	58,0	58,8
Mars	33,2	1,1	6,6	16,6	56,4	0,9	57,3	7,8	17,7	58,7	59,6
Avril	57,9	27,2	7,6	26,6	92,1	0,9	93,0	8,7	27,7	94,3	95,2
Mai	35,4	0,4	6,0	19,1	60,5	1,0	61,5	7,2	20,2	62,8	63,8
Juin	42,5	1,3	6,4	21,4	70,3	1,1	71,4	7,7	22,6	72,8	73,9
Juillet	83,0	34,8	6,6	29,3	118,9	1,1	120,0	7,9	30,5	121,4	122,5
Août	34,3	0,5	6,1	23,3	63,7	1,0	64,7	7,3	24,5	66,1	67,1
Septembre	31,5	3,0	6,3	17,2	55,0	1,0	56,0	7,4	18,4	57,3	58,3
Octobre	75,3	33,5	6,5	24,6	106,4	1,0	107,4	7,8	25,7	108,8	109,8
Novembre	33,2	0,7	6,7	21,8	61,7	1,0	62,7	7,9	23,0	64,1	65,1
Décembre	58,9	25,4	7,2	32,7	98,8	0,9	99,7	8,5	33,9	101,3	102,2
1980 Janvier	45,3	1,5	6,8	26,5	78,6	1,0	79,6	8,1	27,7	81,1	82,1

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes, agglomérations et fédérations de communes.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ Certaines de ces recettes fiscales étaient, jusqu'en 1977, affectées directement, hors budget, au Fonds d'Expansion Economique et de Reconversion Régionale, au Fonds des Routes, au Fonds Spécial des Communes

et aux Communautés Européennes. Non compris les droits de douane et à partir de 1979, une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes cédées sont comprises dans les montants figurant dans les colonnes (8) à (11).

⁴ Droits de succession.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1979		1979 : Janvier		1980 : Janvier	
	Recettes effectuées	Evaluations	Recettes effectuées	Evaluations	Recettes effectuées	Evaluations
A. Recettes courantes ³ :						
I. Contributions directes	563,9	562,8	41,8	40,5	45,3	45,0
précompte immobilier	1,5	1,4	...	...	0,1	0,1
précompte mobilier	48,2	48,8	3,6	3,4	4,6	4,3
versements anticipés	129,6	117,1	1,5	1,2	1,5	1,5
impôts de sociétés (rôles)	3,0	4,7	0,4	0,4	...	...
impôts de personnes physiques (rôles)	42,9	39,8	2,5	2,5	1,8	1,7
précompte professionnel	326,8	338,6	32,2	31,4	35,8	35,8
divers	11,9	12,4	1,6	1,6	1,5	1,6
II. Douanes et accises	78,8	72,7	6,8	6,2	6,8	7,8
III. T.V.A. et enregistrement	266,7	279,5	21,1	23,1	26,5	27,3
B. Recettes en capital	11,7	12,0	0,9	1,0	1,0	0,9
Total ² ...	921,1	927,0	70,6	70,8	79,6	81,0
Différence par rapport aux évaluations ...	- 5,9		- 0,2		- 1,4	
C. Recettes totales y compris celles cédées aux Communautés Européennes	948,9	952,6	72,6	.....	82,1	.....
Différence par rapport aux évaluations ...	- 3,7					

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes, agglomérations et fédérations de communes.

² Non compris les recettes cédées comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes cédées sont comprises dans les mon-

tant figurant à la ligne C.
³ Références bibliographiques : Bulletin de Documentation (Ministère des Finances). — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Moniteur belge. — Bulletin d'Information et de Documentation : XLII^e année, tome I, n° 3, mars 1967 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique - Révision de certaines données ». — Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, XLVII^e an-

née, tome II, n° 5, novembre 1972 : « Le budget de 1973 dans la perspective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1973 ». — XLIX^e année, tome I, n° 5, mai 1974 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique. — Modification de certaines données ». — Le année, tome I, n° 4, avril 1975 : « Chapitre XI : « Finances publiques » de la partie statistique. - Modification de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1976

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)
		Entreprises privées et particuliers (1)	Organismes publics d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Secteur public principalement monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Intermédiaires financiers publics de crédit (11)			
													Secteurs nationaux non financiers			Intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements
Entreprises privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,2	—	—	—	3,8	182,1	—	14,6	0,3	7,6	3,9	212,5		
	Engagements en comptes courants ou d'avances	22,3	—	—	—	—	367,5	—	4,2	—	9,7	—	403,7		
	Obligations	63,8	—	—	—	—	10,6	—	24,6	38,5	—	—	137,6		
	Autres emprunts à plus d'un an	—	0,3	—	—	—	—	—	398,3	93,3	363,5	—	857,2		
	Divers	—	7,4	8,8	—	86,3	—	—	0,2	3,9	0,2	—	106,8		
	(Actions et parts)	(455,2)	(4,9)	(2,1)	—	(0,1)	(...)	(2,3)	(—)	(2,3)	(9,7)	(...)	(...)	(476,6)	
Total ...	86,1	7,9	8,8	—	88,2	3,8	560,2	—	441,9	136,0	381,0	3,9	1.717,8		
Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	0,2	0,7	—	1,6	—	2,0	—	4,5		
	Engagements en comptes courants ou d'avances	0,4	—	—	—	1,5	1,2	—	—	—	9,6	—	12,7		
	Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	9,1	—	—	—	—	—	9,1		
	Obligations accessibles à tout placeur	39,0	2,4	—	0,2	0,1	0,4	16,3	1,8	17,2	9,4	1,6	88,4		
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	0,2	0,1	0,4	12,2	—	10,6	6,8	5,3	38,9		
	Autres emprunts à plus d'un an	—	—	—	—	—	3,8	—	—	0,5	0,2	48,8	—	53,3	
Divers	21,1	0,1	9,1	0,3	—	4,8	—	—	—	—	—	10,6	46,0		
(Actions et parts)	(1,1)	—	(25,9)	(14,6)	(...)	—	(0,4)	(—)	(0,6)	(0,3)	(1,0)	(0,9)	(44,8)		
Total ...	60,5	2,5	9,1	0,7	0,2	11,1	39,5	1,8	29,9	16,4	67,3	13,9	252,9		
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	6,2	—	—	4,4	—	5,1	77,5	—	—	—	34,5	127,7		
	Certificats à un an au plus	—	—	—	0,1	—	14,6	49,3	7,4	20,7	—	—	115,9		
	Obligations accessibles à tout placeur	258,2	5,2	—	4,1	9,3	1,8	260,2	7,8	118,9	88,0	37,0	790,5		
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	—	—	1,4	58,9	—	10,9	1,4	1,0	73,8		
	Divers	—	5,2	—	—	—	14,9	4,0	—	11,5	7,3	0,8	44,7		
Total ...	264,4	10,6	—	8,6	24,2	23,9	449,9	15,2	162,0	96,7	62,6	34,5	1.152,6		
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,1		
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	33,4	—	—	—	30,5	63,9		
	Obligations accessibles à tout placeur	59,4	0,2	—	0,6	0,2	0,2	32,8	3,4	23,2	14,2	5,1	139,3		
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	8,9	—	16,6	1,5	5,6	33,2		
	Autres emprunts à plus d'un an	—	8,0	—	—	—	—	—	—	23,3	—	195,9	227,2		
Divers	5,5	1,1	8,1	—	—	—	—	—	—	—	0,8	15,5			
Total ...	64,9	9,3	8,1	0,6	0,2	0,2	75,2	3,4	63,1	15,7	237,9	0,6	479,2		
Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	0,4	—	3,5	—	5,1	1,8	0,4	11,2		
	Réserves de sécurité sociale	15,3	—	—	—	—	—	10,9	—	—	—	—	—	26,2	
Divers	69,9	—	3,6	—	—	—	0,3	6,9	—	3,4	—	6,8	90,9		
Total ...	85,2	—	3,6	—	0,4	11,2	10,9	—	5,1	5,2	0,4	6,8	128,8		
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	1,6	—	—	—	—	—	1,6		
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	0,5	67,1	—	6,9	—	12,5	87,4		
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	149,9	—	—	—	—	149,9		
	Autres engagements à un an au plus envers des organismes principalement monétaires ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Obligations	14,2	—	—	0,1	0,1	—	720,9	—	—	—	—	720,9		
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	12,9	—	—	—	29,9	—	—	—	—	42,8		
	Divers	—	5,5	14,2	—	1,3	—	4,6	—	2,6	—	—	28,2		
	(Actions et parts)	(...)	(0,3)	(0,8)	—	—	(—)	(7,2)	(—)	(0,1)	(1,5)	(—)	(9,9)		
Total ...	14,2	5,5	27,1	0,1	1,4	0,5	1.009,4	—	11,9	5,5	12,5	0,4	1.088,5		

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
	(13)													
Organismes principalement monétaires (7)	Monnaie	616,4	6,7	1,4	41,9	2,3	—	...	11,4	2,9	1,0	...	684,0	
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	7,5	7,4	...	1,8	—	0,8	17,5	
	Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	856,4	—	—	—	—	—	856,4	
	Autres dépôts en devises à un an au plus	31,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31,4	
	Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	253,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	253,9	
	Autres dépôts à un an au plus	227,9	...	—	...	0,4	—	—	—	6,4	...	1,8	236,5	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	146,6	...	—	...	...	146,6
	Dépôts à plus d'un an	28,8	—	—	...	...	—	1,3	...	0,1	...	...	30,2
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	73,4	—	...	...	...	—	0,1	—	0,4	0,5	...	74,4
	Divers	0,3	—	0,3	...	...	—	...	...	...	...	0,3	86,1
(Actions et parts)	(27,6)	—	(0,2)	—	—	—	(2,3)	(...)	(0,6)	(0,7)	—	(31,4)		
Total ...	1.232,1	6,7	1,7	41,9	2,7	863,9	155,4	...	20,1	3,4	3,9	86,1	2.417,9	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	...	—	...	—	...	—	...	...	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	3,6	—	—	—	...	—	3,6	
	Certificats à un an au plus	—	—	—	0,2	—	0,6	10,3	—	4,3	—	0,3	15,7	
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	...	—	...	—	...	0,5	3,3
	Total ...	—	—	2,8	0,2	—	0,6	13,9	—	4,3	—	0,3	0,5	22,6
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Monnaie	28,8	0,4	6,1	—	...	3,2	0,6	0,1	39,2
	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	—	—	...	...	...	—	...	...	...
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	...	0,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	3,7	—	—	—	...	3,7	
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	451,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	451,1	
	Autres dépôts à un an au plus	34,1	2,6	0,2	1,5	4,2	5,9	...	0,1	19,1	0,8	...	68,5	
	Dépôts à plus d'un an	61,0	...	—	...	...	...	—	—	—	—	...	61,0
	Bons de caisse à un an au plus	26,2	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	26,2
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	126,3	3,5	—	0,6	0,6	0,1	...	131,1
	Réserves mathématiques	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1
Divers	12,8	...	0,4	9,9	...	0,2	0,1	...	...	...	...	26,2	49,6
(Actions et parts)	(3,8)	—	—	—	—	—	—	(—)	(2,1)	(0,2)	—	—	(6,1)	
Total ...	741,4	2,6	0,6	11,8	10,3	6,1	7,4	...	0,7	22,9	1,5	26,3	831,6	
Organ. d'assurance-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Réserves de sécurité sociale	80,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	80,3	
	Réserves mathématiques	309,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	309,5	
	Divers	5,9	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	1,7	8,0
	(Actions et parts)	(2,9)	—	—	—	—	—	—	(—)	(0,1)	(...)	(—)	(...)	(3,0)
Total ...	395,7	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	1,7	397,8
Intermédiaires financiers publics de crédit (11)	Monnaie	7,4	...	—	0,7	...	...	—	...	0,3	...	...	8,4
	Argent à très court terme (francs belges)	0,1	—	—	0,1	—	0,2	...	0,9	—	0,3	0,1	1,7	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	—	—	...	...	...	4,0	...	5,5	0,3	3,4	13,2
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	72,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	72,1	
	Autres dépôts à un an au plus	17,3	6,1	—	15,8	9,1	1,9	5,5	—	0,2	2,6	0,3	58,8	
	Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	47,7	...	...	...	...	...	0,4	—	0,1	0,4	...	49,0
	Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	0,9	4,0	—	...	...	0,4	5,3
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, accessibles à tout placeur	289,4	0,5	...	1,0	5,8	7,2	37,3	1,8	43,1	23,3	7,8	...	417,2
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	2,7	5,2	11,8	—	40,3	18,2	3,2	6,4	87,8
	Divers	2,8	...	28,4	0,9	...	—	0,3	38,9	72,1
(Actions et parts)	(0,3)	(...)	(1,6)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,8)	
Total ...	436,8	6,6	28,4	17,6	17,6	16,3	63,0	1,8	90,4	45,1	16,6	45,4	785,6	
Secteurs indétectés et ajustements (12)			12,4	...	...	8,1	72,4	2,5	26,6	13,9	8,0	—	143,9
(13) = (1) + (12)	Total des créances	3.381,3	64,1	90,6	81,5	153,3	937,6	2.457,2	24,7	856,0	360,8	792,0	220,1	9.419,2

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (12)		
		Entreprises privées et particuliers (1)	Organismes publics d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Etranger (6)	Organismes principalement monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Intermédiaires financiers publics de crédit (11)			
															(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	1,2	—	—	—	2,7	200,1	—	18,6	0,2	12,6	1,1	236,5	
		Engagements en comptes courants ou d'avances	21,6	—	—	—	—	446,4	—	5,5	—	9,6	—	483,1	
		Obligations	71,8	—	—	—	0,1	11,2	—	26,6	36,9	—	—	146,6	
		Autres emprunts à plus d'un an	—	0,3	—	—	2,5	—	—	441,7	102,7	416,0	—	963,2	
		Divers	—	9,4	8,9	—	93,8	—	—	0,3	4,2	0,2	—	116,8	
		(Actions et parts)	(508,6)	(5,4)	(2,7)	—	(0,1)	(...)	(2,7)	(—)	(1,9)	(11,7)	(...)	(...)	(533,1)
	Total ...	93,4	10,9	8,9	—	96,4	2,7	657,7	—	492,7	144,0	438,4	1,1	1.946,2	
Secteurs nationaux non financiers	Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,5	—	—	—	0,2	1,2	—	1,4	—	1,6	—	4,4	
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	1,1	—	0,2	—	11,9	—	16,4	
		Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	1,2	—	1,5	—	0,1	—	
		Obligations accessibles à tout placeur	39,2	2,8	—	0,2	0,1	0,3	16,7	1,6	16,1	9,1	1,5	—	87,6
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	—	0,2	0,1	0,4	28,2	—	11,4	6,3	5,9	1,9	54,5
		Autres emprunts à plus d'un an	—	—	—	—	—	3,9	—	—	0,5	0,1	50,6	—	55,1
	Divers	17,6	0,1	11,6	0,3	—	4,9	—	—	—	0,1	11,8	46,4		
	(Actions et parts)	(0,7)	—	(26,3)	(18,3)	(...)	(0,2)	(—)	(0,6)	(0,3)	(1,0)	(0,9)	(48,3)		
	Total ...	57,3	3,0	11,6	0,7	0,2	10,8	50,0	1,6	31,1	15,5	71,7	13,7	267,2	
Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	6,9	1,4	—	4,2	—	6,4	80,3	—	—	—	36,1	135,3	
		Certificats à un an au plus	—	—	—	2,6	—	12,9	48,6	2,8	22,3	—	66,3	155,5	
		Obligations accessibles à tout placeur	312,4	5,3	—	4,8	9,4	1,5	296,8	10,8	134,7	100,5	49,2	925,4	
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	—	—	1,2	53,4	—	10,2	1,2	0,3	66,5	
		Divers	—	6,9	—	—	25,1	0,9	3,9	—	12,9	7,6	0,9	58,2	
		Total ...	319,3	13,8	—	11,6	34,5	22,9	483,0	13,6	180,1	109,3	116,7	36,1	1.340,9
Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,4	—	—	—	—	0,4	
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	40,8	—	—	—	4,8	45,6	
		Obligations accessibles à tout placeur	66,8	0,2	—	0,5	0,2	0,2	37,9	3,3	25,7	16,5	6,7	158,0	
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	9,6	—	17,1	1,9	21,4	50,5	
		Autres emprunts à plus d'un an	—	7,7	—	—	—	—	—	—	27,7	—	222,7	258,1	
	Divers	6,0	1,3	10,7	—	—	—	—	—	—	0,6	—	18,6		
	Total ...	72,8	9,2	10,7	0,5	0,2	0,2	88,7	3,3	70,5	18,4	256,2	0,5	531,2	
Secteurs nationaux non financiers	Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,9	—	—	—	—	0,9	
		Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,0	—	1,0	
		Obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	0,3	—	7,9	—	5,0	1,7	0,4	—	15,3
		Réserves de sécurité sociale	20,6	—	—	—	—	—	12,1	—	—	—	—	—	32,7
	Divers	69,7	—	3,6	—	—	0,2	2,6	—	3,0	1,8	10,7	91,6		
	Total ...	90,3	—	3,6	—	0,3	12,3	11,4	—	5,7	2,2	10,7	141,5		
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	4,0	—	—	—	—	—	4,0	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	0,2	—	—	—	0,5	75,5	—	8,8	—	18,6	1,5	105,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	179,0	—	0,4	—	—	—	179,4	
	Autres engagements à un an au plus envers des organismes principalement monétaires ¹	—	—	—	—	—	—	873,5	—	—	—	—	—	873,5	
	Obligations	14,7	—	—	0,1	0,1	—	34,5	—	2,1	6,0	—	—	57,5	
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	15,9	—	—	—	26,7	—	—	—	—	—	42,6	
	Divers	—	6,6	15,9	—	1,6	—	6,0	—	4,5	—	—	—	34,6	
	(Actions et parts)	(0,3)	(1,0)	(1,0)	—	—	(—)	(8,1)	(—)	(0,1)	(1,5)	(—)	(...)	(11,0)	
	Total ...	14,7	6,8	31,8	0,1	1,7	0,5	1.199,2	—	15,8	6,0	18,6	1,5	1.296,7	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
		Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)												
		Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)												
		Intermédiaires financiers publics de crédit (11)												
		Secteurs indeter- minés et ajustements (12)												
(13) = (1) à (12)		Total des créances												
Organismes principalement monétaires (7)	Monnaie	678,0	6,1	2,6	42,8	3,2	—	...	10,7	4,1	1,4	...	748,9	
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	8,1	7,0	...	0,6	—	0,1	15,8	
	Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	1.068,3	—	—	—	—	—	1.068,3	
	Autres dépôts en devises à un an au plus	35,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35,8	
	Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	298,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	298,2	
	Autres dépôts à un an au plus	222,3	...	—	...	0,4	—	—	—	7,1	...	1,8	231,6	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	174,9	...	—	—	—	174,9	
	Dépôts à plus d'un an	30,8	—	—	...	—	—	1,1	—	0,1	...	—	32,0	
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	103,5	—	—	...	—	—	0,4	—	0,4	0,5	...	104,8	
	Divers	0,3	—	0,3	...	...	...	...	...	...	0,2	...	104,4
(Actions et parts)	(32,5)	—	(0,2)	—	—	—	(2,9)	(...)	(1,0)	(0,8)	—	(37,4)		
Total ...	1.368,9	6,1	2,9	42,8	3,6	1.076,4	183,4	...	18,9	4,6	3,5	104,4	2.815,5	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	...	—	...	—	...	—	...	...	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	...	—	10,2	—	...	—	...	...	10,2
	Certificats à un an au plus	—	—	—	...	—	0,3	0,4	—	4,7	—	1,6	7,0	
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	...	—	...	—	0,4	3,2	
Total ...	—	—	2,8	...	—	0,3	10,6	—	4,7	—	1,6	0,4	20,4	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Monnaie	35,6	0,3	...	0,5	4,9	0,2	...	—	...	3,4	3,3	...	48,2
	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,1	—	...	—	...	0,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	4,2	—	...	—	0,3	4,5	
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	494,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	494,5	
	Autres dépôts à un an au plus	35,2	3,4	0,6	1,6	5,7	6,4	—	—	0,1	20,4	2,5	75,9	
	Dépôts à plus d'un an	66,0	...	—	...	0,1	—	—	—	—	—	—	66,1	
	Bons de caisse à un an au plus	28,3	...	—	...	—	—	—	—	—	—	—	28,3	
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	154,0	...	—	...	—	—	4,6	—	0,8	0,6	0,6	160,6	
	Réserves mathématiques	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1	
Divers	11,5	...	0,4	11,9	...	0,1	...	...	0,1	...	...	32,2	
(Actions et parts)	(3,9)	—	—	—	—	—	—	(—)	(2,0)	(0,2)	—	(6,1)		
Total ...	826,2	3,7	1,0	14,0	10,6	6,8	8,9	...	1,0	24,4	6,7	32,2	935,5	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Réserves de sécurité sociale	91,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	91,3	
	Réserves mathématiques	333,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	333,0	
	Divers	6,1	...	0,4	...	0,2	...	...	...	...	...	1,3	8,0
(Actions et parts)	(3,3)	—	—	—	—	—	—	(—)	(0,1)	(...)	(—)	(...)	(3,4)	
Total ...	430,4	...	0,4	...	0,2	...	...	...	...	...	...	1,3	432,3
Intermédiaires financiers publics de crédit (11)	Monnaie	7,7	...	—	...	...	0,1	—	...	0,2	...	...	8,0
	Argent à très court terme (francs belges)	0,1	—	—	...	—	0,6	...	1,2	—	...	...	2,0
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	—	...	...	0,1	2,2	—	0,5	...	4,7	7,5
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	86,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	86,4	
	Autres dépôts à un an au plus	19,0	5,5	—	19,3	7,5	0,7	2,7	—	0,5	...	...	57,7
	Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	50,0	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,2	...	51,6
	Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	0,8	4,9	—	...	...	...	...	5,7
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, accessibles à tout placeur	355,5	0,4	...	1,1	5,1	7,1	65,1	1,8	62,6	26,8	10,6	536,1	
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, non acces. à tout placeur .....	—	...	...	...	2,4	8,6	14,5	—	47,4	18,4	3,2	102,6
	Divers	3,1	0,1	25,9	...	...	...	...	...	0,3	...	0,7	53,9
(Actions et parts)	(0,3)	(...)	(1,6)	(0,7)	(...)	(...)	(0,1)	(—)	(0,1)	(...)	(...)	(...)	(2,8)	
Total ...	521,8	6,0	25,9	20,5	15,0	17,4	90,1	1,8	112,5	49,2	19,4	62,0	941,6	
Secteurs indeter- minés et ajustements (12)	11,6	13,7	75,1	2,4	29,5	16,6	11,0	—	159,9
	Total des créances	3.795,1	71,1	99,6	90,2	176,4	1.150,3	2.858,1	22,7	961,8	393,7	946,0	263,9	10.828,9

1 Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)				
		Secteurs nationaux non financiers						Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (12)					
		Entreprises privées et particuliers (1)	Organismes publics d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Etranger (6)	Organismes principalement monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Intermédiaires financiers publics de crédit (11)						
															(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	+ 0,9	—	.....	.....	— 1,1	+ 18,0	—	+ 4,0	.....	+ 5,0	— 2,9	+ 23,9
			Engagements en comptes courants ou d'avances	— 0,6	— 0,3	+ 78,9	—	+ 1,3	— 0,1	+ 79,5	
			Obligations	+ 4,7	+ 0,6	—	+ 2,0	— 1,6	+ 9,6	
			Autres emprunts à plus d'un an	+ 0,7	+ 43,5	+ 9,3	+ 52,5	+ 106,0	
			Divers	+ 2,1	+ 0,1	+ 7,5	+ 43,7	+ 0,1	+ 0,2	+ 53,7	
	(Actions et parts)	(+ 45,5)	(+ 0,5)	(+ 0,6)	.....	(...)	(+ 0,3)	(+ 0,4)	(—)	(— 0,3)	(+ 2,0)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 49,0)	
	Total ...	+ 4,1	+ 3,0	+ 0,1	.....	+ 8,2	+ 46,5	+ 97,5	—	+ 50,9	+ 7,9	+ 57,4	— 2,9	.....	.....	+ 272,7
	Secteurs nationaux non financiers	Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	+ 0,5	—	— 0,2	— 0,4	+ 0,1	
			Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 0,1	— 0,3	+ 1,4	—	+ 0,2	+ 2,2	+ 3,6
			Certificats à un an au plus	— 7,9	+ 1,5	+ 0,1	+ 6,3
			Obligations accessibles à tout placeur	+ 0,1	+ 0,4	— 0,1	+ 0,5	— 0,2	— 1,0	— 0,3	— 0,1	+ 0,7
			Obligations non accessibles à tout placeur	—	— 0,1	+ 16,0	+ 0,8	— 0,5	+ 0,7	— 1,3	+ 15,6
	Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	+ 0,7	+ 1,4	—	— 0,2	+ 1,3	+ 2,8	+ 1,6	+ 7,6	
			Certificats à un an au plus	+ 2,5	— 4,3	— 0,7	— 4,5	+ 1,6	+ 42,4	+ 37,0	
			Obligations accessibles à tout placeur	+ 53,4	+ 0,1	+ 0,7	+ 0,5	+ 36,5	+ 3,0	+ 15,8	+ 12,6	+ 12,3	+ 134,9	
Obligations non accessibles à tout placeur .....			—	.....	.....	.....	.....	— 0,2	— 5,5	.....	— 0,7	— 0,2	— 0,7	.....	.....	+ 7,3
Divers .....			.....	+ 1,7	.....	.....	+ 10,3	— 0,1	— 0,1	.....	+ 1,4	+ 0,2	+ 0,1	.....	.....	+ 13,5
Total ...	+ 54,1	+ 3,2	—	+ 3,0	+ 10,3	— 2,8	+ 33,0	— 1,5	+ 18,1	+ 12,6	+ 54,1	+ 1,6	.....	.....	+ 185,7	
Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
		Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	—	—	—	—	.....	.....	.....	+ 0,3	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,3
		Engagements en comptes courants ou d'avances .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 7,4	.....	.....	.....	— 25,7	.....	— 18,3
		Obligations accessibles à tout placeur	+ 7,4	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 5,1	— 0,1	+ 2,4	+ 2,3	+ 1,6	.....	+ 18,7
		Obligations non accessibles à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,7	.....	+ 0,5	+ 0,4	+ 15,8	— 0,1	+ 17,3
Secteurs nationaux non financiers	Sécurité sociale (5)	Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	— 0,2	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 4,4	.....	+ 26,7	.....	+ 30,9	
		Divers	+ 0,5	+ 0,1	+ 2,6	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	— 0,1	.....	+ 3,1
		Total ...	+ 7,9	— 0,1	+ 2,6	.....	.....	.....	+ 13,5	— 0,1	+ 7,3	+ 2,7	+ 18,3	— 0,1	.....	+ 52,0
		Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
		Engagements en comptes courants ou d'avances .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,4	.....	.....	.....	.....	+ 0,4
Secteurs nationaux non financiers	Etranger (6)	Certificats à un an au plus .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,0	.....	.....	+ 1,0	
		Obligations accessibles à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
		Obligations non accessibles à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
		Réserves de sécurité sociale	+ 5,3	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,2 ¹	.....	.....	.....	.....	.....	+ 4,1
		Divers	— 0,2	.....	.....	.....	.....	.....	.....	— 0,1	— 4,3	.....	.....	— 0,3	+ 1,7	+ 3,9
Total ...	+ 5,1	.....	.....	.....	.....	+ 1,1	+ 0,4	.....	.....	+ 0,5	+ 1,7	+ 3,9	.....	+ 12,7		
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 2,4	.....	.....	.....	.....	.....	+ 2,4	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	.....	+ 0,2	.....	.....	.....	.....	.....	+ 8,4	.....	+ 2,0	.....	+ 6,1	+ 1,1	+ 17,8	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 29,1	.....	+ 0,3	.....	.....	.....	+ 29,4	
	Autres engagements à un an au plus envers des organismes principalement monétaires ² .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 151,1	.....	.....	.....	.....	+ 151,1	
	Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 14,5	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 14,5	
	Autres dépôts en francs belges à un an au plus	+ 4,2	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 4,2	
	Obligations	+ 18,6 ³	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 17,8	
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique .....	.....	.....	+ 0,4	.....	.....	.....	.....	.....	— 3,1	.....	.....	.....	+ 2,6	— 0,1	
	Divers	— 12,6	+ 1,1	+ 1,7	.....	+ 0,2	.....	.....	.....	+ 1,9	.....	.....	.....	.....	— 6,3	
	(Actions et parts)	(— 1,0) ³	(...)	(+ 0,2)	.....	(...)	(...)	(+ 0,9)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,1)		
Total ...	+ 24,7	+ 1,3	+ 2,1	.....	+ 0,2	.....	+ 188,2	.....	+ 3,0	+ 0,5	+ 6,1	+ 2,7	.....	+ 220,8		

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
	Organismes principalement monétaires (7)													
	Monnaie	+61,6	- 0,6	+ 1,3	+ 0,9	+ 0,9	—	—	—	+ 0,4	+ 0,4	—	+ 64,9	
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	+ 0,6	- 0,4	—	- 1,1	- 0,7	—	+ 1,6	
	Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+208,8	—	—	—	—	—	+208,8	
	Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 4,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 4,4	
	Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+44,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 44,2	
	Autres dépôts à un an au plus	- 5,6	—	—	—	+ 0,1	—	—	—	+ 0,6	—	—	+ 4,9	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	+28,4	—	—	—	—	+ 28,4	
	Dépôts à plus d'un an	+ 2,1	—	—	—	—	—	- 0,2	—	—	—	—	+ 1,9	
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+30,1	—	—	—	—	—	+ 0,2	—	—	—	—	+ 30,3	
	Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 21,3	
	(Actions et parts)	(+ 4,9)	—	(...)	—	—	—	(+ 0,6)	(-)	(+ 0,4)	(+ 0,1)	- 0,1	+21,4	
	Total ...	+136,8	- 0,6	+ 1,3	+ 0,9	+ 1,0	+209,4	+28,0	...	- 1,2	+ 1,1	- 0,4	+21,4	
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 6,5	—	—	—	—	+ 6,5	
	Certificats à un an au plus	—	—	—	- 0,2	—	- 0,3	- 9,8	—	+ 0,3	—	+ 1,4	- 8,6	
	Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 0,1	
	Total ...	—	—	...	- 0,2	—	- 0,3	- 3,3	—	+ 0,3	—	+ 1,4	- 2,2	
	Monnaie	+ 6,8	+ 0,3	...	...	- 1,2	+ 0,2	...	—	...	+ 0,2	+ 2,7	+ 9,0
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 0,4	—	—	—	+ 0,3	+ 0,7	
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+43,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 43,4	
	Autres dépôts à un an au plus	+ 1,1	+ 0,8	+ 0,3	+ 0,2	+ 1,5	+ 0,6	—	—	—	+ 1,3	+ 1,6	+ 7,4	
	Dépôts à plus d'un an	+ 5,0	—	—	—	—	+ 0,1	—	—	—	—	—	+ 5,1	
	Bons de caisse à un an au plus	+ 2,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,1	
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+27,7	—	—	—	—	—	+ 1,1	—	+ 0,2	—	+ 0,5	+ 29,5	
	Réserves mathématiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Divers	- 1,3	...	+ 0,1	+ 2,0	...	- 0,2	...	—	+ 0,1	—	—	+ 6,0	
	(Actions et parts)	(+ 0,1)	—	—	—	—	—	—	(-)	(...)	(- 0,1)	—	(...)	
	Total ...	+84,8	+ 1,1	+ 0,4	+ 2,2	+ 0,3	+ 0,7	+ 1,5	...	+ 0,3	+ 1,5	+ 5,1	+ 6,0	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Réserves de sécurité sociale	+11,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 11,0	
	Réserves mathématiques	+23,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 23,5	
	Divers	+ 0,1	...	...	...	+ 0,2	...	...	—	...	...	...	...
	(Actions et parts)	(+ 0,4)	—	—	—	—	—	—	(-)	(...)	(...)	(-)	(+ 0,4)	
	Total ...	+34,6	...	...	...	+ 0,2	...	...	...	...	...	...	+ 34,5
	Monnaie	+ 0,3	...	—	- 0,7	...	—	...	—	...	...	...	- 0,4
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	- 0,2	+ 0,6	—	+ 0,3	—	- 0,3	+ 0,3	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	+ 0,1	- 1,8	—	- 5,0	- 0,3	+ 1,2	- 5,8	
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+14,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 14,3	
	Autres dépôts à un an au plus	+ 1,8	- 0,7	—	+ 3,5	- 1,6	- 1,2	- 2,8	—	+ 0,3	- 0,1	- 0,3	- 1,1	
	Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	+ 2,3	...	...	+ 0,1	...	—	- 0,4	—	- 0,1	+ 1,0	- 0,2	+ 2,7
	Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	- 0,1	+ 0,9	—	...	...	- 0,4	+ 0,4
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+65,8	...	...	...	- 0,7	+ 0,2	+27,8	- 0,1	+19,5	+ 3,5	+ 2,9	+118,9
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	...	...	...	- 0,3	+ 3,4	+ 2,8	—	+ 7,1	+ 0,1	...	+ 14,8
	Divers	+ 0,3	+ 0,1	- 2,6	...	...	- 0,9	...	—	...	...	...	+15,0
	(Actions et parts)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	
	Total ...	+84,8	- 0,6	- 2,6	+ 2,9	- 2,6	+ 1,3	+27,1	- 0,1	+22,1	+ 4,2	+ 2,9	+16,6	
		—	- 0,8	...	...	+ 5,6	+ 2,6	+ 4,4	- 0,1	+ 2,8	+ 2,7	+ 3,0	+ 20,2
(13) = (1) à (12)	Total des créances	+433,7	+ 7,0	+ 6,4	+ 8,7	+23,2	+258,2	+400,9	- 2,0	+105,7	+32,9	+154,0	+49,6	
													+1.478,3	

1 Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

2 Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

3 Cf. rubrique 4.2311 du tableau IX-1.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1976

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principa- lement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capi- talisation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	86,1	7,9	8,8	...	88,2	191,0	3,8	560,2	—	441,9	136,0	381,0	1.519,1	3,9	1.717,8
2. Organismes publics d'exploitation	60,5	2,5	9,1	0,7	0,2	73,0	11,1	39,5	1,8	29,9	16,4	67,3	154,9	13,9	252,9
3. Etat (Trésor)	264,4	10,6	—	8,6	24,2	307,8	23,9	449,9	15,2	162,0	96,7	62,6	786,4	34,5	1.152,6
4. Secteur public non compris ailleurs	64,9	9,3	8,1	0,6	0,2	83,1	0,2	75,2	3,4	63,1	15,7	237,9	395,3	0,6	479,2
5. Sécurité sociale	85,2	...	3,6	...	0,4	89,2	11,2	10,9	...	5,1	5,2	0,4	21,6	6,8	128,8
6. Total des secteurs nationaux non financiers	561,1	30,3	29,6	9,9	113,2	744,1	50,2	1.135,7	20,4	702,0	270,0	749,2	2.877,3	59,7	3.731,3
7. Etranger	14,2	5,5	27,1	0,1	1,4	48,3	0,5	1.009,4	...	11,9	5,5	12,5	1.039,3	0,4	1.088,5
8. Organismes principalement monétaires	1.232,1	6,7	1,7	41,9	2,7	1.285,1	863,9	155,4	...	20,1	3,4	3,9	182,8	86,1	2.417,9
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,2	—	3,0	0,6	13,9	—	4,3	—	0,3	18,5	0,5	22,6
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	741,4	2,6	0,6	11,8	10,3	766,7	6,1	7,4	...	0,7	22,9	1,5	32,5	26,3	831,6
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	395,7	...	0,4	...	...	396,1	...	...	...	...	...	...	...	1,7	397,8
12. Intermédiaires financiers publics de crédit	436,8	6,6	28,4	17,6	17,6	507,0	16,3	63,0	1,8	90,4	45,1	16,6	216,9	45,4	785,6
13. Total des intermédiaires financiers	2.806,0	15,9	33,9	71,5	30,6	2.957,9	886,9	239,7	1,8	115,5	71,4	22,3	450,7	160,0	4.455,5
14. Secteurs indéterminés et ajuste- ments .....	.....	12,4	...	...	8,1	20,5	.....	72,4	2,5	26,6	13,9	8,0	123,4	—	143,9
15. Total des créances	3.381,3	64,1	90,6	81,5	153,3	3.770,8	937,6	2.457,2	24,7	856,0	360,8	792,0	4.490,7	220,1	9.419,2
Solde des créances et des dettes ...	+1.663,5	- 188,8	-1.062,0	- 397,7	+ 24,5	+ 39,5	- 150,9	+ 39,3	+ 2,1	+ 24,4	-37,0	+ 6,4	+ 35,2	+ 76,2	—

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1977

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principa- lement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	93,4	10,9	8,9	...	96,4	209,6	2,7	657,7	—	492,7	144,0	438,4	1.732,8	1,1	1.946,2
2. Organismes publics d'exploitation	57,3	3,0	11,6	0,7	0,2	72,8	10,8	50,0	1,6	31,1	15,5	71,7	169,9	13,7	267,2
3. Etat (Trésor)	319,3	13,8	—	11,6	34,5	379,2	22,9	483,0	13,6	180,1	109,3	116,7	902,7	36,1	1.340,9
4. Secteur public non compris ailleurs	72,8	9,2	10,7	0,5	0,2	93,4	0,2	88,7	3,3	70,5	18,4	256,2	437,1	0,5	531,2
5. Sécurité sociale	90,3	...	3,6	...	0,3	94,2	12,3	11,4	...	5,0	5,7	2,2	24,3	10,7	141,5
6. Total des secteurs nationaux non financiers	633,1	36,9	34,8	12,8	131,6	849,2	48,9	1.290,8	18,5	779,4	292,9	885,2	3.266,8	62,1	4.227,0
7. Etranger	14,7	6,8	31,8	0,1	1,7	55,1	0,5	1.199,2	...	15,8	6,0	18,6	1.239,6	1,5	1.296,7
8. Organismes principalement monétaires	1.368,9	6,1	2,9	42,8	3,6	1.424,3	1.076,4	183,4	...	18,9	4,6	3,5	210,4	104,4	2.815,5
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	...	—	2,8	0,3	10,6	—	4,7	—	1,6	16,9	0,4	20,4
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	826,2	3,7	1,0	14,0	10,6	855,5	6,8	8,9	...	1,0	24,4	6,7	41,0	32,2	935,5
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	430,4	...	0,4	...	0,2	431,0	...	...	...	...	...	...	...	1,3	432,3
12. Intermédiaires financiers publics de crédit	521,8	6,0	25,9	20,5	15,0	589,2	17,4	90,1	1,8	112,5	49,2	19,4	273,0	62,0	941,6
13. Total des intermédiaires financiers	3.147,3	15,8	33,0	77,3	29,4	3.302,8	1.100,9	293,0	1,8	137,1	78,2	31,2	541,3	200,3	5.145,3
14. Secteurs indéterminés et ajuste- ments .....	.....	11,6	...	...	13,7	25,3	.....	75,1	2,4	29,5	16,6	11,0	134,6	—	159,9
15. Total des créances	3.795,1	71,1	99,6	90,2	176,4	4.232,4	1.150,3	2.858,1	22,7	961,8	393,7	946,0	5.182,3	263,9	10.828,9
Solde des créances et des dettes ...	+1.848,9	- 196,1	-1.241,3	- 441,0	+ 34,9	+ 5,4	- 146,4	+ 42,6	+ 2,3	+ 26,3	- 38,6	+ 4,4	+ 37,0	+ 104,0	—

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1977

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principa- lement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajustements	Total des dettes
Dettes par secteur	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	+ 4,1	+ 3,0	+ 0,1	...	+ 8,2	+ 15,4	+ 46,5	+ 97,5	—	+ 50,9	+ 7,9	+ 57,4	+ 213,7	— 2,9	+ 272,7
2. Organismes publics d'exploitation	— 3,2	+ 0,5	+ 2,5	— 0,1	...	— 0,3	— 0,3	+ 10,5	— 0,2	+ 1,2	— 0,8	+ 4,4	+ 15,1	— 0,2	+ 14,3
3. Etat (Trésor)	+ 54,1	+ 3,2	—	+ 3,0	+ 10,3	+ 70,6	— 2,8	+ 33,0	— 1,5	+ 18,1	+ 12,6	+ 54,1	+ 116,3	+ 1,6	+ 185,7
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 7,9	— 0,1	+ 2,6	...	...	+ 10,4	...	+ 13,5	— 0,1	+ 7,3	+ 2,7	+ 18,3	+ 41,7	— 0,1	+ 52,0
5. Sécurité sociale	+ 5,1	...	...	...	...	+ 5,1	+ 1,1	+ 0,4	...	...	+ 0,5	+ 1,7	+ 2,6	+ 3,9	+ 12,7
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 68,0	+ 6,6	+ 5,2	+ 2,9	+ 18,5	+ 101,2	+ 44,5	+ 154,9	— 1,8	+ 77,5	+ 22,9	+ 135,9	+ 389,4	+ 2,3	+ 537,4
7. Etranger	+ 24,7	+ 1,3	+ 2,1	...	+ 0,2	+ 28,3	...	+ 188,3	...	+ 3,9	+ 0,5	+ 6,1	+ 198,8	+ 3,7	+ 230,8
8. Organismes principalement monétaires	+ 136,8	— 0,6	+ 1,3	+ 0,9	+ 1,0	+ 139,4	+ 209,4	+ 28,0	...	— 1,2	+ 1,1	— 0,4	+ 27,5	+ 21,4	+ 397,7
9. Fonds des Rentes	—	—	...	— 0,2	—	— 0,2	— 0,3	— 3,3	—	+ 0,3	—	+ 1,4	— 1,6	— 0,1	— 2,2
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 84,8	+ 1,1	+ 0,4	+ 2,2	+ 0,3	+ 88,8	+ 0,7	+ 1,5	...	+ 0,3	+ 1,5	+ 5,1	+ 8,4	+ 6,0	+ 103,9
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 34,6	...	...	...	+ 0,2	+ 34,8	...	...	...	...	...	...	...	— 0,3	+ 34,5
12. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 84,8	— 0,6	— 2,6	+ 2,9	— 2,6	+ 81,9	+ 1,3	+ 27,1	— 0,1	+ 22,1	+ 4,2	+ 2,9	+ 56,2	+ 16,6	+ 156,0
13. Total des intermédiaires financiers	+ 341,0	— 0,1	— 0,9	+ 5,8	— 1,1	+ 344,7	+ 211,1	+ 53,3	— 0,1	+ 21,5	+ 6,8	+ 9,0	+ 90,5	+ 43,6	+ 689,9
14. Secteurs indéterminés et ajuste- ments .....	.....	— 0,8	...	...	+ 5,6	+ 4,8	+ 2,6	+ 4,4	— 0,1	+ 2,8	+ 2,7	+ 3,0	+ 12,8	—	+ 20,2
15. Total des créances	+ 433,7	+ 7,0	+ 6,4	+ 8,7	+ 23,2	+ 479,0	+ 258,2	+ 400,9	— 2,0	+ 105,7	+ 32,9	+ 154,0	+ 691,5	+ 49,6	+ 1.478,3
Solde des créances et des dettes ...	+ 161,0	— 7,3	— 179,3	— 43,3	+ 10,5	— 58,4	+ 27,4	+ 3,2	+ 0,2	+ 1,8	— 1,6	— 2,0	+ 1,6	+ 29,4	—

Références bibliographiques : Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVII^e année, tome II, nos 2-3, août-septembre 1962, XXXVIII^e année, tome I, no 2, février 1963 et XLIX^e année, tome II, nos 1-2 juillet-août 1974. —

Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LI^e année, tome I, no 1, janvier 1976, LII^e année, tome I, no 1, janvier, tome II, no 6, décembre 1977, LIII^e année, tome II, no 4, octobre 1978. — Statistiques économiques belges 1960-1970. — Statistiques financières de l'O.C.D.E.

XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire 1	Autres engagements envers les entreprises et particuliers 2			Total (5) = (1) à (4) (6) à (15)	Avoirs extérieurs nets (6)	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises 5 et particuliers			Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires 9			Divers 12 (15)
		En francs belges					Etat 3 (7)	Autres pouvoirs publics 4 (8)	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obligations 8 (11)	Fonds des Rentes		Autres intermédiaires financiers 11 (14)	
		A un an au plus (déposés) (9)	A plus d'un an (déposés, bons de caisse et obligations) (10)	En monnaies étrangères (déposés à un an au plus) (4)					Financées par les organismes principalement monétaires 6 (9)	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires 7 (10)		Avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie (12)	Autres 10 (13)		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	
1970	378,2	178,5	39,9	11,4	608,0	104,7	247,3	26,0	218,0	231,2	15,2	...	5,4	37,0	- 45,6
1971 (ancien. série)	416,1	208,4	52,4	9,7	686,6	132,5	257,5	30,8	251,9	266,3	16,8	...	4,4	41,7	- 49,0
1971 (nouv. sér.) 13	420,4	208,4	52,4	9,7	690,9	132,5	257,5	30,8	251,9	266,3	16,8	...	4,4	41,7	- 44,7
1972	484,5	247,8	62,6	9,2	804,1	148,7	291,0	39,6	305,0	318,4	24,5	2,5	6,0	38,6	- 51,8
1973	520,4	316,4	68,8	11,9	917,5	151,9	329,8	56,6	364,8	374,4	25,7	...	9,6	32,4	- 53,3
1974	552,9	358,1	71,9	17,5	1.000,4	132,5	354,6	69,3	399,7	417,5	35,0	...	10,1	44,3	- 45,1
1975	640,3	402,7	89,7	23,0	1.155,7	159,5	390,7	77,2	466,3	483,9	43,1	2,9	6,3	57,1	- 47,4
1976	684,1	489,9	103,3	31,4	1.308,7	145,5	449,9	86,2	554,8	568,4	48,2	3,6	10,3	64,1	- 53,9
1977 Juin	732,2	500,7	123,7	30,7	1.387,3	147,1	490,2	91,1	592,0	607,7	50,2	14,8	11,3	71,3	- 80,7
Septembre ...	722,7	511,7	131,4	28,8	1.394,6	118,0	507,0	90,1	606,2	618,1	55,8	...	3,6	82,6	- 68,7
Déc. (anc. s.)	748,9	529,4	135,3	35,8	1.449,4	122,8	482,9	99,7	654,0	670,3	57,3	2,8	7,8	94,0	- 71,9
Déc. (n. s.) 13	741,5	529,4	135,3	35,8	1.442,0	122,8	482,9	99,7	654,0	670,3	57,3	2,8	7,8	94,0	- 79,3
1978 Mars	747,6	556,4	139,3	32,3	1.475,6	128,5	520,2	106,1	638,2	653,2	60,0	8,5	- 2,6	96,2	- 79,5
Juin	781,7	554,0	147,5	31,4	1.514,6	109,2	532,1	90,1	669,8	691,9	62,9	37,0	5,5	92,3	- 84,3
Septembre ...	765,0	573,1	151,2	32,1	1.521,4	83,2	526,4	104,9	692,0	712,6	61,1	28,7	5,8	97,4	- 78,1
Décembre	784,9	594,3	154,6	29,8	1.563,6	75,8	532,8	111,6	736,2	742,1	61,6	16,0	14,8	95,3	- 80,5
1979 Mars	779,5	622,9	161,6	30,8	1.594,8	104,5	p 575,0	109,8	734,6	743,6	p 59,3	29,3	4,2	99,8	- 121,7
Juin	830,0	626,5	167,4	34,6	1.658,5	64,9	p 595,8	122,0	784,7	797,6	p 58,3	49,1	7,9	96,2	- 120,4
Septembre ...	773,1	643,1	173,8	36,3	1.626,3	22,9	p 598,5	p 118,1	807,7	823,0	p 58,2	47,7	11,8	p 95,3	p - 133,9

1 Voir tableau XIII-4a, colonne (10).

2 Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

3 Y compris le Fonds des Rentes (voir l'article « Chapitre IX, Balance des Paiements, et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique », publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIIIe année, tome II, no 3, septembre 1968), sous déduction du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B.

4 Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

5 Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

6 Voir tableau XIII-9, colonnes (11) + (12).

7 Voir tableau XIII-9, colonne (4).

8 Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

9 Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

10 Sous déduction du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B.

11 Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

12 Cette rubrique comprend principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

13 Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIVe année, tome II, no 6, décembre 1949; XXXe année, tome II, no 5, novembre 1955; XXXIIIe année, tome II, no 5, novembre 1958; XLIIe année, tome I, no 1, janvier 1967, tome II, no 3, septembre 1967 et Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LIe année, tome I, no 1, janvier 1976; LIe année, tome I, no 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4a.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau XIII-5.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-12-76	31-12-77	31-3-78	30-6-78	30-9-78	31-12-78	31-3-79	30-6-79	30-9-79	31-12-79
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8	72,3	72,3	72,3	72,3	72,5	58,0	58,0	58,0	58,3
2. F.M.I. — Participation	30,0	25,9	24,0	24,9	26,3	29,9	26,7	24,7	21,0	19,7	19,4	19,6	20,2	20,3	18,1
— Prêts	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	1,5	1,3	0,7	0,7	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	20,3	26,1	30,5	28,4	30,0	19,3	19,8	19,8	20,1	20,1	20,1	24,7	23,1	23,1	23,2
— Autres	—	—	—	—	2,4	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,4	9,0	8,4	7,5	7,4
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	70,8	60,3	66,7	61,1
4. Accords internationaux .....	...	...	...	...	...	0,2	0,4	0,5	0,7	0,2	0,4	0,5	0,1	0,5	...
5. F.E.C.O.M.	—	—	3,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	6,5	6,5	6,5	6,5	4,9	3,3	—	—	—	—	—	—
7. Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	5,8	16,5	16,9	12,0	11,9	13,7	20,0	8,8	10,6	19,8	25,8	21,1	23,3	23,6	p 21,9
9. Autres : a) en monnaies étrangères	35,0	52,4	75,9	88,6	107,2	84,1	101,2	108,2	110,7	98,6	106,1	86,1	83,8	85,5	75,5
b) en francs belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	168,3	196,3	222,6	232,2	256,1	235,2	258,1	250,4	249,9	241,7	254,4	290,5	277,2	285,2	p265,5
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,6	0,5	0,6	0,4
2. Autres : a) sur la B.N.B. :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	...	...	...	...	2,5	2,4	2,8	2,6	2,3	2,0	2,2	2,7	3,7	3,4
b) sur les organismes publics .....	...	0,9	2,1	0,2	...	0,1	...	...	4,8	...	2,1	...	...	5,3	0,2
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	4,9	1,1	0,5	5,1	4,2	20,6	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	1,9	2,0	2,2	2,7	3,0	3,2	3,8	4,3	4,3	4,2	4,2	4,9	4,9	5,0	4,9
— autres	34,0	34,0	40,2	38,3	38,3	38,1	37,9	37,9	37,9	37,9	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	4,5	6,3	7,9	5,2	...	5,4	7,6	2,5	3,1	10,1	12,1	8,3	9,2	12,4	12,0
b) effets commerciaux	4,8	10,6	15,2	14,9	10,3	26,2	32,1	17,4	10,6	30,1	41,2	28,9	36,5	39,2	p 46,6
c) avances	0,3	0,2	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4	...	0,1	0,4	0,1	...	0,1	0,1	0,3
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie .....	...	2,5	...	...	2,9	3,6	2,8	8,5	37,0	28,7	16,0	29,3	49,1	47,7	52,5
b) autres .....	...	...	...	...	...	...	7,4	...	4,7	4,3	13,9	1,7	4,8	...	23,2
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,6	0,1	0,7	...	...	2,0	...
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout plac.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	41,9	28,3	37,8	24,2	23,3	12,1	15,2	16,3	18,0	32,2	35,5	70,1	78,3	79,8	93,1
TOTAL DE L'ACTIF ...	262,7	284,4	331,0	325,6	340,8	349,7	406,9	379,4	412,7	431,2	458,8	512,7	539,5	557,2	578,3

¹ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XLIII^e année, tome II, n° 3, septembre 1968).

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-12-76	31-12-77	31-3-78	30-6-78	30-9-78	31-12-78	31-3-79	30-6-79	30-9-79	31-12-79	
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	—	—	...	...	...	...	23,4	...	...	27,5	26,7	14,8	7,7	39,9	27,4
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	3,5	1,7	2,3	3,0	3,6	3,3	3,7	3,9	4,4	5,0	5,9	3,8	4,9	4,1	6,0	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	0,9	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger ...	3,8	2,0	3,5	3,4	3,7	3,4	27,2	4,0	4,5	32,6	32,7	18,7	12,7	44,1	33,5	
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :																
1. Pièces et billets ²	5,4	5,8	7,0	7,2	7,2	7,7	8,0	8,2	10,6	8,4	10,2	8,4	10,0	9,2	p 9,6	
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,8	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	7,7	21,3	14,7	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	1,0	1,1	0,6	0,9	0,7	0,7	0,5	...	0,1	0,1	0,5	...	0,1	...	p 0,3	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :																
— monnaie fiduciaire ⁴	196,4	216,8	231,5	248,9	281,2	299,5	327,4	320,5	348,9	337,9	349,7	345,1	370,1	349,8	p362,2	
— monnaie scripturale ⁵	0,6	0,6	0,5	0,3	0,9	1,2	0,5	0,5	0,7	0,5	0,8	0,5	1,0	0,7	p 0,7	
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶ .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	p ...
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :																
a) en francs belges :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— à plus d'un an :																
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	0,5	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	—	4,0	11,8	5,7	—	—	—	—	—	—	0,3	—	—	—	—	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	55,5	46,4	54,3	44,2	47,1	37,2	43,3	46,2	47,1	51,7	64,5	139,9	145,6	153,4	p172,0	
TOTAL DU PASSIF ...	262,7	284,4	331,0	325,6	340,8	349,7	406,9	379,4	412,7	431,2	458,8	512,7	539,5	557,2	578,3	

1 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

2 Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

3 Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

4 Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

5 A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c) ou sous D. selon les dates.

6 A l'exclusion du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. a).

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-1-79	28-2-79	31-3-79	30-4-79	31-5-79	30-6-79	31-7-79	31-8-79	30-9-79	31-10-79	30-11-79	31-12-79	31-1-80
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	72,5	72,5	58,0	58,0	58,0	58,0	58,0	58,0	58,0	58,0	58,0	58,3	58,2
2. F.M.I. — Participation	19,4	19,6	19,6	19,6	20,1	20,2	20,2	20,3	20,3	19,3	18,4	18,1	17,7
— Prêts	0,7	0,7	0,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	24,7	24,7	24,7	24,7	23,1	23,1	23,1	23,1	23,1	23,1	23,2	23,2	27,7
— Autres	9,4	9,4	9,0	8,8	8,5	8,4	8,2	7,7	7,5	7,4	7,2	7,4	7,2
3. Ecus	—	—	70,8	64,6	60,4	60,3	66,3	66,2	66,7	75,4	72,7	61,1	72,5
4. Accords internationaux	0,6	0,4	0,5	0,2	0,4	0,1	0,5	0,5	0,5	0,2	...	...	...
5. F.E.C.O.M. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	21,9	22,1	21,1	23,7	23,3	23,3	22,3	20,3	23,6	22,4	20,6	p 21,9	p 19,9
9. Autres : a) en monnaies étrangères	107,1	107,1	86,1	87,2	82,8	83,8	86,3	87,3	85,5	89,1	92,3	75,5	58,6
b) en francs belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	256,3	256,5	290,5	286,8	276,6	277,2	284,9	283,4	285,2	294,9	292,4	p265,5	p261,8
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :													
1. Pièces et billets	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,4	0,7
2. Autres : a) sur la B.N.B. :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	2,0	2,6	2,2	2,2	2,7	2,7	2,6	2,8	3,7	2,8	3,2	3,4	3,3
c) sur les banques de dépôts	0,3	...	...	0,5	...	...	2,9	1,2	5,3	...	...	0,2	4,9
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :													
1. Sur l'Etat ¹ :													
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	5,0	5,0	5,0	4,9	5,6
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :													
a) acceptations bancaires	9,4	9,9	8,3	8,7	9,1	9,2	7,9	7,7	12,4	11,4	10,0	12,0	11,4
b) effets commerciaux	31,9	27,9	28,9	30,4	31,3	36,5	35,5	33,4	39,2	38,9	37,1	p 46,6	p 46,8
c) avances .....	...	...	...	...	...	0,1	...	...	0,1	...	...	0,3	0,3
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :													
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	13,7	22,9	29,3	37,9	43,7	49,1	31,8	30,4	47,7	47,8	35,9	52,5	40,2
b) autres	13,7	6,3	1,7	...	...	4,8	7,9	7,1	...	14,2	16,8	23,2	18,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :													
a) à un an au plus :													
— obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	0,1	...	0,2	...	...	0,1	0,1	2,0	0,1	0,1	...	0,1
b) à plus d'un an :													
— bons de c. et oblig. accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	33,0	33,4	70,1	70,6	77,6	78,3	76,6	80,5	79,8	78,3	83,4	93,1	72,0
TOTAL DE L'ACTIF ...	442,0	441,3	512,7	518,9	522,6	539,5	531,9	528,3	557,2	570,2	560,7	578,3	541,3

¹ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XLIII^e année, tome II, n° 3, septembre 1963).

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-1-79	28-2-79	31-3-79	30-4-79	31-5-79	30-6-79	31-7-79	31-8-79	30-9-79	31-10-79	30-11-79	31-12-79	31-1-80
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le F.E.C.O.M.	20,2	16,5	14,8	14,6	3,4	7,7	9,2	7,7	39,9	40,2	30,0	27,4	11,7
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	4,6	4,6	3,8	4,5	5,6	4,9	5,1	4,3	4,1	5,0	5,1	6,0	4,8
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	24,9	21,2	18,7	19,2	9,1	12,7	14,4	12,1	44,1	45,3	35,2	33,5	16,6
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :													
1. Pièces et billets ²	9,5	9,3	8,4	9,3	10,1	10,0	9,1	8,6	9,2	9,6	9,4	p 9,6	p 9,6
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire .....	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	...	p 0,3	p 0,1
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :													
— monnaie fiduciaire ⁴	339,2	341,3	345,1	350,2	359,2	370,1	354,1	351,9	349,8	348,8	346,8	p362,2	p345,6
— monnaie scripturale ⁵	1,1	0,8	0,5	1,6	1,0	1,0	1,2	0,7	0,7	0,6	0,5	p 0,7	p 0,7
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶													
...	...	...	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	p ...	p ...
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en francs belges :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
à plus d'un an :													
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus													
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor													
...
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)													
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	67,2	68,7	139,9	138,5	143,1	145,6	153,1	154,9	153,4	165,9	168,8	p172,0	p168,7
TOTAL DU PASSIF ...	442,0	441,3	512,7	518,9	522,6	539,5	531,9	528,3	557,2	570,2	560,7	578,3	541,3

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 8. c) ou sous D. selon les dates.

⁶ A l'exclusion du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B., lequel est repris sous C. 8. a).

b) Organismes publics monétaires — Actif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-12-76	30-9-77	31-12-77	31-8-78	30-6-78	30-9-78	31-12-78	31-8-79	30-6-79	30-9-79
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	3,2	...	...	0,4	0,8	0,3	0,4	0,4	1,5	...	0,6	0,4	0,1	...	0,1
9. Autres : a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges .....	...	...	...	...	...	...	...	0,5	...	...	0,4	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	3,2	...	...	0,4	0,8	0,3	0,4	0,9	1,5	...	1,0	0,4	0,1	...	0,1
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,3	1,4	0,1	0,7	0,4	0,7	1,2	0,9	1,1	1,0
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire .....	—	—	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,8	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics	0,3	0,8	0,5	1,2	1,0	1,1	0,8	1,4	0,2	8,8	0,4	2,3	0,8	0,6	0,4
c) sur les banques de dépôts	0,5	0,1	0,5	...	...	1,4	0,7	0,6	0,3	...	0,4	...	1,8	5,5	...
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ² :															
a) à un an au plus	55,9	64,4	64,0	65,0	70,1	77,5	81,2	80,3	88,0	89,3	79,2	84,0	82,0	87,3	79,2
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	7,1	7,6	8,1	8,3	8,7	10,0	10,5	10,3	10,1	10,4	10,8	10,7	^p 10,3	^p 11,0	^p 11,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics ³ :															
a) à un an au plus	12,4	16,5	19,5	21,8	25,7	28,3	25,3	35,7	36,4	19,7	34,5	38,5	35,0	38,3	33,7
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ⁴ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	0,1	0,2	...	0,7	3,0	1,4	1,8	1,5	0,2	...	2,1	0,6	0,4	...	0,6
b) effets commerciaux	0,2	0,2	...	1,9	3,6	1,7	1,2	1,6	0,7	...	0,6	2,7	0,7	...	1,0
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,6	0,6	0,6	^p 0,6	^p 0,6	^p 0,6
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres .....	...	2,9	0,4	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	0,1	...	...	4,4
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,3	0,6	...	...	0,1	...	...	0,2	0,4	...	1,0	...	0,6	0,4	...
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout plac.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...
D. Autres	8,8	7,3	11,1	14,0	18,1	23,1	20,1	12,2 ⁶	12,2	11,7	12,3	11,6	11,7	12,5	12,5
TOTAL DE L'ACTIF ...	89,0	101,2	104,7	114,0	131,8	145,7	143,7	145,1 ⁶	151,0	141,7	143,6	152,7	144,9	157,3	144,9

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Y compris le Fonds des Rentes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XLIII^e année, tome II, n° 3, septembre 1968).

³ Y compris les organismes de sécurité sociale.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidentés du travail, et fonds de pension.

⁵ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ A partir du 31 décembre 1977, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes statistiques extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 s'élevait à 19,7 et pour le total de l'actif à 152,6.

b) Organismes publics monétaires — Passif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-12-76	30-9-77	31-12-77	31-3-78	30-6-78	30-9-78	31-12-78	31-3-79	30-6-79	30-9-79
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,5	...	0,2	...	...	...	0,6	...	0,5	...	...	...	...	...	...
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	0,5	...	0,2	...	...	...	0,6	...	0,5	...	...	...	...	...	...
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets ²	0,5	0,7	0,3	0,4	1,2	0,4	0,5	0,4	0,5	0,7	0,5	0,4	0,6	0,5	0,6
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	2,5	2,7	2,5	2,8	2,6	2,3	2,0	2,2	2,7	3,7
b) envers les organismes publics	0,3	0,8	0,5	1,2	1,0	1,1	0,8	1,3	0,1	8,8	0,4	2,3	0,8	0,6	0,3
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	8,5	6,2	1,3	3,9	6,5	6,2	4,2	6,4	5,2	1,4	6,7	4,9	5,6	6,4	7,4
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	8,1	8,5	9,1	9,5	10,1	11,3	11,5	11,7	11,6	11,9	12,0	12,2	12,1	12,4	12,5
— monnaie scripturale	51,5	63,2	65,7	67,5	75,0	81,1	86,0	86,0	89,7	86,7	85,4	91,5	88,8	97,4	87,1
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	19,6	21,8	27,6	31,5	35,9	43,1	37,4	36,8 ⁵	40,4	29,6	36,3	39,4	34,8	37,3	33,3
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	2,1	...	...	...	0,2	...	...	...	...	...	...
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	89,0	101,2	104,7	114,0	131,8	145,7	143,7	145,1⁵	151,0	141,7	143,6	152,7	144,9	157,3	144,9

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

² Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A partir du 31 décembre 1977, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 pour la monnaie scripturale s'élève à 44,3 et pour le total du passif à 152,6.

c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-12-76	30-9-77	31-12-77	31-3-78	30-6-78	30-9-78	31-12-78	31-3-79	30-6-79	30-9-79
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	24,8	31,9	48,1	53,7	39,6	35,5	31,2	34,5	35,1	36,8	37,5	37,9	36,4	35,6	37,5
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	13,9	11,8	11,1	17,0	17,2	16,6	16,3	19,3	21,3	22,8	16,9	16,4	18,2	17,5	15,2
9. Autres : a) en monnaies étrangères	235,3	297,0	391,4	489,5	596,1	656,7	759,3	803,8	821,1	872,2	955,0	1.004,1	1.070,3	1.146,0	1.197,5
b) en francs belges	22,3	27,1	35,4	38,6	49,8	65,0	70,8	82,6	75,0	82,7	77,6	77,4	82,0	83,7	83,6
Total des créances sur l'étranger ...	296,3	367,8	486,0	598,8	702,7	773,8	877,6	940,2	952,5	1.014,5	1.087,0	1.135,8	1.206,9	1.282,8	1.333,8
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	5,3	5,7	6,9	7,0	7,1	7,6	7,3	7,9	8,0	10,2	8,3	10,0	8,3	9,8	9,1
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	7,7	21,3	14,7	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—
— autres	1,0	1,1	0,6	0,9	0,7	0,7	0,2	0,5	...	0,1	0,1	0,4	...	0,1	...
b) sur les organismes publics	8,5	6,2	1,3	4,0	6,5	6,2	4,2	6,4	5,1	1,4	6,7	4,9	5,6	6,4	7,3
c) sur les banques de dépôts	44,7	58,6	91,1	105,5	106,0	135,5	154,2	164,5	169,7	160,7	180,8	172,5	186,7	179,6	194,6
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	17,8	9,4	10,0	8,4	10,0	28,7	37,1	11,6	29,7	26,2	23,5	23,7	68,4	62,8	61,1
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	106,1	140,0	173,8	194,3	226,3	247,0	286,2	282,6	294,1	307,8	314,6	317,5	316,6	337,0	349,1
— autres	29,7	32,5	31,1	32,6	30,0	24,9	20,9	19,4	19,2	19,2	19,2	18,2	18,2	18,2	18,2
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	2,3	3,2	4,7	9,8	11,6	12,7	10,5	9,1	8,8	8,2	8,7	10,5	8,7	11,4	12,4
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	12,3	15,5	24,7	29,1	29,8	31,8	37,8	36,8	41,7	41,6	40,9	41,2	40,5	44,5	43,8
— autres	2,8	3,4	6,6	7,6	9,1	12,5	15,7	17,4	18,4	19,8	20,0	20,5	24,8	27,0	27,5
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	8,6	9,1	5,9	7,9	10,9	11,9	12,3	9,9	14,9	16,4	9,5	13,0	18,6	16,7	10,2
b) effets commerciaux	93,5	106,2	116,0	116,3	128,6	136,2	141,9	148,8	153,4	159,2	146,1	149,2	155,9	157,9	154,1
c) avances	139,9	172,3	219,4	252,3	309,5	371,7	424,0	452,1	449,0	480,4	493,1	517,3	521,8	564,2	590,1
d) autres créances à un an au plus	0,1	0,1	0,1	4,1	4,5	9,1	2,6	1,2	3,8	1,4	0,5	1,2	...	0,1	0,8
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	8,9	11,5	12,2	14,7	14,7	15,4	21,7	16,0	15,9	20,8	19,9	20,0	19,2	18,3	17,5
— autres	7,4	12,0	12,6	15,3	23,0	22,8	30,7	39,3	39,6	39,8	39,8	39,4	39,1	39,0	38,9
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	4,4	5,6	9,2	10,8	9,0	10,2	6,3	0,4	1,5	0,8	1,5	0,8	2,5	3,2	7,3
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,6	1,9	0,2	0,7	2,1	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	4,4	2,9	4,1	4,7	10,3	13,6	10,0	10,2	8,4	9,3	10,5	12,1	7,7	7,7	7,8
b) à plus d'un an :															
— bons de c. et oblig. accessibles à tout placeur	31,8	31,6	31,5	37,4	37,2	39,9	57,9	68,9	71,8	71,3	71,2	70,6	73,1	70,0	67,7
— autres	4,6	5,2	8,2	9,9	10,5	12,3	15,0	15,1	15,3	14,5	14,4	14,5	18,6	18,8	17,6
D. Autres	84,0	87,6	99,5	129,9	133,5	139,1	140,6	158,2	153,4	160,4	163,6	181,7	190,8	190,6	192,7
TOTAL DE L'ACTIF ...	915,0	1.097,1	1.377,0	1.616,7	1.833,6	2.064,0	2.314,7	2.416,5	2.474,2	2.584,0	2.679,9	2.775,1	2.932,0	3.066,1	3.161,6

¹ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XLIII^e année, tome II, n° 3, septembre 1968).

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédits.

c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-12-76	30-9-77	31-12-77	31-3-78	30-6-78	30-9-78	31-12-78	31-3-79	30-6-79	30-9-79
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	267,0	333,2	434,3	525,9	633,9	680,6	796,9	842,0	865,3	931,4	1.014,8	1.063,1	1.133,9	1.241,7	1.305,0
b) en francs belges ¹	64,0	80,1	118,6	169,6	162,5	179,9	214,8	207,2	206,1	219,4	199,1	218,9	240,3	240,7	247,1
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	331,0	413,3	552,9	695,5	796,4	860,5	1.011,7	1.049,2	1.071,4	1.150,8	1.213,9	1.282,0	1.374,2	1.482,4	1.552,1
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	...	0,9	2,1	0,2	...	0,1	0,2	...	...	4,8	...	2,1	...	...	5,2
b) envers les organismes publics	0,5	0,1	0,5	...	0,1	1,4	0,7	0,6	0,2	...	0,4	...	1,8	5,5	...
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations .....	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,3	0,3	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4
— autres	44,7	58,6	91,1	105,5	105,9	135,4	154,1	164,2	169,4	160,3	180,3	172,1	186,3	179,2	194,2
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :															
— monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale	144,0	173,3	185,9	195,1	236,3	248,1	271,6	278,6	284,9	303,1	293,0	291,7	298,5	312,0	290,2
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics .....	...	...	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,4	0,6	0,6	0,4	0,6	0,4	0,7	0,5
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ³ :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	96,1	131,7	156,6	169,5	220,4	253,9	280,7	298,2	306,4	316,5	322,5	337,4	347,6	356,6	353,0
— autres dépôts	112,3	116,1	159,8	188,5	182,3	236,0	231,1	231,2	250,1	237,5	250,7	256,9	275,3	269,9	290,1
— à plus d'un an :															
— dépôts	22,0	26,9	27,2	23,3	31,5	28,9	30,5	31,0	28,5	29,5	29,4	29,0	29,4	30,2	28,9
— bons de caisse et obligations	30,4	35,8	41,8	48,7	58,2	74,3	100,8	104,4	110,8	117,9	121,8	125,6	132,2	137,2	144,9
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	9,7	9,2	11,7	17,5	23,0	31,4	28,8	35,8	32,3	31,4	32,1	29,8	30,8	34,6	36,3
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme) .....	...	...	...	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes .....	...	2,5	...	0,7	0,7	...	2,7	...	3,8	...	...	...	...	...	...
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres ⁴	0,4	...	0,3	3,1	3,4	2,5	0,6	0,7	...	3,5	...	2,5	0,4	0,9	...
D. Autres	123,9	128,7	147,0	168,8	175,1	191,1	200,7	221,6	215,2	227,4	234,6	244,7	254,4	256,2	265,5
TOTAL DU PASSIF ...	915,0	1.097,1	1.377,0	1.616,7	1.833,6	2.064,0	2.314,7	2.416,5	2.474,2	2.584,0	2.679,9	2.775,1	2.932,0	3.066,1	3.161,6

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.³ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.⁴ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note ³).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-12-76	30-9-77	31-12-77	31-3-78	30-6-78	30-9-78	31-12-78	31-3-79	30-6-79	30-9-79		
A. Créances sur l'étranger :																	
1. Or	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8	72,1	72,3	72,3	72,3	72,3	72,5	58,0	58,0	58,0	Colonne du tableau XIII-1 « Bilan intégré des or- ganismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.	
2. F.M.I. — Participation	30,0	25,9	24,0	24,9	26,3	29,9	27,7	26,7	24,7	21,0	19,7	19,4	19,6	20,2	20,3		
— Prêts	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	1,5	1,5	1,3	0,7	0,7	...	...
— Droits de tirage spéciaux	20,3	26,1	30,5	28,4	30,0	19,3	19,8	19,8	19,8	20,1	20,1	20,1	24,7	23,1	23,1		
— Autres	—	—	—	—	2,4	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,4	9,0	8,4	7,5		
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	70,8	60,3	66,7		
4. Accords internationaux .....	...	...	...	...	...	0,2	0,5	0,4	0,6	0,7	0,2	0,4	0,5	0,1	0,5	
5. F.E.C.O.M.	—	—	3,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	4,9	3,3	—	—	—	—	—		
7. Obligations	24,8	31,9	48,1	53,7	39,6	35,5	31,2	34,5	35,1	36,8	37,5	37,9	36,4	35,6	37,5		
8. Acceptations en francs belges représentat. d'exportation	22,9	28,3	28,0	29,4	29,9	30,6	30,6	39,7	31,5	33,4	37,3	42,6	39,4	40,8	38,9		
9. Autres : a) en monnaies étrangères	270,3	349,4	467,3	578,1	703,3	740,8	864,8	905,0	929,3	982,9	1.053,6	1.110,2	1.156,4	1.229,8	1.283,0		
b) en francs belges	22,3	27,1	35,4	38,6	49,8	65,0	70,8	83,1	75,0	82,7	78,0	77,4	82,0	83,7	83,6		
Total des créances sur l'étranger ...	467,8	564,1	708,6	831,4	959,6	1.009,3	1.135,2	1.199,2	1.204,4	1.264,4	1.329,7	1.390,6	1.497,5	1.560,0	1.619,1		(6)
B. Créances sur les organ. principal. monétaires nationaux :																	
1. Pièces et billets	5,7	6,1	7,3	7,6	7,6	8,3	9,2	8,4	9,2	11,0	9,5	11,6	9,8	11,4	10,7		(1)
2. Autres : a) sur la B.N.B. :																	
— réserve monétaire	—	7,7	21,3	14,7	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—		
— autres	1,0	1,1	0,6	0,9	0,7	0,7	0,2	0,5	...	0,9	0,1	0,4	...	0,1	...		
b) sur les organismes publics	8,8	7,0	1,8	5,2	7,5	9,8	7,6	10,2	8,1	12,8	9,4	9,2	8,6	9,7	11,4		
c) sur les banques de dépôts	45,2	59,6	93,7	105,7	106,0	137,0	155,1	165,1	170,0	165,5	181,2	174,6	188,5	185,1	199,9		
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :																	
1. Sur l'Etat ¹ :																	
a) à un an au plus	78,6	74,9	74,5	78,5	84,3	126,8	147,5	128,9	154,7	152,5	139,7	144,7	187,4	187,1	177,3	(7)	
b) à plus d'un an :																	
— obligations accessibles à tout placeur	115,1	149,6	184,1	205,3	238,0	260,2	300,5	296,7	308,5	322,5	329,6	332,4	<i>p</i> 331,8	<i>p</i> 352,9	<i>p</i> 365,5	(7)	
— autres	63,7	66,5	71,3	70,9	68,3	63,0	59,0	57,3	57,1	57,1	57,1	55,7	55,7	55,7	55,7	(7)	
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :																	
a) à un an au plus	14,7	19,7	24,2	31,6	37,3	41,0	35,8	44,8	45,2	27,9	43,2	49,0	43,7	49,7	46,1	(8)	
b) à plus d'un an :																	
— obligations accessibles à tout placeur	13,3	16,6	25,8	30,2	30,9	32,9	38,9	37,9	42,8	42,7	42,0	42,3	41,6	45,6	44,9	(8)	
— autres	2,8	3,4	6,6	7,6	9,1	12,5	15,7	17,4	18,4	19,8	20,0	20,5	24,8	27,0	27,5	(8)	
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :																	
a) acceptations bancaires	13,2	15,6	13,8	13,8	13,9	18,7	18,2	19,0	17,6	19,5	21,7	25,7	27,3	25,9	23,2	(9)	
b) effets commerciaux	98,5	117,0	131,2	133,1	142,5	164,1	164,0	182,5	171,6	169,8	176,8	193,1	185,5	194,4	194,3	(9)	
c) avances	140,2	172,5	219,7	252,8	309,9	372,1	424,0	452,5	449,0	480,5	493,5	517,4	521,8	564,3	590,2	(9)	
d) autres créances à un an au plus	0,1	0,1	0,1	4,1	4,5	9,1	2,6	1,2	3,8	1,4	0,5	1,2	...	0,1	0,8	(11)	
e) autres créances à plus d'un an :																	
— obligations accessibles à tout placeur	9,4	12,4	13,1	15,6	15,6	16,3	22,4	16,7	16,6	21,8	20,9	21,0	<i>p</i> 20,2	<i>p</i> 19,3	<i>p</i> 18,5	(11)	
— autres	7,4	12,0	12,6	15,3	23,0	22,8	30,7	39,3	39,6	39,8	39,8	39,4	39,1	39,0	38,9	(11)	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :																	
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certi- ficats de trésorerie .....	...	2,5	...	...	2,9	3,6	...	2,8	8,5	37,0	28,7	16,0	29,3	49,1	47,7	(12)
b) autres	4,4	8,5	9,6	10,8	9,1	10,3	6,3	7,8	1,5	5,5	5,8	14,8	4,2	8,0	11,7	(13)	
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :																	
a) à un an au plus :																	
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,5	1,9	0,2	0,7	2,1	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(14)
— autres	4,8	3,5	4,1	4,7	10,4	13,6	10,0	10,4	8,9	9,9	11,6	12,8	8,3	8,1	9,8	(14)	
b) à plus d'un an :																	
— bons de caisse et oblig. accessibles à tout placeur	32,1	31,9	31,8	37,7	37,5	40,2	58,2	69,2	72,0	71,5	71,4	70,8	73,3	70,2	67,9	(14)	
— autres	4,7	5,3	8,3	10,0	10,6	12,4	15,0	15,1	15,3	14,5	14,4	14,5	18,6	18,8	17,6	(14)	
D. Autres	134,7	123,2	148,4	168,1	174,9	174,3	176,5	185,6 ⁵	181,8	190,1	208,1	228,8	272,6	281,4	285,0	(15)	
TOTAL DE L'ACTIF ...	1.266,7	1.482,7	1.812,7	2.056,3	2.306,2	2.559,4	2.832,6	2.968,5 ⁵	3.004,6	3.138,4	3.254,7	3.386,6	3.589,6	3.762,9	3.863,7		

¹ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XLIII^e année, tome II, no 3, septembre 1968).

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁵ A partir du 31 décembre 1977, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 s'élève à 193,1 et pour le total de l'actif à 2.976,0

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-12-76	30-9-77	31-12-77	31-3-78	30-6-78	30-9-78	31-12-78	31-3-79	30-6-79	30-9-79		
A. Engagements envers l'étranger :																	
1. Envers le F.M.I.	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	—	—	...	...	...	...	...	23,4	...	...	27,5	26,7	14,8	7,7	39,9	
3. Autres :																	
a) en monnaies étrangères	267,0	333,2	434,3	525,9	637,5	680,6	796,9	842,0	865,3	931,4	1.014,8	1.063,1	1.133,9	1.241,7	1.305,0		
b) en francs belges ¹	68,0	81,8	121,1	172,6	162,5	183,2	220,2	210,9	210,5	223,8	204,1	224,8	244,1	245,6	251,2		
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	0,9	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Total des engagements envers l'étranger ...	335,3	415,3	556,6	698,9	800,1	863,9	1.017,2	1.076,4	1.075,9	1.155,3	1.246,5	1.314,7	1.392,9	1.495,1	1.596,2	(6)	
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :																	
1. Pièces et billets	5,9	6,5	7,3	7,6	8,4	8,1	7,9	8,4	8,7	11,3	8,9	10,6	9,0	10,5	9,8	(1)	
2. Autres :																	
a) envers la B.N.B. ....	...	0,9	2,1	0,2	...	2,6	2,9	2,5	2,8	7,4	2,3	4,1	2,2	2,7	8,9	
b) envers les organismes publics	0,8	0,9	1,0	1,2	1,1	2,5	1,5	1,9	0,3	9,6	0,8	2,3	2,6	6,1	0,3		
c) envers les banques de dépôts :																	
— réserve monétaire	—	7,7	21,3	14,7	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—		
— bons de caisse et obligations .....	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,3	0,3	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	
— autres	54,2	65,9	93,0	110,3	113,1	142,3	158,5	171,1	174,6	161,8	187,1	177,5	191,9	185,7	201,6		
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																	
1. Stock monétaire :																	
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :																	
— monnaie fiduciaire	204,5	225,3	240,6	258,4	291,3	310,8	327,8	339,1	332,1	360,8	349,9	361,9	357,2	382,5	362,3	(1)	
— monnaie scripturale ³	196,1	237,1	252,1	262,9	312,2	330,4	358,5	365,1	375,1	390,5	378,9	384,0	387,8	410,4	378,0	(1)	
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁴ ...	19,6	21,8	27,7	31,7	36,0	43,2	37,6	37,2	41,0	30,2	36,7	40,0	35,3	38,0	33,8	(1)	
2. Autres engagem. envers les entreprises et particuliers ⁵ :																	
a) en francs belges :																	
— à un an au plus :																	
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	96,1	131,7	156,6	169,5	220,4	253,9	280,7	298,2	306,4	316,5	322,5	337,4	347,6	356,6	353,0	(2)	
— autres dépôts	112,3	116,1	159,8	188,5	182,3	236,0	231,1	231,2	250,1	237,5	250,7	256,9	275,3	269,9	290,1	(2)	
— à plus d'un an :																	
— dépôts	22,0	26,9	27,0	23,3	31,5	28,9	30,5	31,0	28,5	29,5	29,4	29,0	29,4	30,2	28,9	(3)	
— bons de caisse et obligations	30,4	35,8	41,8	48,7	58,2	74,3	100,8	104,4	110,8	117,9	121,8	125,6	132,2	137,2	144,9	(3)	
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ...	9,7	9,2	11,9	17,5	23,0	31,4	28,8	35,8	32,3	31,4	32,1	29,8	30,8	34,6	36,3	(4)	
3. Autres engagements :																	
a) envers le Trésor	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme) .....	...	...	...	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :																	
— le Fonds des Rentes .....	...	2,5	...	0,7	2,8	...	2,7	...	4,0	...	...	...	...	...	...	(13)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	0,5	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(15)	
— les autres intermédiaires financiers :																	
— réserve monétaire	—	4,0	11,8	5,7	—	—	—	—	—	—	—	0,3	—	—	—	(14)	
— autres ⁶	0,4	...	0,3	3,1	3,4	2,5	0,6	0,7	...	3,5	...	2,5	0,4	0,9	...	(14)	
D. Autres	179,4	175,1	201,3	213,0	222,2	228,3	245,2	264,9	261,4	274,5	286,3	309,2	394,3	401,8	418,9	(15)	
TOTAL DU PASSIF ...	1.266,7	1.482,7	1.812,7	2.056,3	2.306,2	2.559,4	2.832,6	2.968,5	3.004,6	3.138,4	3.254,7	3.386,6	3.589,6	3.762,9	3.863,7		

Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 8. c) ou sous D. selon les dates.

⁴ A l'exclusion du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B., lequel est repris sous C. 8. a).

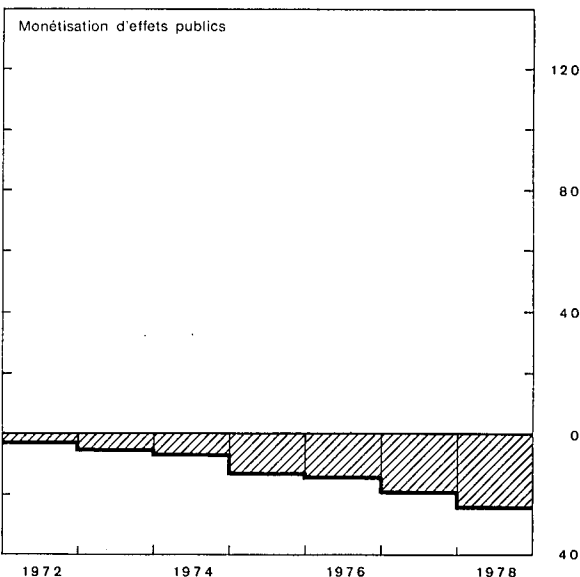
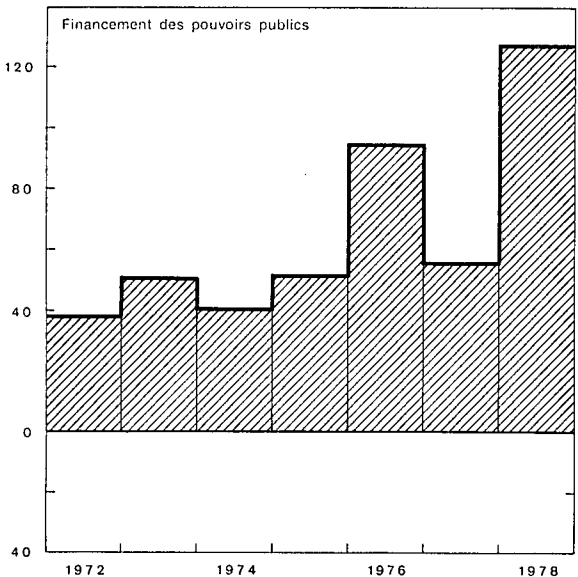
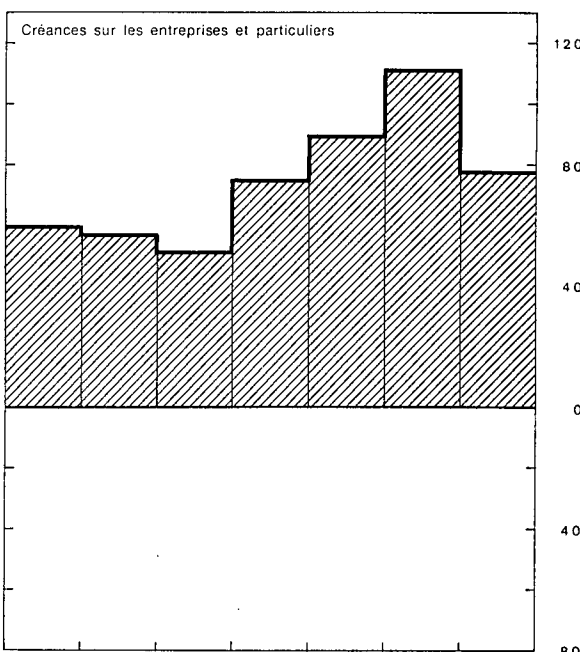
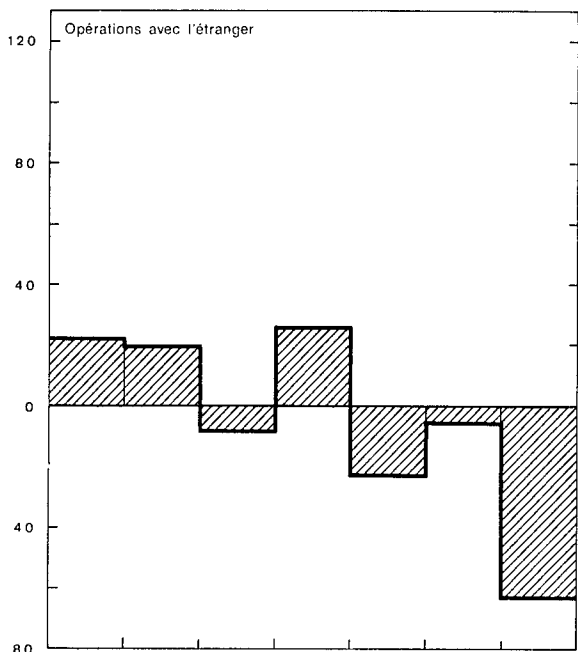
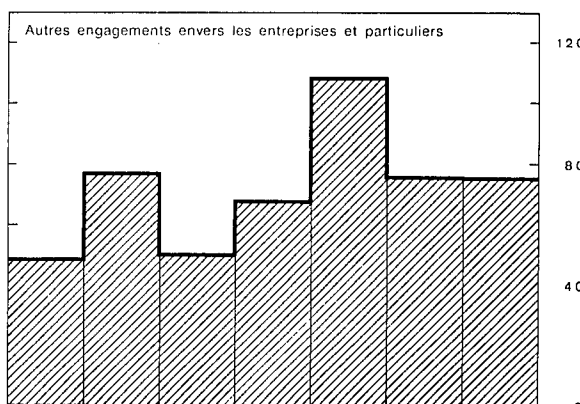
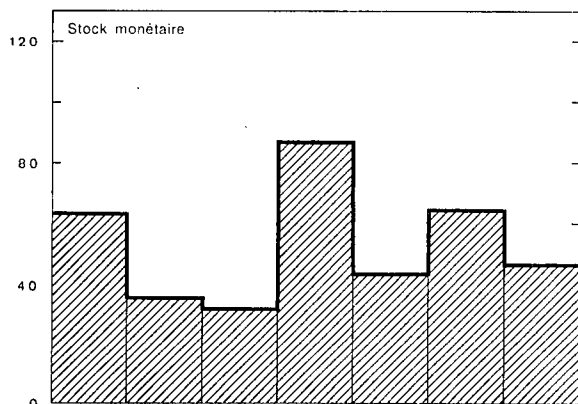
⁵ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁶ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note 5).

⁷ A partir du 31 décembre 1977, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 pour la monnaie scripturale s'élève à 44,7 et pour le total du passif à 2.976,0.

**XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE
AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES**

(variations en milliards de francs)



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers 1			Total (5) = (1) à (4) = (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises 2 et particuliers)	Créances sur les entreprises 3 et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) 6		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires 9	Divers
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation 4	Obligations 5	de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat 7	Autres pouvoirs publics 8	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes		
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)													
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)		
1971	+37,9	+30,0	+12,4	- 1,7	+ 78,6	+32,1	+ 35,0	+ 1,5	+ 3,0	- 1,2	+ 2,3	+ 4,7	- 1,2	- 2,8	+ 4,7	+ 0,5
1972	+64,2 ¹⁰	+39,3	+10,2	- 0,5	+113,2 ¹⁰	+22,6	+ 52,2	+ 7,8	+ 0,8	+ 1,0	+ 29,8	+ 8,8	- 1,7	- 1,4	- 3,0	- 3,7 ¹⁰
1973	+35,9	+68,7	+ 6,1	+ 2,7	+113,4	+19,7 ¹¹	+ 56,0	+ 1,5	- 1,0	+ 3,8	+ 34,9 ¹²	+16,1	- 4,0	- 1,7	- 5,8	- 6,1 ¹³
1974	+32,5	+41,7	+ 3,2	+ 5,6	+ 83,0	- 8,7 ¹⁴	+ 42,1	+ 9,7	- 5,9	- 8,1	+ 28,0	+12,9	- 6,3	- 1,3	+12,4	+ 8,2 ¹⁵
1975	+87,4	+44,7	+17,7	+ 5,5	+155,3	+26,3	+ 66,3	+ 9,3	- 0,7	+ 0,2	+ 43,0	+ 9,0	-15,3	+ 1,6	+13,1	+ 2,5
1976	+43,8	+87,1	+13,6	+ 8,4	+152,9	-23,5	+ 84,6	+ 5,4	- 2,7	+ 4,0	+ 85,1	+10,2	-15,6	+ 0,9	+ 7,1	- 2,6
1977	+64,8	+39,5	+32,0	+ 4,4	+140,7	- 5,9	+101,9	+10,2	- 9,2	- 2,8	+ 41,0	+14,7	-21,0	+ 0,8	+30,6	-19,6
1978	+43,4 ¹⁰	+64,9	+19,3	- 6,0	+121,6 ¹⁰	-63,2	+ 71,8	+ 6,0	+ 1,4	+10,5	+111,0	+13,7	-26,5	+ 4,9	+ 2,1	-10,1 ¹⁰
1977 3 ^e trimestre	- 9,5	+11,0	+ 7,7	- 1,9	+ 7,3	-15,1	+ 10,3	+ 6,1	- 5,2	+ 3,9	- 12,0	- 0,5	- 2,7	...	+11,2	+11,3
4 ^e trimestre	+26,2	+17,6	+ 4,0	+ 7,0	+ 54,8	+ 8,2	+ 52,2	+ 1,7	- 0,6	- 4,4	- 15,3	+10,6	-12,8	+ 7,4	+12,3	- 4,5
1978 1 ^{er} trimestre	+ 6,1	+27,0	+ 4,0	- 3,5	+ 33,6	- 8,1	- 17,1	+ 2,9	- 2,7	+ 1,3	+ 60,5	+ 6,6	- 6,2	-10,4	+ 2,0	+ 4,8
2 ^e trimestre	+34,2	- 2,4	+ 8,1	- 0,9	+ 39,0	-14,4	+ 38,6	+ 3,3	+ 1,9	- 6,9	+ 46,1	-16,0	- 7,7	+ 8,1	- 2,9	-11,1
3 ^e trimestre	-16,8	+19,2	+ 3,8	+ 0,7	+ 6,9	-35,2	+ 20,7	- 0,6	+ 5,4	+ 1,5	+ 3,2	+15,2	- 5,6	- 1,1	+ 5,1	- 1,7
4 ^e trimestre	+19,9	+21,1	+ 3,4	- 2,3	+ 42,1	- 5,5	+ 29,5	+ 0,4	- 3,1	+14,6	+ 1,2	+ 8,0	- 7,0	+ 8,2	- 2,0	- 2,2
1979 1 ^{er} trimestre	- 5,4	+28,6	+ 6,9	+ 1,1	+ 31,2	-40,1	+ 1,5	p- 1,5	- 1,5	- 3,1	p+ 81,9	- 1,1	p- 5,0	-11,8	+ 4,5	+ 7,4
2 ^e trimestre	+50,5	+ 3,6	+ 5,9	+ 3,8	+ 63,8	-26,8	+ 54,0	p ...	- 4,0	- 3,9	p+ 56,2	+13,5	p-18,0	+ 2,3	- 2,3	- 7,2
3 ^e trimestre	-56,9	+16,6	+ 6,4	+ 1,7	- 32,2	-51,8	+ 25,4	p+ 0,7	- 0,3	- 2,4	p+ 8,0	p- 3,1	p- 7,9	+ 2,8	p- 0,5	p- 3,6

N. B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

1 Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

2 Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

3 Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.

4 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.

5 Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

6 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.

7 Y compris le Fonds des Routes, sous déduction du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B.

8 Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

9 Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

10 Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

11 A l'exclusion d'une diminution purement comptable de 10,7 milliards résultant des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

12 A l'exclusion d'un accroissement de 6,2 milliards résultant de la prise en charge par l'Etat des diminutions nettes d'actifs découlant de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

13 A l'exclusion d'un accroissement de 4,5 milliards résultant d'une part, des ajustements apportés aux monnaies étrangères à recevoir et à livrer à la suite de l'appréciation du franc belge, et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis dont question aux notes 11 et 12 ci-dessus (3,2 milliards) et, d'autre part, de la contrepartie des amortissements opérés sur une partie des diminutions nettes d'actifs (1,3 milliard).

14 Depuis 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

15 Depuis 1974, y compris les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

**XIII - 4a. — STOCK MONETAIRE
AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES**

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises 1 et particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics 6	Total général	
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						
	Billets et pièces du Trésor 2	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire 3	Auprès de la Banque Nationale de Belgique 4	Auprès des organismes publics 5	Auprès des banques	Total			Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) + (5) + (6)	(8) = (3) + (7)	(9)	(10) = (8) + (9)	
1970	7,5	188,2	190,8	0,4	50,1	124,5	175,0	365,8	12,4	378,2
1971 (ancienne série)	8,1	201,8	204,6	0,6	51,5	144,0	196,1	400,7	15,4	416,1
1971 (nouvelle série) 7	8,1	201,8	204,6	0,6	51,5	144,0	196,1	400,7	19,7	420,4
1972	8,5	222,6	225,6	0,6	63,2	173,3	237,1	462,7	21,8	484,5
1973	9,1	238,5	240,6	0,5	65,6	185,9	252,0	492,6	27,8	520,4
1974	9,5	256,1	258,3	0,3	67,5	195,1	262,9	521,2	31,7	552,9
1975	10,2	288,4	292,1	0,9	74,8	236,3	312,0	604,1	36,2	640,3
1976	11,3	307,2	310,5	1,1	81,2	248,1	330,4	640,9	43,2	684,1
1977 Juin	11,5	330,2	331,8	0,6	91,6	278,0	370,2	702,0	30,2	732,2
Septembre	11,5	323,7	326,6	0,9	86,0	271,6	358,5	685,1	37,6	722,7
Décembre (ancienne série)	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	44,6	748,9
Décembre (nouvelle série) 7 ...	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	37,2	741,5
1978 Mars	11,6	328,6	331,5	0,5	89,7	284,9	375,1	706,6	41,0	747,6
Juin	11,9	359,5	361,0	0,7	86,7	303,1	390,5	751,5	30,2	781,7
Septembre	12,0	346,4	349,3	0,5	85,4	293,0	378,9	728,2	36,8	765,0
Novembre	12,0	342,8	345,5	0,6	86,5	274,7	361,8	707,3	40,4	747,7
Décembre	12,2	359,9	360,9	0,8	91,5	291,7	384,0	744,9	40,0	784,9
1979 Janvier	12,1	348,7	349,7	1,1	100,5	288,4	390,0	739,7	29,4	769,1
Février	12,1	350,6	352,4	0,8	92,0	279,7	372,5	724,9	34,5	759,4
Mars	12,1	353,5	356,4	0,5	88,8	298,5	387,8	744,2	35,3	779,5
Avril	12,2	359,6	361,6	1,6	101,2	293,0	395,8	757,4	36,6	794,0
Mai	12,3	369,3	370,1	1,0	93,0	304,6	398,6	768,7	31,7	800,4
Juin	12,4	380,1	381,6	1,0	97,4	312,0	410,4	792,0	38,0	830,0
Juillet	12,4	363,2	365,8	1,2	96,3	293,5	391,0	756,8	38,2	795,0
Août	12,5	360,5	363,8	0,7	94,3	282,9	377,9	741,7	33,1	774,8
Septembre	12,5	358,9	361,3	0,7	87,1	290,2	378,0	739,3	33,8	773,1
Octobre	12,5	358,4	360,4	0,6	88,9	267,5	357,0	717,4	31,8	749,2
Novembre	12,5	356,1	358,4	0,5	87,2	278,1	365,8	724,2	44,7	768,9

1 Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

2 Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la B.N.B.

3 Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les organismes publics monétaires et les banques.

4 Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

5 O.C.P. et Crédit Communal de Belgique.

6 Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

7 L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 4b. — STOCK MONETAIRE TOTAL

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers					Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics			Total général
	Monnaie fiduciaire ²	Monnaie scripturale			Total	Au près des organismes principa- lement monétaires	Au près des autres intermé- diaires financiers	Total	
		Au près des organismes principa- lement monétaires	Au près des autres intermé- diaires financiers	Total					
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	
1970	188,4	173,4	11,4	184,8	373,2	12,4	4,2	16,6	389,8
1971 (anc. série)	202,6	193,6	12,8	206,4	409,0	15,4	3,9	19,3	428,3
(nouv. série) ³	202,6	193,6	12,8	206,4	409,0	19,6	3,9	23,5	432,5
1972	222,4	234,1	17,2	251,3	473,7	21,8	3,0	24,8	498,5
1973	237,6	247,6	20,4	268,0	505,6	27,8	2,8	30,6	536,2
1974	254,9	258,6	26,5	285,1	540,0	31,7	4,5	36,2	576,2
1975	288,1	306,9	36,9	343,8	631,9	36,2	5,4	41,6	673,5
1976	305,8	324,2	39,1	363,3	669,1	43,2	7,2	50,4	719,5
1977 Juin	326,9	365,1	47,3	412,4	739,3	30,2	9,1	39,3	778,6
Septembre	322,6	354,0	48,2	402,2	724,8	37,6	5,9	43,5	768,3
Décembre (anc. série) ...	333,7	361,2	47,4	408,6	742,3	44,7	4,5	49,2	791,5
Décembre (nouv. série) ³	333,7	361,2	47,4	408,6	742,3	37,2	4,5	41,7	784,0
1978 Mars	327,1	370,9	50,1	421,0	748,1	41,0	6,0	47,0	795,1
Juin	355,6	386,4	61,2	447,6	803,2	30,2	16,1	46,3	849,5
Septembre	344,7	375,2	57,1	432,3	777,0	36,8	8,7	45,5	822,5
Décembre	354,9	380,3	55,6	435,9	790,8	40,0	4,5	44,5	835,3
1979 Mars	351,4	383,8	59,7	443,5	794,9	35,3	7,3	42,6	837,5
Juin	374,5	405,8	65,3	471,1	845,6	38,0	12,6	50,6	896,2
Septembre	355,4	374,2	65,5	439,7	795,1	33,8	8,9	42,7	837,8

¹ Entreprises privées qui n'ont pas d'engagements monétaires, intermédiaires financiers publics qui n'ont pas d'engagements monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Colonne (3) du tableau XIII-4a, sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les intermédiaires finan-

ciers qui, sans être des organismes principalement monétaires, ont des engagements monétaires.

³ L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 5a. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Variations						Variations	
	B.N.B. 2	Autres organismes principalement monétaires	Total (3) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger 4	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux sur l'étranger 5 (augmentation: -) (8)	Opérations avec l'étranger 6 (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (9) = (8) - (7) - (8)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (11)] et celles des organismes principalement monétaires [col. (6)] 7	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. 8
				B.N.B. 3	Autres organismes principalement monétaires	Total					
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (8) - (7) - (8)	(10)	(11)	
1971	164,5	- 32,0	132,5	+17,5	+ 6,4	+23,9	-11,2	+ 3,0	+32,1	- 0,5	+23,4
1972	194,3	- 45,6	148,7	+26,4	-13,6	+12,8	-10,6	+ 0,8	+22,6	+ 7,7	+20,5
1973	219,1	- 67,2	151,9	+35,5	-21,4	+14,1	- 4,6	- 1,0	+19,7	+19,2	+33,3
1974 9	228,8	- 96,3	132,5	+ 8,1	-26,4	-18,3	- 3,7	- 5,9	- 8,7	+42,9	+24,6
1975	252,4	- 92,9	159,5	+18,5	+ 3,5	+22,0	- 3,6	- 0,7	+26,3	+ 2,4	+24,4
1976	231,8	- 86,3	145,5	-22,7	+ 4,7	-18,0	+ 8,2	- 2,7	-23,5	+12,6	- 5,4
1977	230,9	-108,1	122,8	- 2,3	-18,8	-21,1	- 6,0	- 9,2	- 5,9	+13,2	- 7,9
1978	221,7	-145,9	75,8	-10,2	-27,9	-38,1	+23,7	+ 1,4	-63,2	+ 8,3	-29,8
1977 3 ^o trimestre	252,3	-134,3	118,0	+ 3,5	-31,8	-28,3	- 8,0	- 5,2	-15,1	+ 7,9	-20,4
4 ^o trimestre	230,9	-108,1	122,8	-21,2	+27,2	+ 6,0	- 1,6	- 0,6	+ 8,2	+ 1,6	+ 7,6
1978 1 ^o trimestre	246,4	-117,9	128,5	+13,4	-12,6	+ 0,8	+11,6	- 2,7	- 8,1	+ 4,7	+ 5,5
2 ^o trimestre	245,4	-136,2	109,2	+ 1,1	-14,2	-13,1	- 0,6	+ 1,9	-14,4	- 4,1	-17,2
3 ^o trimestre	209,1	-125,9	83,2	-28,8	+10,8	-18,0	+11,8	+ 5,4	-35,2	+ 2,1	-15,9
4 ^o trimestre	221,7	-145,9	75,8	+ 4,1	-11,8	- 7,7	+ 0,9	- 3,1	- 5,5	+ 5,5	- 2,2
1979 1 ^o trimestre	271,8	-167,3	104,5	+10,6	-30,5	-19,9	+21,7	- 1,5	-40,1	p- 6,9	p-26,8
2 ^o trimestre	264,5	-199,6	64,9	- 7,5	-23,7	-31,2	- 0,4	- 4,0	-26,8	p+17,9	p-13,3
3 ^o trimestre	241,1	-218,2	22,9	-29,3	-22,6	-51,9	- 0,3	- 0,3	-51,3	p+ 9,0	p-42,9

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

2 Cf. tableau XIII-5b, colonne (9), en tenant compte des avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand-Duché de Luxembourg.

3 Cf. tableau XIII-5b, colonne (12), et notamment la note 5, en tenant compte des avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand-Duché de Luxembourg.

4 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger de l'Etat, du Fonds des Routes, des pouvoirs publics subordonnés et des parastatutaires administratifs.

5 Crédits mobilisés auprès des banques belges.

6 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-8.

7 Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engage-

ments nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (11), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (11)].

8 Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 6.2.

9 Depuis 1974, les variations ont été calculées sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

XIII - 5b. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE ¹

(milliards de francs)

	Montants à fin de période								Variations après ajustement statistique ⁵			
	Réserves de change							Acceptations en francs belges représentatives d'exportations	Avoirs extérieurs nets	Réserves de change	Acceptations en francs belges représentatives d'exportations	Avoirs extérieurs nets recensés à la balance de paiements ⁶
	Encaisse en or	Avoirs détenus auprès du F.M.I. ²	Ecus	Avoirs ou engagements nets vis-à-vis du F.E.C.O.M.	Monnaies étrangères au comptant ³	Francs belges au comptant ⁴	Total					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (1) à (6)	(8)	(9) = (7) + (8)	(10)	(11)	(12) = (10) + (11)	
1972	75,4	52,0	—	—	52,4	- 2,0	177,8	16,5	194,3	+15,7	+10,7	+26,4
1973	71,8	54,5	—	3,5	75,9	- 2,6	203,1	16,9	220,0	+36,0	+ 0,4	+36,4
1974	71,8	53,3	—	...	95,1	- 3,1	217,1	12,0	229,1	+12,4	- 4,9	+ 7,5
1975	71,8	58,7	—	...	113,7	- 3,7	240,5	11,9	252,4	+18,4	- 0,2	+18,2
1976	71,8	58,9	—	...	90,6	- 3,2	218,1	13,7	231,8	-24,6	+ 1,9	-22,7
1977	72,3	57,7	—	- 23,4	107,7	- 3,4	210,9	20,0	230,9	- 8,6	+ 6,3	- 2,3
1978	72,5	49,6	—	- 26,7	106,1	- 5,6	195,9	25,8	221,7	-15,9	+ 5,7	-10,2
1979	58,3	48,7	61,1	- 27,4	75,5	- 6,1	210,1	p 21,9	p 232,0	-31,5	p- 3,8	p-35,3
1977 4 ^e trimestre	72,3	57,7	—	- 23,4	107,7	- 3,4	210,9	20,0	230,9	-27,3	+ 6,1	-21,2
1978 1 ^{er} trimestre	72,3	55,7	—	...	113,1	- 3,5	237,6	8,8	246,4	+24,6	-11,2	+13,4
2 ^e trimestre	72,3	52,3	—	...	114,0	- 3,8	234,8	10,6	245,4	- 0,6	+ 1,7	+ 1,1
3 ^e trimestre	72,3	50,8	—	- 27,5	98,6	- 4,9	189,3	19,8	209,1	-38,0	+ 9,2	-28,8
4 ^e trimestre	72,5	49,6	—	- 26,7	106,1	- 5,6	195,9	25,8	221,7	- 1,9	+ 6,0	+ 4,1
1979 1 ^{er} trimestre	58,0	54,0	70,8	- 14,8	86,1	- 3,4	250,7	21,1	271,8	+15,3	- 4,7	+10,6
2 ^e trimestre	58,0	51,7	60,3	- 7,7	83,8	- 4,9	241,2	23,3	264,5	- 9,8	+ 2,3	- 7,5
3 ^e trimestre	58,0	50,9	66,7	- 39,9	85,5	- 3,7	217,5	23,6	241,1	-29,6	+ 0,3	-29,3
4 ^e trimestre	58,3	48,7	61,1	- 27,4	75,5	- 6,1	210,1	p 21,9	p 232,0	- 7,4	p- 1,7	p- 9,1
1979 Janvier	72,5	54,2	—	- 20,2	107,1	- 4,1	209,5	21,9	231,4	+ 8,5	- 3,9	+ 4,6
Février	72,5	54,4	—	- 16,5	107,1	- 4,3	213,2	22,1	235,3	+ 3,6	+ 0,2	+ 3,8
Mars	58,0	54,0	70,8	- 14,8	86,1	- 3,4	250,7	21,1	271,8	+ 3,2	- 1,0	+ 2,2
Avril	58,0	53,1	64,6	- 14,6	87,2	- 4,4	243,9	23,7	267,6	- 6,6	+ 2,5	- 4,1
Mai	58,0	51,7	60,4	- 3,4	82,8	- 5,3	244,2	23,3	267,5	+ 4,4	- 0,3	+ 4,1
Juin	58,0	51,7	60,3	- 7,7	83,8	- 4,9	241,2	23,3	264,5	- 7,6	+ 0,1	- 7,5
Juillet	58,0	51,5	66,3	- 9,2	86,3	- 4,7	248,2	22,3	270,5	+ 0,5	- 1,0	- 0,5
Août	58,0	51,1	66,2	- 7,7	87,3	- 3,9	251,0	20,3	271,3	+ 6,4	- 2,0	+ 4,4
Septembre	58,0	50,9	66,7	- 39,9	85,5	- 3,7	217,5	23,6	241,1	-36,5	+ 3,3	-33,2
Octobre	58,0	49,8	75,4	- 40,2	89,1	- 4,9	227,2	22,4	249,6	- 1,1	- 1,3	- 2,4
Novembre	58,0	48,8	72,7	- 30,0	92,3	- 5,2	236,6	20,6	257,2	+12,4	- 1,8	+10,6
Décembre	58,3	48,7	61,1	- 27,4	75,5	- 6,1	210,1	p 21,9	p 232,0	-18,7	p+ 1,4	p-17,3
1980 Janvier	58,2	52,6	72,5	- 11,7	58,6	- 4,9	225,3	p 19,9	p 245,2	- 4,1	p- 2,1	p- 6,2

¹ Non compris les avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand-Duché de Luxembourg.

² Comprendent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du F.M.I. et que la B.N.B. a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969 à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la B.N.B. pour son compte propre au F.M.I., au titre du « mécanisme pétrolier », en vertu d'un accord conclu avec le F.M.I. et approuvé par le Gouvernement.

³ Y compris le concours financier à moyen terme que l'Etat belge a accordé à l'Italie en vertu de la directive du Conseil des Communautés Européennes adopté le 17 décembre 1974 et dont la B.N.B. a assuré le financement pour le compte de l'Etat conformément à la convention intervenue à la même date entre celui-ci et la B.N.B.

⁴ Différence entre les avoirs sur l'étranger (autres que les acceptations représentatives d'exportations) et les engagements envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales.

⁵ Non compris les variations comptables, à savoir celles qui résultent a) de l'allocation de droits de tirages spéciaux à la Belgique en 1972 et 1979, b) des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973, et c) des modifications dans les cours de change qui ont pu affecter, depuis janvier 1974, la contre-valeur en francs belges des variations des encours en monnaies étrangères, d) de l'entrée en vigueur au 13 mars 1979, du Système Monétaire Européen.

Compte tenu, de plus, depuis 1976 d'un ajustement résultant d'opérations entre la B.N.B. et les autres organismes principalement monétaires et qui ne sont pas comptabilisés le même jour dans les deux organismes concernés. ⁶ Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 6.23.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1	de la construction et de transactions immobilières 2	de ventes et prêts à tempérament 3	d'importations (4)				Crédits de caisse 4	Autres (9)		
					(1)	(2)	(3)			(4)		(8)	(9)
1970	28,4	16,9	24,8	17,6	141,2	228,9	40,7	43,1	2,3	86,1	315,0
1971	29,5	18,2	25,6	23,4	166,4	263,1	44,6	57,7	3,2	105,5	368,6
1972 ⁵	32,9	20,0	34,4	27,2	200,5	315,0	52,1	60,4	2,6	115,1	430,1
1973	40,9	26,6	41,6	22,1	239,6	370,8	57,0	75,9	2,0	134,9	505,7
1974	44,4	34,9	45,2	23,7	266,3	414,5	70,9	101,1	1,7	173,7	588,2
1975	46,4	46,5	51,6	25,9	311,8	482,2	75,9	145,4	4,1	225,4	707,6
1976	50,1	61,7	73,0	27,6	354,8	567,2	77,2	156,1	13,5	246,8	814,0
1977 Juin	50,2	73,9	81,6	27,2	374,0	606,9	85,8	179,6	11,0	276,4	883,3
Septembre	47,8	79,2	83,8	26,5	380,6	617,9	83,2	180,5	9,5	273,2	891,1
Décembre ⁵	48,5	84,7	91,2	29,2	415,6	669,2	93,5	187,8	15,0	296,3	965,5
1978 Mars	49,6	88,9	90,3	26,1	397,7	652,6	94,0	189,3	13,2	296,5	949,1
Juin	50,5	99,4	94,3	28,1	419,2	691,5	95,2	196,5	16,0	307,7	999,2
Septembre ⁵	55,5	102,0	96,1	31,9	426,5	712,0	98,8	208,3	9,2	316,3	1.028,3
Décembre ⁵	61,7	114,0	102,0	32,9	430,9	741,5	102,5	210,3	13,8	326,6	1.068,1
1979 Mars ⁵	62,7	119,1	98,4	34,9	428,0	743,1	103,7	214,5	11,7	329,9	1.073,0
Juin ⁵	68,2	132,9	105,0	36,1	455,1	797,3	109,5	226,1	13,6	349,2	1.146,5
Septembre ⁵	74,7	141,5	106,3	38,8	461,5	822,8	108,5	239,4	16,3	364,2	1.187,0

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement. A partir de 1978 : nouvelle série par suite d'une rectification apportée par une banque importante.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à l'échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) + (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) + (10)		(12)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1970	14,2	101,0	113,7	228,9	7,9	9,5	17,4	6,3	91,5	113,7	211,5	0,2
1971	20,7	102,5	139,9	263,1	12,1	9,0	21,1	8,6	93,5	139,9	242,0	0,1
1972 ³	23,0	119,7	172,3	315,0	13,9	13,7	27,6	9,1	106,0	172,3	287,4	0,1
1973	19,0	132,5	219,3	370,8	13,1	16,6	29,7	5,9	115,9	219,3	341,1	0,1
1974	19,6	142,6	252,3	414,5	11,7	26,6	38,3	7,9	116,0	252,3	376,2	0,3
1975	23,7	149,1	309,4	482,2	12,8	20,4	33,2	10,9	128,7	309,4	449,0	0,1
1976	24,4	171,1	371,7	567,2	12,5	35,0	47,5	11,9	136,1	371,7	519,7	0,1
1977 Juin	24,6	177,2	405,1	606,9	8,5	29,5	38,0	16,1	147,7	405,1	568,9	0,1
Septembre	24,4	169,5	424,0	617,9	12,1	27,7	39,8	12,3	141,8	424,0	578,1	0,1
Décembre ³	25,5	191,6	452,1	669,2	15,6	43,0	58,6	9,9	148,6	452,1	610,6	0,2
1978 Mars	24,3	179,3	449,0	652,6	9,4	26,1	35,5	14,9	153,2	449,0	617,1	0,2
Juin	26,2	184,9	480,4	691,5	9,8	25,8	35,6	16,4	159,1	480,4	655,9	0,1
Septembre ³	29,4	189,5	493,1	712,0	19,9	43,4	63,3	9,5	146,1	493,1	648,7	...
Décembre ³	30,3	193,9	517,3	741,5	17,3	45,0	62,3	13,0	148,9	517,3	679,2	0,3
1979 Mars ³	32,1	189,2	521,8	743,1	13,5	33,3	46,8	18,6	155,9	521,8	696,3	...
Juin ³	33,5	199,6	564,2	797,3	16,8	41,9	58,7	16,7	157,7	564,2	738,6	0,2
Septembre ³	36,0	196,7	590,1	822,8	25,8	42,6	68,4	10,2	154,1	590,1	754,4	...

B. Crédits à l'étranger

1970	23,0	20,0	43,1	86,1	10,4	8,6	19,0	12,6	11,4	43,1	67,1	0,3
1971	24,8	22,4	58,3	105,5	10,9	8,8	19,7	13,9	13,6	58,3	85,8	0,5
1972 ³	25,3	28,8	61,0	115,1	13,5	13,1	26,6	11,8	15,7	61,0	88,5	2,9
1973	26,9	31,3	76,7	134,9	15,8	12,1	27,9	11,1	19,2	76,7	107,0	1,8
1974	32,6	37,4	103,7	173,7	15,3	14,0	29,3	17,3	23,4	103,7	144,4	0,2
1975	32,6	43,2	149,6	225,4	15,1	15,1	30,2	17,5	28,1	149,6	195,2	0,7
1976	30,5	56,9	159,4	246,8	13,6	20,7	34,3	16,9	36,2	159,4	212,5	0,1
1977 Juin	31,2	62,1	183,1	276,4	11,9	23,8	35,7	19,3	38,3	183,1	240,7	1,8
Septembre	28,8	60,4	184,0	273,2	12,4	30,8	43,2	16,4	29,6	184,0	230,0	1,2
Décembre ³	36,4	68,5	191,4	296,3	17,0	32,8	49,8	19,4	35,7	191,4	246,5	1,9
1978 Mars	32,4	72,6	191,5	296,5	11,0	31,5	42,5	21,4	41,1	191,5	254,0	3,5
Juin	31,2	76,7	199,8	307,7	8,4	32,5	40,9	22,8	44,2	199,8	266,8	2,2
Septembre ³	32,8	72,3	211,2	316,3	15,7	29,6	45,3	17,1	42,7	211,2	271,0	5,1
Décembre ³	34,4	80,5	211,7	326,6	17,9	36,3	54,2	16,5	44,2	211,7	272,4	2,4
1979 Mars ³	32,5	87,3	210,1	329,9	14,1	36,7	50,8	18,4	50,6	210,1	279,1	2,2
Juin ³	35,6	90,0	223,6	349,2	17,9	38,9	56,8	17,7	51,1	223,6	292,4	2,2
Septembre ³	34,8	94,3	235,1	364,2	18,9	38,6	57,5	15,9	55,7	235,1	306,7	2,2

C. Total

1970	37,2	121,0	156,8	315,0	18,3	18,1	36,4	18,9	102,9	156,8	278,6	0,5
1971	45,5	124,9	198,2	368,6	23,0	17,8	40,8	22,5	107,1	198,2	327,8	0,6
1972 ³	48,3	148,5	233,3	430,1	27,4	26,8	54,2	20,9	121,7	233,3	375,9	3,0
1973	45,9	163,8	296,0	505,7	28,9	28,7	57,6	17,0	135,1	296,0	448,1	1,9
1974	52,2	180,0	356,0	588,2	27,0	40,6	67,6	25,2	139,4	356,0	520,6	0,5
1975	56,3	192,3	459,0	707,6	27,9	35,5	63,4	28,4	156,8	459,0	644,2	0,8
1976	54,9	228,0	531,1	814,0	26,1	55,7	81,8	28,8	172,3	531,1	732,2	0,2
1977 Juin	55,8	239,3	588,2	883,3	20,4	53,3	73,7	35,4	186,0	588,2	809,6	1,9
Septembre	53,2	229,9	608,0	891,1	24,5	58,5	83,0	28,7	171,4	608,0	808,1	1,3
Décembre ³	61,9	260,1	643,5	965,5	32,6	75,8	108,4	29,3	184,3	643,5	857,1	2,1
1978 Mars	56,7	251,9	640,5	949,1	20,4	57,6	78,0	36,3	194,3	640,5	871,1	3,7
Juin	57,4	261,6	680,2	999,2	18,2	58,3	76,5	39,2	203,3	680,2	922,7	2,3
Septembre ³	62,2	261,8	704,3	1.028,3	35,6	73,0	108,6	26,6	188,8	704,3	919,7	5,1
Décembre ³	64,7	274,4	729,0	1.068,1	35,2	81,3	116,5	29,5	193,1	729,0	951,6	2,7
1979 Mars ³	64,6	276,5	731,9	1.073,0	27,6	70,0	97,6	37,0	206,5	731,9	975,4	2,2
Juin ³	69,1	289,6	787,8	1.146,5	34,7	80,8	115,5	34,4	208,8	787,8	1.031,0	2,4
Septembre ³	70,8	291,0	825,2	1.187,0	44,7	81,2	125,9	26,1	209,8	825,2	1.061,1	2,2

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Il s'agit d'effets commerciaux.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, no 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER
ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. 2	
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1)+(2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4)+(5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7)+(8)+(9)		
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1970	2,1	0,2	2,3	1,4	1,1	2,5	1,4	3,2	0,2	4,8	...	
1971	2,9	0,3	3,2	4,6	1,8	6,4	4,6	4,7	0,3	9,6	...	
1972 ¹	3,3	0,1	3,4	6,3	6,7	13,0	6,3	10,0	0,1	16,4	0,7	
1973	3,2	0,4	3,6	7,9	11,5	19,4	7,9	14,7	0,4	23,0	0,5	
1974	2,5	0,5	3,0	5,2	11,0	16,2	5,2	13,5	0,5	19,2	1,4	
1975	1,3	0,4	1,7	...	8,7	8,7	...	10,0	0,4	10,4	0,3	
1976	0,9	0,4	1,3	5,4	22,8	28,2	5,4	23,7	0,4	29,5	2,4	
1977 Juin	0,5	0,3	0,8	3,4	18,3	21,7	3,4	18,8	0,3	22,5	0,5	
Septembre	0,2	...	0,2	4,1	18,8	22,9	4,1	19,0	...	23,1	1,9	
Décembre ¹	0,7	0,4	1,1	7,6	28,6	36,2	7,6	29,3	0,4	37,3	2,8	
1978 Mars	0,6	...	0,6	2,5	15,9	18,4	2,5	16,5	...	19,0	1,0	
Juin	0,3	0,1	0,4	3,1	9,5	12,6	3,1	9,8	0,1	13,0	0,8	
Septembre ¹	0,2	0,4	0,6	10,1	28,7	38,8	10,1	28,9	0,4	39,4	1,2	
Décembre ¹	0,5	0,1	0,6	12,1	34,9	47,0	12,1	35,4	0,1	47,6	5,7	
1979 Mars ¹	0,4	...	0,4	8,3	23,4	31,7	8,3	23,8	...	32,1	5,0	
Juin ¹	0,2	0,1	0,3	9,2	32,3	41,5	9,2	32,5	0,1	41,8	4,1	
Septembre ¹	0,1	0,1	0,2	12,4	36,1	48,5	12,4	36,2	0,1	48,7	3,1	
B. Crédits à l'étranger												
1970	0,2	...	0,2	1,3	0,3	1,6	1,3	0,5	...	1,8	...	
1971	0,2	...	0,2	4,7	0,9	5,6	4,7	1,1	...	5,8	...	
1972 ¹ .....	...	...	...	11,6	4,9	16,5	11,6	4,9	...	16,5	...
1973 .....	...	...	...	12,7	4,2	16,9	12,7	4,2	...	16,9	...
1974 .....	...	...	...	9,5	2,5	12,0	9,5	2,5	...	12,0	...
1975 .....	...	...	...	9,8	2,0	11,8	9,8	2,0	...	11,8	...
1976 .....	...	...	...	8,8	4,9	13,7	8,8	4,9	...	13,7	...
1977 Juin .....	...	...	...	6,6	5,4	12,0	6,6	5,4	...	12,0	...
Septembre .....	...	...	...	7,3	6,6	13,9	7,3	6,6	...	13,9	...
Décembre ¹ .....	...	...	...	12,6	7,4	20,0	12,6	7,4	...	20,0	...
1978 Mars .....	...	...	...	5,5	3,2	8,7	5,5	3,2	...	8,7	...
Juin .....	...	...	...	5,3	5,3	10,6	5,3	5,3	...	10,6	...
Septembre ¹ .....	...	...	...	11,6	8,2	19,8	11,6	8,2	...	19,8	...
Décembre ¹ .....	...	...	...	15,5	10,3	25,8	15,5	10,3	...	25,8	...
1979 Mars ¹ .....	...	...	...	12,0	9,1	21,1	12,0	9,1	...	21,1	...
Juin ¹ .....	...	...	...	13,5	9,8	23,3	13,5	9,8	...	23,3	...
Septembre ¹ .....	...	...	...	14,7	8,9	23,6	14,7	8,9	...	23,6	...
C. Total												
1970	2,3	0,2	2,5	2,7	1,4	4,1	2,7	3,7	0,2	6,6	...	
1971	3,1	0,3	3,4	9,3	2,7	12,0	9,3	5,8	0,3	15,4	...	
1972 ¹	3,3	0,1	3,4	17,9	11,6	29,5	17,9	14,9	0,1	32,9	0,7	
1973	3,2	0,4	3,6	20,6	15,7	36,3	20,6	18,9	0,4	39,9	0,5	
1974	2,5	0,5	3,0	14,7	13,5	28,2	14,7	16,0	0,5	31,2	1,4	
1975	1,3	0,4	1,7	9,8	10,7	20,5	9,8	12,0	0,4	22,2	0,3	
1976	0,9	0,4	1,3	14,2	27,7	41,9	14,2	28,6	0,4	43,2	2,4	
1977 Juin	0,5	0,3	0,8	10,0	23,7	33,7	10,0	24,2	0,3	34,5	0,5	
Septembre	0,2	...	0,2	11,4	25,4	36,8	11,4	25,6	...	37,0	1,9	
Décembre ¹	0,7	0,4	1,1	20,2	36,0	56,2	20,2	36,7	0,4	57,3	2,8	
1978 Mars	0,6	...	0,6	8,0	19,1	27,1	8,0	19,7	...	27,7	1,0	
Juin	0,3	0,1	0,4	8,4	14,8	23,2	8,4	15,1	0,1	23,6	0,8	
Septembre ¹	0,2	0,4	0,6	21,7	36,9	58,6	21,7	37,1	0,4	59,2	1,2	
Décembre ¹	0,5	0,1	0,6	27,6	45,2	72,8	27,6	45,7	0,1	73,4	5,7	
1979 Mars ¹	0,4	...	0,4	20,3	32,5	52,8	20,3	32,9	...	53,2	5,0	
Juin ¹	0,2	0,1	0,3	22,7	42,1	64,8	22,7	42,3	0,1	65,1	4,1	
Septembre ¹	0,1	0,1	0,2	27,1	45,0	72,1	27,1	45,1	0,1	72,3	3,1	

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Il s'agit d'effets commerciaux.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XI^e année, tome II, no 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, I^e année, tome I, no 1, janvier 1976.

XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires				Crédits logés en dehors des organismes principalement monétaires			Crédits logés dans les organismes principalement monétaires ¹				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes principalement monétaires ² (12)
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) + (11)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1970	14,2	103,2	113,8	231,2	5,5	7,9	13,4	8,7	95,3	113,8	217,8	0,2
1971	20,7	105,4	140,2	266,3	7,5	7,0	14,5	13,2	98,4	140,2	251,8	0,1
1972 ³	23,0	123,0	172,4	318,4	7,4	6,8	14,2	15,6	116,2	172,4	304,2	0,8
1973	19,0	135,7	219,7	374,4	5,2	5,0	10,2	13,8	130,7	219,7	364,2	0,6
1974	19,6	145,1	252,8	417,5	5,8	13,7	19,5	13,8	131,4	252,8	393,0	1,7
1975	23,7	150,3	309,9	483,9	9,8	8,2	18,0	13,9	142,1	309,9	465,9	0,4
1976	24,4	171,9	372,1	568,4	5,7	10,4	16,1	18,7	161,5	372,1	552,3	2,5
1977 Juin	24,6	177,7	405,4	607,7	5,1	11,2	16,3	19,5	166,5	405,4	591,4	0,6
Septembre	24,4	169,7	424,0	618,1	6,2	7,7	13,9	18,2	162,0	424,0	604,2	2,0
Décembre ³	25,5	192,3	452,5	670,3	6,5	12,8	19,3	19,0	179,5	452,5	651,0	3,0
1978 Mars	24,3	179,9	449,0	653,2	6,7	9,5	16,2	17,6	170,4	449,0	637,0	1,2
Juin	26,2	185,2	480,5	691,9	6,7	16,3	23,0	19,5	168,9	480,5	668,9	0,9
Septembre ³	29,4	189,7	493,5	712,6	7,7	14,1	21,8	21,7	175,6	493,5	690,8	1,2
Décembre ³	30,3	194,4	517,4	742,1	4,6	7,3	11,9	25,7	187,1	517,4	730,2	6,0
1979 Mars ³	32,1	189,7	521,8	743,6	4,8	9,2	14,0	27,3	180,5	521,8	729,6	5,0
Juin ³	33,5	199,8	564,3	797,6	7,6	9,6	17,2	25,9	190,2	564,3	780,4	4,3
Septembre ³	36,0	196,8	590,2	823,0	12,9	5,5	18,4	23,1	191,3	590,2	804,6	3,1

B. Crédits à l'étranger

1970	23,0	20,2	43,1	86,3	6,3	7,6	13,9	16,7	12,6	43,1	72,4	0,3
1971	24,8	22,6	58,3	105,7	3,8	7,0	10,8	21,0	15,6	58,3	94,9	0,5
1972 ³	25,3	28,8	61,0	115,1	1,9	8,2	10,1	23,4	20,6	61,0	105,0	2,9
1973	26,9	31,3	76,7	134,9	3,1	7,9	11,0	23,8	23,4	76,7	123,9	1,8
1974	32,6	37,4	103,7	173,7	5,5	11,4	16,9	27,1	26,0	103,7	156,8	0,2
1975	32,6	43,2	149,6	225,4	4,7	12,9	17,6	27,9	30,3	149,6	207,8	0,7
1976	30,5	56,9	159,4	246,8	4,5	15,7	20,2	26,0	41,2	159,4	226,6	0,1
1977 Juin	31,2	62,1	183,1	276,4	5,3	18,4	23,7	25,9	43,7	183,1	252,7	1,8
Septembre	28,8	60,4	184,0	273,2	4,7	24,2	28,9	24,1	36,2	184,0	244,3	1,2
Décembre ³	36,4	68,5	191,4	296,3	4,1	25,4	29,5	32,3	43,1	191,4	266,8	1,9
1978 Mars	32,4	72,6	191,5	296,5	5,1	27,1	32,2	27,3	45,5	191,5	264,3	3,5
Juin	31,2	76,7	199,8	307,7	3,1	27,2	30,3	28,1	49,5	199,8	277,4	2,2
Septembre ³	32,8	72,3	211,2	316,3	3,7	21,2	24,9	29,1	51,1	211,2	291,4	5,1
Décembre ³	34,4	80,5	211,7	326,6	2,1	26,0	28,1	32,3	54,5	211,7	298,5	2,4
1979 Mars ³	32,5	87,2	210,1	329,8	2,0	27,5	29,5	30,5	59,7	210,1	300,3	2,2
Juin ³	35,6	90,0	223,6	349,2	4,4	29,1	33,5	31,2	60,9	223,6	315,7	2,2
Septembre ³	34,8	94,3	235,1	364,2	4,0	29,7	33,7	30,8	64,6	235,1	330,5	2,2

C. Total

1970	37,2	123,4	156,9	317,5	11,8	15,5	27,3	25,4	107,9	156,9	290,2	0,5
1971	45,5	128,0	198,5	372,0	11,3	14,0	25,3	34,2	114,0	198,5	346,7	0,6
1972 ³	48,3	151,8	233,4	433,5	9,3	15,0	24,3	39,0	136,8	233,4	409,2	3,7
1973	45,9	167,0	296,4	509,3	8,3	12,9	21,2	37,6	154,1	296,4	488,1	2,4
1974	52,2	182,5	356,5	591,2	11,3	25,1	36,4	40,9	157,4	356,5	554,8	1,9
1975	56,3	193,5	459,5	709,3	14,5	21,1	35,6	41,8	172,4	459,5	673,7	1,1
1976	54,9	228,8	531,5	815,2	10,2	26,1	36,3	44,7	202,7	531,5	778,9	2,6
1977 Juin	55,8	239,8	588,5	884,1	10,4	29,6	40,0	45,4	210,2	588,5	844,1	2,4
Septembre	53,2	230,1	608,0	891,3	10,9	31,9	42,8	42,3	198,2	608,0	848,5	3,2
Décembre ³	61,9	260,8	643,9	966,6	10,6	38,2	48,8	51,3	222,6	643,9	917,8	4,9
1978 Mars	56,7	252,5	640,5	949,7	11,8	36,6	48,4	44,9	215,9	640,5	901,3	4,7
Juin	57,4	261,9	680,3	999,6	9,8	43,5	53,3	47,6	218,4	680,3	946,3	3,1
Septembre ³	62,2	262,0	704,7	1.028,9	11,4	35,3	46,7	50,8	226,7	704,7	982,2	6,3
Décembre ³	64,7	274,9	729,1	1.068,7	6,7	33,3	40,0	58,0	241,6	729,1	1.028,7	8,4
1979 Mars ³	64,6	276,9	731,9	1.073,4	6,8	36,7	43,5	57,8	240,2	731,9	1.029,9	7,2
Juin ³	69,1	289,8	787,9	1.146,8	12,0	38,7	50,7	57,1	251,1	787,9	1.096,1	6,5
Septembre ³	70,8	291,1	825,3	1.187,2	16,9	35,2	52,1	53,9	255,9	825,3	1.135,1	5,3

¹ Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes principalement monétaires).

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Il s'agit d'effets commerciaux.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIII^e année, tome II, n° 3, septembre 1987, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1976 31 décembre	1977 31 décembre	1978 31 décembre	1979 31 décembre
ACTIF									
Encaisse en or	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8	72,3	72,5	58,3
Fonds Monétaire International :									
Participation	30,0	25,9	24,0	24,9	26,3	29,9	26,7	19,4	18,1
Prêts .....	...	...	...	...	...	...	1,5	0,7	...
Droits de tirage spéciaux	20,3	26,1	30,5	28,4	30,0	19,3	19,8	20,1	23,2
Ecus									61,1
Monnaies étrangères	35,0	52,4	75,9	88,6	107,2	84,0	101,2	106,1	75,5
Monnaies étrangères et or à recevoir :									
Fonds Européen de Coopérat. Monétaire	0,3	...	...	...	...	...	...	...	35,7
Autres									2,4
Accords internationaux .....	...	...	...	...	...	0,2	0,4	0,4	...
Avance au F.M.I.	—	—	—	—	2,4	9,7	9,7	9,4	7,4
Fonds Européen de Coopération Monétaire C.E.E. : Concours financier à moyen terme	—	—	3,5	...	...	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	34,8	20,6	28,8	13,5	11,9	...	...	11,9	19,6
Effets de commerce	15,1	33,4	40,1	32,2	22,2	45,3	59,7	79,0	80,6
Avances sur nantissements :									
Organismes régis par une loi spéciale .	0,3	2,6	0,3	0,4	3,4	4,1	7,8	14,2	23,5
Banques .....	...	0,9	2,1	0,2	...	0,1	0,1	2,0	0,2
Entreprises et particuliers .....	...	...	...	...	...	...	...	0,6	...
Effets publics :									
Effets publics belges	4,9	1,1	0,4	5,1	4,2	20,6	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Concours spécial au Fonds des Rentes ...	—	—	—	—	—	—	2,8	16,0	52,5
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :									
Compte A .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Compte B .....	...	...	...	...	...	2,5	2,4	2,0	3,4
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	—	—	2,8	0,9	0,8	0,6	0,4	—	—
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	—	—	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Valeurs à recevoir	0,4	0,6	1,1	1,7	1,0	0,9	2,2	9,2	18,8
Fonds publics	3,8	4,1	4,3	4,8	5,3	5,5	6,1	6,5	7,2
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	3,5	4,0	4,5	5,5	6,5	7,8	9,1	10,3	11,8
Comptes transitaires	0,6	0,8	0,9	1,1	1,3	0,9	1,2	1,5	2,0
Total de l'actif ...	262,7	284,4	330,9	325,6	340,8	349,7	406,9	458,8	578,3
PASSIF									
Billets en circulation	201,8	222,6	238,5	256,1	288,4	307,2	335,4	359,9	371,8
Comptes courants et divers :									
Trésor public, compte ordinaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Organismes régis par une loi spéciale .	0,4	0,5	0,3	0,1	0,2	0,3	0,2	2,9	1,5
Banques de Belgique	1,0	1,1	0,6	0,9	0,7	0,6	0,5	0,4	0,3
Entreprises et particuliers	0,3	0,3	0,4	0,7	0,8	0,9	0,8	0,7	0,9
Banques à l'étranger, comptes ordin.	0,7	0,6	0,6	0,4	0,4	0,6	0,9	1,1	1,4
Valeurs à payer	1,5	1,6	2,4	3,7	2,3	2,1	2,0	3,3	3,8
Accords internationaux	3,1	1,4	2,0	2,6	3,2	...	...	...	...
Accords d'aide financière .....	...	...	...	...	...	2,5	2,4	2,0	3,4
Autres accords .....	...	...	...	...	...	0,4	0,4	0,4	...
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	7,0	10,5	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	14,7
Fonds Européen de Coopération Monétaire Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire .....	—	—	...	...	...	...	23,4	26,7	27,4
Réserve monétaire :									
Belgique	—	11,8	33,6	20,7	—	—	—	0,4	—
Grand-Duché de Luxembourg	—	—	0,9	0,3	—	—	—	—	—
Monnaies étrangères et or à livrer	35,8	21,5	26,5	11,1	12,1	...	...	16,2	28,1
Caisse de Pensions du Personnel	3,5	4,0	4,5	5,4	6,5	7,7	9,1	10,3	11,8
Comptes transitoires	3,0	3,7	5,0	7,5	9,9	10,5	14,5	16,5	18,2
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds de Réserve :									
Réserve statutaire	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,3	1,2	1,3	1,4
Réserve extraordinaire	0,8	0,9	1,3	1,7	1,9	2,3	2,7	3,4	4,1
Compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	2,0	2,0	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,0	2,1
Bénéfice net à répartir	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7
Total du passif ...	262,7	284,4	330,9	325,6	340,8	349,7	406,9	458,8	578,3

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1978 6 novembre	1979 5 novembre	1978 4 décembre	1979 10 décembre	1979 8 janvier	1980 7 janvier	1979 5 février	1980 4 février
ACTIF								
Encaisse en or	72,3	58,0	72,3	58,0	72,5	58,3	72,5	58,2
Fonds Monétaire International :								
Participation	19,6	19,3	19,6	18,4	19,4	18,1	19,4	17,5
Prêts	0,7	...	0,7	...	0,7	...	0,7	...
Droits de tirage spéciaux	20,1	23,1	20,1	23,1	24,6	27,7	24,6	27,7
Ecus	—	75,3	—	69,7	—	61,1	—	70,8
Monnaies étrangères	106,6	89,0	105,4	88,7	106,3	72,1	106,4	57,9
Monnaies étrangères et or à recevoir :								
Fonds Européen de Coopérat. Monétaire		35,7		35,7		35,7		33,1
Autres		2,3		2,4		2,4		1,8
Accords internationaux	0,2	0,2	0,2	...	...	...	0,4	...
Avance au F.M.I.	9,7	7,4	9,5	7,5	9,4	7,4	9,4	7,2
Fonds Européen de Coopération Monétaire								
C.E.E. : Concours financier à moyen terme								
Débiteurs pour change et or, à terme ...	12,2	15,8	12,2	17,9	11,6	15,5	11,6	7,5
Effets de commerce	77,2	72,7	64,5	69,5	78,9	80,1	65,1	79,7
Avances sur nantissement	16,4	14,9	8,2	17,4	14,9	30,3	19,8	30,9
Effets publics ¹ :								
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois								
Concours spécial au Fonds des Rentes ²	12,2	48,6	23,7	40,0	14,8	46,0	11,0	35,1
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,5	0,6	0,5	0,6	0,5	0,4	0,6	0,7
Avoirs à l'Office des chèques Postaux :								
Compte A								
Compte B	2,1	2,8	2,1	3,5	2,0	3,4	2,0	3,3
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	0,4	—	0,4	—	...	—	—	—
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Fonds publics	6,5	7,2	6,5	7,2	6,5	7,2	7,2	8,0
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	10,0	11,4	10,0	11,3	10,3	11,7	10,9	12,3
Divers	7,1	11,2	7,3	14,7	7,8	15,4	7,9	17,0
Compte d'ordre :	450,5	572,2	439,9	562,3	456,9	569,5	446,2	545,4
Office des Chèques Postaux : Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale (loi du 11-7-1973 - législation de l'enseignement)	11,5	21,3	24,2	20,1	23,3	25,8	22,3	24,7
PASSIF								
Billets en circulation	346,9	360,4	347,5	358,7	356,9	370,2	353,4	359,2
Comptes courants :								
Trésor public : compte ordinaire								
Banques à l'étranger, comptes ord. ...	0,6	1,3	1,0	1,4	1,3	1,2	1,5	1,3
Comptes courants divers et valeurs à payer	3,7	2,9	1,8	1,3	5,0	2,1	3,6	2,2
Accords internationaux :								
Accords d'aide financière	2,1	2,8	2,1	3,5	2,0	3,4	2,0	3,3
Autres accords	0,3	...	0,2	0,1	...	0,2	...	0,1
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,2	14,7	10,2	14,7	14,7	19,2	14,7	19,2
Fonds Européen de Coopération Monétaire	36,8	39,7	26,9	30,0	26,1	27,3	19,9	11,7
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	86,5	—	86,4	—	86,3	—	100,8
Réserve monétaire :								
Belgique					0,3		0,1	
Grand-Duché de Luxembourg								
Monnaies étrangères et or à livrer	16,2	24,1	16,2	26,4	16,2	23,2	16,2	10,3
Caisse de Pensions du Personnel	10,0	11,4	10,0	11,3	10,3	11,7	10,9	12,3
Divers	17,2	21,2	17,5	21,3	17,6	17,5	16,7	17,0
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	6,1	6,8	6,1	6,8	6,1	6,8	6,8	7,6
Compte d'ordre :	450,5	572,2	439,9	562,3	456,9	569,5	446,2	545,4
Ministres de l'Education Nationale : Avoirs pour leur compte à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11-7-1973 - législation de l'enseignement)	11,5	21,3	24,2	20,1	23,3	25,8	22,3	24,7

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Le montant maximum du portefeuille d'effets publics est fixé actuellement à 38 milliards 250 millions de francs, dont 87 milliards pour les effets publics belges et 1 milliard 250 millions pour les effets publics luxembourgeois. (Convention du 15 juillet 1977 entre l'Etat et la Banque).

² Le « Concours spécial au Fonds des Rentes » peut prendre la forme d'une avance spéciale ou d'une souscription aux certificats émis par le Fonds des Rentes. Le montant cumulé maximum du concours octroyé sous ces deux formes est actuellement fixé à 60 milliards. (Protocole du 15 juillet 1977 entre le Ministre des Finances, le Fonds des Rentes et la Banque).

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Milliers de comptes (fin de période)	Avoir global 1 (moyennes journalières) 3	Avoirs des particuliers 2	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes mensuelles ou mois)						(milliards de francs)
1972	1.080	90,0	56,5	169,8	287,1	168,6	287,1	912,4	94
1973	1.092	100,7	60,2	192,9	319,7	192,0	319,7	1.024,4	94
1974	1.101	122,2	62,3	220,1	387,7	217,6	387,7	1.213,1	95
1975	1.116	139,1	65,9	249,5	450,1	248,9	450,1	1.398,7	95
1976	1.112	157,7	72,5	276,9	502,1	276,5	502,1	1.557,5	95
1977	1.112	202,7	78,9	305,5	564,3	304,2	564,3	1.738,4	95
1978	1.111	203,0	80,4	324,1	601,0	319,7	601,0	1.845,8	96
1979	1.112	212,2	80,8	348,0	645,9	348,4	645,9	1.988,1	96
1977 4 ^e trimestre	1.112	202,4	79,5	318,0	587,2	312,9	587,2	1.805,3	96
1978 1 ^{er} trimestre	1.111	197,8	79,9	315,9	619,4	312,8	619,4	1.867,6	96
2 ^e trimestre	1.106	216,2	84,6	339,7	616,0	335,8	616,0	1.907,5	96
3 ^e trimestre	1.107	193,1	80,3	314,8	582,3	324,3	582,3	1.803,7	96
4 ^e trimestre	1.111	204,1	77,0	325,9	586,2	306,0	586,2	1.804,3	96
1979 1 ^{er} trimestre	1.110	207,2	81,2	337,5	673,6	354,9	673,6	2.039,5	96
2 ^e trimestre	1.110	207,9	83,0	361,2	644,4	351,2	644,4	2.001,1	95
3 ^e trimestre	1.113	207,5	80,2	331,8	608,4	338,5	608,4	1.887,1	96
4 ^e trimestre	1.116	226,0	78,6	361,3	657,2	349,1	657,2	2.024,9	96
1978 Décembre	1.111	191,4	78,1	327,2	556,2	270,1	556,2	1.709,7	96
1979 Janvier	1.110	237,1	80,8	327,7	641,4	367,3	641,4	1.977,8	96
Février	1.110	191,6	83,7	354,4	712,7	355,5	712,7	2.135,2	96
Mars	1.110	193,0	79,1	330,4	666,7	341,8	666,7	2.005,6	96
Avril	1.109	206,4	80,3	354,7	639,9	329,4	639,9	1.963,9	96
Mai	1.110	209,5	85,2	368,9	656,1	376,5	656,1	2.057,7	94
Juin	1.110	207,9	83,5	359,9	637,1	347,7	637,1	1.981,7	95
Juillet	1.111	240,6	81,3	386,4	686,4	395,7	686,4	2.154,9	96
Août	1.112	203,3	80,0	306,6	582,4	328,5	582,4	1.800,0	96
Septembre	1.115	178,6	79,3	302,5	556,3	291,2	556,3	1.706,3	96
Octobre	1.116	234,9	76,6	391,7	704,3	360,6	704,3	2.161,0	96
Novembre	1.116	224,2	77,2	328,2	627,4	358,9	627,4	1.941,9	96
Décembre	1.116	218,8	82,0	364,1	640,0	327,7	640,0	1.971,7	96

1 Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

2 Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-3a).

3 Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1976 31 décembre	1977 31 décembre	1978 31 décembre	1979 31 décembre	1978 31 oct.	1979 31 oct.	1978 30 nov.	1979 30 nov.
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P. .	11,0	11,7	13,7	14,8	11,7	11,8	10,4	11,9
Prêts au jour le jour	27,2	32,4	42,3	42,4	34,9	37,6	44,3	40,2
Banquiers	473,3	592,9	745,0	875,3	689,6	916,9	745,0	895,9
Maison-mère, succursales et filiales	161,5	197,3	210,4	279,3	205,2	292,6	228,2	286,1
Autres valeurs à recevoir à court terme	31,5	36,0	35,0	40,2	34,8	32,8	35,0	38,4
Portefeuille-effets	250,8	216,7	244,3	314,4	225,7	295,0	245,8	317,1
a) Effets publics	65,3	20,8	37,4	74,5	33,2	73,6	46,1	86,0
b) Effets commerciaux *	185,5	195,9	206,9	239,9	192,5	221,4	199,7	231,1
Reports et avances sur titres	3,5	5,4	3,1	3,7	3,3	3,2	3,8	2,9
Débiteurs par acceptations	54,9	61,9	64,7	71,7	62,8	72,0	64,7	73,9
Débiteurs divers	533,7	645,5	731,2	909,4	717,0	861,0	720,9	866,1
Valeurs mobilières	433,7	521,7	570,5	604,1	565,8	606,7	571,6	610,0
a) Fonds publics belges	382,1	470,0	514,9	543,7	510,3	548,7	514,8	551,4
b) Autres titres d'emprunt	50,6	50,8	54,9	59,7	54,7	57,1	56,0	58,0
c) Actions et parts de sociétés	0,9	0,8	0,6	0,6	0,7	0,8	0,7	0,5
d) Autres valeurs mobilières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Valeurs de la réserve légale	1,7	1,8	1,9	2,0	1,9	2,0	2,0	2,0
Participations	12,5	14,3	14,4	18,2	14,4	16,7	14,6	16,9
a) Filiales	4,7	5,4	5,2	7,0	5,3	5,9	5,3	6,0
b) Autres participations	7,8	8,9	9,2	11,2	9,1	10,8	9,3	10,9
Frais de constitution et de premier établissement	0,4	0,6	1,1	1,2	0,7	1,2	0,7	1,3
Immeubles	16,7	19,8	20,9	21,3	21,6	21,7	21,7	21,9
Participations dans les filiales immobilières	0,7	0,7	1,4	1,6	1,4	1,5	1,4	1,5
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier	2,5	2,8	3,3	3,5	3,4	3,7	3,6	3,7
Divers	48,3	54,9	71,8	91,7	61,0	73,9	58,8	79,1
Total de l'actif ...	2.064,0	2.416,5	2.775,1	3.294,9	2.655,3	3.250,4	2.772,6	3.269,0
* La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	60,3	80,3	89,9	99,8	85,3	96,3	83,4	97,0
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	3,1	2,1	3,2	0,6	0,9	1,6	1,4	0,9

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges.

Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

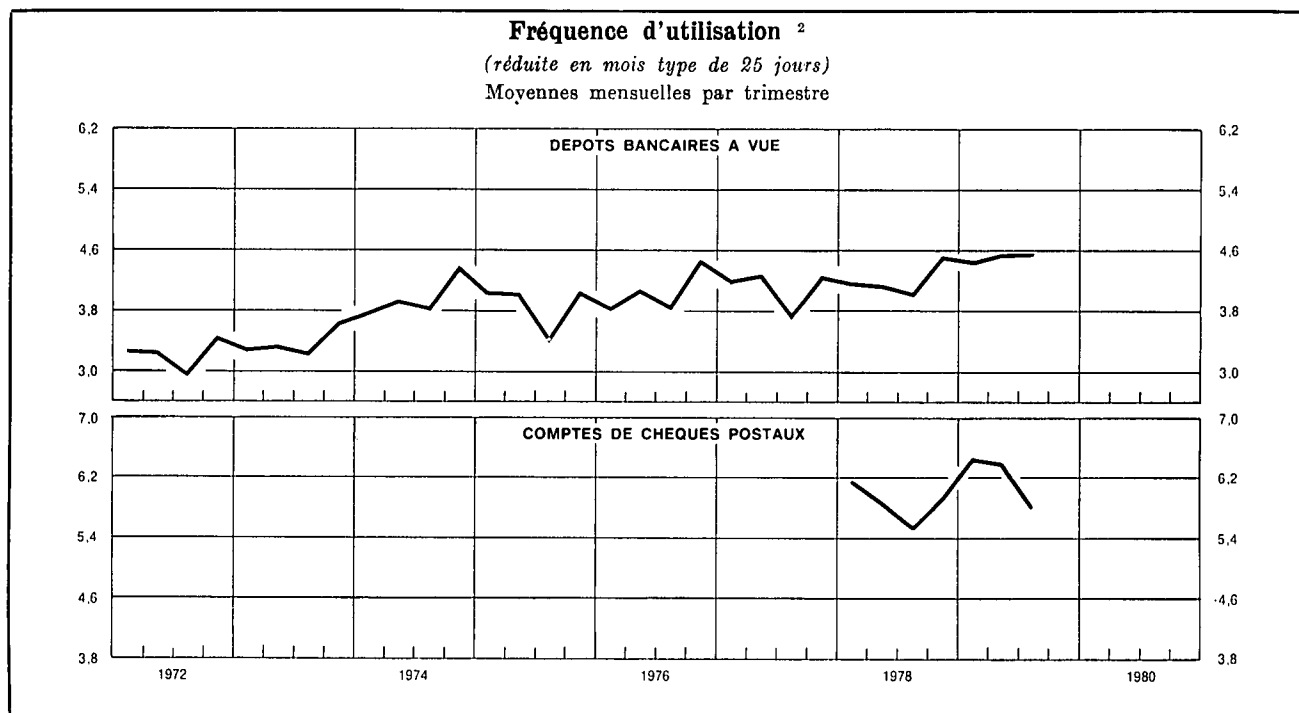
Passif

Rubriques	1976 31 décembre	1977 31 décembre	1978 31 décembre	1979 31 décembre	1978 31 oct.	1979 31 oct.	1978 30 nov.	1979 30 nov.
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	2,9	2,9	5,9	5,1	5,5	3,2	10,2	9,5
a) Créanciers garantis par des privilèges	2,4	2,5	3,1	4,2	2,3	2,4	1,9	2,3
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	0,5	0,4	2,8	0,9	3,2	0,8	8,3	7,2
Emprunts au jour le jour	40,0	38,0	59,8	84,7	48,1	66,8	53,3	57,2
a) Couverts par des sûretés réelles	8,7	7,7	6,7	13,9	6,0	3,6	3,7	3,2
b) Non couverts par des sûretés réelles	31,3	30,3	53,1	70,8	42,1	63,2	49,6	54,0
Banquiers	731,8	910,1	1.103,2	1.365,2	1.038,0	1.381,7	1.108,2	1.390,2
Maison-mère, succursales et filiales	101,7	130,0	143,0	217,8	133,3	208,8	152,5	202,5
Acceptations	54,9	61,9	64,7	71,7	62,8	72,0	64,7	73,9
Autres valeurs à payer à court terme	14,4	20,6	26,5	21,9	25,7	21,4	22,7	19,0
Créditeurs pour effets à l'encaissement	3,0	4,8	4,6	4,5	4,1	3,9	4,9	4,0
Dépôts et comptes courants	916,0	1.004,0	1.083,3	1.192,0	1.052,3	1.159,1	1.074,0	1.176,7
a) A vue	292,1	330,3	348,3	357,3	324,9	326,1	327,9	336,7
b) A un mois au plus	111,0	111,7	113,8	136,1	108,4	134,8	119,1	143,8
c) A plus d'un mois	221,3	220,3	238,4	292,6	252,2	304,3	257,6	302,4
d) A plus d'un an	15,2	17,3	19,0	18,7	18,4	18,3	19,1	19,5
e) A plus de deux ans	18,2	20,7	20,0	21,2	19,7	21,7	20,0	21,5
f) Carnets de dépôts	255,6	300,2	339,8	363,9	324,6	351,6	326,2	350,6
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2,6	3,5	4,0	2,2	4,1	2,3	4,1	2,2
Obligations et bons de caisse	70,3	100,6	120,0	145,7	117,4	142,4	118,4	143,1
Montants à libérer sur titres et participations	1,5	1,5	1,5	1,7	1,5	1,6	1,5	1,7
Divers	63,5	70,6	84,0	99,3	89,2	106,6	84,2	105,8
<i>Total de l'exigible ...</i>	2.000,0	2.345,0	2.696,5	3.209,6	2.577,9	3.167,5	2.694,6	3.183,6
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	9,0	6,5	8,9	9,7	8,0	7,5	8,1	10,0
<i>Non exigible :</i>								
Capital	31,0	37,0	39,5	42,6	39,3	42,2	39,6	42,2
Fonds indisponible par prime d'émission	3,1	4,6	4,7	4,7	4,5	4,6	4,6	4,6
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	1,7	1,8	1,9	2,0	1,9	2,0	2,0	2,0
Réserve disponible	13,3	15,4	17,0	18,7	17,0	18,8	17,0	18,8
Autres réserves	5,1	5,1	5,5	6,5	5,4	6,4	5,4	6,5
Provisions	0,8	1,1	1,1	1,1	1,3	1,4	1,3	1,3
<i>Total du non exigible ...</i>	55,0	65,0	69,7	75,6	69,4	75,4	69,9	75,4
Total du passif ...	2.064,0	2.416,5	2.775,1	3.294,9	2.655,3	3.250,4	2.772,6	3.269,0

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges.

Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	réduite en mois type de 25 jours		
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1971	375,7	234,4	610,1	3,31	3,28	4,24
1972	435,4	266,4	701,8	3,28	3,25	4,15
1973	522,5	293,3	815,8	3,41	3,38	4,41
1974	646,6	353,5	1.000,1	4,03	3,99	e 4,78
1975	709,6	408,4	1.118,0	3,91	3,88	e 5,05
1976	828,6	449,2	1.277,8	4,13	4,08	4,94
1977	936,5	509,0	1.445,5	4,17	4,13	.....
1978	1.012,5	530,0	1.542,5	4,21	4,19	5,87
1977 3 ^e trimestre	873,6	454,5	1.328,1	3,86	3,76	.....
4 ^e trimestre	986,2	509,2	1.495,4	4,34	4,28	.....
1978 1 ^{er} trimestre	976,1	551,6	1.527,7	4,18	4,18	6,19
2 ^e trimestre	1.031,6	557,9	1.589,5	4,13	4,13	5,88
3 ^e trimestre	973,2	497,1	1.470,3	4,03	3,93	5,52
4 ^e trimestre	1.069,3	513,4	1.582,7	4,51	4,52	5,93
1979 1 ^{er} trimestre	1.046,6	582,1	1.628,7	4,45	4,33	6,44
2 ^e trimestre	1.172,5	595,0	1.767,5	4,55	4,62	6,39
3 ^e trimestre	1.118,4	524,3	1.642,7	4,56	4,50	5,80
1978 Novembre	1.019,9	547,1	1.567,0	4,25	4,43	6,30
Décembre	1.142,4	496,5	1.638,9	4,73	4,73	5,65
1979 Janvier	1.050,0	519,0	1.569,0	4,43	4,26	5,80
Février	1.049,5	688,9	1.738,4	4,23	4,40	7,43
Mars	1.040,3	538,4	1.578,7	4,68	4,33	6,06
Avril	1.183,1	587,0	1.770,1	4,54	4,73	6,48
Mai	1.153,8	612,9	1.766,7	4,56	4,56	6,42
Juin	1.180,5	585,3	1.765,8	4,56	4,56	6,27
Juillet	1.168,1	584,2	1.752,3	4,53	4,53	6,38
Août	1.085,5	484,0	1.569,5	4,64	4,46	5,37
Septembre	1.101,5	504,8	1.606,3	4,51	4,51	5,65
Octobre	1.233,9	540,9	1.774,8	5,55	5,14	6,23
Novembre	1.218,7	581,4	1.800,1	4,95	5,16	6,61

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 p.c. de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, tome I, no 1, janvier 1965, p. 21; XLII^e année, tome I, no 1, janvier 1967, p. 19; tome II, no 8, septembre 1967, p. 241. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES (milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs			
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					Avances ordinaires	Avances spéciales
valeur nominale									
1970	6,9	4,2	...	...	1,1	8,7	...	...
1971	9,1	6,7	...	...	...	9,5	2,9	...
1972	15,2	8,3	...	...	2,5	10,9	9,0	2,5
1973	15,7	9,1	...	...	...	12,7	8,0	...
1974	12,2	9,1	...	...	0,7	18,1	...	...
1975	17,9	6,0	...	...	2,8	20,1	0,3	2,9
1976 Septembre	15,6	6,0	31,9	...	...	23,3	2,1	24,5
Décembre	14,9	6,0	1,4	...	...	15,7	...	3,6
1977 Mars	14,0	6,0	16,4	...	...	19,8	...	13,1
Juin	12,7	6,0	22,0	...	...	22,5	...	14,8
Septembre	13,4	—	3,4	...	3,8	17,0	...	...
Décembre	17,5	—	2,8	...	...	7,0	...	7,4 2,8
1978 Janvier	15,1	—	...	...	...	11,3	...	0,6 ...
Février	16,0	—	0,6	4,2	...	16,6	...	... 0,6
Mars	15,3	—	8,5	5,1	...	17,2	...	... 8,5
Avril	15,4	—	12,8	...	...	17,2	1,5	... 4,7
Mai	16,5	—	17,4	...	...	17,0	...	... 12,8
Juin	17,0	—	37,0	...	...	8,4	...	4,7 37,0
Juillet	17,0	—	35,5	...	...	10,1	...	2,8 35,5
Août	18,7	—	26,1	...	...	10,6	...	4,1 26,1
Septembre	19,6	—	28,7	...	...	11,2	...	4,3 28,7
Octobre	20,7	—	20,4	...	...	10,8	...	5,2 20,4
Novembre	21,8	—	23,5	...	...	9,6	...	7,4 23,5
Décembre	22,3	—	16,0	...	...	5,2	...	13,9 16,0

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne

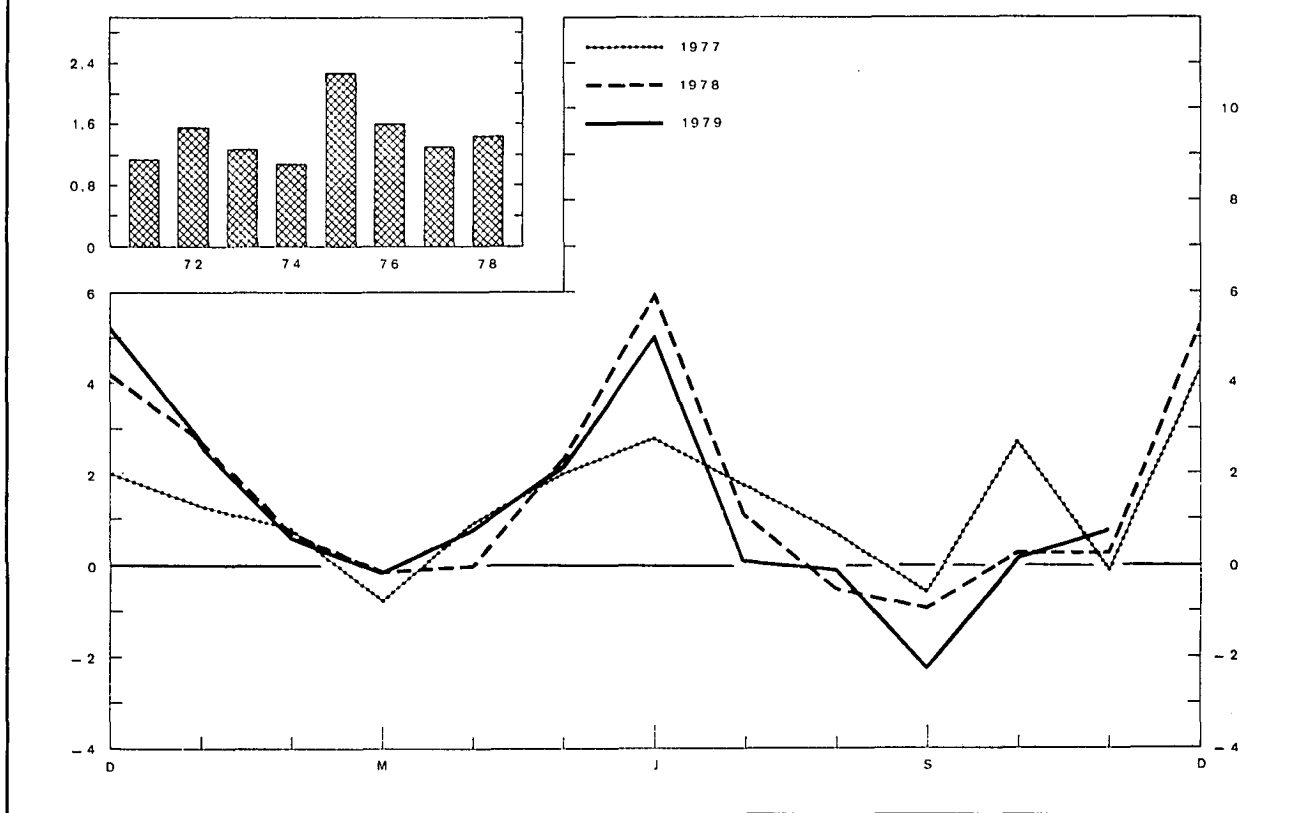
Opérations des ménages

(milliards de francs)

Source : CGER.

Dépôts ¹ : excédents ou déficits des versements sur les remboursements

(moyennes mensuelles ou mois)



Périodes	Dépôts ¹			Solde ⁴	Bons d'épargne ²	Total
	Versements ³	Remboursements	Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)		Montant en circulation	
				(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)
1971	91,9	78,1	13,8	178,2	12,3	190,5
1972	120,4	101,6	18,8	202,9	14,6	217,5
1973	152,9	137,5	15,4	225,4	20,1	245,5
1974	196,1	183,0	13,1	248,5	29,8	278,3
1975	244,4	216,9	27,5	287,5	39,9	327,4
1976	302,4	283,1	19,3	319,5	49,5	369,0
1977	371,3	355,7	15,6	348,9	65,4	414,3
1978	488,8	471,4	17,4	380,3	78,6	458,9
1977 3 ^e trimestre	89,4	87,6	1,8	328,3	62,6	390,9
4 ^e trimestre	99,3	92,5	6,8	348,9	65,4	414,3
1978 1 ^{er} trimestre	108,2	104,8	3,4	352,3	70,2	422,5
2 ^e trimestre	122,7	114,3	8,4	360,7	74,0	434,7
3 ^e trimestre	118,9	119,2	- 0,3	360,4	76,1	436,5
4 ^e trimestre	139,0	133,1	5,9	380,3	78,6	458,9
1979 1 ^{er} trimestre	148,3	145,3	3,0	383,3	83,4	466,7
2 ^e trimestre	160,0	152,1	7,9	391,2	86,9	478,1
3 ^e trimestre	149,2	151,5	- 2,3	388,9	91,4	480,3
1978 Novembre	42,2	41,9	0,3	361,0	77,8	438,8
Décembre	50,7	45,4	5,3	380,3	78,6	458,9
1979 Janvier	51,3	48,8	2,5	382,8	79,7	462,5
Février	46,9	46,3	0,6	383,4	81,6	465,0
Mars	50,1	50,2	- 0,1	383,3	83,4	466,7
Avril	49,4	48,6	0,8	384,1	84,6	468,7
Mai	51,6	49,6	2,0	386,1	85,4	471,5
Juin	59,0	53,9	5,1	391,2	86,9	478,1
Juillet	50,2	50,1	0,1	391,3	88,6	479,9
Août	48,7	48,9	- 0,2	391,1	89,4	480,5
Septembre	50,3	52,5	- 2,2	388,9	91,4	480,3
Octobre	61,4	61,2	0,2	389,1	93,1	482,2
Novembre	56,4	55,6	0,8	389,9	93,7	483,6

¹ Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

² Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

³ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁴ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1978, les intérêts capitalisés s'élèvent à 14 milliards.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.
ACTIF									
Disponible ¹	0,8	1,2	1,8	3,0	2,1	2,5	3,3	4,6	5,2
Placements provisoires :									
Effets sur la Belgique	39,7	41,3	42,8	48,4	50,8	53,6	60,9	65,9	69,3
Avances à l'industrie	15,2	13,9	11,9	11,3	10,5	12,1	7,0	0,7	—
Crédit agricole .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Crédit d'exportation	2,7	2,1	2,9	3,6	4,9	4,2	6,5	4,9	7,0
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts personnels	0,4	0,3	0,6	1,1	1,0	1,2	2,0	4,4	6,8
Acceptations bancaires	5,5	9,5	5,5	1,9	0,3	3,6	2,1	5,2	0,9
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes	15,8	22,3	19,1	16,5	15,0	36,7	23,2	26,8	21,3
Prêts au jour le jour	1,6	1,9	2,2	2,2	2,7	2,8	1,4	0,6	2,5
Total ...	80,9	91,3	85,0	85,0	85,2	114,2	103,1	108,5	107,8
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	20,4	24,5	31,2	37,5	47,2	55,2	64,6	71,7	80,9
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	27,3	33,3	39,3	40,0	55,8	61,2	77,9	92,6	110,7
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	3,2	5,8	7,3	8,9	9,2	11,3	12,7	13,1	13,5
Obligations de sociétés belges et divers ...	1,5	1,6	5,4	6,0	6,2	9,6	10,8	11,6	12,1
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, divers	1,2	1,1	1,0	1,1	1,2	1,2	2,2	2,3	2,3
Prêts hypothécaires	11,6	13,9	20,3	29,2	37,6	44,1	55,1	67,8	81,2
Crédit agricole	6,5	6,3	6,4	6,8	7,2	7,6	8,8	10,0	11,0
Avances à la S.N.L., aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	31,7	32,3	34,4	36,4	38,3	42,0	47,4	52,6	59,3
Ouvertures de crédit (Industriel, agricole, professionnel et universitaire)	10,9	15,7	20,4	24,9	31,7	37,6	53,4	64,2	71,1
Total ...	114,3	134,5	165,7	190,8	234,4	269,8	332,9	385,9	442,1
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts	4,4	5,2	5,8	7,9	9,4	11,0	13,1	15,7	15,1
Valeurs échues du portefeuille	7,0	7,0	11,1	13,0	3,8	3,9	7,4	5,7	1,8
Réserve monétaire à la B.N.B.	—	—	1,8	5,1	2,2	—	—	—	—
Divers	4,6	6,7	11,0	15,1	19,7	24,9	4,7	5,1	5,3
Total de l'actif ...	212,0	245,9	282,2	319,9	356,8	426,3	464,5	525,5	577,3

PASSIF

<i>Exigible :</i>									
Dépôts sur livrets et bons d'épargne ² :									
Particuliers	165,8	190,4	217,5	245,6	270,7	327,5	369,2	414,7	459,4
Etablissements publics et autres	11,5	17,8	24,0	27,0	29,8	31,0	36,7	43,1	48,4
Total ...	177,3	208,2	241,5	272,6	300,5	358,5	405,9	457,8	507,8
Dépôts en comptes courants ²	11,9	12,6	11,1	10,0	13,4	19,9	27,5	33,7	30,5
Fonds de développement des universités libres	—	0,8	1,6	3,6	6,0	7,2	9,9	11,9	14,7
<i>Non exigible :</i>									
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions	18,0	18,6	20,1	21,5	21,2	20,7	19,7	20,4	21,9
Divers	4,8	5,7	7,9	12,2	15,7	20,0	1,5	1,7	2,4
Total du passif ...	212,0	245,9	282,2	319,9	356,8	426,3	464,5	525,5	577,3

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse et les comptes à la B.N.B. et à l'O.C.P.

² Y compris les intérêts capitalisés.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	7,7	7,9	9,6	8,5	8,8	8,5	8,4	8,2	9,4
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	13,9	13,9	12,4	13,7	13,2	14,1	13,3	13,5	12,6
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,9	0,9	0,8	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,3
Obligations de sociétés belges et divers ...	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Prêts hypothécaires	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
Avances à la Caisse publique de prêts, divers .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	23,2	23,2	23,3	23,2	22,9	23,5	22,5	22,5	22,7
PASSIF									
Fonds des Rentes ¹	13,9	23,3 ³	23,2	23,1	23,2	23,4	23,2	23,0	22,9
Réserves mathématiques ²	10,3		23,2	23,1	23,2	23,4	23,2	23,0	22,9
Fonds de réserve	—	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2
Total ...	24,2	24,2	24,2	24,1	24,3	24,5	24,3	24,2	24,1

¹ Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions, mais pas les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865, qui figurent aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

² Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

³ A partir de 1971, la distinction entre les postes « Fonds des Rentes » et « Réserves mathématiques » n'est plus donnée.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE
5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	3,1	2,8	3,9	4,0	4,4	4,7	4,7	4,7	4,7
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	8,4	7,9	7,4	7,3	6,9	6,7	6,3	6,3	6,0
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...
Obligations de sociétés belges	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,4
Prêts hypothécaires .....	...	0,4	1,0	1,9	3,0	4,5	6,9	9,1	11,5
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société Nationale du Logement	0,5	1,8	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	2,1
Total ...	12,3	13,2	14,5	15,4	16,5	18,2	20,2	22,4	24,7
PASSIF									
Réserves mathématiques et provisions ¹	7,9	8,2	8,9	10,1	11,0	12,4	14,1	16,2	18,3
Fonds de réserve et de répartition	4,3	4,7	5,2	5,5	5,9	6,3	6,6	6,8	7,2
Total ...	12,2	12,9	14,1	15,6	16,9	18,7	20,7	23,0	25,5

¹ Y compris les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
ACTIF									
IMMOBILISE	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	1,6	1,6
DISPONIBLE ET REALISABLE :									
Placements provisoires	18,7	19,6	19,8	16,8	18,0	22,1	16,2	41,4	26,6
Encours des crédits :									
A. Crédits financés par l'Institution pour compte propres :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat belge	28,4	30,3	30,8	33,6	36,9	40,8	50,1	59,7	75,7
2. garantis par banques et organismes financiers	29,2	33,4	33,5	37,8	44,1	44,9	51,2	52,7	50,3
3. dont le risque est à charge de l'Institution ...	49,1	53,3	54,0	55,5	60,2	63,2	66,9	66,7	68,0
Crédits commerciaux	1,5	1,3	2,0	2,4	2,7	5,3	6,4	5,7	4,7
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	3,8	3,1	4,5	5,7	8,3	7,4	11,7	9,0	12,9
Autres ¹	1,0	0,9	0,7	0,7	0,7	0,6	0,4	0,4	0,3
B. Crédits gérés pour compte de l'Etat belge :									
1. opérations du Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	4,0	4,4	4,5	5,2	6,5	8,9	11,4	13,4	18,3
2. autres ²	1,9	1,8	1,7	1,6	1,5	1,4	1,6	1,5	1,2
Débiteurs divers	1,1	1,4	1,4	2,2	2,2	2,2	2,5	3,4	3,4
Fonds publics et participations	1,3	1,3	2,7	2,7	2,7	2,7	3,0	3,0	3,0
Divers	1,3	1,9	2,1	2,6	1,5	1,8	1,5	0,9	1,9
Total de l'actif ...	141,4	152,9	157,9	167,0	185,5	201,5	223,1	259,3	267,9
PASSIF									
NON EXIGIBLE	1,2	1,2	1,4	1,5	1,6	1,6	1,6	1,5	1,6
EXIGIBLE :									
Obligations	87,1	98,5	100,5	105,4	115,1	119,7	133,6	163,5	163,4
Bons de caisse	19,2	18,7	20,4	21,5	22,3	27,4	28,3	32,3	32,4
Dépôts et emprunts divers	13,0	12,9	13,3	17,0	22,3	22,7	26,7	26,3	28,3
Effets réescomptés	5,6	4,5	3,9	3,5	3,9	7,4	6,1	5,5	5,7
Créditeurs divers	} 2,5	2,5	3,7	3,4	4,5	4,6	3,9	4,4	5,4
Provisions pour charge et risques divers							2,3	2,5	2,8
Etat belge :									
1. Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	4,0	4,4	4,5	5,2	6,5	8,9	11,4	13,4	18,3
2. Autres ³	1,5	1,4	1,4	1,3	1,3	1,2	1,2	1,0	0,9
Divers	7,3	8,8	8,8	8,2	8,0	8,0	8,0	8,9	9,1
Total du passif ...	141,4	152,9	157,9	167,0	185,5	201,5	223,1	259,3	267,9

¹ Crédits de restauration (Dommages de guerre et Inondations) et crédits sous forme de location-financement.

² Crédits d'aide aux entreprises en difficulté et à la presse, crédits financés par le Fonds d'aide Marshall, par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et du Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

³ Fonds d'Aide Marshall, Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1978 31 oct.	1979 31 oct.	1978 30 nov.	1979 30 nov.
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux	1,5	1,7	2,3	2,5	1,6	1,9	1,4	1,7
Prêts au jour le jour	1,0	1,3	1,2	0,7	0,4	0,4	0,7	0,8
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	11,9	10,7	8,2	7,4	5,1	8,3	6,5	12,1
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	1,8	2,1	2,3	2,5	2,4	3,1	2,6	2,6
Effets de commerce et factures	2,1	3,4	4,0	4,3	4,4	5,0	4,4	5,7
Débiteurs par acceptations	—	—	—	—	—	0,2	—	0,2
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	21,0	30,9	38,3	44,6	43,0	47,9	43,1	48,3
Portefeuille-titres et participations	131,7	151,0	172,3	191,9	191,3	206,0	190,5	204,2
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(1,6)	(1,9)	(0,6)	(1,8)	(1,3)	(1,0)	(1,4)	(1,8)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^o , des dispositions coordon- nées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(48,9)	(58,1)	(66,7)	(79,9)	(79,2)	(90,5)	(78,8)	(88,5)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(61,8)	(70,2)	(82,9)	(87,5)	(88,3)	(90,0)	(87,7)	(89,9)
c) Obligations de sociétés belges	(13,2)	(14,4)	(15,5)	(15,9)	(16,0)	(16,7)	(16,0)	(16,8)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(3,1)	(3,3)	(3,8)	(4,5)	(4,1)	(4,8)	(4,2)	(4,8)
e) Autres valeurs	(3,1)	(3,1)	(2,8)	(2,3)	(2,4)	(2,4)	(2,4)	(2,4)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires	143,4	166,7	186,2	216,3	210,0	236,9	212,7	239,3
Actionnaires ou sociétaires	2,4	3,1	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Débiteurs divers	1,4	2,0	2,9	3,5	2,6	3,5	2,7	3,6
Divers	1,1	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Total du disponible et réalisable ...	319,3	373,5	421,7	477,6	464,7	517,1	468,5	522,4
Frais d'établissement et autres immobilisations incorpo- rnelles	0,1	0,1	...	...	...	...	...	0,1
Immeubles et terrains	3,0	3,5	4,0	4,7	4,4	5,4	4,4	5,4
Leasing immobilier	1,0	1,0	1,0	0,9	1,0	0,8	1,0	0,8
Matériel et mobilier	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5
Leasing mobilier	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Cautionnements imposés par la loi .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total de l'immobilisé ...	4,5	5,1	5,6	6,3	6,1	7,0	6,1	7,1
Comptes transitoires ¹	8,3	9,7	12,0	12,4	13,3	14,1	14,9	15,5
Total de l'actif ...	332,1	388,3	439,3	496,3	484,1	538,2	489,5	545,0
dont : affectés par privilège à la garantie du rembour- sement des fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées	306,9	359,8	405,9	460,6	447,8	497,3	451,6	501,6
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	302,6	354,5	399,7	451,5	439,7	488,2	443,6	492,3

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1978 31 oct.	1979 31 oct.	1978 30 nov.	1979 30 nov.
Fonds d'épargne :								
Visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	219,8	255,7	282,0	320,5	303,7	330,7	306,2	334,3
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans ...	20,5	24,6	28,3	31,1	30,8	32,4	30,9	32,2
c) de cinq ans ou plus	61,1	71,9	85,3	93,9	92,6	110,2	93,7	111,2
Visés à l'article 23, § 5, de l'arrêté royal n° 11 du 18 avril 1967	0,1	—	—	—	—	—	—	—
Total des fonds d'épargne ...	301,5	352,2	395,6	445,5	427,1	473,3	430,8	477,7
Réserves techniques	1,2	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Fonds de reconstitution	2,8	3,1	3,4	3,8	3,7	4,1	3,7	4,2
Créanciers couverts par des sûretés réelles	0,5	0,6	0,8	0,8	0,2	0,2	0,2	0,2
Emprunts :								
a) au jour le jour .....	...	...	...	...	1,0	0,1	0,2	0,1
b) auprès de la Banque Nationale .....	...	...	...	0,6	0,2	0,2	0,9	0,2
c) auprès d'autres intermédiaires financiers	0,2	0,7	1,1	2,0	1,6	1,8	1,4	1,5
Acceptations	—	—	—	—	—	...	—	—
Réescompteurs .....	...	...	0,4	0,5	0,5	1,6	0,5	2,2
Mobilisation d'Actifs	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,4	0,5
Autres engagements à un mois maximum	0,9	1,1	1,4	1,3	0,5	0,6	0,5	0,6
Créditeurs divers	1,2	1,0	1,3	1,3	1,2	1,2	1,5	1,3
Provisions pour charges	1,2	2,5	3,3	4,7	2,5	3,8	2,6	3,9
Divers	1,1	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Total de l'exigible ...	311,0	363,0	409,1	462,2	440,3	488,7	444,0	493,7
Fonds propres :								
a) capital	6,5	7,6	8,0	8,5	8,4	8,8	8,4	8,8
b) réserve légale	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7	0,8
c) autres réserves	6,6	7,1	7,8	9,1	8,7	10,2	8,7	10,2
Comptes de redressements d'actifs	0,8	1,2	1,9	2,8	1,9	2,8	1,9	2,8
Comptes transitoires ¹	6,7	8,8	11,8	13,0	24,1	26,9	25,8	28,7
Total du passif ...	332,1	388,3	439,3	496,3	484,1	538,2	489,5	545,0

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique*.

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)			
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements			Total	Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)		créditeurs	débiteurs	
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat		Subventions versées en capital par l'Etat et les provinces et autres recettes	Pour rem- boursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires							Total	(1) + (5) - (8) = (9)
(1)	(2)	(3)	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1971	10,0	18,9	3,3	5,7	27,9	0,8	26,8	27,6	10,3	140,2	15,3	5,1	7,3	108,5
1972	10,3	22,1	3,5	6,2	31,8	0,7	30,3	31,0	11,1	157,3	15,2	5,9	8,7	106,8
1973	11,1	25,9	3,7	6,7	36,3	0,8	33,5	34,3	13,1	178,6	20,5	5,9	12,0	125,2
1974	13,1	31,5	4,7	9,3	45,5	0,9	42,2	43,1	15,5	204,4	18,0	7,6	17,5	152,1
1975	15,5	35,8	5,3	10,5	51,6	1,1	47,6	48,7	18,4	234,5	24,0	7,4	25,8	198,6
1976	18,4	42,2	6,0	11,8	60,0	1,5	56,7	58,2	20,2	272,0	25,1	8,5	31,1	228,3
1977	20,2	33,1	8,1	16,5	57,7	3,2	54,3	57,5	20,4	303,0	26,1	9,1	30,3	285,1
1978	20,4	38,6	7,8	16,8	63,2	4,1	57,2	61,3	22,3	331,0	30,8	11,1	31,6	315,3
1977 2 ^e trimestre	20,3	7,2	2,0	4,0	13,2	0,2	12,7	12,9	20,6	290,6	25,7	7,2	28,8	72,2
1977 3 ^e trimestre	20,6	6,4	2,0	3,6	12,0	0,3	12,7	13,0	19,6	297,1	27,6	7,4	32,0	71,8
1977 4 ^e trimestre	19,6	10,7	1,8	5,4	17,9	2,4	14,7	17,1	20,4	303,0	26,1	11,0	28,4	68,3
1978 1 ^{er} trimestre	20,4	10,9	1,6	5,5	18,0	0,6	16,7	17,3	21,1	311,4	27,6	11,0	30,3	86,2
1978 2 ^e trimestre	21,1	8,2	1,5	2,2	11,9	0,5	10,5	11,0	22,0	.....	29,6	10,6	31,3	75,8
1978 3 ^e trimestre	22,0	9,1	2,4	3,8	15,3	0,5	14,1	14,6	22,7	.....	30,6	10,0	34,5	76,4
1978 4 ^e trimestre	22,7	10,4	2,3	5,3	18,0	2,5	15,9	18,4	22,3	331,0	30,8	13,0	30,4	76,9
1979 1 ^{er} trimestre	22,3	9,7	2,3	3,9	15,9	1,2	13,3	14,5	23,7	339,6	36,0	12,3	37,7	89,3
1979 2 ^e trimestre	23,7	10,4	2,0	3,3	15,7	0,8	12,2	13,0	26,4	348,9	35,2	12,9	36,6	72,1
1978 Juin	22,1	3,0	0,4	0,5	3,9	0,1	3,9	4,0	22,0	.....	29,6	11,0	31,8	16,8
1978 Juillet	22,0	3,5	1,1	1,6	6,2	0,2	6,0	6,2	22,0	318,7	28,3	10,0	38,8	37,9
1978 Août	22,0	2,2	0,6	1,1	3,9	0,2	4,2	4,4	21,5	.....	31,0	10,7	32,6	20,8
1978 Septembre	21,5	3,4	0,7	1,1	5,2	0,1	3,9	4,0	22,7	.....	30,6	9,2	32,0	17,7
1978 Octobre	22,7	3,7	1,0	1,7	6,4	0,9	5,2	6,1	23,0	324,5	30,9	10,2	31,9	24,6
1978 Novembre	23,0	3,5	0,7	1,5	5,7	0,8	5,0	5,8	22,9	327,9	29,6	15,3	29,0	28,1
1978 Décembre	22,9	3,2	0,6	2,1	5,9	0,8	5,7	6,5	22,3	331,0	30,8	13,4	30,4	24,2
1979 Janvier	22,3	3,3	0,4	1,4	5,1	0,2	4,5	4,7	22,7	331,7	28,8	12,9	36,6	42,3
1979 Février	22,7	2,7	0,5	1,1	4,3	0,3	4,4	4,7	22,3	334,7	31,9	11,3	39,4	21,8
1979 Mars	22,3	3,7	1,4	1,4	6,5	0,7	4,4	5,1	23,7	339,6	36,0	12,7	37,1	25,2
1979 Avril	23,7	3,6	0,8	1,0	5,4	0,2	3,0	3,2	25,9	340,8	35,1	13,8	33,8	26,5
1979 Mai	25,9	3,0	0,3	1,0	4,3	0,2	4,1	4,3	25,9	344,5	36,4	12,7	36,4	24,9
1979 Juin	25,9	3,8	0,9	1,3	6,0	0,4	5,1	5,5	26,4	348,9	35,2	12,2	39,6	20,7

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Sociétés belges

Source : M.A.E., Service des Assurances.

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
ACTIF									
Immeubles	8,3	9,3	12,1	13,4	15,9	16,3	18,1	21,7	23,1
Prêts hypothécaires	21,1	22,6	25,0	26,4	30,2	34,4	38,8	42,4	60,3
Prêts sur polices	2,5	2,7	3,0	3,1	3,3	3,9	4,2	4,8	3,5
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	8,2	21,6	23,3	24,5	26,7	28,8	31,4	33,3	48,1
Titres des organismes parastataux de crédit	8,2								
Titres des autres organismes parastataux	2,5								
Titres des provinces et communes	1,9								
Valeurs étrangères	3,3	3,5	3,5	3,7	4,0	4,1	4,7	5,5	2,6
Obligations de sociétés belges	13,1	14,0	14,5	15,6	17,9	18,9	21,6	27,1	28,7
Actions de sociétés belges	4,2	5,0	4,9	6,2	6,5	6,9	7,4	9,3	10,8
Total des valeurs mobilières ...	41,4	44,1	46,2	50,0	55,0	58,7	65,1	75,2	90,2
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,6	0,6	0,8	0,7	0,9	0,9	1,0	...	...
Réserves mathématiques ¹	74,2	80,1	87,1	94,8	104,0	114,6	128,5	145,9	189,5

Sociétés étrangères

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
ACTIF									
Immeubles	2,9	3,1	3,3	3,5	3,5	3,9	4,2	2,8	2,6
Prêts hypothécaires	6,2	6,6	6,9	7,3	7,9	8,6	9,4	8,7	7,7
Prêts sur polices	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	0,4
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	5,0	8,4	8,9	9,2	9,3	9,9	10,4	9,2	9,4
Titres des organismes parastataux de crédit	1,5								
Titres des autres organismes parastataux	1,1								
Titres des provinces et communes	0,4								
Valeurs étrangères	0,8	0,8	1,0	1,0	0,9	0,8	1,0	1,0	0,4
Obligations de sociétés belges	1,2	1,6	2,0	2,5	2,7	2,7	2,8	2,5	2,2
Actions de sociétés belges	0,9	1,0	1,1	1,2	1,4	1,3	1,6	1,4	0,9
Total des valeurs mobilières ...	10,9	11,8	13,0	13,9	14,3	14,7	15,8	14,1	12,9
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	...	...
Réserves mathématiques ¹	20,4	21,7	23,2	24,9	26,3	28,0	30,2	25,8	23,6

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

XV. — ACTIFS FINANCIERS

XV - 1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Période	Détenus par les pouvoirs publics ²						Détenus par les entreprises et particuliers ⁶	Total général
	Monnaie scripturale ³	Autres actifs à un an au plus ⁴			Actifs à plus d'un an ⁴	Total		
		Auprès des intermédiaires financiers nationaux ⁵	Auprès des secteurs nationaux non financiers	Total				
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (1) + (4) + (5)	(7)	(8) = (6) + (7)	
1971	+ 2,7	+ 2,4	...	+ 2,4	+ 2,0	+ 7,1	+ 206,2	+ 213,3
1972	+ 1,3	+ 3,7	...	+ 3,7	+ 1,6	+ 6,6	+ 276,2	+ 282,8
1973	+ 5,8	+ 7,7	...	+ 7,7	+ 2,6	+ 16,1	+ 280,5	+ 296,6
1974	+ 5,6	+ 3,3	- 0,2	+ 3,1	+ 2,3	+ 11,0	+ 287,0	+ 298,0
1975	+ 5,4	+ 0,8	+ 0,3	+ 1,1	- 0,6	+ 5,9	p+ 370,3	p+ 376,2
1976	+ 8,8	- 2,4	- 0,3	- 2,7	+ 1,9	+ 8,0	p+ 454,2	p+ 462,2
1977	- 1,2	+ 4,0	+ 0,2	+ 4,2	- 0,5	+ 2,5	p+ 454,7	p+ 457,2
1978	+ 2,8	+ 8,3	- 0,1	+ 8,2	- 0,3	+ 10,7	p+ 458,1	p+ 468,8
1977 3 ^e trimestre	+ 4,2	- 14,3	...	- 14,3	+ 0,2	- 9,9	p+ 81,0	p+ 71,1
4 ^e trimestre	+ 5,7	+ 3,1	...	+ 3,1	- 0,4	+ 8,4	p+ 102,1	p+ 110,5
1978 1 ^{er} trimestre	+ 5,3	+ 14,3	- 0,1	+ 14,2	- 0,3	+ 19,2	p+ 122,5	p+ 141,7
2 ^e trimestre	- 0,7	- 11,2	...	- 11,2	+ 0,3	- 11,6	p+ 174,9	p+ 163,3
3 ^e trimestre	- 0,8	+ 1,3	...	+ 1,3	- 0,2	+ 0,3	p+ 59,8	p+ 60,1
4 ^e trimestre	- 1,0	+ 3,9	...	+ 3,9	- 0,1	+ 2,8	p+ 100,9	p+ 103,7
1979 1 ^{er} trimestre	- 1,9	+ 11,7	+ 0,1	+ 11,8	+ 0,7	+ 10,6	p+ 145,8	p+ 156,4
2 ^e trimestre	+ 8,0	- 10,6	...	- 10,6	- 0,9	- 3,5	p+ 140,3	p+ 136,8
3 ^e trimestre	- 7,9	- 3,8	+ 0,2	- 3,6	...	- 11,5	p+ 73,0	p+ 61,5

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant un actif financier détenu par les pouvoirs publics.

³ Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XIII-4b.

⁴ Durés à l'origine.

⁵ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XV-2.

XV - 2. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Période	Actifs en francs belges				Actifs en monnaies étrangères			Autres actifs ⁸	Total général (9) = (4) + (7) + (8)
	Encaisses monétaires ² (1)	Autres actifs à un an au plus ^{3 4} (2)	Actifs à plus d'un an ^{3 5} (3)	Total (4) = (1) + (3)	A un an au plus ³ (Dépôts) ⁶ (5)	A plus d'un an ³ (Valeurs mobilières) ⁷ (6)	Total (7) = (5) + (6)		
1971	+ 35,8	+ 78,7	+ 68,1	+182,6	- 2,8	+ 21,6	+ 18,8	+ 4,8	+206,2
1972	+ 64,7	+103,7	+ 63,7	+232,1	- 2,2	+ 33,3	+ 31,1	+ 13,0	+276,2
1973	+ 31,9	+139,4	+ 81,9	+253,2	+ 5,4	+ 25,7	+ 31,1	- 3,8	+280,5
1974	+ 34,4	+140,2	+ 96,3	+270,9	+ 13,2	+ 13,8	+ 27,0	- 10,9	+287,0
1975	+ 91,9	+124,6	p+112,5	p+329,0	+ 7,5	+ 32,5	+ 40,0	p+ 1,3	p+370,3
1976	+ 37,2	+200,3	p+151,4	p+388,9	+ 10,0	+ 14,2	+ 24,2	p+ 41,1	p+454,2
1977	+ 73,2	+112,8	p+222,9	p+408,9	+ 18,9	+ 16,7	+ 35,6	p+ 10,2	p+454,7
1978	+ 48,5	+172,4	p+172,3	p+393,2	+ 1,3	+ 20,2	+ 21,5	p+ 43,4	p+458,1
1977 3 ^e trimestre	- 14,5	+ 23,9	p+ 60,4	p+ 69,8	+ 2,2	+ 3,9	+ 6,1	p+ 5,1	p+ 81,0
4 ^e trimestre	+ 17,5	+ 62,4	p+ 22,9	p+102,8	+ 15,0	+ 4,3	+ 19,3	p- 20,0	p+102,1
1978 1 ^{er} trimestre	+ 5,8	+ 62,1	p+ 59,7	p+127,6	- 13,2	+ 4,5	- 8,7	p+ 3,6	p+122,5
2 ^e trimestre	+ 55,1	+ 12,8	p+ 52,1	p+120,0	+ 9,7	+ 2,7	+ 12,4	p+ 42,5	p+174,9
3 ^e trimestre	- 26,2	+ 35,1	p+ 33,5	p+ 42,4	+ 7,6	+ 5,6	+ 13,2	p+ 4,2	p+ 59,8
4 ^e trimestre	+ 13,8	+ 62,4	p+ 27,0	p+103,2	- 2,8	+ 7,4	+ 4,6	p- 6,9	p+100,9
1979 1 ^{er} trimestre	+ 4,1	+ 51,7	p+ 57,7	p+113,5	+ 0,2	+ 4,6	+ 4,8	p+ 27,5	p+145,8
2 ^e trimestre	+ 50,7	+ 11,7	p+ 49,4	p+111,8	+ 5,5	+ 2,6	+ 8,1	p+ 20,4	p+140,3
3 ^e trimestre	- 50,5	+ 20,0	p+ 68,1	p+ 37,6	+ 6,6	+ 2,5	+ 9,1	p+ 26,3	p+ 73,0

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Variations des encours qui figurent à la colonne (5) du tableau XIII-4b.

³ Durée à l'origine.

⁴ Voir tableau XV-3a, colonne (8).

⁵ Voir tableau XV-4, colonne (4).

⁶ Voir tableau XV-3a, colonne (11).

⁷ Voir tableau XV-4, colonne (7).

⁸ Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Essentiellement des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger, ainsi que le montant obtenu en déduisant des créances des intermédiaires financiers les dettes de ceux-ci qui sont recensées comme actifs financiers dans les colonnes (1) à (7).

XV - 3a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS ²

(variations en milliards de francs)

Période	En francs belges							En monnaies étrangères			Total général	
	Après des intermédiaires financiers nationaux ^{3 4}						Après des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger	Total	Après des intermédiaires financiers nationaux ^{3 6}	A l'étranger		Total
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme et à préavis	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Après des organismes principalement monétaires ⁵							(8) = (5) + (7)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (5) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)	
1971	+ 54,0	+ 13,9	+ 10,4	+ 0,5	+ 78,8	+ 27,7	- 0,1	+ 78,7	- 1,7	- 1,1	- 2,8	+ 75,9
1972	+ 88,1	+ 4,0	+ 4,8	+ 1,4	+ 98,3	+ 37,7	+ 5,4	+103,7	- 0,5	- 1,7	- 2,2	+101,5
1973	+ 70,2	+ 48,3	+ 7,6	+ 0,5	+126,6	+ 64,7	+ 12,8	+139,4	+ 2,6	+ 2,8	+ 5,4	+144,8
1974	+ 51,2	+ 41,1	+ 6,6	+ 0,4	+ 99,3	+ 44,6	+ 40,9	+140,2	+ 5,7	+ 7,5	+ 13,2	+153,4
1975	+136,7	- 4,9	+ 10,4	+ 1,8	+144,0	+ 40,4	- 19,4	+124,6	+ 5,6	+ 1,9	+ 7,5	+132,1
1976	+106,0	+ 69,7	+ 4,5	- 4,2	+176,0	+ 88,7	+ 24,3	+200,3	+ 8,4	+ 1,6	+ 10,0	+210,3
1977	+102,9	- 1,5	+ 5,3	+ 1,1	+107,8	+ 38,1	+ 5,0	+112,8	+ 4,4	+ 14,5	+ 18,9	+131,7
1978	+105,9	+ 34,4	+ 14,4	+ 1,3	+156,0	+ 64,6	+ 16,4	+172,4	- 6,1	+ 7,4	+ 1,3	+173,7
1977 3 ^e trimestre	+ 15,1	+ 3,3	+ 3,2	- 0,6	+ 21,0	+ 12,5	+ 2,9	+ 23,9	- 1,9	+ 4,1	+ 2,2	+ 26,1
4 ^e trimestre	+ 61,7	- 1,1	+ 3,4	- 2,0	+ 62,0	+ 15,0	+ 0,4	+ 62,4	+ 7,0	+ 8,0	+ 15,0	+ 77,4
1978 1 ^{er} trimestre	+ 17,7	+ 31,4	+ 0,6	+ 4,2	+ 53,9	+ 26,8	+ 8,2	+ 62,1	- 3,5	- 9,7	- 13,2	+ 48,9
2 ^e trimestre	+ 18,7	- 18,5	+ 7,2	- 0,7	+ 6,7	- 0,7	+ 6,1	+ 12,8	- 0,9	+ 10,6	+ 9,7	+ 22,5
3 ^e trimestre	+ 14,6	+ 20,0	- 0,2	+ 2,3	+ 36,7	+ 20,6	- 1,6	+ 35,1	+ 0,7	+ 6,9	+ 7,6	+ 42,7
4 ^e trimestre	+ 54,9	+ 1,5	+ 6,8	- 4,5	+ 58,7	+ 17,9	+ 3,7	+ 62,4	- 2,4	- 0,4	- 2,8	+ 59,6
1979 1 ^{er} trimestre	+ 17,9	+ 25,6	- 3,2	+ 5,1	+ 45,4	+ 27,6	+ 6,3	+ 51,7	+ 1,1	- 0,9	+ 0,2	+ 51,9
2 ^e trimestre	+ 17,6	- 12,0	- 2,9	+ 4,4	+ 7,1	+ 0,9	+ 4,6	+ 11,7	+ 3,8	+ 1,7	+ 5,5	+ 17,2
3 ^e trimestre	- 6,7	+ 19,6	- 1,4	- 1,8	+ 9,7	+ 17,2	+ 10,3	+ 20,0	+ 1,7	+ 4,9	+ 6,6	+ 26,6

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonnes (1) à (6).

⁵ Chiffres de la colonne (2) du tableau XIII-3, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonne (7).

**XV - 3b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS ²
AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX ³**

(milliards de francs)

Fin de période	En francs belges						En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires (1)	Dépôts à terme et à préavis (2)	Bons de caisse et d'épargne (3)	Divers (4)	Total (5) = (1) à (4)	dont : Auprès des organismes principalement monétaires ⁴ (6)		
1971	332,4	148,1	40,4	3,7	524,6	202,4	9,6	534,2
1972	420,5	152,1	45,2	5,1	622,9	240,1	9,1	632,0
1973	490,7	200,4	52,8	5,6	749,5	304,8	11,7	761,2
1974	541,9	241,5	59,4	6,0	848,8	349,4	17,4	866,2
1975	678,6	236,6	69,8	7,8	992,8	389,8	23,0	1.015,8
1976	784,6	306,3	74,3	3,6	1.168,8	478,5	31,4	1.200,2
1977 Juin	810,7	302,6	73,0	7,3	1.193,6	489,1	30,7	1.224,3
Septembre	825,8	305,9	76,2	6,7	1.214,6	501,6	28,8	1.243,4
Décembre	887,5	304,8	79,6	4,7	1.276,6	516,6	35,8	1.312,4
1978 Mars	905,2	336,2	80,2	8,9	1.330,5	543,4	32,3	1.362,8
Juin	923,9	317,7	87,4	8,2	1.337,2	542,7	31,4	1.368,6
Septembre	938,5	337,7	87,2	10,5	1.373,9	563,3	32,1	1.406,0
Décembre	993,4	339,2	94,0	6,0	1.432,6	581,2	29,7	1.462,3
1979 Mars	1.011,3	364,8	90,8	11,1	1.478,0	608,8	30,8	1.508,8
Juin	1.028,9	352,8	87,9	15,5	1.485,1	609,7	34,6	1.519,7
Septembre	1.022,2	372,4	86,5	13,7	1.494,8	626,9	36,3	1.531,1

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Chiffres de la colonne (2) du tableau XIII-1, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

**XV - 4. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS A PLUS D'UN AN ²**

(variations en milliards de francs)

Période	En francs belges				En monnaies étrangères ³			(8) = (4) + (7)
	Bons de caisse et obligations (1)	Dépôts (2)	Actions (3)	Total (4) = (1) + (2) + (3)	Obligations (5)	Actions ⁴ (6)	Total (7) = (5) + (6)	
1971	+ 53,5	+11,2	+ 3,4	+ 68,1	.....	.....	+21,6	+ 89,7
1972	+ 54,6	+ 8,0	+ 1,1	+ 63,7	.....	.....	+33,3	+ 97,0
1973	+ 76,1	+ 3,5	+ 2,3	+ 81,9	+ 7,4	+18,3	+25,7	+107,6
1974	+ 90,9	- 1,2	+ 6,6	+ 96,3	+11,8	+ 2,0	+13,8	+110,1
1975	p+ 95,2	+12,8	+ 4,5	p+112,5	+23,1	+ 9,4	+32,5	p+145,0
1976	p+146,2	+ 3,0	+ 2,2	p+151,4	+13,5	+ 0,7	+14,2	p+165,6
1977	p+205,8	+ 7,1	+10,0	p+222,9	+17,7	- 1,0	+16,7	p+239,6
1978	p+161,1	+ 0,9	+10,3	p+172,3	+18,6	+ 1,6	+20,2	p+192,5
1977 3 ^e trimestre	p+ 57,1	+ 3,3	...	p+ 60,4	+ 4,4	- 0,5	+ 3,9	p+ 64,3
4 ^e trimestre	p+ 20,2	+ 1,2	+ 1,5	p+ 22,9	+ 4,1	+ 0,2	+ 4,3	p+ 27,2
1978 1 ^{er} trimestre	p+ 61,2	- 1,6	+ 0,1	p+ 59,7	+ 3,8	+ 0,7	+ 4,5	p+ 64,2
2 ^e trimestre	p+ 40,9	+ 1,5	+ 9,7	p+ 52,1	+ 2,2	+ 0,5	+ 2,7	p+ 54,8
3 ^e trimestre	p+ 32,9	+ 0,6	...	p+ 33,5	+ 5,4	+ 0,2	+ 5,6	p+ 39,1
4 ^e trimestre	p+ 26,1	+ 0,4	+ 0,5	p+ 27,0	+ 7,2	+ 0,2	+ 7,4	p+ 34,4
1979 1 ^{er} trimestre	p+ 56,4	+ 1,3	...	p+ 57,7	+ 3,4	+ 1,2	+ 4,6	p+ 62,3
2 ^e trimestre	p+ 42,5	+ 1,4	+ 5,5	p+ 49,4	+ 3,8	- 1,2	+ 2,6	p+ 52,0
3 ^e trimestre	p+ 69,6	- 0,4	- 1,1	p+ 68,1	+ 4,3	- 1,8	+ 2,5	p+ 70,6

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.
² Durée à l'origine.

³ Achats nets de titres par des résidents de l'U.E.B.L.; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.
⁴ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement.

XY - 5a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX ²

(variations en milliards de francs)

Période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)		(12) = (10) + (11)
1971	+ 13,8	+ 1,9	+ 44,9	+ 12,4	+ 34,1	+ 22,6	+ 18,3	+ 6,5	+ 1,2	+113,0	+ 42,7	+155,7
1972	+ 19,5	+ 11,8	+ 66,1	+ 10,2	+ 38,8	+ 14,9	+ 26,1	+ 4,2	+ 2,7	+162,3	+ 32,0	+194,3
1973	+ 14,3	+ 1,5	+ 80,1	+ 6,1	+ 40,2	+ 30,9	+ 24,9	+ 7,6	+ 1,1	+161,0	+ 45,7	+206,7
1974	+ 16,8	+ 2,8	+ 58,9	+ 3,2	+ 40,3	+ 38,0	+ 20,8	+ 10,0	+ 2,6	+139,6	+ 53,8	+193,4
1975	+ 33,1	+ 8,4	+ 86,1	+ 16,8	+ 76,7	+ 35,0	+ 37,1	+ 12,2	+ 1,9	+241,4	+ 65,9	+307,3
1976	+ 16,8	+ 7,2	+108,1	+ 14,1	+ 54,1	+ 46,9	+ 35,4	+ 13,7	+ 3,8	+221,6	+ 78,5	+300,1
1977	+ 26,9	+ 4,5	+ 76,0	+ 32,1	+ 52,5	+ 85,5	+ 25,5	+ 18,1	- 0,3	+185,4	+135,4	+320,8
1978	+ 21,0	+ 6,1	+ 71,8	+ 18,7	+ 63,6	+ 37,0	+ 35,9	+ 11,4	+ 3,3	+198,4	+ 70,4	+268,8
1977 3 ^e trimestre	- 4,0	- 4,8	+ 3,9	+ 7,7	+ 5,5	+ 22,7	+ 3,8	+ 5,1	+ 1,2	+ 4,4	+ 36,7	+ 41,1
4 ^e trimestre	+ 10,6	- 0,2	+ 30,0	+ 4,1	+ 30,0	+ 5,2	+ 16,3	+ 2,5	+ 1,2	+ 86,7	+ 13,0	+ 99,7
1978 1 ^{er} trimestre	- 6,6	+ 3,3	+ 29,7	+ 4,0	+ 25,2	+ 12,1	+ 5,8	+ 3,7	+ 0,9	+ 57,4	+ 20,7	+ 78,1
2 ^e trimestre	+ 28,6	- 2,6	+ 16,5	+ 7,8	+ 10,1	+ 10,7	+ 8,4	+ 3,7	+ 0,8	+ 61,0	+ 23,0	+ 84,0
3 ^e trimestre	- 11,4	- 1,1	+ 11,5	+ 3,5	+ 5,3	+ 6,6	+ 5,6	+ 2,0	+ 0,4	+ 9,9	+ 12,5	+ 22,4
4 ^e trimestre	+ 10,4	+ 6,5	+ 14,1	+ 3,4	+ 23,0	+ 7,6	+ 16,1	+ 2,0	+ 1,2	+ 70,1	+ 14,2	+ 84,3
1979 1 ^{er} trimestre	- 3,6	- 3,0	+ 35,3	+ 6,9	+ 18,3	p+ 21,9	+ 3,6	+ 5,2	p+ 2,1	+ 50,6	p+ 36,1	p+ 86,7
2 ^e trimestre	+ 23,1	+ 9,2	+ 17,4	+ 5,9	+ 3,8	p+ 11,5	+ 8,1	+ 3,9	p+ 0,8	+ 61,6	p+ 22,1	p+ 83,7
3 ^e trimestre	- 19,5	- 10,5	- 1,9	+ 7,1	- 5,3	p+ 20,2	- 1,9	+ 6,0	p+ 1,1	- 39,1	p+ 34,4	p- 4,7

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

XV - 5b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX ²

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1)+(2)+(3)+(5)+(7)	(11) = (4)+(6)+(8)+(9)		(12) = (10)+(11)
1971	195,1	58,8	354,5	52,3	238,0	234,8	97,0	58,4	7,1	943,4	352,6	1.296,0
1972	214,6	70,6	420,6	62,5	276,8	249,7	123,1	62,6	9,8	1.105,7	384,6	1.490,3
1973	228,9	72,1	500,7	68,6	317,0	280,6	148,0	70,2	10,9	1.266,7	430,3	1.697,0
1974	245,7	74,9	559,6	71,8	357,3	318,6	168,8	80,2	13,5	1.406,3	484,1	1.890,4
1975	278,8	83,3	645,7	88,6	434,0	353,6	205,9	92,4	15,4	1.647,7	550,0	2.197,7
1976	295,6	90,5	753,8	102,7	488,1	400,5	241,3	106,1	19,2	1.869,3	628,5	2.497,8
1977 Juin	315,9	100,0	795,9	123,0	505,1	458,1	246,7	116,6	16,5	1.963,6	714,2	2.677,8
Septembre	311,9	95,2	799,8	130,7	510,6	480,8	250,5	121,7	17,7	1.968,0	750,9	2.718,9
Décembre	322,5	95,0	829,8	134,8	540,6	486,0	266,8	124,2	18,9	2.054,7	763,9	2.818,6
1978 Mars	315,9	98,3	859,5	138,8	565,8	498,1	272,6	127,9	19,8	2.112,1	784,6	2.896,7
Juin	344,5	95,7	876,0	146,6	575,9	508,8	281,0	131,6	20,6	2.173,1	807,6	2.980,7
Septembre	333,1	94,6	887,5	150,1	581,2	515,4	286,6	133,6	21,0	2.183,0	820,1	3.003,1
Décembre	343,5	101,1	901,6	153,5	604,2	523,0	302,7	135,6	22,2	2.253,1	834,3	3.087,4
1979 Mars	339,9	98,1	936,9	160,4	622,5	<i>p</i> 544,9	306,3	140,8	<i>p</i> 24,3	2.303,7	<i>p</i> 870,4	<i>p</i> 3.174,1
Juin	363,0	107,3	954,3	166,3	626,3	<i>p</i> 556,4	314,4	144,7	<i>p</i> 25,1	2.365,3	<i>p</i> 892,5	<i>p</i> 3.257,8
Septembre	343,5	96,8	952,4	173,4	621,0	<i>p</i> 576,6	312,5	150,7	<i>p</i> 26,2	2.326,2	<i>p</i> 926,9	<i>p</i> 3.253,1

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

**XV - 6. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS
DISPONIBLES A L'INTERIEUR DU PAYS**

(milliards de francs)

Source : CGER.

Modalités d'épargne	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôt</i> ² :								
Caisses d'épargne	21,4	21,7	17,7	17,9	44,0	56,2	49,8	36,8
Banques	19,7	19,9	26,5	20,6	29,5	52,0	64,9	33,7
Institutions paraétatiques de crédit	1,0	2,1	3,0	2,0	3,2	6,4	8,0	12,9
Mutualités	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	42,3	43,9	47,4	40,6	76,8	114,7	122,8	83,5
Doubles emplois ³ ...	- 8,0	- 9,2	- 23,9	- 10,3	- 19,3	- 23,0	- 44,2	- 22,3
Total net ...	34,3	34,7	23,5	30,3	57,5	91,7	78,6	61,2
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2 4} :								
Organismes de pensions	1,3	1,7	2,1	1,8	2,2	4,5	2,9	7,1
Organismes d'assurance-accidents du travail	1,5	1,3	1,4	1,7	2,1	3,4	5,1	4,5
Caisses de vacances annuelles	0,5	0,7	1,2	1,6	1,6	0,9	1,9	2,5
Organismes d'assurance-vie	6,5	7,1	7,1	7,5	9,4	10,7	12,2	13,8
Organismes d'assurance de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	1,9	2,4	3,0	3,0	3,3	3,2	6,0	5,6
Total ...	11,7	13,2	14,8	15,6	18,6	22,7	28,1	33,5
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :								
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	16,0	14,9	15,4	16,0	17,1	19,3	21,1	24,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	11,8	15,3	19,0	10,2	- 3,3	- 0,5	4,0	9,2
Total ...	27,9	30,2	34,4	26,2	13,8	18,8	25,1	33,3
E. <i>Emissions de capitaux</i> :								
Nouveaux placements du public	35,8	44,6	49,5	47,1	73,0	80,4	75,0	90,2
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	- 2,0	- 5,0	- 4,4	- 0,1	- 2,5	- 9,9	- 11,3	- 14,0
Epargne nette totale ...	107,6	117,7	117,8	119,1	160,4	203,7	195,5	204,2
Amortissements sur habitations ...	13,8	14,8	16,0	18,6	22,7	23,8	25,5	29,9
Epargne brute totale ...	121,4	132,5	133,8	137,7	183,1	227,5	221,0	234,1

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne

dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

Références bibliographiques : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ⁴			Total émissions nettes à plus d'un an (5) + (8)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (6) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)	
		Emissions brutes (1)	Amortissements ³ (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)						
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1971	114,5	47,4	67,1	—	67,1	5,9	5,2	0,7	67,8
	1972	100,0	31,4	68,6	—	68,6	4,4	0,2	4,2	72,8
	1973	103,0	37,4	65,6	—	65,6	0,3	3,2	- 2,9	62,7
	1974	106,0	50,6	55,4	—	55,4	6,0	3,4	2,6	58,0
	1975	133,1	63,7	69,4	—	69,4	—	3,6	- 3,6	65,8
	1976	129,0	57,3	71,7	—	71,7	—	5,4	- 5,4	66,3
	1977	167,8	54,5	113,3	—	113,3	4,1	11,9	- 7,8	105,5
	p 1978	185,0	71,9	113,1	—	113,1	0,1	1,6	- 1,5	111,6
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1971	...	4,4	- 4,4	—	- 4,4	4,9	3,4	1,5	- 2,9
	1972	12,2	5,1	7,1	—	7,1	6,5	3,9	2,6	9,7
	1973	...	3,8	- 3,8	—	- 3,8	8,6	7,3	1,3	- 2,5
	1974	...	5,0	- 5,0	—	- 5,0	16,8	10,3	6,5	1,5
	1975	29,0	4,5	24,5	—	24,5	4,0	0,9	3,1	27,6
	1976	23,0	12,2	10,8	—	10,8	10,7	1,7	9,0	19,8
	1977	29,0	7,9	21,1	—	21,1	24,3	1,4	22,9	44,0
	p 1978	38,3	7,7	30,6	—	30,6	9,0	3,9	5,1	35,7
3. Intermédiaires financiers publics (y compris CGER)	1971	5,0	5,2	- 0,2	20,7	20,5	9,8	2,0	7,8	28,3
	1972	...	0,1	- 0,1	10,6	10,5	10,3	2,2	8,1	18,6
	1973	3,1	1,0	2,1	13,6	15,7	7,1	2,8	4,3	20,0
	1974	14,0	0,5	13,5	16,2	29,7	7,1	3,3	3,8	33,5
	1975	...	1,1	- 1,1	20,5	19,4	16,7	4,5	12,2	31,6
	1976	...	2,1	- 2,1	33,2	31,1	11,4	5,1	6,3	37,4
	1977	39,5	3,7	35,8	62,5	98,3	17,4	4,7	12,7	111,0
	p 1978	2,0	2,1	- 0,1	18,3	18,2	14,3	5,9	8,4	26,6
4. Pouvoirs subordonnés, Intercomm. pour la constr. des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1971	17,0	3,1	13,9	12,8	26,7	3,6	0,1	3,5	30,2
	1972	17,5	3,5	14,0	11,1	25,1	0,8	...	0,8	25,9
	1973	27,2	7,5	19,7	17,5	37,2	0,9	...	0,9	38,1
	1974	8,5	5,6	2,9	19,8	22,7	0,9	0,1	0,8	23,5
	1975	8,0	5,3	2,7	23,6	26,3	1,5	0,5	1,0	27,3
	1976	21,0	8,6	12,4	28,1	40,5	0,2	0,6	- 0,4	40,1
	1977	28,0	9,0	19,0	37,0	56,0	...	1,1	- 1,1	54,9
	p 1978	34,0	17,2	16,8	21,9	38,7	0,7	0,3	0,4	39,1
5. Organismes paratatiques d'exploitation	1971	10,5	5,7	4,8	—	4,8	4,3	1,1	3,2	8,0
	1972	11,5	3,7	7,8	—	7,8	3,5	2,5	1,0	8,8
	1973	14,0	8,5	5,5	—	5,5	2,6	1,8	0,8	6,3
	1974	12,0	5,0	7,0	—	7,0	4,9	1,2	3,7	10,7
	1975	5,0	4,6	0,4	—	0,4	7,0	2,4	4,6	5,0
	1976	23,0	7,1	15,9	—	15,9	6,8	3,8	3,0	18,9
	1977	6,0	7,6	- 1,6	—	- 1,6	18,3	2,6	15,7	14,1
	p 1978	23,0	6,8	16,2	—	16,2	10,3	2,6	7,7	23,9
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1971	147,0	65,8	81,2	33,5	114,7	28,5	11,8	16,7	131,4
	1972	141,2	43,8	97,4	21,7	119,1	25,5	8,8	16,7	135,8
	1973	147,3	58,2	89,1	31,1	120,2	19,5	15,1	4,4	124,6
	1974	140,5	66,7	73,8	36,0	109,8	35,7	18,3	17,4	127,2
	1975	175,1	79,2	95,9	44,1	140,0	29,2	11,9	17,3	157,3
	1976	196,0	87,3	108,7	61,3	170,0	29,1	16,6	12,5	182,5
	1977	270,3	82,7	187,6	99,5	287,1	64,1	21,7	42,4	329,5
	p 1978	282,3	105,7	176,6	40,2	216,8	34,4	14,3	20,1	236,9

1 Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

2 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

3 Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

4 Par grosses tranches en principe, mais y comprise les émissions continues des organismes paratatiques de logement.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC ¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis ² (millions de francs)	Rendement pour le porteur ³		
Mois	Jour						à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1975	Janvier	15	Etat belge 1975-81-85	10,00 — 9,75 ⁴	100,00	6 ou 10 ans	42.000	10,00	9,93
	Février	17	Ville d'Anvers 1975-81	10,00	100,00	6 ans	5.000	—	10,00
	Février	17	Ville de Liège 1975-81	10,00	100,00	6 ans	3.000	—	10,00
	Avril	14	Etat belge 1975-83	9,00	99,50	8 ans	50.000	—	9,09
	Mai	15	S.N.C.B. 1975-84	8,75	100,00	9 ans	5.000	—	8,75
	Juin	23	Fonds des Routes 1975-83	8,25	100,00	8 ans	29.000	—	8,25
	Septembre	15	Etat belge 1975-83	8,50	99,00	7 ans 9 mois 14 jours	41.100	—	8,69
							175.100		
1976	Janvier	12	Fonds des Routes 1976-84	9,00	100,00	8 ans	23.000	—	9,00
	Février	12	Etat belge 1976-84	9,00	99,00	8 ans	41.000	—	9,18
	Avril	23	R.T.T. 1976-84	10,00	100,00	8 ans	16.000	—	10,00
	Mai	31	Etat belge 1976-84	10,00	100,00	8 ans	48.000	—	10,00
	Juin	24	Ville d'Anvers 1976-84	10,00	99,75	8 ans	5.000	—	10,05
	Juin	24	Ville de Liège 1976-84	10,00	99,75	8 ans	2.000	—	10,05
	Septembre	6	Etat belge 1976-85	10,00	100,00	8 ans 6 mois	40.000	—	10,02
	Octobre	13	S.N.C.B. 1976-84	10,00	99,50	8 ans	7.000	—	10,09
	Novembre	17	Intercom. Autoroutes E3 et E5 1976-84	10,00	98,75	8 ans	14.000	—	10,24
							196.000		
1977	Janvier	17	Etat belge 1977-85	10,00	100,00	8 ans	56.000	—	10,00
	Février	17	S.N.C.I. 1977-85	10,00	100,20	8 ans	5.000	—	9,96
	Février	17	S.N.L. 1977-85	10,00	100,20	8 ans	16.500	—	9,96
	Mars	16	Fonds des Routes 1977-86	9,75	100,00	9 ans	16.500 ⁵	—	9,75
	Avril	25	Ville d'Anvers 1977-84	9,75	99,25	7 ans	6.000	—	9,90
	Avril	25	Ville de Bruxelles 1977-84	9,75	99,25	7 ans	2.000	—	9,90
	Avril	25	Ville de Liège 1977-84	9,75	99,25	7 ans	4.000	—	9,90
	Mai	25	Etat belge 1977-84	9,75	99,75	7 ans	50.300	—	9,80
	Juin	27	S.N.C.B. 1977-86	9,75	100,25	9 ans	6.000	—	9,71
	Septembre	5	Etat belge 1977-87	9,50	100,25	9 ans 6 mois	61.500	—	9,48
	Octobre	13	Fonds des Routes 1977-85	9,00	100,00	7 ans 6 mois	28.500	—	9,02
	Décembre	8	S.N.L. 1977-86	8,75	98,75	8 ans 6 mois	18.000	—	8,98
							270.300		
1978	Janvier	30	Etat belge 1978-86	9,50	101,25	8 ans	63.000	—	9,27
	Mars	2	Fonds des Routes 1978-86	9,00	100,00	8 ans	33.000 ⁶	—	9,00
	Mai	2	Etat belge 1978-85	8,50	100,00	7 ans	63.000	—	8,50
	Juin	15	R.T.T. 1978-86	8,50	99,25	8 ans	23.000	—	8,63
	Septembre	6	Etat belge 1978-86	8,75	99,00	8 ans	59.000	—	8,93
	Octobre	16	Ville d'Anvers 1978-86	8,75	98,75	8 ans	5.000	—	8,98
	Octobre	16	Ville de Liège 1978-86	8,75	98,75	8 ans	4.000	—	8,98
	Novembre	27	Fonds des Routes 1978-85	8,75	99,00	7 ans	30.000	—	8,95
							280.000		
1979	Janvier	22	Etat belge 1979-87	9,00	99,25	8 ans	65.500	—	9,14
	Février	26	S.N.C.I. 1979-87	9,00	100,00	8 ans	10.000	—	9,00
	Mars	21	Fonds des Routes 1979-87-91	8,75 — 9,00 ⁴	99,25	8 ou 12 ans	40.600 ⁷	8,88	8,91
	Mai	17	Etat belge 1979-87	9,00	99,00	8 ans	61.000	—	9,18
	Septembre	3	Etat belge 1979-88	10,00	100,25	9 ans	69.500	—	9,96
	Octobre	10	Ville d'Anvers 1979-87	10,00	99,00	8 ans	6.000	—	10,19
	Octobre	10	Ville de Liège 1979-87	10,00	99,00	8 ans	5.000	—	10,19
	Novembre	29	Fonds des Routes 1979-88	10,50	97,75	8 ans 6 mois	20.100	—	10,93
							277.700		
1980	Janvier	24	Etat belge 1980-89	11,00	100,00	9 ans	60.000	—	11,00

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

³ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁴ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

⁵ Dont 16.000 millions de francs rétrocédés aux Intercommunales Autoroutières.

⁶ Dont 25.000 millions de francs rétrocédés aux Intercommunales Autoroutières.

⁷ Dont 11.000 millions de francs rétrocédés aux Intercommunales Autoroutières.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

XVI - 3a. — Situation officielle

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe 1	Dettes indirectes 10	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) 11 = (9) + (10)	Dettes reprises de la République du Zaïre 12	Dettes totales (y compris la dette reprise de la République du Zaïre) 13 = (11) + (12)	
	en francs belges				en monnaies étrangères									
	consolidée	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée 1	à moyen et court terme	totale 1						
														(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)		
1971	426,5	13,4	66,9	57,2	564,0	8,2	14,0	22,2	586,2	56,7	642,9	1,8	644,7	
1972	494,9	17,7	57,7	66,0	636,3	6,5	1,9	8,4	644,7	65,5	710,2	1,4	711,6	
1973	559,4	15,9	56,6	63,4	695,3	5,5	...	5,5	700,8	62,9	763,7	1,0	764,7	
1974	613,7	19,7	57,7	65,7	756,8	4,6	...	4,6	761,4	59,2	820,6	0,8	821,4	
1975	681,9	17,3	71,0	69,4	839,6	3,7	...	3,7	843,3	85,1	928,4	0,4	928,8	
1976	752,5	13,0	116,6	76,8	958,9	2,9	...	2,9	961,8	96,7	1.058,5	0,2	1.058,7	
1977	Septembre	876,6	6,9	172,3	80,9	1.136,7	2,6	...	2,6	1.139,3	92,5	1.231,8	0,2	1.232,0
	Décembre	864,6	6,3	156,0	79,9	1.106,8	2,5	...	2,5	1.109,3	119,3	1.228,6	0,1	1.228,7
1978	Mars	909,7	6,2	218,3	85,7	1.219,9	2,6	...	2,6	1.222,5	125,8	1.348,3	0,1	1.348,4
	Juin	949,6	6,2	246,9	88,9	1.291,6	2,4	...	2,4	1.294,0	124,2	1.418,2	0,1	1.418,3
	Septembre	989,3	6,1	232,2	79,0	1.306,6	2,2	7,6	9,8	1.316,4	122,1	1.438,5	0,1	1.438,6
	Décembre	976,6	5,9	195,6	83,7	1.261,8	2,1	12,2	14,3	1.276,1	150,8	1.426,9	—	1.426,9
1979	Janvier	969,0	5,9	216,5	92,7	1.284,1	2,1	12,0	14,1	1.298,2	150,2	1.448,4	—	1.448,4
	Février	1.015,6	6,0	240,4	84,1	1.346,1	2,1	12,0	14,1	1.360,2	149,6	1.509,8	—	1.509,8
	Mars	997,3	5,9	315,8	80,8	1.399,8	2,1	12,0	14,1	1.413,9	149,0	1.562,9	—	1.562,9
	Avril	989,1	5,9	296,9	93,9	1.385,8	2,0	12,1	14,1	1.399,9	178,0	1.577,9	—	1.577,9
	Mai	977,0	5,9	318,1	84,7	1.385,7	1,9	26,7	28,6	1.414,3	176,5	1.590,8	—	1.590,8
	Juin	1.030,9	5,9	270,3	86,9	1.394,0	1,9	40,9	42,8	1.436,8	175,5	1.612,3	—	1.612,3
	Juillet	1.025,4	5,9	261,1	87,1	1.379,5	1,8	51,1	52,9	1.432,4	174,3	1.606,7	—	1.606,7
	Août	1.019,4	5,9	278,4	85,5	1.389,2	1,8	51,1	52,9	1.442,1	173,2	1.615,3	—	1.615,3
	Septembre	1.082,8	5,8	242,6	78,9	1.410,1	1,8	51,1	52,9	1.463,0	172,4	1.635,4	—	1.635,4
	Octobre	1.075,7	5,8	237,5	81,2	1.400,2	1,8	50,6	52,4	1.452,6	171,7	1.624,3	—	1.624,3
	Novembre	1.070,0	5,8	263,8	79,6	1.419,2	6,6	48,4	55,0	1.474,2	171,1	1.645,3	—	1.645,3
	Décembre	1.064,9	5,8	242,1	80,9	1.393,7	12,1	44,6	56,7	1.450,4	188,6	1.639,0	—	1.639,0

1 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.
2 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) 1	Dettes reprises de la République du Zaïre 2	Dettes totales 3	Variations comptables à éliminer			Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds (7) = (3) - (4) à (6)	Variations du compte créditeur de l'Etat à la B.N.B. et des placements financiers (8)	Besoins nets de financement du Trésor 6
				Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. 4	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale 5	Divers (6)			
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7) = (3) - (4) à (6)	(8)	(9) = (7) - (8)	
1972	+ 67,3	- 0,4	+ 66,9	+ 3,9	- 0,2	- 0,5 ⁷	+ 63,7	...	+ 63,7
1973	+ 53,5	- 0,4	+ 53,1	+ 1,3	- 2,1	+ 2,8 ⁸	+ 51,1	...	+ 51,1
1974	+ 56,9	- 0,2	+ 56,7	- 0,7	—	...	+ 57,4	...	+ 57,4
1975	+107,8	- 0,4	+107,4	- 1,9	—	...	+109,3	...	+109,3
1976	+130,1	- 0,2	+129,9	- 3,2	—	...	+133,1	...	+133,1
1977	+170,1	- 0,1	+170,0	+ 2,6	—	...	+167,4	...	+167,4
1978	+198,3	- 0,1	+198,2	+ 15,4	—	...	+182,8	...	+182,8
1979	+212,1	—	+212,1	+ 0,3	—	...	+211,8	...	+211,8

1 Variations de la colonne (11) du tableau XVI-3a.
2 Variations de la colonne (12) du tableau XVI-3a.
3 Variations de la colonne (13) du tableau XVI-3a.
4 Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.
5 Les variations de l'avoir de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale avaient pour exactes contreparties des mouvements de l'avoir des Ministres de l'Education Nationale auprès de

la B.N.B. A partir d'octobre 1973, l'avoir précité n'est plus compris dans les chiffres de l'avoir des particuliers à l'O.C.P.

6 La colonne (9) correspond (avec signe inversé) à la colonne (8) du tableau XI-3.

7 B.I.R.D.

8 Bons du Trésor spéciaux remis à la B.N.B. et couvrant les diminutions nettes de ses actifs découlant de la dévaluation du dollar U.S. le 12-2-1973 (Convention du 31-12-1973).

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC**

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers	Total
	Etat 1	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs 2		

Titres accessibles à tout placeur 3

1971	422,3	49,9	—	76,6	254,7	803,5
1972	498,2	58,0	—	101,4	275,3	932,9
1973	560,5	63,7	—	120,9	308,4	1.053,5
1974	611,1	71,2	—	124,4	357,7	1.164,4
1975	705,3	72,1	—	126,9	400,2	1.304,5
1976	788,7	88,0	—	139,0	458,9	1.474,6
1977	923,8	86,5	—	157,8	593,7	1.761,8
1978 p	1.068,1	102,8	—	174,3	633,4	1.978,6

Titres non accessibles à tout placeur

1971	72,2	22,7	3,3	22,0	47,7	167,9
1972	78,1	26,2	2,4	21,4	55,8	183,9
1973	76,1	27,1	1,6	23,4	59,8	188,0
1974	80,1	30,9	3,2	27,6	62,5	204,3
1975	77,8	35,4	4,1	29,6	74,7	221,6
1976	72,5	38,5	11,2	30,8	81,0	234,0
1977	65,4	54,1	15,3	47,9	93,7	276,4
1978 p	64,5	61,8	19,8	48,2	102,2	296,5

Total

1971	494,5	72,6	3,3	98,6	302,4	971,4
1972	576,3	84,2	2,4	122,8	331,1	1.116,8
1973	636,6	90,8	1,6	144,3	368,2	1.241,5
1974	691,2	102,1	3,2	152,0	420,2	1.368,7
1975	783,1	107,5	4,1	156,5	474,9	1.526,1
1976	861,2	126,5	11,2	169,8	539,9	1.708,6
1977	989,2	140,6	15,3	205,7	687,4	2.038,2
1978 p	1.132,6	164,6	19,8	222,5	735,6	2.275,1

1 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

2 A partir de 1972, y compris les titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, ainsi que les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année. A la fin de 1971, la valeur nominale de ces titres s'élevait à 10,3 milliards de francs.

3 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC ¹

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Para-étatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires ³	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit	

Titres accessibles à tout placeur ⁴

1971	395,3	5,1	2,6	11,2	169,6	8,2	85,3	96,0	30,2	803,5
1972	434,2	6,2	2,7	12,7	210,2	15,2	110,7	102,9	38,1	932,9
1973	477,6	6,6	3,0	14,7	253,8	15,7	129,3	111,4	41,4	1.053,5
1974	529,3	6,6	3,7	15,4	283,9	12,1	146,4	123,4	43,6	1.164,4
1975	585,0	8,3	4,5	14,4	320,5	17,9	172,3	129,7	51,9	1.304,5
1976	691,9	8,2	5,9	15,4	347,3	14,9	203,1	136,3	51,6	1.474,6
1977	834,5	7,9	7,0	14,7	418,5	17,5	239,9	153,2	68,6	1.761,8
1978 p	941,6	9,6	7,8	14,1	464,2	22,3	272,4	162,6	84,0	1.978,6

Titres non accessibles à tout placeur

1971	9,1	0,3	0,3	2,8	72,5	—	40,2	33,8	8,9	167,9
1972	9,0	0,3	0,2	2,8	78,8	—	48,4	32,5	11,9	183,9
1973	8,4	0,2	0,2	3,2	79,9	—	51,8	32,7	11,6	188,0
1974	8,7	0,3	0,2	3,9	85,7	—	57,6	32,9	15,0	204,3
1975	10,2	0,3	0,2	3,7	91,2	—	70,1	31,0	14,9	221,6
1976	10,6	0,3	0,2	3,1	91,6	—	82,9	29,7	15,6	234,0
1977	11,1	0,3	0,2	2,7	110,6	—	91,3	29,4	30,8	276,4
1978 p	11,7	0,3	0,2	2,3	111,2	—	104,2	29,1	37,5	296,5

Total

1971	404,4	5,4	2,9	14,0	242,1	8,2	125,5	129,8	39,1	971,4
1972	443,2	6,5	2,9	15,5	289,0	15,2	159,1	135,4	50,0	1.116,8
1973	486,0	6,8	3,2	17,9	333,7	15,7	181,1	144,1	53,0	1.241,5
1974	538,0	6,9	3,9	19,3	369,6	12,1	204,0	156,3	58,6	1.368,7
1975	595,2	8,6	4,7	18,1	411,7	17,9	242,4	160,7	66,8	1.526,1
1976	702,5	8,5	6,1	18,5	438,9	14,9	286,0	166,0	67,2	1.708,6
1977	845,6	8,2	7,2	17,4	529,1	17,5	331,2	182,6	99,4	2.038,2
1978 p	953,3	9,9	8,0	16,4	575,4	22,3	376,6	191,7	121,5	2.275,1

¹ A partir de 1972, y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

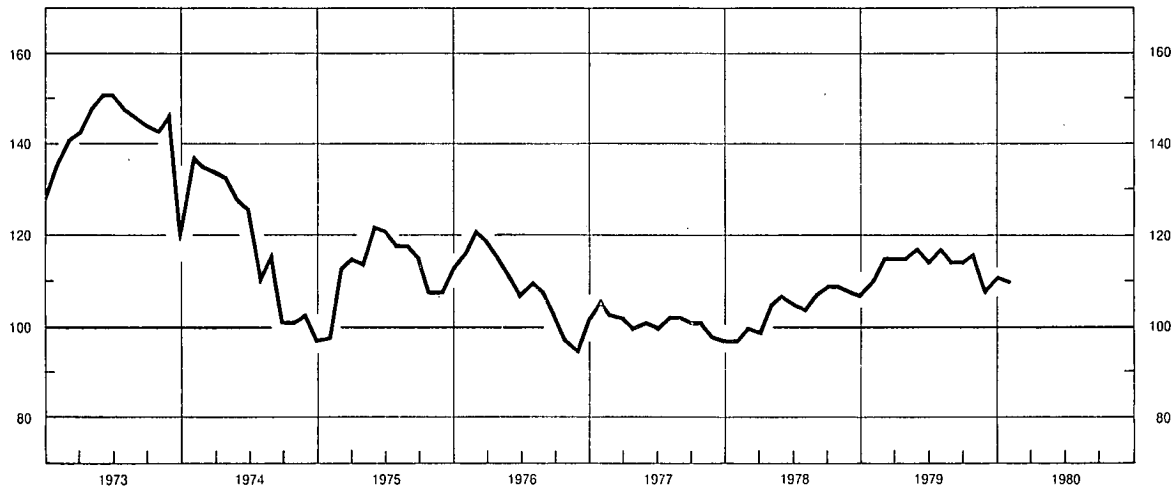
³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

⁴ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourses ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. — ACTIVITE BOURSIERE : CAPITAUX TRAITES, NIVEAU DES COURS ET TAUX DE RENDEMENT

Indices des cours des valeurs belges au comptant
(Base 1970 = 100)



Moyennes mensuelles ou mois	Valeurs belges						Valeurs étrangères 5		
	Capitaux traités Moyennes par séance (millions de francs) 1 2	Indices des cours 3			Taux de rendement des actions 4		Capitaux traités Moyennes par séance (millions de francs) 1	Indices des cours 3	
		Au comptant		A terme	Ensemble	Sociétés industrielles		Au comptant	A terme
		Ensemble	Sociétés industrielles						
(Base 1970 = 100)				(p.c.)		(Base 1970 = 100)			
1972		121	125	118	4,1	3,9		113	110
1973		143	148	142	3,8	3,7		117	111
1974	105	118	119	122	5,3	5,4	80	98	96
1975	100	114	114	115	5,8 ⁶	5,8 ⁶	105	100	96
1976	102	109	105	107	5,5	4,9	128	102	97
1977	89	101	97	92	5,9	5,4	77	92	89
1978	93	105	99	91	6,0	5,8	73	96	89
1979	128	113	108		5,9	5,4	94	112	
1977 4 ^e trimestre	85	98	94	85	6,2	6,0	68	91	87
1978 1 ^{er} trimestre	76	99	94	82	6,2	6,1	51	86	81
2 ^e trimestre	109	106	101	90	6,0	5,8	75	92	87
3 ^e trimestre	88	107	101	96	5,9	5,6	89	104	97
4 ^e trimestre	100	108	100	96	6,0	5,8	75	100	92
1979 1 ^{er} trimestre	105	114	106	101	5,6	5,5	73	101	95
2 ^e trimestre	148	115	109	104	5,7	5,2	108	113	108
3 ^e trimestre	127	114	110		6,0	5,3	93	117	
4 ^e trimestre	131	111	108		6,3	5,7	104	116	
1979 Janvier	88	110	103	97	5,6	5,8	71	98	91
Février	119	115	107	101	5,7	5,5	73	100	93
Mars	107	115	107	102	5,6	5,3	76	103	97
Avril	131	115	108	103	5,6	5,2	96	109	103
Mai	163	117	110	105	5,6	5,1	124	111	105
Juin	149	114	107	104	5,8	5,4	103	116	112
Juillet	173	117	112	104	5,9	5,3	81	115	112
Août	95	114	108		6,0	5,4	89	116	
Septembre	112	114	110		6,0	5,3	108	120	
Octobre	161	116	113		6,3	5,6	122	122	
Novembre	120	108	106		6,4	6,0	86	112	
Décembre	111	111	109		6,3	5,6	105	116	
1980 Janvier	106	110	109		6,4	5,5	201	123	

¹ Source : Commission de la Bourse de Bruxelles. Transactions au comptant et à terme à la Bourse de Bruxelles.

² Obligations de sociétés et actions uniquement.

³ Source : I.N.S. Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. Chiffres annuels et trimestriels : moyennes des indices aux 10 et 25 de chaque mois ; chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois.

⁴ Source : Kredietbank. Rapport au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles du dernier dividende net annoncé ou payé.

⁵ Y compris les valeurs zairoises.

⁶ Nouvelle série.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1968	50	10,4	8,1	2,1	...	1,1	0,1	16,0	0,7
1969	52	14,5	8,8	2,4	...	1,4	0,1	20,3	0,9
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	25,1	1,2
1971	47	16,5	12,3	3,3	...	2,0	0,1	29,7	1,6
1972	48	18,0	13,6	3,6	...	2,1	0,1	34,9	2,0
1973	45	18,5	14,9	3,7	...	2,3	0,1	40,4	2,2
1974	47	19,7	17,5	4,1	...	2,5	0,1	47,1	2,6
1975	50	20,8	18,8	3,7	1,2	2,0	0,1	56,7	3,0

Sociétés financières et immobilières ⁵

1968	1.892	48,1	27,3	4,9	0,5	2,9	0,2	28,1	1,4
1969	1.940	53,5	28,8	5,6	0,6	3,2	0,2	33,7	1,8
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,6	2,2
1971	2.077	59,4	34,2	6,6	0,6	4,1	0,2	46,4	2,8
1972	2.121	61,7	38,4	6,8	0,8	4,5	0,2	55,0	3,3
1973	2.141	63,9	41,5	8,6	0,4	5,2	0,3	64,2	3,8
1974	2.220	70,2	44,7	10,0	1,0	6,6	0,4	74,2	4,4
1975	2.304	80,1	49,4	11,1	1,0	7,5	0,3	91,2	5,5

Industries des fabrications métalliques

1968	1.361	23,9	21,3	4,0	1,3	1,5	0,1	2,3	0,1
1969	1.352	28,5	20,5	4,8	1,3	1,5	0,1	2,1	0,2
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,5	0,1
1971	1.356	37,7	23,3	7,1	1,2	1,7	0,1	2,3	0,2
1972	1.391	42,3	28,4	7,8	1,5	2,0	0,1	5,5	0,2
1973	1.425	45,7	31,2	9,1	1,6	2,9	0,1	5,4	0,3
1974	1.512	47,8	36,4	10,0	2,4	3,9	0,2	5,9	0,4
1975	1.562	51,1	39,4	8,9	5,1	3,5	0,2	5,8	0,4

Métallurgie du fer

1968	90	26,2	19,3	0,5	0,1	0,3	...	5,1	0,3
1969	87	26,9	20,1	0,9	0,1	0,4	...	4,4	0,3
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3
1971	88	28,3	18,9	3,2	0,1	1,8	0,1	2,8	0,2
1972	87	28,4	20,2	1,4	0,3	0,6	...	2,3	0,2
1973	86	28,6	20,5	1,4	0,5	1,0	0,1	2,0	0,2
1974	85	28,3	19,4	4,1	0,1	2,1	0,1	1,5	0,1
1975	81	28,7	22,4	5,0	...	2,5	0,1	1,3	0,1

Industrie textile

1968	957	13,2	12,0	1,1	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1969	929	13,8	11,3	1,5	0,5	0,4	0,1	0,3	...
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	...
1971	901	14,4	12,4	1,3	1,0	0,4	0,1	0,3	...
1972	898	15,1	13,0	1,9	0,7	0,4	0,1	0,3	...
1973	915	15,0	13,3	2,1	0,6	0,4	0,1	0,3	...
1974	938	15,2	14,7	2,1	0,7	0,5	0,1	0,3	...
1975	940	15,6	15,5	1,8	1,8	0,6	0,1	0,3	...

Notes : voir fin du tableau XVII-2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
Industrie alimentaire									
1968	717	14,7	10,2	2,5	0,4	0,9	0,1	0,8	0,1
1969	703	16,1	9,9	2,2	0,5	0,8	0,1	0,8	0,1
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1
1971	699	17,1	10,6	1,8	0,5	0,7	0,1	0,8	0,1
1972	693	19,5	12,8	2,9	0,5	1,1	0,1	0,8	0,1
1973	696	20,6	14,5	3,1	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
1974	716	21,9	16,3	3,5	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
1975	729	23,5	18,4	2,8	1,2	1,2	0,1	1,2	0,1
Industrie chimique									
1968	627	35,1	25,8	4,1	0,9	2,2	0,1	0,4	...
1969	643	40,4	26,0	5,3	0,8	2,7	0,1	0,4	...
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	...
1971	635	48,1	29,8	6,7	1,2	3,3	0,1	4,0	0,1
1972	644	49,9	35,9	6,7	1,3	4,0	0,1	4,4	0,3
1973	653	52,3	35,9	7,5	0,9	4,4	0,1	5,4	0,4
1974	662	55,9	38,5	10,4	0,5	5,4	0,1	5,4	0,4
1975	711	57,5	43,6	14,7	1,4	7,4	0,1	7,9	0,4
Electricité									
1968	17	28,0	5,8	2,6	...	2,3	0,1	14,2	0,9
1969	17	27,2	5,3	2,6	...	2,4	0,1	14,6	0,9
1970	18	30,1	6,1	3,0	...	2,6	0,1	15,9	1,0
1971	18	31,8	7,1	3,4	...	3,0	0,1	20,3	1,1
1972	17	34,3	7,5	3,7	...	3,3	0,1	29,0	1,5
1973	17	36,6	8,4	3,8	...	3,6	0,1	34,2	2,1
1974	17	39,7	9,1	4,9	...	4,5	0,1	43,0	2,6
1975	17	42,5	10,1	5,4	...	5,0	0,1	51,7	3,4
Industrie du charbon									
1968	26	4,9	1,7	0,1	0,5	0,1	...	...	...
1969	25	4,7	1,3	0,1	0,3	...	...	...	...
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	...	...	...
1971	24	4,8	0,9	0,2	0,2	0,1	...	...	...
1972	22	4,6	0,7	0,1	0,3	...	...	...	...
1973	21	4,6	0,6	...	0,4	...	...	...	...
1974	22	4,4	0,5	0,1	0,5	...	...	...	...
1975	16	4,0	...	0,3	0,2	0,1	...	...	...
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁶									
1968	15.037	279,0	183,1	33,0	7,9	15,9	1,4	73,3	4,1
1969	15.286	310,9	181,0	39,3	7,0	17,9	1,5	89,8	4,6
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,6	10,4
1974	18.137	440,2	282,7	78,4	11,7	36,4	2,4	199,3	12,1
1975	19.108	469,5	319,6	83,9	23,2	40,0	2,3	240,6	14,5

Notes : voir fin du tableau XVII-2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁷

1968	264	40,2	28,6	4,4	0,6	2,7	0,2	3,8	0,1
1969	252	41,2	27,7	5,1	0,1	3,0	0,2	4,2	0,2
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3
1974	192	45,8	32,1	7,9	0,7	4,7	0,2	4,7	0,3
1975	186	45,5	34,5	11,1	0,8	5,5	0,2	6,5	0,3

C. — Total général ^{6 7}

1968	15.301	319,2	211,7	37,4	8,5	18,6	1,6	77,1	4,2
1969	15.538	352,1	208,7	44,4	7,1	20,9	1,7	93,9	4,8
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.369	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,4	10,7
1974	18.329	486,0	314,8	86,3	12,4	41,1	2,6	204,0	12,4
1975	19.294	515,0	354,1	95,0	24,0	45,5	2,5	247,1	14,8

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

⁷ Après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1970	15.589	344,5	191,6	47,5	9,2	21,1	4,9
1971	15.989	372,3	210,9	53,5	9,7	23,8	5,1
1972	16.693	395,7	240,0	53,9	12,6	24,2	7,7
1973	17.205	419,5	257,7	62,5	10,6	28,9	9,7
1974	3 premiers mois	2.174	55,7	38,9	12,5	1,3	2,4
	6 premiers mois	15.049	389,3	242,3	67,7	9,6	5,0
	9 premiers mois	16.701	413,4	258,6	72,1	10,9	7,3
	12 mois	18.177	440,5	282,8	78,5	11,7	11,3
1975	1 ^{er} mois	202	4,5	3,2	0,8	0,2	0,8
	2 premiers mois	515	19,4	17,7	3,7	1,9	1,7
	3 premiers mois	2.160	52,5	40,2	10,2	2,9	2,8
	4 premiers mois	5.574	129,2	88,7	23,2	6,6	3,8
	5 premiers mois	11.139	314,7	194,5	55,3	12,8	4,8
	6 premiers mois	15.957	409,9	271,0	73,0	17,1	5,8
	7 premiers mois	16.814	432,8	284,7	75,5	19,5	6,9
	8 premiers mois	17.139	436,2	287,3	76,4	20,1	7,5
	9 premiers mois	17.680	442,9	294,6	77,6	21,8	8,3
	10 premiers mois	18.225	451,9	303,7	79,9	22,1	9,6
	11 premiers mois	18.669	460,4	312,4	81,7	22,6	10,5
	12 mois	19.170	470,2	320,0	83,9	23,1	13,2

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1970	241	41,4	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2
1971	235	43,0	29,1	7,1	0,3	3,9	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2
1973	212	44,7	32,1	5,6	0,4	3,8	0,4
1974 3 premiers mois	18	1,0	1,6	...	0,7	...	0,2
6 premiers mois	142	36,5	28,8	7,3	1,1	4,2	0,3
9 premiers mois	167	39,9	30,9	7,5	1,2	4,3	0,3
12 mois	193	45,8	33,1	7,9	1,2	4,7	0,3
1975 1 ^{er} mois	2	...	...	...	...	...	...
2 premiers mois	6	0,8	0,3	...	0,1	...	0,1
3 premiers mois	18	1,0	0,4	...	0,2	...	0,1
4 premiers mois	33	1,3	0,7	...	0,2	...	0,1
5 premiers mois	75	21,0	13,6	4,9	0,3	3,3	0,2
6 premiers mois	142	37,9	30,5	10,7	0,5	5,0	0,2
7 premiers mois	156	39,5	32,1	10,8	0,6	5,1	0,3
8 premiers mois	158	39,9	32,5	10,8	0,6	5,1	0,3
9 premiers mois	161	40,0	32,6	10,8	0,6	5,1	0,3
10 premiers mois	172	41,2	33,1	10,9	0,6	5,2	0,3
11 premiers mois	177	41,8	33,7	11,0	0,6	5,3	0,3
12 mois	188	45,3	34,6	11,1	0,8	5,5	0,3

C. — Total général ⁴

1970	15.830	385,9	221,3	53,9	11,8	24,7	5,1
1971	16.224	415,3	240,0	60,6	10,0	27,7	5,3
1972	16.922	442,5	271,9	59,2	12,8	28,0	7,9
1973	17.417	464,2	289,8	68,1	11,0	32,7	10,1
1974 3 premiers mois	2.192	56,7	40,5	12,5	2,0	5,9	2,6
6 premiers mois	15.191	425,8	271,1	75,0	10,7	36,5	5,3
9 premiers mois	16.868	453,3	289,5	79,6	12,1	38,1	7,6
12 mois	18.370	486,3	315,9	86,4	12,9	41,1	11,6
1975 1 ^{er} mois	204	4,5	3,2	0,8	0,2	0,3	0,8
2 premiers mois	521	20,2	18,0	3,7	2,0	2,1	1,8
3 premiers mois	2.178	53,5	40,6	10,2	3,1	5,4	2,9
4 premiers mois	5.607	130,5	89,4	23,2	6,8	11,3	3,9
5 premiers mois	11.214	335,7	208,1	60,2	13,1	31,5	5,0
6 premiers mois	16.099	447,8	301,5	83,7	17,6	40,8	6,0
7 premiers mois	16.970	472,3	316,8	86,3	20,1	41,9	7,2
8 premiers mois	17.297	476,1	319,8	87,2	20,7	42,0	7,8
9 premiers mois	17.841	482,9	327,2	88,4	22,4	42,4	8,6
10 premiers mois	18.397	493,1	336,8	90,8	22,7	43,2	9,9
11 premiers mois	18.846	502,2	346,1	92,7	23,2	44,0	10,8
12 mois	19.358	515,5	354,6	95,0	23,9	45,4	13,5

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celui des dividendes. De ce fait, les

obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(Chiffres annuels)

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. 2).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations	Actions et obligations	
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1968	51,4	20,4	1,7	2,5	- 0,8	4,3	3,5	23,9	35,0
1969	46,6	20,3	4,3	3,1	1,2	4,5	5,7	26,0	29,8
1970	44,0	18,9	5,3	3,3	2,0	5,4	7,4	26,3	42,3
1971	26,8	15,1	11,9	4,0	7,9	5,9	13,8	28,9	43,2
1972	40,8	20,8	21,6	3,7	17,9	4,6	22,5	43,3	45,5
1973	39,1	20,8	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	37,7	39,1
1974	49,5	p 23,4	13,4	4,2	9,2	9,6	18,8	p 42,2	44,8
1975	39,4	p 20,7	p 26,8	p 4,7	p 22,1	p 9,0	p 31,1	p 51,8	p 58,1

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1968	1,6	...	2,0	...	2,0	...	2,0	2,0	2,0
1969	0,8	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,4
1970	1,7	...	...	0,4	- 0,4	...	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1971	4,4	2,6	0,2	1,6	- 1,4	...	- 1,4	1,2	1,2
1972	0,5	0,1	2,9	0,1	2,8	...	2,8	2,9	2,9
1973	9,4	0,3	...	0,1	- 0,1	...	- 0,1	0,2	0,2
1974	0,6	p 0,2	...	0,1	- 0,1	...	- 0,1	p 0,1	0,1
1975	0,2	p ...	p 1,9	p 0,1	p 1,8	p ...	p 1,8	p 1,8	p 1,8

C. — Total général

1968	53,0	20,4	3,7	2,5	1,2	4,3	5,5	25,9	37,0
1969	47,4	20,3	4,8	3,2	1,6	4,5	6,1	26,4	30,2
1970	45,7	18,9	5,3	3,7	1,6	5,4	7,0	25,9	41,9
1971	31,2	17,7	12,1	5,6	6,5	5,9	12,4	30,1	44,4
1972	41,3	20,9	24,5	3,8	20,7	4,6	25,3	46,2	48,4
1973	48,5	21,1	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	37,9	39,3
1974	50,1	p 23,6	13,4	4,3	9,1	9,6	18,7	p 42,3	44,9
1975	39,6	p 20,7	p 28,7	p 4,8	p 23,9	p 9,0	p 32,9	p 53,6	p 59,9

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N. B. — Col. (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-contre.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(Chiffres mensuels ²)

(milliards de francs)

Sources : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : Commission bancaire et B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continuées brutes	Total	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continuées brutes	Total
(1)	(2)	(3)	(4)=(2)+(3)	(5)	(6)	(7)	(8)=(6)+(7)	
1971	26,8	11,6	11,9	27,0	4,4	2,6	0,2	2,8
1972	40,8	17,8	21,6	39,4	0,5	<i>p</i> 0,1	2,9	<i>p</i> 3,0
1973	39,1	16,7	13,9	30,6	9,4	<i>p</i> 0,3	...	<i>p</i> 0,3
1974	49,5	19,3	13,4	32,7	0,6	<i>p</i> 0,2	...	<i>p</i> 0,2
1975	39,4	17,7	<i>p</i> 26,8	<i>p</i> 44,5	0,2	...	<i>p</i> 1,9	<i>p</i> 1,9
1976 <i>p</i>	50,1	21,2	11,8	33,0	1,2	...	...	...
1977 9 premiers mois ... <i>p</i>	53,7	32,8	2,6	35,4	...	...	...	...
12 mois <i>p</i>	91,9	50,5	8,4	58,9	...	...	...	...
1978 3 premiers mois ... <i>p</i>	11,8	6,7	3,7	10,4	...	...	...	...
6 premiers mois ... <i>p</i>	27,1	16,8	4,0	20,8	...	...	...	...
9 premiers mois ... <i>p</i>	43,5	28,8	4,4	33,2	0,3	0,3	...	0,3
12 mois <i>p</i>	64,3	37,2	6,6	43,8	0,3	0,3	...	0,3
1979 3 premiers mois ... <i>p</i>	14,2	5,8	2,0	7,8	...	...	...	...
6 premiers mois ⁴ <i>p</i>	33,7	13,5	30,1	43,6	...	...	...	...
9 premiers mois ⁴ <i>p</i>	42,7	19,3	31,7	51,0	...	...	...	...
1978 Novembre <i>p</i>	3,4	1,7	...	1,7	...	...	...	...
Décembre <i>p</i>	13,4	5,2	2,0	7,2	...	...	...	...
1979 Janvier <i>p</i>	1,7	0,9	...	0,9	...	...	...	...
Février <i>p</i>	4,0	2,9	...	2,9	...	...	...	...
Mars <i>p</i>	8,5	2,0	2,0	4,0	...	...	...	...
Avril <i>p</i>	4,0	2,8	...	2,8	...	...	...	...
Mai <i>p</i>	4,8	1,2	1,8	3,0	...	...	...	...
Juin ⁴ <i>p</i>	10,7	3,7	26,3	30,0	...	...	...	...
Juillet <i>p</i>	2,7	2,0	1,5	3,5	...	...	...	...
Août <i>p</i>	3,8	2,5	0,1	2,6	...	...	...	...
Septembre <i>p</i>	2,5	1,3	...	1,3	...	...	...	...
Octobre <i>p</i>	4,4	2,4	1,5	3,9	...	...	...	...
Novembre <i>p</i>	5,1	1,6	0,2	1,8	...	...	...	...

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continuées.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et des banques belges.

⁴ Y compris les opérations résultant du plan d'assainissement de la sidérurgie.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre définitif des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII-4].

**XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ENVERS LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES**

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine ²
(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers						Total général (11) = (4) + (10)	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ⁴ (12)
	B.N.B. (1)	Organismes publics (2)	Banques (3)	Total 3 (4) = (1) à (3)	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER (7)	Caisses d'épargne privées (8)	Divers (9)	Total (10) = (5) à (9)		
					les crédits professionnels (5)	le crédit à l'habitation (6)						
1971	3,7	...	279,4	283,1	184,4	71,0	120,8	100,6	1,0	477,8	760,9	38,1
1972 ⁵	3,9	0,4	338,5	342,8	194,2	79,0	138,8	116,2	1,8	530,0	872,8	47,1
1973	4,1	0,4	395,6	400,1	219,9	88,4	161,5	136,2	1,9	607,9	1.008,0	52,6
1974	3,5	0,4	448,6	452,5	248,5	98,0	180,1	158,1	1,6	686,3	1.138,8	58,4
1975	2,1	0,4	524,4	526,9	278,0	110,3	201,0	183,9	1,8	775,0	1.301,9	73,1
1976	1,7	0,4	614,5	616,6	313,6	129,0	232,8	220,0	1,8	897,2	1.513,8	69,6
1977 ⁵	1,6	0,3	725,7	727,6	346,4	153,9	261,0	247,3	1,6	1.010,2	1.737,8	85,3
1978 ⁵	1,0	0,5	802,2	803,7	387,7	180,8	294,6	284,8	2,2	1.150,1	1.953,8	102,5
1977 Juin	1,3	0,4	656,3	658,0	328,5	142,5	247,1	233,7	1,1	952,9	1.610,9	75,7
Septembre	0,6	0,3	672,9	673,8	337,5	149,1	254,1	241,4	1,2	983,3	1.657,1	81,5
Décembre ⁵	1,6	0,3	725,7	727,6	346,4	153,9	261,0	247,3	1,6	1.010,2	1.737,8	85,3
1978 Mars	1,1	0,3	711,8	713,2	356,3	159,6	269,5	254,1	1,2	1.040,7	1.753,9	89,8
Juin	0,8	0,5	753,5	754,8	366,1	167,7	281,3	266,4	1,3	1.082,8	1.837,6	99,8
Sept. ⁵	1,0	0,5	772,2	773,7	373,4	174,6	286,1	274,0	1,9	1.110,0	1.883,7	99,8
Déc. ⁵	1,0	0,5	802,2	803,7	387,7	180,8	294,6	284,8	2,2	1.150,1	1.953,8	102,5
1979 Mars ⁵ .. p	0,8	0,5	801,5	802,8	397,3	185,3	299,9	290,5	2,0	1.175,0	1.977,8	105,3
Juin ⁵ .. p	0,7	0,5	854,6	855,8	401,8	191,9	305,9	296,7	2,4	1.198,7	2.054,5	104,5
Sept. ... p	0,6	0,5	880,9	882,0	412,3	199,4	313,7	305,6	2,4	1.233,4	2.115,4	103,4

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.
² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11).
⁴ Non compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.
⁵ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1972	7,4
1973	10,1
1974	10,4
1975	9,7
1976	14,7
1977	16,2
1978	19,9
1979	21,5
1977 4 ^e trimestre	18,3
1978 1 ^{er} trimestre	18,7
2 ^e trimestre	19,3
3 ^e trimestre	19,8
4 ^e trimestre	21,7
1979 1 ^{er} trimestre	20,0
2 ^e trimestre	21,0
3 ^e trimestre	22,0
4 ^e trimestre	23,0

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome I, n^o 1, janvier 1970 et LIII^e année, tome II, n^o 5, mai 1978. —

Indices et Statistiques (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur Belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVII - 8. — CREDITS ¹ D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL ² AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire ³ est un résident belge

Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts			Encours utilisés		
	1976	1977	1978	1976	1977	1978
Agriculture et commerce de gros des produits agricoles	14,1	17,5	21,0	12,3	13,8	17,1
Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries	10,6	9,5	8,2	5,1	5,4	4,3
Industries manufacturières et commerce de gros des produits de ces industries :						
Alimentation, boissons et tabac	99,5	116,3	128,4	56,0	62,0	67,9
Textile, habillement et cuir	66,0	72,1	73,5	38,6	40,9	42,1
Industrie chimique ⁴	144,1	153,7	157,7	71,5	75,7	74,4
Métallurgie de base	138,1	149,6	163,1	91,9	101,0	118,3
Fabrications métalliques	230,6	254,0	233,9	118,6	132,5	143,0
Produits minéraux non métalliques et bois	66,1	71,9	81,6	41,0	46,1	51,0
Papier, carton et imprimerie	30,6	31,1	31,9	18,3	19,7	20,9
Pétrole	59,6	62,6	57,9	25,9	29,1	23,0
Diamant et orfèvrerie	19,7	26,0	36,2	13,5	18,1	25,8
Autres	1,4	1,5	1,8	0,9	1,1	1,2
Construction et affaires immobilières, travaux de génie civil ...	74,6	84,9	104,4	42,7	49,1	63,8
Production et distribution d'énergie et d'eau	31,8	31,9	48,2	20,9	21,3	27,1
Autres services :						
Commerce de gros non spécialisé	38,4	41,2	45,0	19,2	19,5	17,8
Commerce de détail	43,2	50,2	62,4	24,1	29,1	36,7
Transports, entrepôts et communications	55,2	65,9	72,6	40,0	43,5	46,1
Services financiers ⁵	68,7	77,9	91,3	33,1	36,0	34,7
Autres services aux entreprises ⁶	28,4	29,6	31,4	17,7	18,6	19,0
Autres services aux particuliers ⁷	49,5	69,9	99,1	39,0	50,1	74,2
Total ...	1.270,2	1.417,3	1.599,6	730,3	812,6	908,4

¹ Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

² Non compris les crédits que la C.N.C.P. accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

³ Est considéré comme tel, l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui octroyant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers; un corollaire de cette définition est que l'entreprise ou le particulier qui est le bénéficiaire du crédit n'est pas nécessairement le débiteur; ainsi, lorsqu'il y a remise à l'escompte d'une traite tirée sur un client, le débiteur est toujours le tiré, tandis que, selon les modalités de l'opération, le bénéficiaire peut être le tireur, le tiré ou un tiers; contrairement au présent tableau, les autres tableaux de la partie statistique du *Bulletin* qui concernent les crédits aux entreprises

et particuliers et à l'étranger (notamment les tableaux XIII-6 à 9 et XVII-6) utilisent le débiteur comme critère de ventilation. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

⁴ Y compris plasturgie, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

⁵ Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

⁶ Notamment entreprises de factoring, de leasing, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

⁷ Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la COER à ces derniers.

XVII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire ¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts			Encours utilisés		
	1976	1977	1978	1976	1977	1978
Communauté Economique Européenne	95,8	120,2	144,7	53,3	65,0	71,4
Royaume-Uni	21,7	32,4	36,3	14,5	19,7	16,8
République Fédérale d'Allemagne	20,4	30,5	36,0	9,7	15,7	18,3
France	18,1	21,2	31,0	7,1	7,9	12,7
Pays-Bas	17,2	18,3	19,2	8,6	8,3	9,7
Italie	7,5	6,6	7,4	6,8	5,3	6,3
Luxembourg	5,3	5,0	7,8	2,7	2,8	3,2
Danemark	3,9	4,8	6,5	2,9	3,9	4,1
Irlande	1,7	1,4	0,5	1,0	1,4	0,3
Autres pays d'Europe	53,4	64,3	64,3	36,4	48,1	45,4
dont : Espagne	12,8	14,2	16,9	11,3	13,0	15,1
Suisse	12,6	13,6	15,4	3,6	5,9	6,7
Norvège	10,8	9,5	7,8	8,6	7,5	6,1
Suède	9,7	15,3	12,2	7,2	12,6	8,5
Etats-Unis et Canada	22,2	22,1	30,2	9,7	6,9	10,7
Pays exportateurs de pétrole	17,0	26,3	51,0	9,5	17,3	25,0
Autres pays de l'Hémisphère occidental	46,7	53,2	64,2	37,7	41,7	51,3
dont : Brésil	23,3	26,2	33,3	20,3	22,8	28,7
Mexique	10,3	11,6	12,4	8,2	9,5	9,7
Autres pays d'Afrique	28,4	33,6	36,0	19,4	22,1	23,4
dont : Afrique du Sud	8,7	7,2	5,1	7,3	6,0	4,0
République du Zaïre	7,5	6,9	8,4	4,4	5,3	5,5
Australie et Nouvelle Zélande	4,6	7,7	7,8	3,5	3,7	2,9
Autres pays d'Asie	5,8	9,1	8,7	3,1	5,3	4,7
Total ...	273,9	336,5	406,9	172,6	210,3	234,8

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Dès lors, l'encours des traites tracées sur des non-résidents et remises à l'escompte par un

résident, ainsi que les encours ouverts sur lesquels s'imputent ces remises sont inclus dans le tableau XVII-8 a) et non dans le présent tableau.

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR *

(milliards de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes ² (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes ² (7)	
1972	5,2	0,8	3,5	2,2	1,2	5,4	0,7	9,5
1973	6,4	0,9	4,2	2,9	3,1	4,8	0,7	11,5
1974	6,2	1,4	4,2	3,1	3,9	4,2	0,6	11,8
1975	6,5	5,7	3,4	4,1	0,1	10,4	1,0	15,6
1976	6,8	0,8	3,6	4,4	1,2	4,6	1,0	11,2
1977	7,0	1,0	3,6	4,8	1,1	4,4	1,3	11,6
1978	6,9	0,8	3,8	5,1	0,1	4,7	1,6	11,5
1979	8,2	0,1	3,4	5,2	0,2	4,7	1,6	11,7
1977 4 ^e trimestre	7,4	2,5	4,0	5,2	1,0	6,3	1,4	13,9
1978 1 ^{er} trimestre	7,4	1,7	3,6	5,3	...	6,0	1,4	12,7
2 ^e trimestre	6,9	1,6	3,7	5,1	0,3	5,2	1,6	12,2
3 ^e trimestre	6,6	...	3,8	4,8	...	3,7	1,9	10,4
4 ^e trimestre	6,7	0,1	4,0	5,2	...	3,8	1,8	10,8
1979 1 ^{er} trimestre	7,7	0,3	2,9	5,0	...	4,6	1,3	10,9
2 ^e trimestre	9,4	...	3,8	5,0	0,4	5,9	1,9	13,2
3 ^e trimestre	7,2	...	3,1	5,3	0,2	3,4	1,4	10,3
4 ^e trimestre	8,2	...	3,9	5,4	...	5,1	1,6	12,1
1979 Janvier	8,2	...	3,0	4,3	...	5,5	1,4	11,2
Février	6,3	1,0	2,9	6,3	...	3,1	0,8	10,2
Mars	8,6	...	2,8	4,5	...	5,1	1,8	11,4
Avril	9,6	...	2,6	4,4	...	5,5	2,3	12,2
Mai	10,3	...	5,0	4,6	0,5	8,8	1,4	15,3
Juin	8,2	0,1	3,9	6,0	0,9	3,3	2,0	12,2
Juillet	6,5	...	3,0	5,5	...	2,2	1,8	9,5
Août	6,9	...	3,2	6,1	...	2,4	1,6	10,1
Septembre	8,2	0,1	3,2	4,2	0,7	5,6	1,0	11,5
Octobre	7,8	...	2,6	4,8	...	3,0	2,6	10,4
Novembre	8,7	...	4,0	4,8	...	6,8	1,1	12,7
Décembre	8,2	...	5,1	6,5	...	5,6	1,2	13,3
1980 Janvier	5,8	...	3,8	6,0	...	2,7	0,9	9,6

* La plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole régissant le marché du call money garanti », intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôts ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce protocole.

¹ Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Les colonnes (3) et (7) comprennent notamment les institutions financières publiques de crédit et les caisses d'épargne privées, auxquelles s'ajoutent dans la colonne (3) divers prêteurs « hors protocole ».

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1971	124,1	4,6	23,5	4,1	156,3
1972	130,6	3,4	24,9	12,7	171,6
1973	140,3	3,2	24,1	20,7	188,3
1974	158,2	4,5	27,8	27,2	217,7
1975	167,1	8,8	38,0	10,5	224,4
1976	184,9	4,3	33,8	35,8	258,8
1977	200,9	4,9	38,0	32,2	276,0
1978	208,2	6,5	41,5	45,4	301,6
1977 3 ^e trimestre	203,0	3,7	38,0	32,3	277,0
4 ^e trimestre	193,8	6,3	41,4	42,4	283,9
1978 1 ^{er} trimestre	209,6	5,0	42,8	39,7	297,1
2 ^e trimestre	214,2	6,6	45,9	33,2	299,9
3 ^e trimestre	207,6	7,4	40,2	44,1	299,3
4 ^e trimestre	201,3	6,8	37,1	64,8	310,0
1979 1 ^{er} trimestre	213,7	3,7	39,8	58,1	315,3
2 ^e trimestre	214,9	6,8	44,0	58,7	324,4
3 ^e trimestre	222,4	3,4	44,2	62,2	332,2

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation), et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

**.XVIII - 3a. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES
EN COMPTE COURANT DES BANQUES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

Fin de période (plafonds) ou mois (quotas)	Plafonds de réescompte (système en vigueur jusqu'au 1 ^{er} novembre 1977)										Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux normal (7)
	Plafonds calculés selon la formule générale : pourcentages appliqués aux moyens d'action retenus 1 (1)	Ensemble des plafonds (2)			Encours imputés 2			Marges disponibles (6) = (2) - (5)			
					Effets visés (3)	Effets non visés rées- comptés (4)	Total (5) = (3) + (4)				
(milliards de francs)											
1970	9,00	38,0			20,7	6,2	26,9	11,1			—
1971	9,00	43,9			19,0	9,4	28,4	15,5			—
1972	8,00	46,2			20,4	14,6	35,0	11,2			—
1973	5,50	37,8			14,4	18,0	32,4	5,4			—
1974 Juin	4,50	32,1			2,6	25,6	28,2	3,9			—
		Sous- plafond A 3 (2a)	Sous- plafond B 3 (2b)	Total (2) = (2a) + (2b)	Sous- plafond A 3 (3a)	Sous- plafond B 3 (3b)	Total (3) = (3a) + (3b)	Sous- plafond A 3 (4a) = (2a) - (3a)	Sous- plafond B 3 (4b) = (2b) - (3b)	Total (4) = (4a) + (4b) = (2) - (3)	
1974	4,00	15,7	15,7	31,4	13,9	12,4	26,3	1,8	3,3	5,1	20,7
1975 Mars	4,25	24,1	10,3	34,4	14,8	6,3	21,1	9,3	4,0	13,3	21,2
Juin	4,75	—	—	39,0	—	—	13,6	—	—	25,4	21,2
Septembre	5,25	—	—	43,1	—	—	18,3	—	—	24,8	25,1
Décembre	5,25	—	—	49,5	—	—	29,1	—	—	20,4	25,7
1976 Mars	4,75	23,6	23,6	47,2	21,9	20,3	42,2	1,7	3,3	5,0	25,7
Juin	4,75	—	—	50,4	—	—	36,4	—	—	14,0	27,2
Septembre	4,25	23,0	23,0	46,0	19,8	19,6	39,4	3,2	3,4	6,6	27,2
Décembre	4,675	—	—	53,8	—	—	40,8	—	—	13,0	28,9
1977 Mars	5,25	—	—	59,9	—	—	29,5	—	—	30,4	29,8
Juin	5,25	—	—	59,8	—	—	35,7	—	—	24,1	30,3
Septembre	5,25	—	—	59,5	—	—	36,4	—	—	23,1	31,9
Octobre	5,25	—	—	59,5	—	—	43,3	—	—	16,2	31,9

1 Les moyens d'action retenus comprennent les fonds propres, les emprunts émis sous forme d'obligations et bons de caisse et les dépôts en francs belges reçus à vue, à terme et en carnets, à l'exclusion des comptes créditeurs bancaires.

2 Les encours imputés comprennent les effets réescomptables effectivement mobilisés dans le cadre des plafonds auprès de la B.N.B. ou à l'entremise de l'I.R.G. Ils comprennent également, jusqu'au 7 juillet 1974, les effets visés, réescomptés ou non, ayant maximum deux ans à courir (y compris les effets visés ou certifiés Creditexport, dont les conditions d'imputation ont été modifiées à diverses reprises).

3 a) du 8 juillet 1974 au 31 janvier 1975, du 12 février au 16 juin et du 23 juillet au 19 décembre 1976, le plafond de chaque banque était utilisable :

— par moitié pour le réescompte effectif, soit directement auprès de la B.N.B. aux taux d'escompte officiels de celle-ci, soit auprès de l'I.R.G. au taux fixé par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir (sous-plafond A);

— par moitié pour le réescompte effectif auprès de l'I.R.G. et aux taux fixés par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir, ainsi que d'effets visés ou certifiés « Credit-export » ayant plus de 120 jours et maximum 1 an à courir (sous-plafond B).

b) du 1^{er} février au 31 mars 1975, le plafond de chaque banque était utilisable à concurrence de 70 p.c. pour le sous-plafond A et de 30 p.c. pour le sous-plafond B.

c) du 1^{er} avril 1975 au 11 février 1976, du 17 juin au 22 juillet 1976 et à partir du 20 décembre 1976, la répartition en sous-plafond A et B ayant été supprimée, chaque banque a disposé d'un plafond unique utilisable pour le réescompte :

— soit directement à la B.N.B., d'effets des types définis sous a) et n'ayant pas plus de 120 jours à courir;

— soit auprès de l'I.R.G. pour les effets de même nature et pour le papier « Creditexport » dont la durée ne dépasse pas un an.

XVIII - 3b. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT DES BANQUES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Fin de période (plafonds) ou mois (quotas)	Plafonds de réescompte (système en vigueur depuis le 2 novembre 1977 1)									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux normal (4)
	Ensemble des plafonds			Encours imputés			Marges disponibles			
	Sous-plafond A 2	Sous-plafond B 2	Total	Sous-plafond A 2	Sous-plafond B 2	Total	Sous-plafond A 2	Sous-plafond B 2	Total	
	(1a)	(1b)	(1) = (1a) + (1b)	(2a)	(2b)	(2) = (2a) + (2b)	(3a) = (1a) - (2a)	(3b) = (1b) - (2b)	(3) = (3a) + (3b) ou (1) - (2)	
1977 Novembre	—	—	64,1	—	—	42,2	—	—	21,9	31,9
Décembre	—	—	64,1	—	—	50,9	—	—	13,2	31,9
1978 Mars	—	—	66,6	—	—	33,7	—	—	32,9	33,1
Juin	—	—	67,8	—	—	31,1	—	—	36,7	33,6
Septembre ...	—	—	69,9	—	—	52,5	—	—	17,4	34,3
Décembre	54,2	18,0	72,2	49,6	14,3	63,9	4,6	3,7	8,3	34,9
1979 Janvier	54,2	18,1	72,3	47,7	6,8	54,5	6,5	11,3	17,8	34,9
Février	54,2	18,1	72,3	45,6	5,9	51,5	8,6	12,2	20,8	34,9
Mars	55,7	18,5	74,2	44,4	5,9	50,3	11,3	12,6	23,9	34,9
Avril	55,7	18,5	74,2	48,6	8,3	56,9	7,1	10,2	17,3	34,9
Mai	—	—	74,2	—	—	66,8	—	—	7,4	34,9
Juin	25,5	50,9	76,4	24,5	41,9	66,4	1,0	9,0	10,0	34,9
Juillet	25,4	50,8	76,2	24,3	37,2	61,5	1,1	13,6	14,7	34,8
Août	25,4	50,8	76,2	23,5	37,7	61,2	1,9	13,1	15,0	34,8
Septembre ...	26,1	52,1	78,2	24,8	45,1	69,9	1,3	7,0	8,3	34,8
Octobre	26,1	52,1	78,2	24,2	47,0	71,2	1,9	5,1	7,0	34,8
Novembre	26,1	52,1	78,2	24,6	46,7	71,3	1,5	5,4	6,9	34,8
Décembre	26,7	53,5	80,2	25,3	47,3	72,6	1,4	6,2	7,6	34,8
1980 Janvier	26,7	53,5	80,2	25,0	44,4	69,4	1,7	9,1	10,8	34,8

1 Les plafonds individuels sont, en principe, adaptés au début des mois de mars, juin, septembre et décembre, sur la base des encours moyens de chaque intermédiaire financier pour la période de douze mois se

terminant à la fin du trimestre civil précédent. Les pourcentages appliqués aux éléments pris en considération pour la détermination des plafonds, sont les suivants :

Date d'entrée en vigueur	Dépôts en francs belges en carnets ordinaires	Autres dépôts de la clientèle libellés en francs belges à moins d'un an	Marges non utilisées des crédits à court terme ouverts aux entreprises et particuliers	Encours utilisés des crédits accordés à l'origine aux entreprises et particuliers	
				à court terme	à long terme
	données mensuelles			données trimestrielles	
2 novembre 1977 ...	1,3	2,5	3,3	5,3	0,6

2 a) du 12 octobre 1978 au 2 mai 1979, le plafond de chaque intermédiaire financier était utilisable à concurrence de :
— 75 p.c. pour le réescompte, soit auprès de la B.N.B. au taux d'es-compte officiel de celle-ci, soit auprès de l'I.R.G. au taux fixé par cette institution, d'effets certifiés, d'effets visés « Creditexport » ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et échéant dans les 120 jours (sous-plafond A);
— 25 p.c. pour le réescompte auprès de l'I.R.G., au taux fixé par cette institution, d'effets des mêmes catégories qui ne seraient plus imputables

sur le sous-plafond A, ainsi que d'effets visés ou certifiés « Credit-export » ayant plus de 120 jours à maximum 1 an à courir (sous-plafond B).

b) à partir du 8 mai 1979, la subdivision du plafond des facilités de réescompte en deux tranches A et B a été supprimée.

c) à partir du 29 juin 1979, le plafond de chaque intermédiaire financier est scindé en un sous-plafond A s'élevant à un tiers du plafond total et un sous-plafond B à concurrence du montant restant.

**XVIII - 3c. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES
EN COMPTE COURANT DES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT
ET DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période (plafonds) ou mois (quotas)	Plafonds de réescompte (système en vigueur depuis le 2 novembre 1977 ¹)									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux normal (4)
	Ensemble des plafonds			Encours imputés			Marges disponibles			
	Sous-plafond A ²	Sous-plafond B ²	Total	Sous-plafond A ²	Sous-plafond B ²	Total	Sous-plafond A ²	Sous-plafond B ²	Total	
	(1a)	(1b)	(1) = (1a) + (1b)	(2a)	(2b)	(2) = (2a) + (2b)	(3a) = (1a) - (2a)	(3b) = (1b) - (2b)	(3) = (3a) + (3b) ou (1) - (2)	

I. INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT

1977	Novembre	—	—	9,5	—	—	2,3	—	—	7,2	29,6
	Décembre	—	—	9,5	—	—	2,3	—	—	7,2	29,6
1978	Mars	—	—	10,0	—	—	1,0	—	—	9,0	31,0
	Juin	—	—	10,2	—	—	0,8	—	—	9,4	31,8
	Septembre	—	—	8,6	—	—	0,5	—	—	8,1	32,6
	Décembre	8,1	2,7	10,8	3,4	0,9	4,3	4,7	1,8	6,5	33,1
1979	Janvier	8,1	2,7	10,8	4,0	0,7	4,7	4,1	2,0	6,1	33,1
	Février	8,1	2,7	10,8	3,8	0,4	4,2	4,3	2,3	6,6	33,2
	Mars	8,4	2,8	11,2	3,8	0,4	4,2	4,6	2,4	7,0	33,2
	Avril	8,4	2,8	11,2	3,7	0,3	4,0	4,7	2,5	7,2	33,2
	Mai	—	—	11,2	—	—	3,4	—	—	7,8	33,2
	Juin	3,8	7,7	11,5	1,8	1,8	3,6	2,0	5,9	7,9	33,2
	Juillet	3,8	7,7	11,5	1,5	2,1	3,6	2,3	5,6	7,9	33,2
	Août	3,8	7,7	11,5	1,3	2,0	3,3	2,5	5,7	8,2	33,2
	Septembre	3,9	7,9	11,8	1,0	0,9	1,9	2,9	7,0	9,9	33,2
	Octobre	3,9	7,9	11,8	1,2	0,2	1,4	2,7	7,7	10,4	33,2
	Novembre	3,9	7,9	11,8	2,4	2,3	4,7	1,5	5,6	7,1	33,2
	Décembre	4,1	8,1	12,2	2,5	2,5	5,0	1,6	5,6	7,2	33,2
1980	Janvier	4,1	8,1	12,2	2,9	2,3	5,2	1,2	5,8	7,0	33,2

II. CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

1977	Novembre	—	—	3,8	—	—	0,4	—	—	3,4	12,7
	Décembre	—	—	3,8	—	—	0,4	—	—	3,4	12,7
1978	Mars	—	—	3,9	—	—	0,1	—	—	3,8	13,4
	Juin	—	—	4,1	—	—	...	—	—	4,1	13,8
	Septembre	—	—	4,3	—	—	0,6	—	—	3,7	14,2
	Décembre	3,4	1,1	4,5	0,5	...	0,5	2,9	1,1	4,0	14,6
1979	Janvier	3,4	1,1	4,5	0,8	...	0,8	2,6	1,1	3,7	14,6
	Février	3,4	1,1	4,5	1,0	...	1,0	2,4	1,1	3,5	14,6
	Mars	3,4	1,2	4,6	0,9	...	0,9	2,5	1,2	3,7	14,6
	Avril	3,4	1,2	4,6	1,0	...	1,0	2,4	1,2	3,6	14,6
	Mai	—	—	4,6	—	—	0,8	—	—	3,8	14,6
	Juin	1,6	3,2	4,8	0,5	...	0,5	1,1	3,2	4,3	14,6
	Juillet	1,6	3,2	4,8	0,9	...	0,9	0,7	3,2	3,9	14,6
	Août	1,6	3,2	4,8	1,0	0,1	1,1	0,6	3,1	3,7	14,6
	Septembre	1,6	3,3	4,9	1,0	0,2	1,2	0,6	3,1	3,7	14,6
	Octobre	1,7	3,5	5,2	1,1	0,3	1,4	0,6	3,2	3,8	14,6
	Novembre	1,7	3,5	5,2	1,4	0,8	2,2	0,3	2,7	3,0	14,6
	Décembre	1,8	3,7	5,5	1,4	1,3	2,7	0,4	2,4	2,8	14,6
1980	Janvier	1,8	3,7	5,5	1,3	1,3	2,6	0,5	2,4	2,9	14,6

¹ Voir note 1 du tableau XVIII-3b.

² Voir note 2 du tableau XVIII-3b.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970.* — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) ». — XXXV^e année, tome I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ». — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ». — XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVI^e année, tome I, n° 1, janvier 1971 : « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de

visa des banques à la Banque Nationale de Belgique ». — XLIX^e année, tome I, n° 6, juin 1974 : « Communication du 28 juin 1974 de la Banque Nationale de Belgique concernant les plafonds de réescompte et les comptes courants d'avances ». — L^e année, tome I, n° 3, mars 1975 : « Adaptation des plafonds de réescompte et de visa de la Banque Nationale de Belgique » et tome II, n° 3, septembre 1975 : « Relèvement des plafonds de réescompte et des quotas d'avances de la Banque Nationale ». — LI^e année, tome I, n° 2, février 1976 : « Mesure de politique monétaire ». LI^e année, tome II, nos 1-2, juillet-août 1976 : « Mesures de politique monétaire ». — LII^e année, tome II, n° 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1a. — BAREME OFFICIEL DES TAUX D'ESCOMPTE ET D'AVANCES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte 1		Avances en compte courant et prêts 3
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants et acceptations visées 2 ou certifiées représentatives d'opérations de commerce extérieur	Autres traites et promesses	
1974 8 juillet	8,75	9,50	9,50
1975 30 janvier	8,25	9,00	9,00
13 mars	7,50	8,00	8,00
24 avril	7,00	7,50	7,50
29 mai		6,50	6,50
21 août		6,00	6,00
1976 18 mars		7,00	7,00
23 juillet		8,00	8,00
13 août		9,00	9,00
1 ^{er} octobre		9,00	12,50
20 octobre		9,00	12,00
18 novembre		9,00	11,00
9 décembre		9,00	10,00
1977 6 janvier		8,00	8,00
17 février		7,00	7,00
5 mai		6,50	6,50
23 juin		6,00	6,00
2 décembre		7,00	7,00
14 décembre		9,00	9,00
1978 5 janvier		8,50	8,50
19 janvier		7,50	7,50
2 février		6,50	6,50
16 mars		6,00	6,00
30 mars		5,50	5,50
27 juillet		6,00	6,00
12 octobre		6,00	8,50
1979 18 janvier		6,00	8,00
1 ^{er} février		6,00	7,50
8 mars		6,00	7,00
3 mai		7,00	7,00
31 mai		8,00	8,00
14 juin		9,00	9,00
29 juin		9,00	11,00
4 octobre		10,00	12,00
13 décembre		10,50	12,50
1980 28 février		12,00	13,50

1 Du 8 juillet 1974 au 31 mars 1975, du 12 février au 16 juin 1976, du 23 juillet au 19 décembre 1976, du 12 octobre 1978 au 2 mai 1979 et à partir du 29 juin 1979 pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les effets imputés sur le sous-plafond de réescompte A (cf. tableau XVIII-3).
2 Le visa a été supprimé le 1^{er} avril 1974.

3 Pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la B.N.B. leur a attribué. Quotité maximum : certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes : 95 p.c.; autres effets publics : 80 p.c. Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

**XIX - 1b. — TAUX SPECIAUX DE LA BANQUE
NATIONALE DE BELGIQUE**

**XIX - 1c. — TAUX MOYEN PONDERE
DE LA BANQUE NATIONALE
DE BELGIQUE ¹**

Dates des changements	Escompte d'effets imputés sur le sous-plafond de réescompte B	Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux caisses d'épargne privées et aux institutions publiques de crédit	Fin de période	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1976 ...	—	10,50	1974	9,18
1977 6 janvier	—	8,50	1975	5,73
17 février	—	7,25	1976	9,06
5 mai	—	6,75	1977	7,73
23 juin	—	6,25	1978	6,89
2 décembre	—	7,25	1979	11,53
14 décembre	—	9,25	1977 3 ^e trimestre	6,01
1978 5 janvier	—	8,75	4 ^e trimestre	7,73
19 janvier	—	7,75	1978 1 ^{er} trimestre	5,51
2 février	—	6,75	2 ^e trimestre	5,50
16 mars	—	6,25	3 ^e trimestre	6,02
30 mars	—	5,75	4 ^e trimestre	6,89
27 juillet	—	6,25	1979 1 ^{er} trimestre	6,15
12 octobre	8,50	9,30	2 ^e trimestre	7,31
13 octobre	8,50	9,55	3 ^e trimestre	10,46
16 octobre	8,50	9,30	4 ^e trimestre	11,53
17 octobre	8,50	9,45	1979 Janvier	6,34
18 octobre	8,50	9,70	Février	6,23
19 octobre	8,50	10,10	Mars	6,15
20 octobre	8,50	10,30	Avril	6,15
23 octobre	8,50	10,35	Mai	6,47
24 octobre	8,50	10,25	Juin	7,31
25 octobre	8,50	10,40	Juillet	8,80
26 octobre	8,50	11,05	Août	9,86
27 octobre	8,50	10,70	Septembre	10,46
2 novembre	8,50	10,25	Octobre	11,18
3 novembre	8,50	10,20	Novembre	11,06
6 novembre	8,50	9,95	Décembre	11,53
7 novembre	8,50	9,75	1980 Janvier	11,85
8 novembre	8,50	9,45		
9 novembre	8,50	9,35		
10 novembre	8,50	9,25		
13 novembre	8,50	9,00		
14 novembre	8,50	8,85		
15 novembre	8,50	8,70		
17 novembre	8,50	8,90		
20 novembre	8,50	8,95		
21 novembre	8,50	9,55		
23 novembre	8,50	9,60		
24 novembre	8,50	9,50		
28 novembre	8,50	9,60		
29 novembre	8,50	9,70		
30 novembre	8,50	9,55		
4 décembre	8,50	9,60		
5 décembre	8,50	9,75		
6 décembre	8,50	9,50		
1979 18 janvier	8,00	8,50		
1 ^{er} février	7,50	8,00		
8 mars	7,00	7,00		
3 mai	—	7,00		
31 mai	—	8,00		
14 juin	—	9,00		
29 juin	11,00	12,00		
28 septembre	11,00	13,00		
4 octobre	12,00	13,00		
13 décembre	12,50	13,50		
1980 28 février	13,50	14,50		

¹ Coût moyen du recours à la B.N.B. pour les intermédiaires financiers qui financent directement ou indirectement des crédits aux entreprises et particuliers. Ce coût est calculé en faisant la moyenne des différents taux

pondérés par l'encours des financements obtenus par ces intermédiaires à ces taux.

XIX - 2. — TAUX DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE

Source : I.R.G.

Périodes 1	Taux pratiqués à l'achat de papier bancable 2			Périodes 1	Taux de négociation d'effets non bancables 3 à environ		
	Effets n'ayant plus que 120 jours à courir à imputer sur le		Effets « Crédit-export » ayant un maximum de 1 an à courir		30 jours	60 jours	90 jours
	Sous-plafond A	Sous-plafond B					
1971 Septembre 24	4,30 ⁴	—	—	1971 Septembre 24	4,10	4,50	4,70
1971	4,45 ⁴	—	—	1971	5,65	5,65	5,65
1972 Mars 14	3,20 ⁴	—	—	1972 Mars 27	2,95	3,20	3,40
1972	4,90 ⁴	—	—	1972	5,10	5,40	5,40
1973 Mars 6	4,70 ⁴	—	—	1973 Janvier 15	5,90	5,90	5,90
1973	7,65	—	—	Avril 9	4,90	5,20	5,40
1974	8,65	10,00	—	1973	9,50	9,50	9,50
1975	5,25	—	5,75	1974 Juillet 8	13,75	13,75	13,75
1976 Février 13	5,90	8,10	—	1974	10,00	10,50	10,90
Mars 5		6,75	—	1975	*	5,70	5,80
Octobre 4		13,50	—	1976 Février 12	*	8,10	8,10
1977 Septembre	5,75	—	5,75	Mars 4	7,00	7,00	7,00
Octobre 12	5,55	—	5,55	Octobre 15	15,55	*	15,00
Décembre	8,75	—	8,75	1977 Septembre	5,70	5,80	5,90
1978 Mars	5,25 ⁵	—	5,25	Novembre 15	6,50	6,75	6,75
Juin	5,25 ⁵	—	5,25	Novembre 30	5,40	5,70	5,90
Septembre	5,75 ⁵	—	5,75	Décembre	9,50	9,50	9,50
Décembre	5,90	8,50	5,90	1978 Mars	5,15	5,35	5,60
1979 Janvier	5,90	7,75	5,90	Juin	5,10	5,30	5,50
Février	5,90	7,25	5,90	Septembre	6,65	6,85	7,00
Mars	5,90	6,75	5,90	Décembre	9,50	9,50	9,50
Avril	5,90	6,75	5,90	1979 Janvier	7,70	8,00	8,15
Mai	6,90	—	6,90	Février	7,25	7,50	7,60
Juin	8,90	11,00	8,75	Mars	6,90	7,25	7,30
Juillet	8,90	11,00	8,75	Avril	7,10	7,40	7,45
Août	8,90	11,00	8,75	Mai	8,15	8,50	8,70
Septembre	8,90	11,00	8,75	Juin	9,00	9,40	9,40
Octobre	9,90	12,00	9,75	Juillet	11,35	11,40	11,40
Novembre	9,90	12,00	9,75	Août	11,30	11,40	11,40
Décembre	10,40	12,50	10,25	Septembre	12,30	11,80	11,80
1980 Janvier	10,40	12,75	10,25	Octobre	13,25	13,35	13,35
				Novembre	13,20	13,75	13,60
				Décembre	13,20	13,75	13,75
				1980 Janvier	13,50	13,75	13,70

¹ Lorsqu'aucune date précise n'accompagne la mention de la période, il s'agit du dernier taux de la période; lorsqu'une date précise accompagne la mention de la période, il s'agit de la date à laquelle le taux atteint un maximum ou un minimum au cours de cette période.

² Ce papier répond aux critères d'éligibilité à l'escompte de la B.N.B. et est imputé sur les plafonds de réescompte alloués par celle-ci aux intermédiaires financiers (cf. tableau XVIII-3).

³ Les négociations par l'I.R.G. comprennent tant les effets virtuellement bancables mais non imputés sur les plafonds de réescompte, que d'autres effets commerciaux.

⁴ Taux pour les opérations de 61 à 120 jours.

⁵ Taux pour les opérations de 81 à 120 jours

* Pas d'opérations.

**XIX - 3. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

Période	Moyennes ¹
1972	2,48
1973	4,81
1974	9,25
1975	4,63
1976	8,38
1977	5,58
1978	5,17
1979	7,96
1977 4 ^e trimestre	5,04
1978 1 ^{er} trimestre	5,32
2 ^e trimestre	3,89
3 ^e trimestre	4,54
4 ^e trimestre	6,89
1979 1 ^{er} trimestre	6,00
2 ^e trimestre	5,89
3 ^e trimestre	9,28
4 ^e trimestre	10,62
1979 Janvier	6,33
Février	6,40
Mars	5,37
Avril	5,25
Mai	4,81
Juin	7,64
Juillet	9,59
Août	9,34
Septembre	8,91
Octobre	11,32
Novembre	10,06
Décembre	10,58
1980 Janvier	11,74

**XIX - 4. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

	Certificats de trésorerie à très court terme ²			Certificats du Fonds des Rentes ³ (4 mois)		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ⁶		
	1 mois	2 mois	3 mois	4 6	5 6		6 mois	9 mois	12 mois
	(fin de période)								
1971	4,10	4,45	4,80	5,15	5,46				
1972	3,90	4,20	4,50	4,85	4,12	1971 14 déc.	5,35	5,65	6,15
1973	7,05	7,35	7,65	7,95	6,36	1972 12 déc.	4,85	5,25	5,85
1974	10,00	10,25	10,50	11,00	10,85	1973 11 déc.	*	*	8,10
1975	5,55	5,80	6,05	6,20	7,14	1974 10 déc.	*	*	*
1976	10,00	10,00	10,00	10,50	9,96	1975 9 déc.	6,75	*	*
1977	8,75	9,00	9,25	9,50	7,55	1976 14 déc.	10,75	*	10,50
1978	9,50	9,50	9,25	9,25	7,32	1977 13 sept.	6,75	7,00	7,25
1979	14,20	14,30	14,40	14,45	10,07	13 déc.	7,75	*	*
1977 3 ^e trim.	5,75	6,00	6,25	6,25	6,62	1978 14 mars	7,25	7,50	7,75
4 ^e trim.	8,75	9,00	9,25	9,50	7,06	13 juin	6,25	*	*
1978 1 ^{er} trim.	5,25	5,50	5,75	6,50	7,69	12 sept.	7,40	7,55	7,70
2 ^e trim.	5,25	5,50	5,75	6,00	5,84	12 déc.	*	*	*
3 ^e trim.	7,00	7,25	7,50	7,50	6,78	1979 13 févr.	8,35	*	*
4 ^e trim.	9,50	9,50	9,25	9,25	9,26	13 mars	8,00	*	*
1979 1 ^{er} trim.	7,50	7,75	7,90	8,05	8,48	10 avril	8,00	*	*
2 ^e trim.	10,75	11,00	11,25	9,75	8,72	8 mai	*	*	*
3 ^e trim.	13,00	13,00	13,00	12,50	11,89	12 juin	9,40	*	9,45
4 ^e trim.	14,20	14,30	14,40	14,45	14,09	10 juill.	*	*	*
1979 Janv. ...	8,00	8,25	8,50	8,75	8,99	14 août	*	*	*
Févr. ...	7,50	7,75	7,90	8,10	8,44	11 sept.	11,50	11,00	*
Mars ...	7,50	7,75	7,90	8,05	8,06	9 oct.	12,75	*	*
Avril ...	7,50	7,75	7,90	8,05	8,05	13 nov.	14,00	13,50	*
Mai ...	8,50	8,75	9,00	9,15	8,50	11 déc.	14,10	13,75	*
Juin ...	10,75	11,00	11,25	9,75	9,56	1980 8 janv.	14,15	13,60	*
Juillet ...	12,00	12,00	12,00	12,00	11,66	12 févr.	14,15	*	*
Août ...	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00				
Sept. ...	13,00	13,00	13,00	12,50	12,26				
Oct. ...	14,00	14,00	14,00	14,10	13,35				
Nov. ...	14,00	14,10	14,30	14,35	14,26				
Déc. ...	14,20	14,30	14,40	14,45	14,39				
1980 Janv. ...	14,20	14,30	14,40	14,50	14,50				

1 Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du protocole dressé en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce protocole.

2 Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

3 Les certificats du Fonds des Rentes, créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, peuvent être détenus par les banques belges et luxembourgeoises, les caisses d'épargne privées, les institutions financières du secteur public et certains paraétatiques d'exploitation. Les taux indiqués

étaient également valables pour les certificats de trésorerie B, qui ont été créés lors de la même réforme et remboursés définitivement le 18 juillet 1977.

4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

5 Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

6 Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus).

* Pas d'adjudication.

XIX - 5. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES ¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	15 jours de préavis ²	terme ²			
			1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1974	0,50	4,75	5,75	7,00	7,50	8,25
1975 10 février	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,25
16 février	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,00
10 mars	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,75
1 ^{er} avril	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,25
20 mai	0,50	3,50	4,50	5,50	6,00	7,25
9 juin	0,50	3,00	4,00	5,00	5,50	6,75
10 octobre	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	6,75
1976 12 janvier	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	7,00
15 avril	0,50	3,00	4,00	5,15	5,75	7,25
23 août	0,50	3,75	4,75	5,90	6,25	7,25
20 septembre	0,50	4,75	5,75	6,75	7,00	7,25
1977 17 janvier	0,50	4,25	5,25	6,50	6,75	7,25
1 ^{er} mars	0,50	3,25	4,25	5,50	6,25	7,25
22 juin	0,50	3,25	4,25	5,50	6,25	7,00
5 juillet	0,50	3,00	4,00	5,25	6,00	7,00
19 septembre	0,50	2,75	3,75	5,00	5,75	6,75
1978 13 avril	0,50	2,50	3,25	4,50	5,25	6,25
1979 16 janvier	0,50	3,00	3,75	5,00	5,75	6,25
22 janvier	0,50	3,00	3,75	5,00	5,75	6,75
19 mars	0,50	2,75	3,50	4,75	5,75	6,75
16 juin	0,50	3,25	4,00	5,25	6,25	7,25
16 juillet	0,50	4,25	4,75	5,75	6,50	7,25
10 septembre	0,50	4,50	5,00	6,00	6,75	7,75
29 novembre	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	8,00

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.
² Les variations des taux des dépôts à préavis et à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements

et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

**XIX - 6. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES
A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

Dates des changements	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
Taux en vigueur au 31-12-1974	4,75	1,50	3,75	1,50
1975 1 ^{er} janvier	5,00	1,25	4,00	1,25
16 mars	4,75	1,25	3,75	1,25
1 ^{er} mai	4,50	1,25	3,50	1,25
16 juin	4,25	1,25	3,25	1,25
1977 16 septembre	4,00	1,50	3,00	1,50
1978 1 ^{er} janvier	4,00	1,25	3,00	1,25
16 avril	3,75	1,25	2,75	1,25
1979 16 janvier	4,25	1,00	3,25	1,00
16 juin	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre	5,00	1,00	4,00	1,00
1980 1 ^{er} janvier	5,25	1,00	4,25	1,00

¹ Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.
² Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant 500.000 F.

³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année.

**XIX - 7. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ¹**

Emprunts émis après le 1^{er} décembre 1962

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans			Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées	
1972	6,87	6,83	7,17	7,11	7,69	7,14
1973	6,76	6,81	7,21	7,11	7,74	7,14
1974	7,72	7,61	7,92	7,95	8,56	7,90
1975	8,76	9,18	9,03	9,41	10,90	9,13
1976	8,33	8,41	8,72	8,90	10,29	8,69
1977	9,32	9,30	9,22	9,62	11,70	9,35
1978	9,01	8,73	8,76	9,04	9,85	8,86
1979	8,60	8,60	8,80	8,96	9,58	8,72
1977 Octobre	8,65	8,42	8,42	8,75	9,56	8,53
1978 Janvier	9,01	8,73	8,76	9,04	9,85	8,86
Avril	8,29	8,22	8,30	8,58	9,26	8,33
Juillet	8,33	8,23	8,22	8,45	9,16	8,29
Octobre	8,63	8,40	8,40	8,77	9,68	8,54
1979 Janvier	8,60	8,60	8,80	8,96	9,58	8,72
Février	8,68	8,66	9,05	9,08	9,34	8,84
Mars	8,50	8,50	8,83	8,89	9,47	8,64
Avril	8,54	8,48	8,90	8,91	9,38	8,67
Mai	8,67	8,55	8,99	9,01	9,70	8,78
Juin	8,96	8,92	9,21	9,27	9,82	9,06
Juillet	9,23	9,15	9,42	9,45	10,13	9,30
Août	9,33	9,32	9,63	9,78	10,32	9,47
Septembre	9,59	9,55	9,80	10,00	10,83	9,69
Octobre	9,63	9,67	9,90	9,95	10,92	9,75
Novembre	10,09	10,39	10,58	10,65	11,34	10,35
Décembre	10,61	10,88	11,00	11,08	11,70	10,83
1980 Janvier	10,61	10,83	11,13	11,07	11,93	10,86
Février	11,12	11,20	11,42	11,30	11,82	11,24

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement,

intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

**XIX - 8. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS
EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an			5 ans			10 ans			20 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹
Taux en vigueur au 31-12-1969	7,00	100,00	7,00	8,00	100,00	8,00	8,25	99,50	8,33	8,25	98,00	8,46
1971 25 janvier ...	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,00	99,00	8,10
18 février ...	6,00	100,00	6,00	7,00	100,00	7,00	7,50	100,00	7,50	7,50	99,00	7,60
16 septembre .	6,00	100,00	6,00	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
18 octobre ...	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
20 décembre .	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
1972 17 janvier ...	5,65	100,00	5,65	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,00	100,00	7,00
13 mars	5,25	100,00	5,25	6,25	100,00	6,25	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00
1973 15 janvier ...	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
4 juin	5,75	100,00	5,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25	7,25	98,50	7,40
1 ^{er} septembre .	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
15 décembre ..	6,75	100,00	6,75	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
1974 6 février ...	7,25	100,00	7,25	8,00	100,00	8,00	8,00	98,75	8,18	8,25	98,75	8,38
20 mai	8,00	100,00	8,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	98,75	9,14
9 septembre .	8,25	100,00	8,25	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
1975 16 février ...	8,00	100,00	8,00	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
10 mars	7,75	100,00	7,75	9,00	100,00	9,00	9,25	100,00	9,25	9,25	100,00	9,25
24 avril	7,25	100,00	7,25	8,50	100,00	8,50	8,75	100,00	8,75	8,75	100,00	8,75
9 juin	6,75	100,00	6,75	8,00	100,00	8,00	8,25	100,00	8,25	8,25	100,00	8,25
1976 12 janvier ...	7,00	100,00	7,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	99,00	9,11
20 avril	7,25	100,00	7,25	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
1977 22 juin	7,00	100,00	7,00	9,25	100,00	9,25	9,75	100,00	9,75	9,75	100,00	9,75
12 août	7,00	100,00	7,00	9,00	100,00	9,00	9,50	100,00	9,50	9,50	100,00	9,50
19 septembre .	6,75	100,00	6,75	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00	9,00	100,00	9,00
1978 13 avril	6,25	100,00	6,25	8,00	100,00	8,00	8,50	100,00	8,50	8,50	100,00	8,50
1979 22 janvier ...	6,75	100,00	6,75	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00	9,00	100,00	9,00
16 juin	7,25	100,00	7,25	9,00	100,00	9,00	9,25	99,00	9,41	9,25	99,00	9,36
10 septembre .	7,75	100,00	7,75	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
29 novembre .	8,00	100,00	8,00	10,00	100,00	10,00	10,50	97,75	10,88	10,50	97,75	10,78
1980 28 janvier ...	8,00	100,00	8,00	10,25	100,00	10,25	11,00	100,00	11,00	11,00	100,00	11,00

¹ Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placeurs institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.)* : XXXI^e année, tome I, n° 2, février 1956 : « Statistique des rendements des principaux types d'obligations »; XXXII^e année, tome II, n° 5,

novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire »; XXXV^e année, tome I, n° 4, avril 1960 : Le marché monétaire en Belgique »; XXXVII^e année, tome I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

(pour cent par an)

Mois des changements	République Fédérale d'Allemagne 1		Etats-Unis 2		France		Royaume-Uni 3		Italie 4		Pays-Bas 5		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1976 .		3,50		5,25		10,50		14,25		18,00		6,00		8,50		2,00
1977 Janvier ...							7	14,00			7	5,00				
Janvier ...							21	13,25								
Janvier ...							28	12,25								
Février ...							3	12,00					1	8,00		
Mars							10	11,00								
Mars							18	10,50								
Mars							31	9,50								
Avril							7	9,25								
Avril							15	9,00			18	4,50				
Avril							22	8,75								
Avril							29	8,25								
Mai							13	8,00			6	3,50	9	7,50		
Juin										13	16,00					
Juillet															15	1,50
Août							5	7,50								
Août			31	5,75	31	9,50	12	7,00	29	14,50						
Septembre .							9	6,50								
Septembre .							16	6,00								
Octobre ...							7	5,50								
Octobre ...			26	6,00			14	5,00								
Novembre .							25	7,00			11	4,50				
Décembre ..	16	3,00														
1978 Janvier ...			9	6,50			6	6,50								
Février ...															27	1,00
Mars													9	8,00		
Avril							11	7,50			17	4,00	4	8,50		
Mai			11	7,00			5	8,75								
Mai							12	9,00								
Juin							8	10,00								
Juillet			3	7,25												
Août			21	7,75												
Septembre .			22	8,00						4	13,50	26	5,50	12	9,50	
Octobre ...			16	8,50								13	6,50	16	10,25	
Octobre ...			31	9,50												
Novembre .							9	12,50						6	10,75	
1979 Janvier ...														3	11,25	
Février ...							8	14,00								
Mars	30	4,00					1	13,00								
Avril							5	12,00								
Mai											31	7,00				
Juin							13	14,00								
Juillet											6	7,50				
Juillet	13	5,00	20	10,00							13	8,00	23	11,75		
Août			17	10,50												
Septembre .			19	11,00										10	12,25	
Octobre ...			8	12,00						8	15,00			9	13,00	
Octobre ...														25	14,00	
Novembre .	1	6,00					16	17,00			1	8,50				5
Novembre .											29	9,50 ⁶				
Décembre .									6	18,00						
1980 Février ...	29	7,00	15	13,00												28

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Taux d'application pour le papier mobilisé à l'intérieur des limites imposées par la Bundesbank. En plus, pendant certaines périodes, la Bundesbank met à la disposition des banques de la « monnaie banque centrale » sous forme d'achat avec obligation de rachat par les banques après 10 jours, d'effets commerciaux éligibles au réescompte à des taux variables, mais supérieurs au taux d'escompte officiel.

2 Federal Reserve Bank of New York.

3 Jusqu'au 2 février 1977, il s'agit d'un taux minimum de prêt, basé directement sur le taux moyen des bons du Trésor.

4 Taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au réescompte pour un montant supérieur à 5 p.c. de leurs réserves obligatoires pendant le semestre du calendrier précédant celui de l'opération.

5 La Nederlandsche Bank applique une commission spéciale pour les banques dont le recours moyen à la banque centrale, pendant une période déterminée, excède une limite imposée.

6 Le taux des avances qui est plus représentatif, s'élève à 10,50 p.c.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1975 31 décembre	1976 31 décembre	1977 31 décembre	1978 31 décembre	1978 7 décembre	1979 6 décembre	1979 4 janvier	1980 10 janvier
ACTIF								
Or et créances sur l'étranger	100.098	92.854	110.255	135.542	124.258	164.068	136.956	219.305
Or	63.168	63.661	78.842	93.671	83.619	92.099	93.670	138.247
Disponibilités à vue à l'étranger	31.898	20.176	20.600	33.026	33.887	30.904	33.314	30.463
Ecus	—	—	—	—	—	32.500	—	38.977
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ^{1 2}	4.856	8.973	10.813	8.845	6.752	8.565	9.972	11.618
Annuités de prêt de la B.I.R.D.	176	44	—	—	—	—	—	—
Créances sur le Trésor	10.697	13.382	12.189	14.704	20.175	17.618	14.853	17.190
Monnaies divisionnaires	71	171	17	3	181	249	411	439
Comptes courants postaux	43	487	521	595	178	259	246	363
Concours au Trésor Public ³	9.650	11.495	10.050	12.140	17.893	14.710	12.140	13.810
Avance à l'Institut d'Emission des D.O.M. ⁴	933	1.229	1.601	1.966	1.923	2.400	2.056	2.578
Créances provenant d'opérations de refi- nancement	68.745	80.872	84.059	114.187	69.286	83.594	97.641	90.878
Effets escomptés ⁵	18.262	26.059	34.086	41.369	40.626	48.586	41.686	48.818
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations ⁵	38.035	36.926	29.601	50.482	16.159	23.262	38.103	22.503
Avances sur titres	40	46	48	47	53	66	50	69
Effets en cours de recouvrement	12.408	17.841	20.324	22.289	12.448	11.680	16.802	19.488
Or et autres actifs de réserve à recevoir du FECOM	—	—	—	—	—	30.515	—	41.374
Divers	3.304	4.165	3.958	4.580	3.504	3.879	3.603	3.744
Total ...	182.844	191.273	210.461	269.013	217.223	299.674	253.053	372.491

PASSIF

Billets en circulation	106.742	115.405	121.002	130.333	127.949	134.583	129.821	136.133
Comptes créditeurs extérieurs	6.814	7.522	5.090	6.167	5.116	5.931	7.145	7.060
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	922	513	792	2.241	1.010	2.145	2.131	2.353
Compte spécial du Fonds de Stabilisa- tion des Changes - Contrepartie des allocations de droits de tirage spé- ciaux	2.540	2.794	2.773	2.643	2.721	3.786	3.731	4.707
Dépôts en devises des banques et insti- tutions étrangères	3.352	4.215	1.525	1.283	1.385	—	1.283	—
Compte courant du Trésor public	4.719	1	5.252	27.872	1	1	18.801	9.800
Comptes créditeurs des agents économi- ques et financiers	12.767	15.435	12.154	20.838	12.786	21.759	13.479	16.191
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	10.175	12.783	9.862	17.839	10.414	19.828	10.844	13.294
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	2.592	2.652	2.292	3.000	2.372	1.931	2.635	2.897
Ecus à livrer au FECOM	—	—	—	—	—	32.357	—	37.569
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	43.553	43.997	59.053	73.822	63.831	95.289	73.822	152.935
Capital et fonds de réserve	1.243	1.368	1.444	1.538	1.538	1.634	1.538	1.634
Divers	7.006	7.545	6.466	8.443	6.002	8.120	8.447	11.169
Total ...	182.844	191.273	210.461	269.013	217.223	299.674	253.053	372.491

¹ Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.

² Concours au Fonds Monétaire	3.848	4.945	4.312	2.594	2.784	2.761	2.594	2.634
Acquisition de droits de tirage spéciaux ..	1.280	1.306	1.335	1.561	1.604	3.504	2.649	4.493
Autres opérations ..	228	2.722	5.166	4.690	2.414	2.300	4.729	4.491

³ Convention du 17 septembre 1978 approuvée par la loi du 21 décembre 1978.

Montant maximum du concours au Trésor public	26.350	21.350	20.050	22.140	22.140	23.810	22.140	23.810
dont : non rémunérées	16.350	11.350	10.050	12.140	12.140	18.810	12.140	18.810

⁴ Loi du 27 décembre 1974.

⁵ Décomposition du total des postes « Effets escomptés » et « Effets sur le marché monétaire et obligations » :

Effets publics	20.328	26.812	16.960	22.993	13.971	18.058	19.419	14.273
Obligations	15	14	9	8	4	3	4	3
Bons à moyen terme	699	1.203	1.771	117	142	1.605	471	2.054
Crédits à moyen terme	22.208	29.284	31.951	41.478	40.730	48.669	42.790	48.921
— Prêts spéciaux à la construction	26	68	68	16	16	14	16	14
— Crédits à l'exportation	18.262	26.059	31.086	41.369	40.626	48.586	42.686	48.818
— Autres crédits	3.920	3.156	797	88	88	69	88	89
Crédits à court terme	18.047	5.673	9.996	27.265	1.938	3.513	18.105	6.070
— Crédits à l'exportation	4.005	1.542	5.131	13.567	647	1.013	10.570	1.641
— Autres crédits	9.042	4.131	4.865	13.698	1.291	2.500	7.535	4.429

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1976 February 29	1977 February 28	1978 February 28	1979 February 28	1978 December 6	1979 December 5	1979 January 10	1980 January 9
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	--------------------	--------------------	--------------------	-------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	5.234	5.540	6.814	7.542	7.899	8.473	7.897	8.352
Other Securities	805	1.224	975	1.372	1.015	1.466	967	1.537
Total ...	6.050	6.775	7.800	8.925	8.925	9.950	8.875	9.900

Notes Issued :

In Circulation	6.042	6.758	7.776	8.900	8.904	9.934	8.868	9.885
In Banking Department	8	17	24	25	21	16	7	15
Total ...	6.050	6.775	7.800	8.925	8.925	9.950	8.875	9.900

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	1.243	833	1.903	694	1.774	1.488	1.773	1.575
Advances and Other Accounts	274	641	227	437	208	169	209	156
Premises, Equipment and Other Securities	157	257	328	263	169	357	170	223
Notes	8	17	25	25	21	16	7	15
Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	1.682	1.748	2.483	1.419	2.172	2.030	2.159	1.969

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Public Deposits	85	112	123	101	25	25	28	30
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	980	712	1.229	255	1.105	806	1.099	849
Bankers Deposits	228	372	408	432	357	481	358	380
Reserves and Other Accounts	374	537	708	616	670	703	659	695
Total ...	1.682	1.748	2.483	1.419	2.172	2.030	2.159	1.969

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1975 December 31	1976 December 31	1977 December 31	1978 December 31	1978 November 8	1979 November 7	1978 December 6	1979 December 5
ASSETS								
Gold certificate account	11.599	11.598	11.718	11.671	11.649	11.164	11.640	11.112
Special Drawing Rights certificate account	500	1.200	1.250	1.300	1.300	1.800	1.300	1.800
Coin	347	364	282	274	298	441	272	408
Loans and securities	95.461	105.109	112.493	120.352	115.968	121.015	112.848	125.701
<i>Discounts and advances</i>	211	25	265	1.174	783	941	588	2.244
<i>Acceptances</i>	1.126	991	954	587	...	...	...	...
<i>Federal agency obligations</i>	6.190	7.072	8.455	8.029	7.932	8.221	7.899	8.221
<i>U.S. Government securities</i>	87.934	97.021	102.819	110.562	107.253	111.853	104.361	115.236
Cash items in process of collection	9.183	7.835	9.617	12.926	11.884	12.368	15.343	13.924
Other assets	3.312	3.178	2.442	4.543	4.122	4.664	2.464	5.520
Total assets ...	120.402	129.284	137.802	151.066	145.221	151.452	143.867	158.465

LIABILITIES AND CAPITAL ACCOUNTS

Federal Reserve notes	77.159	83.727	93.153	103.325	99.471	109.000	101.462	110.747
Deposits	34.780	37.260	35.550	36.972	35.187	32.078	31.725	35.438
<i>Member bank reserves</i>	26.052	25.158	26.870	31.152	26.297	28.097	28.636	32.354
<i>U.S. Treasurer-general account</i>	7.285	10.393	7.114	4.196	7.989	3.340	2.169	2.467
<i>Foreign deposits</i>	353	352	379	368	249	354	367	329
<i>Other</i>	1.090	1.357	1.187	1.256	652	287	553	288
Deferred availability cash items	5.495	5.234	5.807	6.494	6.650	6.103	6.884	7.362
Other liabilities	1.110	1.097	1.234	2.119	1.597	1.809	1.516	2.435
Capital accounts	1.858	1.966	2.058	2.156	2.316	2.462	2.280	2.483
Total liabilities and capital accounts ...	120.402	129.284	137.802	151.066	145.221	151.452	143.867	158.465

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1975 dicembre	1976 dicembre	1977 dicembre	1978 dicembre	1978 settembre	1979 settembre	1978 ottobre	1979 ottobre
ATTIVO								
Oro	1.804	6.429	7.697	9.304	9.529	15.206	9.529	15.733
Cassa ¹	255	441	333	874	421	697	349	265
Portafoglio	13	17	23	34	52	80	56	91
Risconto per finanziamenti ammassi obblig. ²	1.216	1.259	1.309	1.369	1.346	1.410	1.368	1.429
Anticipazioni ³	769	1.018	988	286	1.025	3.423	933	591
Attività verso l'estero in valuta	3	4	13	13	10	7.752	4	7.824
Ufficio italiano dei cambi	9.538	9.744	13.222	17.277	16.254	17.232	15.956	16.712
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	18.226	28.027	25.435	27.743	25.878	19.125	25.362	19.743
Certificati di credito del Tesoro	40	17	432	166	192	111	184	109
Investimento fondi di riserva e fondi diversi ⁵	682	825	985	1.184	1.182	1.471	1.182	1.471
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	339	339	...	...	...	...	...	...
C/c servizio tesoreria	3.522	5.216	4.796	6.706	2.342	10.025	3.558	11.839
Servizi diversi per conto dello Stato	64	92	71	60	36	43	36	43
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Partite varie	515	1.240	3.500	4.157	2.671	2.256	2.618	3.331
Spese	1.061	1.808	...	...	1.373	1.800	1.388	1.821
Totale attivo ...	38.047	56.476	58.804	69.173	62.311	80.631	62.573	81.002

PASSIVO

Passività verso l'estero in valuta	—	—	—	—	—	5.593	—	5.915
Circolazione dei biglietti ⁶	12.921	14.590	16.508	19.551	16.762	19.041	16.779	19.195
Vaglia cambiari e altri debiti a vista ⁷ ...	134	89	106	191	87	128	86	137
Conti correnti liberi ⁸	2.040	718	876	1.932	110	126	261	1.092
Conti correnti vincolati	11.682	16.748	20.412	25.488	24.598	29.804	25.053	29.922
Conti speciali	51	50	867	390	434	270	423	267
Conti dell'estero in lire e valuta ⁹	7.825	9.439	7.737	4.863	5.424	2.058	5.115	1.885
Ufficio italiano dei cambi : c/c ordinario	...	42	...	...	...	...	...	...
Servizi diversi per conto dello Stato	116	917	611	1.262	279	2.204	139	170
Servizi di cassa per conto di enti vari ...	145	130	412	951	22	17	18	46
Fondi accantonati	1.179	6.342	7.895	10.704	9.741	16.623	9.741	17.150
Partite varie	758	5.438	3.180	3.539	3.263	2.704	3.348	3.136
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	49	60	74	92	88	108	88	108
Fondo di riserva straordinario	47	60	76	95	91	113	91	113
Rendite	1.100	1.853	...	...	1.412	1.842	1.431	1.866
Utile netto da ripartire	—	—	50	55	...	...	...	...
Totale passivo e patrimonio ...	38.047	56.476	58.804	69.173	62.311	80.631	62.573	81.002
Depositanti di titoli e valori	18.222	86.119	31.382	43.393	35.962	53.835	39.260	55.822
¹ Di cui : biglietti e monete di Stato	22	35	28	35	35	36	37	31
² » aziende di credito	757	784	815	853	838	879	852	890
istituti speciali	459	475	494	516	508	531	516	539
³ » aziende di credito	746	1.011	699	283	1.020	1.368	982	588
istituti speciali	18	7	10	3	5	1	1	3
altri .....	...	...	...	...	...	...	...	...
» anticipazioni a scadenza fissa	5	...	279	...	...	2.054	...	...
⁴ » titoli di stato e ob- } BOT e titoli bligaz. p/c Tesoro } a breve ...	9.915	17.648	8.066	4.372	4.016	3.761	4.648	4.192
altri	7.971	10.056	17.068	23.120	21.537	15.131	20.447	15.327
⁵ » titoli di stato e oblig. p/c Tesoro ...	443	535	701	859	862	1.136	861	1.131
⁶ » biglietti presso il Tesoro	13	15	16	20	17	19	17	19
⁷ » vaglia cambiari	75	89	106	191	87	128	86	137
⁸ » aziende di credito	1.380	293	850	1.954	71	69	228	1.074
istituti speciali	638	399	15	8	5	2	22	3
⁹ » depositi in valuta vincolati a fronte di prestiti esteri di : aziende di credito	239	306	283	270	268	201	257	...
istituti speciali	3.241	3.839	3.310	2.492	2.819	663	2.492	689
altri enti non statali	102	88	...	...	...	...	...	...

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1975 31. Dez.	1976 31. Dez.	1977 31. Dez.	1978 31. Dez.	1978 7. Dez.	1979 7. Dez.	1979 7. Jan.	1980 7. Jan.
AKTIVA								
Währungsreserven	74.614	76.656	80.970	102.814	107.093	102.444	103.854	101.674
Gold	14.002	14.002	14.065	17.083	14.065	13.666	17.082	13.693
Reserveposition im Internationalen Währungsfonds und Sonderziehungs- rechte	9.309	10.650	8.595	11.147	11.902	9.440	11.682	9.500
Forderungen an den Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenar- beit im Rahmen des Europäischen Währungssystems	—	—	—	—	—	28.598	—	28.488
Devisen und Sorten	51.303	52.004	58.310	74.584	81.126	50.740	75.090	49.993
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	11.804	11.848	9.256	4.397	4.742	4.127	4.397	4.031
Kredite an inländische Kreditinstitute ...	8.521	19.517	19.588	24.252	19.745	36.263	20.088	35.494
Inlandswechsel	5.910	12.185	12.400	16.402	16.674	30.719	18.174	29.756
Im Offenmarktgeschäft angekaufte In- landswechsel mit Rücknahmeverein- barung .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Auslandswechsel	903	1.223	1.629	1.685	1.751	2.865	1.643	3.076
Lombardforderungen	1.703	6.109	5.559	6.165	1.320	2.679	271	2.662
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	9.044	10.479	9.588	8.839	12.399	13.916	8.975	9.576
Kassenkredite (Buchkredite)	361	1.796	905	156	3.716	5.233	292	893
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Ausgleichsforderungen und unverzins- liche Schuldverschreibung	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683
Kredite an Bundesbahn und Bundespost Wertpapiere	7.953	1.419	693	4.218	4.364	2.447	4.194	2.092
Deutsche Scheidemünzen	946	720	810	698	703	739	714	718
Postcheckguthaben	358	271	999	1.214	177	166	295	319
Sonstige Aktiva	8.139	4.546	6.518	10.121	5.459	5.165	5.120	4.233
Ausgleichsposten wegen Neubewertung der Währungsreserven und sonstiger Fremd- währungsposition	8.931	7.489	10.925	14.184	6.598	9.553	14.184	12.421
Ingesamt ...	130.310	132.945	139.347	170.737	161.280	175.320	161.821	170.558
PASSIVA								
Banknotenumlauf	55.143	59.038	65.567	74.799	75.986	81.642	74.373	78.935
Einlagen von Kreditinstituten	44.591	51.298	52.491	59.366	52.942	58.573	55.416	55.961
auf Girokonten	44.563	51.270	52.464	59.338	52.911	58.544	55.390	55.934
sonstige	28	28	27	28	31	29	26	27
Einlagen von öffentlichen Haushalten ...	8.256	2.939	2.120	4.631	3.301	1.299	2.526	1.675
Bund	2.291	272	296	2.384	99	111	86	74
Lastenausgleichsfonds und E.R.P. Sondervermögen	358	304	150	163	253	185	443	405
Länder	2.106	2.094	1.630	2.027	2.921	971	1.966	1.164
Andere öffentliche Einleger	46	59	44	57	28	32	31	32
Sondereinlagen	3.455	210	—	—	—	—	—	—
Einlagen von anderen inländischen Einle- gern	2.502	2.588	3.905	4.087	2.854	1.771	2.787	2.968
Bundesbahn	5	4	7	7	6	4	5	5
Bundespost (einschl. Postcheck- und Postsparkassenämter)	1.962	2.070	3.419	3.515	2.259	1.167	2.240	2.346
Sonstiger Einleger	535	514	479	565	589	600	542	617
Guthaben auf Sonderkonten Bardepot ...	256	58	—	—	—	—	—	—
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinsti- tuten	—	—	—	—	—	1.000	—	—
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobi- lisierungs- und Liquiditätspapieren	4.173	6.476	5.366	13.205	13.780	7.777	13.162	6.601
Verbindlichkeiten aus dem Auslands- geschäft	840	1.097	489	4.544	3.786	3.344	4.223	3.320
Einlagen ausländischer Einleger	828	779	475	4.531	3.779	3.145	4.183	3.135
Verbindlichkeiten gegenüber dem Euro- päischen Fonds für währungspoli- tische Zusammenarbeit .....	...	306	...	...	...	—	...	—
Sonstige	12	12	14	13	7	199	40	185
Ausgleichsposten für zugewiesene Sonder- ziehungsrechte	1.665	1.489	1.387	1.292	1.387	1.826	1.826	2.257
Gegenposten im Zusammenhang mit der Bewertung des in den Europäischen Fonds für währungspolitische Zusam- menarbeit vorläufig eingebrachten Gol- des	—	—	—	—	—	9.063	—	9.070
Sonstige Passiva	12.884	7.962	8.022	8.813	7.244	9.025	7.508	9.771
Ingesamt ...	130.310	132.945	139.347	170.737	161.280	175.320	161.821	170.558

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1975 31 décembre	1976 31 décembre	1977 31 décembre	1978 31 décembre	1978 7 décembre	1979 10 décembre	1979 5 janvier	1980 10 janvier
ACTIF								
Encaisse or	11.893	11.904	11.904	11.904	11.904	11.904	11.904	11.904
Devises	14.706	20.426	20.514	28.982	28.324	23.278	29.454	24.204
Bons du Trésor étrangers en fr. s.	5.403	5.222	3.949	2.029	2.171	—	1.981	—
Portefeuille effets sur la Suisse :								
Effets de change	1.712	926	1.252	236	220	334	236	413
Bons du Trésor de la Confédération ...	227	375	267	...	...	...	...	...
Avances sur nantissement	200	157	198	50	23	58	10	154
Titres :								
pouvant servir de couverture .....	...	...	...	2	2	5	2	5
autres	3	64	559	346	360	950	346	979
Correspondants en Suisse	136	160	172	186	40	65	71	42
Reconnaissance de dette de la Confédération selon l'arrêté fédéral du 15-12-1971	622	—	—	—	—	—	—	—
Pertes sur les réserves de devises au 31-12-1978	—	—	—	2.593	—	2.593	2.593	1.111
Autres postes de l'actif	64	65	106	93	131	253	74	100
Total ...	34.966	39.299	38.921	46.421	43.175	39.440	46.671	38.912

PASSIF

Fonds propres	67	68	69	70	70	70	70	70
Billets en circulation	19.128	19.731	20.397	22.499	20.906	22.391	21.620	22.296
Engagements à vue :								
Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	11.479	12.644	13.623	15.584	12.584	7.559	16.331	9.426
Autres engagements à vue	1.817	4.005	2.707	4.479	4.060	4.107	4.444	4.058
Avoirs minimaux des banques sur :								
les engagements en Suisse .....	...	...	...	...	...	...	...	...
les engagements envers l'étranger	165	246	...	...	...	...	...	...
Engagements à terme :								
Rescriptions de stérilisation	380	955	772	2.893	3.404	2.015	3.404	2.011
Comptes spéciaux ¹ .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres postes du passif	1.930	1.650	1.353	896	2.151	3.298	802	1.051
Total ...	34.966	39.299	38.921	46.421	43.175	39.440	46.671	38.912

¹ Dépassement du taux d'accroissement des crédits.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en millions de francs or *

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Actif

	1978 31 décembre	1979 31 décembre	1978 30 novembre	1979 30 novembre	1979 31 janvier	1980 31 janvier
I. Or	4.886	5.135	4.869	4.987	4.961	5.222
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue ...	61	9	42	9	63	10
III. Bons du Trésor	1.294	390	1.302	366	1.289	175
IV. Dépôts à terme et avances	55.359	14.350	52.549	13.456	56.235	13.743
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	3	...	...	...	...	...
b) à plus de 3 mois .....	...	...	...	...	...	...
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	40.014	10.703	38.064	9.926	36.497	10.299
b) à plus de 3 mois	15.342	3.647	14.485	3.530	19.738	3.444
Y. Titres à terme	3.644	4.332	3.676	4.223	4.146	4.162
a) à 3 mois au maximum	3.152	4.241	2.679	4.046	2.692	3.851
b) à plus de 3 mois	492	91	997	177	1.454	311
VI. Divers	1.058	107	1.043	88	1.054	117
<i>Total de l'actif</i> ...	66.302	24.323	63.481	23.129	67.748	23.429

* Bases de conversion : avant le mois de juin 1979 : \$ E.U. 42,23 l'once de fin; à partir du mois de juin 1979 : \$ E.U. 208 l'once de fin (moyenne des cours cotés sur le marché de l'or pendant l'exercice 1978-1979 de la B.R.I.).

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en millions de francs or *

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Passif

	1978 31 décembre	1979 31 décembre	1978 30 novembre	1979 30 novembre	1979 31 janvier	1980 31 janvier
I. Capital :						
Actions libérées de 25 p.c.	301	296	301	296	301	296
II. Réserves	1.192	559	1.192	559	1.192	559
1. Fonds de Réserve Légale	30	30	30	30	30	30
2. Fonds de Réserve Générale	520	384	520	384	520	384
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ...	75	17	75	17	75	17
4. Fonds de Réserve Libre	567	128	567	128	567	128
III. Dépôts (or)	3.834	4.214	3.822	4.092	3.913	4.326
1. Banques centrales :						
a) à vue	3.738	4.143	3.635	4.035	3.818	4.255
b) à 3 mois au maximum	63	9	154	24	62	24
c) à plus de 3 mois .....	...	29	...	...	...	14
2. Autres déposants :						
a) à vue	33	33	33	33	33	33
IV. Dépôts (monnaies)	60.083	18.996	57.325	17.902	61.431	17.973
1. Banques centrales :						
a) à vue	668	257	557	171	831	285
b) à 3 mois au maximum	47.682	16.430	44.312	15.460	47.860	15.113
c) à plus de 3 mois	9.863	1.689	10.885	1.731	11.131	2.056
2. Autres déposants :						
a) à vue	91	19	42	10	44	10
b) à 3 mois au maximum	683	279	613	271	416	251
c) à plus de 3 mois	1.096	322	916	259	1.149	258
V. Divers	881	258	829	280	901	275
VI. Provisions	11	—	12	—	10	—
<i>Total du passif ...</i>	66.302	24.323	63.481	23.129	67.748	23.429

* Bases de conversion : avant le mois de juin 1979 : \$ E.U. 42,22 l'once de fin; à partir du mois de juin 1979 : \$ E.U. 208 l'once de fin

Références bibliographiques : *International Financial Statistics (F.M.I.)*. — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche*

(moyenne des cours cotés sur le marché de l'or pendant l'exercice 1978-1979 de la B.R.I.).

Bank : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : Bollettino. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse (rapports)*. — *Banque des règlements internationaux (rapports)*

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. Economie générale; 2. Monnaie, crédit et banque; 3. Finances publiques; 4. Agriculture et pêche; 5. Industrie; 6. Travail; 7. Commerce intérieur; 8. Commerce extérieur; 9. Transports; 10. Prix et salaires; 11. Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers; 12. Communauté Economique Européenne.

1. — ECONOMIE GENERALE

Loi du 29 novembre 1979

modifiant les lois coordonnées du 30 novembre 1935 sur les sociétés commerciales (Moniteur du 16 janvier 1980, p. 700).

(Loi visant à permettre à des époux de fonder ensemble une s.p.r.l. sans intervention d'une tierce personne.)

Loi du 3 janvier 1980

modifiant l'article 11 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales (Moniteur du 16 janvier 1980, p. 701).

(Cette loi vise à empêcher qu'un retard de la publication de l'acte constitutif d'une société aux Annexes du *Moniteur belge* soit un motif d'irrecevabilité, en cas d'action intentée par cette société, si celle-ci a satisfait à toutes ses obligations légales.)

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Loi du 5 décembre 1979

modifiant l'arrêté royal du 30 septembre 1937 relatif à la création d'un Institut national de Crédit agricole (Moniteur du 17 janvier 1980, p. 797).

Article unique. — L'article 3, alinéa 2, de l'arrêté royal du 30 septembre 1937, relatif à la création d'un Institut national de Crédit agricole, modifié par les lois des 4 avril 1963 et 14 avril 1965, l'arrêté royal n° 57 du 10 novembre 1967 et par les lois des 18 mai 1973 et 6 avril 1976, est remplacé par la disposition suivante :

« Les engagements de l'Institut ne peuvent à aucun moment dépasser vingt-huit milliards de francs. Le Roi peut élever ce montant à quarante milliards de francs par libération de quatre tranches de trois milliards de francs chacune. »

Arrêté royal du 6 décembre 1979

modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1955 fixant les conditions d'agrément des sociétés commerciales locales et des fédérations de sociétés locales de crédit à l'outillage artisanal, et la procédure à suivre (Moniteur du 29 janvier 1980, p. 1298).

Arrêté royal du 9 janvier 1980

modifiant l'arrêté royal du 10 août 1967 relatif à l'octroi de la garantie de bonne fin de l'Etat quant au remboursement des prêts hypothécaires consentis pour l'achat ou la construction d'habitations sociales, de petites propriétés terriennes ou d'habitations y assimilées (Moniteur du 31 janvier 1980, p. 1384).

Article 1^{er}. — Les modifications ci-après sont apportées à l'article 7 de l'arrêté royal du 10 août 1967 relatif à l'octroi de la garantie de bonne fin de l'Etat quant au remboursement des prêts hypothécaires consentis pour l'achat ou la construction d'habitations sociales, de petites propriétés terriennes ou d'habitations y assimilées.

Les taux d'intérêt de 7,75 pct. et 8,75 pct. sont portés respectivement à 8,75 pct. et 9,75 pct.

.....

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 5 décembre 1979

ajustant le budget des Affaires régionales bruxelloises de l'année budgétaire 1978 (Moniteur du 4 janvier 1980, p. 74).

Loi du 5 décembre 1979

contenant le budget des Affaires régionales bruxelloises de l'année budgétaire 1979 (Moniteur du 5 janvier 1980, p. 114).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses du budget des Affaires régionales bruxelloises afférentes à l'année budgétaire 1979 des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I)	2.263,6	12,7	20,6
Dépenses de capital (Titre II)	1.524,9	2.257,8	956,9
Total ...	3.788,5	2.270,5	977,5

.....

Loi du 10 décembre 1979

contenant le budget des Affaires régionales wallonnes de l'année budgétaire 1979 (Moniteur du 10 janvier 1980, p. 345).

Article 1^{er}. — Il est ouvert, pour les dépenses de la politique régionale wallonne afférentes à l'année budgétaire 1979, des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I)	8.367,8	60,1	60,1
Dépenses de capital (Titre II)	7.726,5	5.854,4	3.036,8
Total ...	16.094,3	5.914,5	3.096,9

.....

Loi du 11 décembre 1979

ajustant le budget des Affaires régionales flamandes de l'année budgétaire 1978 (Moniteur du 17 janvier 1980, p. 800).

Loi du 11 décembre 1979

contenant le budget des Affaires régionales flamandes de l'année budgétaire 1979 (Moniteur du 18 janvier 1980, p. 861).

Article 1^{er}. — Il est ouvert, pour les dépenses de la politique régionale flamande afférentes à l'année budgétaire 1979, des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I)	10.856,3	417,4	28,2
Dépenses de capital (Titre II)	7.513,6	7.526,7	5.593,2
Total ...	18.369,9	7.944,1	5.621,4

Loi du 24 décembre 1979

ouvrant des crédits provisoires à valoir sur le budget des Affaires régionales bruxelloises de l'année budgétaire 1980 (Moniteur du 1^{er} janvier 1980, p. 3).

Loi du 24 décembre 1979

ouvrant des crédits provisoires à valoir sur le budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 1980 (Moniteur du 1^{er} janvier 1980, p. 5).

Loi du 24 décembre 1979

ajustant le budget de la Dette publique de l'année budgétaire 1979 (Moniteur du 15 janvier 1980, p. 622).

Article 1^{er}. — Les crédits prévus au Titre I — Dépenses courantes et au Titre III — Amortissements de la Dette publique du budget de la Dette publique de l'année budgétaire 1979, sont ajustés suivant les données détaillées du tableau annexé à la présente loi et à concurrence de :

(En millions de francs)

Ajustements	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I)			
Crédits supplémentaires de l'année courante	6.984,9	—	—
Réductions	700,0	—	—
Crédits supplémentaires pour années antérieures	28,1	—	—
Amortissement de la Dette publique (Titre III)			
Réductions	266,5	—	—
Crédits supplémentaires pour années antérieures	4,1	—	—

Loi du 24 décembre 1979

contenant le budget de la Dette publique de l'année budgétaire 1980 (Moniteur du 15 janvier 1980, p. 626).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses de la Dette publique afférentes à l'année budgétaire 1980 des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I)	124.270,6	—	—
Dépenses de capital (Titre II)	393,9	—	—
Total (Titres I et II) ...	124.664,5	—	—
Amortissements de la Dette publique (Titre III)	70.293,6	—	—
Total général (Titres I + II + III)	194.958,1	—	—

Loi du 28 décembre 1979

ouvrant des crédits provisoires à valoir sur le budget de la Communauté néerlandaise de l'année budgétaire 1980 (Moniteur du 8 janvier 1980, p. 187).

Loi du 28 décembre 1979

ouvrant des crédits provisoires à valoir sur le budget des Affaires régionales flamandes de l'année budgétaire 1980 (Moniteur du 8 janvier 1980, p. 189).

Loi du 28 décembre 1979

ouvrant des crédits provisoires à valoir sur le budget des Affaires régionales wallonnes de l'année budgétaire 1980 (Moniteur du 10 janvier 1980, p. 408).

Loi du 28 décembre 1979

ouvrant des crédits provisoires à valoir sur le budget de la Communauté de langue allemande pour l'année budgétaire 1980 (Moniteur du 24 janvier 1980, p. 1123).

Arrêté royal n° 38 du 7 janvier 1980

relatif à la déduction de la taxe sur la valeur ajoutée grevant les biens d'investissement pendant l'année 1980 (Moniteur du 10 janvier 1980, p. 415).

Arrêtés royal et ministériel du 14 janvier 1980

relatifs à l'émission de l'emprunt 11 p.c. 1980-1989 (Moniteur du 15 janvier 1980, pp. 671 et 672).

Article 1^{er}. — Notre Ministre des Finances est autorisé à émettre aux conditions qu'il déterminera, un emprunt intérieur dénommé « Emprunt 11 p.c. 1980-1989 ».

.....
Les obligations portent intérêt au taux de 11 p.c. l'an à partir du 11 février 1980.

Les intérêts sont payables le 11 février des années 1981 à 1989.
.....

Art. 4. — L'emprunt est amortissable suivant les modalités ci-après.

Une dotation annuelle de 5 p.c. du capital nominal émis, augmentée chaque année des intérêts des capitaux amortis est selon un étalement annuel normal si nécessaire adapté à l'état du marché, affectée au rachat des obligations à des cours ne dépassant pas le pair de la valeur nominale.

Si le cours dépasse le pair, Notre Ministre des Finances peut déterminer sous quelles conditions l'amortissement par rachat peut éventuellement être poursuivi.

Les fonds destinés aux amortissements annuels sont mis à la disposition de la Caisse d'amortissement, à partir du 11 février de chacune des années 1981 à 1988 au fur et à mesure des besoins qu'elle aura notifiés au Service de la Dette publique.

La partie non utilisée des dotations d'amortissement n'est pas reportée.

Les obligations restant en circulation le 11 février 1989 sont remboursables à cette date au pair de leur valeur nominale.

Les dotations d'amortissement de cet emprunt pourront être confondues avec celles d'autres emprunts portant même taux d'intérêt, amortissables selon les mêmes modalités et remboursables au pair à la même échéance.

.....

*

**

Article 1^{er}. — La souscription publique aux obligations de l'emprunt 11 p.c. 1980-1989 sera ouverte le 24 janvier 1980; elle sera close le 8 février 1980. Il pourra toutefois être mis fin à la souscription avant cette dernière date.

.....

Art. 3. — Le prix d'émission, payable intégralement en espèces au moment du dépôt des souscriptions, sera fixé au plus tard le 16 janvier 1980.

.....

Art. 7. — Il est alloué une commission de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention aux banques, agents de change et caisses d'épargne privées visés à l'article 1^{er}, ainsi qu'aux établissements financiers du secteur public.

Une commission de 1 p.c. peut être allouée aux investisseurs institutionnels.

.....

Arrêté ministériel du 16 janvier 1980

relatif à l'émission de l'emprunt 11 p.c. 1980-1989 (Moniteur du 19 janvier 1980, p. 970).

Article 1^{er}. — Le prix d'émission des obligations de l'emprunt 11 p.c. 1980-1989 est fixé au pair de leur valeur nominale.

.....

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté ministériel des 4 et 5 janvier 1980

réglementant les prix des viandes bovines et porcines (Moniteur du 11 janvier 1980, pp. 504 et 505).

Arrêté ministériel du 9 janvier 1980

modifiant l'arrêté ministériel du 27 août 1979 fixant les prix maxima de vente des engrais azotés simples et des engrais composés, y compris les engrais liquides (Moniteur du 24 janvier 1980, p. 1126).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Décision du Conseil du 17 décembre 1979 (80/67/CEE)

arrêtant le rapport annuel sur la situation économique de la Communauté et fixant les orientations de politique économique pour l'année 1980 (Journal officiel du 23 janvier 1980, n° L 17, p. 20).

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin de janvier 1980. Les ouvrages et articles retenus sont classés par sujets selon le plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974.

L'abonné qui le désire peut obtenir cette version sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont, 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan peut être consultée à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

*
**

MANDEL, E.

Les ondes longues de la conjoncture : essai d'explication marxiste.

Bruxelles, Société Royale d'Economie Politique de Belgique, Conférences n° 414, mars 1979, 45 p.

VEREYCKEN, L.

Regionale bestaanszekerheidsverschillen in Vlaanderen.

(In : Economisch en Sociaal Tijdschrift, Antwerpen, n° 6, december 1979, blz. 713-723.)

BELG. 64 B

052. - 336.43

321.90 - 339.21

SPITAELS, G.

Le budget ou l'art de l'impossible.

Bruxelles, Société Royale d'Economie Politique de Belgique, Conférences n° 417, octobre 1979, 16 p.

BERGHMAN, J.

Pauvreté et inégalités en Belgique — Aperçu.

(In : Revue belge de sécurité sociale, Bruxelles, n° 9, septembre 1979, pp. 549-586.)

BELG. 141

08 - 92

330.01

WILLEQUET, J.

Albert I^{er}, Roi des Belges.

Bruxelles, Presses de Belgique, 1979, 276 p.

SHONE, R.

Internal and External Balance — Problems of Interpretation.

(In : Journal of Economic Studies, Glasgow, No. 2, November 1979, pp. 216-226.)

G.B. 28 C

307.367.

331.30

MOREAU, F.

Voorspellingsmodel voor Faillissementen.

(In : Tijdschrift voor Economie en Management, Leuven, n° 3, september 1979, blz. 361-377.)

BELG. 171

La conjoncture belge.

(In : Institut de Recherches Economiques — Service de Conjoncture, Louvain-la-Neuve, décembre 1979, pp. 22-55.)

BELG. 87

LETELIER, M.

Conjoncture de l'économie belge. Reprise fragile de l'activité.

(In : *Chroniques d'actualité de la SEDEIS*, Paris, n° 1, 1^{er} janvier 1980, pp. 13-23.)

FR. 10 B

La politique économique au début des années 1980.
(In : *Perspectives Economiques de l'O.C.D.E.*, Paris, n° 26, décembre 1979, pp. 5-14.)

O.C.D.E. 13

331.30

SMULDERS, A.M.F.

Kernproblemen van de Europese economie in het perspectief van 1980.

(In : *Maandschrift Economie*, Deventer, n° 12, december 1979, blz. 540-555.)

NED. 5

DE GRAUWE, P.

Salaires, emploi et durée du travail.

(In : *Recherches économiques de Louvain*, Louvain-la-Neuve, n° 1, mars 1979, pp. 109-121.)

BELG. 34

332.26 - 332.811. - 332.691.

331.30

VAN BROEKHOVEN, E.

België : een land in fundamenteel onevenwicht ?

(In : *Maandschrift Economie*, Deventer, n° 12, december 1979, blz. 527-539.)

NED. 5

DREZE, J.H.

Salaires, emploi et durée du travail.

(In : *Recherches économiques de Louvain*, Louvain-la-Neuve, n° 1, mars 1979, pp. 17-34.)

BELG. 34

332.26 - 332.811. - 332.691.

331.31 - 333.846.0 - 336.61

DOMBRECHT, M.

On the Effectiveness of Stabilization Policy in Belgium.

(In : *Tijdschrift voor Economie en Management*, Leuven, n° 4, december 1979, blz. 463-491.)

BELG. 171

332.630. - 332.620.

VANDENBORRE, H.

Het tewerkstellingsprincipe in de General Theory en de werkloosheidsproblematiek na 1974.

(In : *Tijdschrift voor Economie en Management*, Leuven, n° 4, december 1979, blz. 417-453.)

BELG. 171

VAN RIJCKEGHEM, W. and BEKX, P.

The Belgian Full-employment Budget Deficit in the Seventies.

(In : *Tijdschrift voor Economie en Management, Leuven*, n° 3, september 1979, blz. 325-341.)

BELG. 171

CASTIAUX, M. et GLEJSER, H.

Perspectives du marché belge de l'emploi d'ici à 1985.

(In : *Bulletin de l'I.R.E.S.P., Louvain-la-Neuve*, n° 57, octobre 1979, pp. 1-24.)

BELG. 33 Z

332.632.0 - 332.27 - 339.21

332.810. - 339.312.0

332.691.

CLEMER, G. en TAVERNIER, K.

Tewerkstelling en inkomensmatiging in België : een onvermijdelijke keuze.

(In : *Leuvense Economische Standpunten, Leuven*, n° 16, oktober 1979, blz. 1-21.)

BELG. 92

COSSEE de MAULDE, G.

L'emploi en Belgique — les données majeures.

(In : *Entreprise et l'Homme, Bruxelles*, n° 5, septembre-octobre 1979, pp. 240-248.)

BELG. 39

332.632.0

332.71

DONCKELS, R.

Werkverschaffing in crisistijd : Wat mag men van de KMO verwachten ?

(In : *Tijdschrift voor Economie en Management, Leuven*, n° 3, september 1979, blz. 379-394.)

BELG. 171

DEPIREUX, A.

L'activité professionnelle de la femme ou la femme d'aujourd'hui et le travail.

(In : *Les Cahiers du Centre Jacques Georgin, Bruxelles*, n°s 4-5, 1^{er} décembre 1979, pp. 51-56.)

BELG. 73

332.632.0 - 332.630.

332.811. - 368.40

VANDAMME, F.

Le programme de résorption du chômage : L'expérience du cadre spécial temporaire.

(In : *Revue du Droit social, Bruxelles*, n° 7, 1979, pp. 325-337.)

DE BEYS, X.

Travail à temps partiel et Sécurité sociale.

(In : *Les Cahiers du Centre Jacques Georgin, Bruxelles*, n°s 4-5, 1^{er} décembre 1979, pp. 107-116.)

BELG. 73

332.811.

333.102.

LEPAFFE, J.

Le travail à temps partiel : pour une optique nouvelle.

(In : *Les Cahiers du Centre Jacques Georgin, Bruxelles, n^{os} 4-5, 1^{er} décembre 1979, pp. 7-29.*)

BELG. 73

De banken in de Belgische financiële sector : enkele vergelijkende gegevens.

(In : *Revue de la Banque, Bruxelles, n^o 5, décembre 1979, pp. 753-760.*)

BELG. 134

332.811.

333.106. - 333.130.1

VERZIN, G.

La réduction du temps de travail.

(In : *Les Cahiers du Centre Jacques Georgin, Bruxelles, n^{os} 4-5, 1^{er} décembre 1979, pp. 31-44.*)

BELG. 73

COBBAUT, R. et MALEVEZ, P.

Analyse de la structure financière de dix banques belges.

(In : *Annales de sciences économiques appliquées, Louvain-la-Neuve, n^o 4, décembre 1979, pp. 79-111.*)

BELG. 10

333.101.

333.106.

MACNAMARA, J.P.

Progress Towards jharmonisation in Banking in the European Community.

(In : *The Irish Banking Review, Dublin, December 1979, pp. 15-20.*)

IRL. 2

LIERMAN, F.

Solvabiliteit en rendabiliteit van de Belgische banken in 1978.

(In : *Revue de la Banque, Bruxelles, n^o 5, décembre 1979, pp. 761-778.*)

BELG. 134

333.101.

333.111.5

MUHLEN, E.

Luxembourg, place financière internationale.

(In : *Eurépargne — Revue économique européenne, Luxembourg, n^o 1, janvier 1980, pp. 1-7.*)

LUX. 4

D'HOOGH, G. en DETERCK-SPILLEBOUDT, M.

Openbare bank en hervorming van de instellingen.

(In : *Economisch en Sociaal Tijdschrift, Antwerpen, n^r 6, december 1979, blz. 665-674.*)

BELG. 64 B

VAN DER STRAETEN, K. e.a.

Het Herdiscontering- en Waarborginstituut in de markt van het herdisconto.

(In : *Revue de la Banque, Bruxelles, n° 5, décembre 1979, pp. 633-643.*)

BELG. 134

CHAUSSARD, A.

La longue gestation du compte de substitution.

(In : *Eurépargne — Revue économique européenne, Luxembourg, n° 12, décembre 1979, pp. 2-4.*)

LUX. 4

333.162.

La Banque des Règlements Internationaux.

(In : *Eurépargne — Revue économique européenne, Luxembourg, n° 1, janvier 1980, pp. 23-26.*)

LUX. 4

333.432.8 - 333.421.1 - 333.453.
382.257. - 334.151.25

DEVILLEBICHOT, G.

Pour sortir enfin d'un régime inepte de « Paiements » internationaux : le plan Bernard Schmitt.

(In : *Revue d'Economie Politique, Paris, n° 5, septembre-octobre 1979, pp. 623-636.*)

FR. 52

333.426. - 333.427. - 333.131.40
333.632.0 - 333.131.5

Les actifs financiers des particuliers et des entreprises.

(In : *Paribas — Notes économiques, Bruxelles, n° 28, novembre 1979, pp. 2-8.*)

BELG. 64 D

QUINN, G.

The World Monetary System — Recent Developments.

(In : *The Irish Banking Review, Dublin, December 1979, pp. 8-14.*)

IRL. 2

333.432.8

333.432.8

CARLSSON, T.

The International Monetary System — Development and Experience during the Post-War Period.

(In : *Skandinaviska Enskilda Banken Quarterly Review, Stockholm, No. 3-4, December 1979, pp. 85-95.*)

SUEDE 5

333.44 - 333.103.

HILLARD, A.

VI^e conférence internationale sur les systèmes de paiement. Stratégie des banques face au progrès technique.

(In : *Banque, Paris, n° 389, novembre 1979, pp. 1329-1333.*)

FR. 6

333.451.1

333.453. - 333.451.7

BOLL, F.

How Well do Belgian-Franc Forward Exchange Rates Forebode the Future Spot Ones ?

(In : *Tijdschrift voor Economie en Management, Leuven*, n° 4, december 1979, blz. 493-496.)

BELG. 171

JOHNSON, R.S. and ZUBER, R.A.

International Currency Cocktails — Their Development, Use, and Construction.

(In : *Rivista Internazionale di Scienze Economiche e Commerciali, Padova*, N. 10, Ottobre 1979, pp. 925-940.)

ITAL. 22 B

333.451.1

333.453.

DE GRAUWE, P. a.o.

The Forward Exchange Rate as a Predictor of the Spot Rate : The Case of the B.L.E.U. Some Further Results.

(In : *Tijdschrift voor Economie en Management, Leuven*, n° 4, december 1979, blz. 497-506.)

BELG. 171

TUROT, P.

L'avenir des unités de compte à usage d'indicateur monétaire ou de protection financière ?

(In : *Chroniques d'actualité de la SEDEIS, Paris*, n° 1, 1^{er} janvier 1980, pp. 24-29.)

FR. 10 B

333.451.1 - 333.841. - 380.23

333.602. - 333.613.

KERVYN, A.

Taux de change, inflation et compétitivité externe.

(In : *Recherches économiques de Louvain, Louvain-la-Neuve*, n° 1, mars 1979, pp. 55-94.)

BELG. 34

Les marchés nationaux et internationaux des obligations en 1979.

(In : *Bulletin hebdomadaire — Kredietbank, Bruxelles*, n° 46, 14 décembre 1979, pp. 1-7.)

BELG. 33

333.451.1

333.613.

VERWILST, H.

The Forward Exchange Rate as a Predictor of the Spot Rate : Reply.

(In : *Tijdschrift voor Economie en Management, Leuven*, n° 4, december 1979, blz. 507-510.)

BELG. 171

Les marchés belges des obligations et des actions en 1979.

(In : *Bulletin hebdomadaire — Kredietbank, Bruxelles*, n° 48, 28 décembre 1979, pp. 1-7.)

BELG. 33

333.632.1 - 333.834. - 333.662.

333.741.

Le marché des bons internationaux à taux flottant.

(In : *Tendances des marchés des capitaux*, Paris, n° 11, octobre 1979, pp. 1-122.)

O.C.D.E. 16

FAYT, H.

Enkele beschouwingen over de geldmarkt in België en over de internationale markt.

(In : *Revue de la Banque*, Bruxelles, n° 5, décembre 1979, pp. 781-786.)

BELG. 134

333.633.0 - 333.602.

333.741.

Les marchés internationaux des actions en 1979.

(In : *Bulletin hebdomadaire — Kredietbank*, Bruxelles, n° 47, 21 décembre 1979, pp. 1-5.)

BELG. 33

WAUTERS, E.

Rol van de thesaurieafdeling in een financiële instelling.

(In : *Revue de la Banque*, Bruxelles, n° 5, décembre 1979, pp. 786-793.)

BELG. 134

333.643.

333.820. - 333.451.1 - 334.151.27

SPILLEBOUDT-DETERCK, M.

Technique du report en bourse.

(In : *Revue de la Banque*, Bruxelles, n° 5, décembre 1979, pp. 727-741.)

BELG. 134

BUDD, A.P. and WARBURTON, P.J.

Monetary Policies and Exchange Rates.

(In : *Recherches économiques de Louvain*, Louvain-la-Neuve, n° 1, mars 1979, pp. 35-54.)

BELG. 34

333.736. - 333.770. - 333.432.8
334.16

333.830.

MEZNERICS, I.

International Payments with Special Regard to Monetary Systems.

Alphen/Rijn, Sijthoff and Noordhoff, 1979, 269 p.

THOMAS, J.G.

Quand le taux réel est le taux nominal.

(In : *Banque*, Paris, n° 389, novembre 1979, pp. 1263-1267.)

FR.6

STEINHERR, A. et WEISERBS, D.

Inflation, emploi et change.

(In : *Recherches économiques de Louvain, Louvain-la-Neuve, n° 1, mars 1979, pp. 3-15.*)

BELG. 34

FAURE, E. et GELEE, G.

L'Union économique et monétaire et les déséquilibres régionaux.

(In : *Revue du Marché Commun, Paris, n° 231, novembre 1979, pp. 481-486.*)

FR. 58

334.150.6

334.151.20 - 382.242.4 - 334.3

JANZ, L.

Le budget de la Communauté Européenne.

(In : *Eurépargne — Revue économique européenne, Luxembourg, n° 12, décembre 1979, pp. 16-21.*)

LUX. 4

SCHMIEGELOW, M.

System Change or System Maintenance ? Problems of Functionalism in European Monetary Integration. (Faculté des sciences économiques, sociales et politiques, nouvelle série, 140.)

Louvain, Université Catholique de Louvain, 1979, 170 p.

334.151.1

334.151.27

DANCET, G.

Efficiëntie van wisselkoerswijzigingen in de E.G.-landen.

(In : *Tijdschrift voor Economie en Management, Leuven, n° 3, september 1979, blz. + ee-341.*)

BELG. 171

BAER, G.D.

La signification de l'indicateur de divergence dans le Système monétaire européen.

(In : *Eurépargne — Revue économique européenne, Luxembourg, n° 12, décembre 1979, pp. 8-12.*)

LUX. 4

334.151.1 - 333.451.0 - 334.151.22

334.151.27

DE GRAUWE, P. and VAN DEN BERGH, P.

Monetary Policies and the Exchange Rates in the E.C.-Countries.

(International Economics Research Paper, 23.)

Leuven, Centrum voor Economische Studiën van de Katholieke Universiteit te Leuven, 1979, versch. blz.

Britain and the European Monetary System.

(In : *Midland Bank Review, Sheffield, December 1979, pp. 17-20.*)

G.B. 37

Relation du système monétaire européen avec le système monétaire international.

(In : *Journal officiel des Communautés Européennes — Annexe — Débats du Parlement européen, Luxembourg, n° 246, octobre 1979, pp. 137-151.*)

CE 5

DEWEZ, I.

Eléments de comparaison des politiques industrielles européenne et japonaise.

(In : *Annales de sciences économiques appliquées, Louvain-la-Neuve, n° 4, décembre 1979, pp. 9-47.*)

BELG. 10

334.151.27

334.151.7

STEUER, W.

Le SME menace la politique de stabilité de l'Allemagne Fédérale.

(In : *Eurépargne — Revue économique européenne, Luxembourg, n° 12, décembre 1979, pp. 13-15.*)

LUX. 4

QUERINI, G.

Critères pour une politique industrielle européenne.

(In : *Revue du Marché Commun, Paris, n° 231, novembre 1979, pp. 507-515.*)

FR. 58

334.151.50

334.153.1 - 337.51

COMMUNAUTES EUROPEENNES.

Le budget social européen, 1980 - 1975 - 1970.

Luxembourg, Office des Publications officielles des Communautés Européennes, 1979, V + 152 p.

WELLENSTEIN, E.

Les négociations commerciales multilatérales 1973-1979, dites « Tokyo-Round ».

(In : *Politique étrangère, Paris, n° 2, décembre 1979, pp. 301-320.*)

FR. 50 A

334.151.55 - 332.26

334.81 - 337.554.

PLETTINX, F.

De loonkosten in de landen van de Europese Economische Gemeenschap.

(In : *Gids op Maatschappelijk Gebied, Brussel, n° 12, december 1979, blz. 935-952.*)

BELG. 71

IMHOOF, R.S.

Le GATT et les zones de libre-échange.

Genève, Librairie de l'Université Georg et Cie, 1979, XXVIII + 251 p.

NODDINGS, P.

La taxation des plus-values des particuliers en Europe et aux Etats-Unis.

(In : *Fiscalité européenne, Nice, n° 4, décembre 1979, pp. 3-26.*)

FR. 34 A

Les marchés commerciaux en 1979.

(In : *Bulletin hebdomadaire — Kredietbank, Bruxelles, n° 45, 7 décembre 1979, pp. 1-7.*)

BELG. 33

336.400. - 336.61 - 336.401.

338.048. - 333.138.2

MOESEN, W.A.

The Cyclically Neutral Budget and Belgian Stabilization Policy in the Seventies.

(Studiecentrum voor Economisch en Sociaal Onderzoek, rapport 7987.)

Antwerpen, Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius, 1979, 30 blz.

CENTRE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SOCIO-POLITIQUES.

Les groupes d'entreprises.

(Dossiers du CRISP, 13.)

Bruxelles, C.R.I.S.P., 1979, 16 p.

338.012.

338.43

Methodologische aspecten en resultaten van een modellisatie-oefening van vraag en aanbod van energie.

(Nationaal Onderzoeks- en Ontwikkelingsprogramma op het gebied van de Energie.)

Brussel, Diensten van de Eerste Minister, 1979, versch. blz.

JACQUEMIN, P.

Trois ans de fonctionnement de la commission consultative régionale wallonne d'aménagement du territoire.

(In : *Wallonie, Namur, n° 6, novembre-décembre 1979, pp. 635-649.*)

BELG. 186

338.012.

338.43

PROOST, S.

Twee bedenkingen rond onze energiepolitiek.

(In : *Tijdschrift voor Economie en Management, Leuven, n° 4, december 1979, blz. 511-529.*)

BELG. 171

SPINEUX-VAN GELDEREN, Ch.

Croissance démographique et urbanisation du Brabant wallon.

(In : *Wallonie, Namur, n° 6, novembre-décembre 1979, pp. 611-633.*)

BELG. 186

LIZEN, Ch.

L'agriculture wallonne et son destin.

(In : Wallonie, Namur, n° 6, novembre-décembre 1979, pp. 575-589.)

BELG. 186

Le secteur de la construction en Belgique.

(In : Bulletin de la Société Générale de Banque, Bruxelles, n° 194, décembre 1979, pp. 2-5.)

BELG. 27 C

338.731.

339.112.12 - 338.43

L'impact des ajustements des prix du pétrole pour la Belgique.

(In : Institut de Recherches Economiques — Service de Conjoncture, Louvain-la-Neuve, décembre 1979, pp. 56-60.)

BELG. 87

Une planification décentralisée du logement est-elle possible ?

(In : Critique régionale, Bruxelles, n° 1, novembre 1979, pp. 9-80.)

BELG. 52

338.752.12

339.312.2

L'industrie automobile à un tournant.

(In : Bulletin financier — Banque Bruxelles Lambert, Bruxelles, n° 40, 7 décembre 1979, pp. 1-7.)

BELG. 34 A

VAN ROMPUY, P. and DE BRUYNE, G.

Specification and Estimation of an Inter-regional Allocation Model for Capital Stock.
(Regional Science Research Paper, 25.)*Leuven, Centrum voor Economische Studiën van de Katholieke Universiteit te Leuven, 1979, 25 blz.*

338.753.2

352.

Le secteur belge de l'électricité.

(In : Paribas : Belgique présente, Bruxelles, n° 8, décembre 1979, pp. 1-23.)

BELG. 64 E

JURION, B.J.

Les fusions de communes en Belgique; leurs motivations, leur organisation, leurs résultats.

Liège, Centre de Recherches Economiques et Démographiques de Liège, 1979, 37 p.

368.40

380.53 - 658.7 - 338.046.3

DELPEREE, A.

Remise en ordre ou remise en cause de la Sécurité sociale.

(In : Les Cahiers du Centre Jacques Georgin, Bruxelles, nos 4-5, 1^{er} décembre 1979, pp. 101-105.)

BELG. 73

VAN BUGGENHOUT, F.

Analyse du comportement d'acquisition d'une étude de marché.

(In : Annales de sciences économiques appliquées, Louvain-la-Neuve, n° 4, décembre 1979, pp. 113-123.)

BELG. 10

368.40

382.250. - 336.721. - 382.240.

LEUS, I.

Sociale zekerheid in moeilijkheden.

(In : Gids op Maatschappelijk Gebied, Brussel, n° 12, december 1979, blz. 907-933.)

BELG. 71

BALOGH, T. and GRAHAM, A.

The Transfer Problem Revisited : Analogies Between the Reparations Payments of the 1920s and the Problems of the Opec Surpluses.

(In : Oxford Bulletin of Economics and Statistics, Oxford, No. 3, August 1979, pp. 183-191.)

G.B. 10

368.40

385.1

PAYFA, M.

L'équilibre financier de l'A.M.I.

(In : Les Cahiers du Centre Jacques Georgin, Bruxelles, nos 4-5, 1^{er} décembre 1979, pp. 71-77.)

BELG. 73

FORTON, P.

Les transports de voyageurs entre grandes agglomérations européennes au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle.*(In : Echos des Communications, Bruxelles, n° 1, 1979, pp. 5-49.)*

BELG. 63 A

368.611.

657.2 - 657.45 - 339.312.7
339.4

BASTIN, J.

L'assureur-crédit et la banque.

(In : Revue de la Banque, Bruxelles, n° 5, décembre 1979, pp. 743-752.)

BELG. 134

Les nouveaux comptes annuels : pour une meilleure analyse de l'entreprise.

(In : Bulletin hebdomadaire — Kredietbank, Bruxelles, n° 1, 4 janvier 1980, pp. 1-5.)

BELG. 33

Prix de l'abonnement annuel	{ Belgique et Luxembourg : FB 400,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour les abonnés en Belgique). Autres pays : FB 500,—.
Prix du numéro séparé	{ Belgique et Luxembourg : FB 40,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays : FB 50,—.

Paiement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « V.A.P. - Fournitures à facturer - Bulletin de la Banque Nationale de Belgique », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise.
